

Léon Trotsky
ŒUVRES
3

Novembre 1933 - Avril 1934

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ et Michel DREYFUS

Publication de l'Institut Léon Trotsky

Paris EDI 1978

ÉTUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> , Marguerite BONNET	11
<i>RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION</i> <i>INTERNATIONALE</i> , l'équipe de présentation	13
<i>LISTE DES SIGLES</i>	15
<i>REPÈRES CHRONOLOGIQUES</i>	17
<i>INTRODUCTION</i> , Pierre BROUÉ, Michel DREYFUS	19

Léon TROTSKY

*Les titres des lettres sont établis par nous. Les titres originaux des articles, quand ils sont modifiés par nous, sont indiqués en note. Les titres donnés par Trotsky lui-même sont soulignés d'un astérisque. **

Pas de revue en commun avec les brandlériens (2-11-1933)	31
Reprise de contact (2-11-1933)	33
Nos tâches aujourd'hui (7-11-1933) *	36
Une affaire à prendre au sérieux (7-11-1933)	42
Il faut publier Malraux aux Etats-Unis (9-11-1933)	43
Maria Reese et le Comintern (10-11-1933) *	45
Interview avec Anita Brenner (13-11-1933)	48
Que peut-on faire contre le fascisme (13-11-1933)	55
De nouveaux rapports dans la classe ouvrière (14-11-1933)	56
La discussion avec Hennaut (16-11-1933)	58
Problèmes de l'unification (18/19-11-1933)	63
Plan d'action (novembre 1933)	68
Problèmes hollandais (20-11-1933)	74
Sur le mot d'ordre des soviets (21-11-1933)	77
Sur la conférence de la jeunesse (21-11-1933)	79
Pour un front uni contre le fascisme (22-11-1933)	81
Pour un accord de combat des organisations prolétariennes contre le fascisme (22-11-1933)	82
Le travail dans le parti socialiste (22-11-1933)	84
Hitler le pacifiste (23-11-1933) *	87
Un procès politique sans axe politique (26-11-1933)	92
Remarques rapides (30-11-1933)	99
Nationalisme et vie économique (30-11-1933) *	101
Contribution à une discussion sur les fondements théoriques de la L.C.I. (4-12-1933) *	110

LEON TROTSKY, ŒUVRES, NOVEMBRE 1933 - AVRIL 1934

Notes d'un journaliste (12-12-1933) *	121
La lutte contre De Kadt (18-12-1933)	130
La préconférence des quatre (30-12-1933)	132
Une conférence du bloc des quatre (30-12-1933) *	150
Anatole Vassilievitch Lunatcharsky (1-1-1934) **	153
Pour la IV ^e Internationale (5-1-1934) *	154
Liberté d'expression (9-1-1934)	161
Le révisionnisme et le plan (9-1-1934) *	163
Le S.A.P., la Ligue communiste internationaliste et la IV ^e Internationale (11-1-1934) *	176
Où sont les limites de la décadence ? Bilan du 13 ^e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste (18-1-1934)	186
A la veille du XVII ^e congrès. Les congrès bolcheviques, hier et aujourd'hui (20-1-1934)	201
Problèmes posés à la minorité britannique (23-1-1934)	208
Sur la déclaration de la majorité du comité national de la section britannique du 17 décembre - Projet - (23-1-1934)	210
Un réel succès (24-1-1934) *	213
Sur le problème juif (28-1-1934)	217
D'importantes questions (29-1-1934)	219
Sur le « problème juif » (février 1934) *	220
La milice ouvrière (6-2-1934)	223
Des tâches concrètes (12-2-1934)	226
Sur le projet de texte des hollandais pour la conférence de la jeunesse (15-2-1934)	228
La responsabilité d'un traducteur (20-2-1934)	236
Le véritable sens de la déclaration de Rakovsky (21-2-1934)	237
Centrisme et IV ^e Internationale (22-2-1934) *	239
C'est au tour de la France pour la IV ^e Internationale (mars 1934) **	247
La lutte contre le fascisme (2-3-1934)	248
Un appel pour un nouveau drapeau (13-3-1934)	252
L'Armée rouge (13-3-1934) *	255
Un attentat centriste contre le marxisme (16-3-1934) *	271
Quelques reproches au R.S.P. (17-3-1934)	277
La rupture de Field avec la ligue américaine (18-3-1934)	279
La résolution de la conférence des jeunes (19-3-1934)	281
Sur la fusion projetée aux Etats-Unis (20-3-1934)	285
Encore une fois sur le centrisme (23-3-1934) *	288
Salut à la Vérité (25-3-1934) *	293
Encore sur le projet de fusion aux Etats-Unis (29-3-1934)	296
De graves erreurs politiques (29-3-1934)	298
Que signifie la capitulation de Rakovsky ? (31-3-1934) *	303
La crise de la section grecque (5-4-1934)	311
Problèmes américains (10-4-1934)	317
Déclaration à propos de l'enquête à Barbizon (14 ou 15 avril 1934)	319
Déclaration sur l'arrêt d'expulsion (18-4-1934)	323
Derrière la capitulation de Rakovsky (19-4-1934) *	326

LEON TROTSKY, ŒUVRES, NOVEMBRE 1933-AVRIL 1934

<i>ANNEXES</i>	329
<i>PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS</i>	331
<i>INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES</i>	333
<i>INDEX DES NOMS DE PERSONNES</i>	335
<i>INDEX DES ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, INSTANCES</i>	341
<i>INDEX DES THÈMES ET SUJETS</i>	353

TABLE DES HORS-TEXTES :

Planche I - Theresa Recchia et Pietro Tresso

Planche II - Alfonso Leonetti, Willy Brandt

Planche III - Georges Vitsoris et Dimitri Yotopoulos

Planche IV - Margaret Johns et un groupe de militants britanniques

** Sont soulignés de deux astérisques des textes, signalés dans ce volume à leur place chronologique, accessibles dans d'autres éditions dont les références sont indiquées et qui ne seront pas repris dans cet ouvrage.

AVERTISSEMENT

La publication des œuvres de Léon Trotsky dans laquelle s'insère le présent volume répond à un projet d'ensemble qui vise à permettre une connaissance plus large et plus sûre de sa pensée et de son action. Ses livres proprement dits ont connu en France des rééditions successives, souvent dans des collections de poche qui en facilitent la circulation. Mais à quelques exceptions près, les articles et l'énorme correspondance qui forment pourtant l'armature quotidienne de son combat politique ne sont pas aisément accessibles. Pour la période de l'exil, la correspondance, dont de nombreux éléments publiés dans cette collection étaient jusqu'à ce jour inédits, a constitué une part considérable de l'activité de Trotsky : elle était un de ses modes principaux d'intervention dans les luttes. En outre, plus encore que les ouvrages, articles et lettres exigent pour parvenir pleinement au lecteur des annotations précises les replaçant dans les événements, discussions, polémiques de l'époque, éclairant la vie des groupes et des hommes qui se sont rassemblés autour ou dans la mouvance de Trotsky. De nouveaux documents issus d'archives publiques ou privées fournissent aujourd'hui la possibilité de prendre une vue approfondie de tout ce contexte.

Un effort d'édition devait donc être entrepris, se fixant pour premier objectif la constitution de recueils présentés par des introductions historiques solides et accompagnés d'un appareil critique d'une grande rigueur. Ces considérations ont conduit un certain nombre de militants et de chercheurs, conscients de la nécessité d'un tel travail, à créer un Institut Léon Trotsky, grâce auquel puisse être évitée la dispersion des efforts et assurée une collaboration scientifique internationale étendue ; la tâche est trop vaste pour être poursuivie individuellement. L'Institut, fondé à la fin de 1977 à Paris, se fixe un double but :

1) assurer l'édition, dans l'esprit ci-dessus défini, des textes de Léon Trotsky de la manière la plus complète possible dans

les conditions actuelles, sans renoncer à l'éventualité plus lointaine d'un regroupement général.

2) publier des *Cahiers Léon Trotsky*, apportant des études, des documents, des témoignages, et, on le souhaite, les suscitant.

On a préféré, pour cette collection *Œuvres*, l'ordre chronologique à un ordre thématique, toujours quelque peu arbitraire, divers problèmes étant souvent considérés dans un même texte. C'est le parti retenu par les éditeurs américains de Pathfinder Press pour les douze volumes de *Writings* couvrant la période 1929-1940. Nous leur devons beaucoup ; nous espérons leur être utiles à notre tour en leur apportant pour des réimpressions éventuelles les enrichissements et les rectifications que ne manque pas d'entraîner la poursuite de la recherche. Les traductions des textes sont faites dans la mesure du possible à partir de l'original russe.

Nous espérons également que le lecteur trouvera dans ces volumes non seulement multiples éléments de connaissance, mais aussi matière neuve de réflexion.

Marguerite BONNET
présidente de l'Institut Léon Trotsky
29, rue Descartes — 75005 Paris

RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION INTERNATIONALE

Pour la rédaction des introductions et notes du présent volume, nous avons interrogé oralement ou par écrit les personnes suivantes qui ont toutes été à un moment ou à un autre actives dans le mouvement suscité par Trotsky : Erwin H. Ackerknecht (Zürich), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Reading), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zürich), Jean Rous (Paris), Jean van Heijenoort (Mexico), Michel Raptis (Paris), Oscar Waiss (Francfort/Main).

Pour l'établissement des liens avec ces précieux témoins, la rédaction des indications d'ordre biographique concernant les personnes disparues, ainsi que pour la documentation générale, nous avons une dette considérable vis-à-vis de la Bibliothèque de Documentation Internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre, et notamment du fonds d'archives déposé par la Ligue communiste depuis 1972 ainsi que du fonds d'archives Lefeuve, de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, du Centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles, du Centre de documentation internationale (C.E.S.—E.D.I.) de Paris, du Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C.E.R.M.T.R.I.) de Paris et du fonds d'archives déposées par l'O.C.I., de la Bibliothèque du Musée social à Paris, du Centre de documentation Benjamin Franklin et de la Bibliothèque Medem de Paris, des Editions ouvrières à Paris, ainsi que de la Haupt-Staat Archiv de Düsseldorf, de l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et de l'Arbedarrørelsens Arkiv de Stockholm.

Nous tenons tout particulièrement à remercier dans ces diverses institutions Mlle Campfens et M. M. Segall, d'Amsterdam, M. Luk Kongs de Bruxelles ainsi que Mlle Nadya De Beule et M. Rudi Van Doorslaer avec qui il nous a mis en contact, Sammy Ketz et J. M. Brabant, et les autres collaborateurs de Jean Maitron pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Dr Ziegahn, de Düsseldorf, le professeur Hermann Weber, de l'Université de Mannheim, Mlle Colette Chambelland, de Paris, Mlle Solveig Halvorsen, d'Oslo, Georges Scheuer, J. Poulos, Rodolphe Prager, Rudolf Segall, Fritz Keller, Hans Schafranek, militants et chercheurs, Wolfgang Alles, Willy Buschak, Maurice Stobnicer, étudiants en doctorat, M. Boris Goldenberg, de Cologne, Mme Patricia

Francis, du Labour Party, M. K. Vaisbord de Paris, le professeur Pelai Pagès de Barcelone, et M. David Vogelsanger de Zürich, qui tous nous ont fourni une aide personnelle précieuse. Nous remercions également Mlle Laura Yotopoulos, d'Athènes, qui a répondu aux premières questions concernant la biographie de son père, Roch Denis, de Montréal, Ross Dowson et Art Young de Toronto, qui nous ont permis de retrouver des « disparus ». Serge Denis, à Montréal, Françoise Broué à Manchester, Henri Hassan de Kingston, Carla Boulboulé et ses amis à Düsseldorf ont cherché pour nous des renseignements utiles dans les bibliothèques et collections de périodiques.

La base solide sur laquelle a reposé notre travail avait été construite par George Breitman et l'équipe qui édite les Writings pour Pathfinder Press. En outre, c'est non seulement à eux que nous devons d'avoir accédé facilement aux documents capitaux déposés à la Bibliothèque du collège de Harvard (Séries T (Trotsky), V (van Heijenoort) et D (commission Dewey), mais également ceux de la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York, comprenant notamment, dans les archives de James P. Cannon, de nombreuses copies de lettres de Trotsky, inaccessibles ailleurs. L'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam a bien voulu nous ouvrir les archives de Sneevliet. La liaison avec George Breitman a été permanente tout au long du travail. Jean van Heijenoort a été le guide, l'ultime recours, et a permis d'identifier souvent des textes non signés. Louis Sinclair, pas seulement par sa monumentale Trotsky : a Bibliography, mais par son inlassable disponibilité, a été à la fois boussole et carte.

Les traductions ont été faites, mais plus souvent seulement revues, par Pierre et Andrée Broué, Alain Calvié pour les textes allemands inédits et Michel Kerhnon pour le russe. Le manuscrit a été dactylographié par Pierre Broué, avec l'aide de Martine.

Les recherches nécessaires à l'établissement des introductions et notes ont été effectuées par Pierre Broué et Michel Dreyfus.

Les textes de ce volume ont été réunis par Pierre Broué qui a rédigé les notes dans un premier jet. Michel Dreyfus les a enrichies et augmentées. Elles ont été ensuite revues par les deux. J.-F. Godchau en a relu un certain nombre. Présentation et introduction, signées de leurs auteurs, ont été discutées avec le bureau de l'Institut Léon Trotsky. La mise au point définitive et l'établissement des index ont été réalisés sous la direction de Jean Risacher avec la collaboration des animateurs de l'Institut Léon Trotsky et des E.D.I.

Enfin M. Esteban Volkov, « Seva », le petit-fils de Trotsky, nous a encouragés et a apporté à l'Institut, donc à l'équipe de présentation, une aide matérielle décisive.

L'équipe de présentation

LISTE DES SIGLES

- A.F.L. : American Federation of Labor
 A.W.P. : American Workers Party
 B.K.S.P. : Bond van Kommunistische Strijd en Propagandaclubs
 B.L. ou b.l. : bolchevik-léniniste
 C.C. : Comité central
 C.E. : Comité exécutif ou commission exécutive
 C.G.T. : Confédération générale du travail
 C.G.T.U. : Confédération générale du travail unitaire
 C.L.A. : Communist League of America
 C.N.T. : Confederación nacional del trabajo
 C.P.A. : Communist Party of America
 C.P.L.A. : Committee for Progressive Labor Action
 C.P.O. : Communist Party (Opposition)
 D.N.A. : Det Norske Arbeiderparti
 F.C.I. : Federación comunista ibérica
 G.P.U. : Guépéou (Gosoudartsvennoïé Polititcheskoïé Oupravléníé)
 I.A.G. : Internationale Arbeitsgemeinschaft
 I.C. : Internationale communiste
 I.C.A. : International Communist League
 I.K.D. : International Kommunisten Deutschlands
 I.L.P. : Independent Labour Party
 I.S.R. : Internationale syndicale rouge
 I.V.K.O. : Internationale Vereinigung Kommunistische Opposition
 I.W.W. : Industrial Workers of the World
 J.C. : Jeunesses communistes
 J.P. : Jeunesses patriotes
 J.P.U. : Jeunesse prolétarienne unitaire (Jeunesses du P.U.P.)
 J.S. : Jeunesses socialistes
 K.P.D. : Kommunistische Partei Deutschlands
 K.P.D. (S) : Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)
 K.P.O. : Kommunistische Partei Opposition
 K.P.Ö. : Kommunistische Partei Österreich

28 — Fin de la conférence des jeunes à Bruxelles.

MARS

— Démission de Paolo Ravazzoli.

— Parution de *La Vérité*.

AVRIL

12 — Rudolf Klement interpellé par la gendarmerie.

14 — Visite à Barbizon du procureur de Melun.

15 — Départ de Trotsky pour Lagny.

17 — Le conseil des ministres décide d'expulser Trotsky.

INTRODUCTION

Exilé d'Union soviétique, Trotsky, installé en Turquie en février 1929, a employé les quatre années de ce premier séjour à lutter pour le redressement de l'Internationale communiste asservie par la bureaucratie stalinienne qui domine en U.R.S.S. En 1933, pourtant, la victoire sans combat de Hitler et des bandes nazies, la destruction du mouvement ouvrier allemand et l'absence de réaction dans les rangs de l'Internationale communiste l'ont convaincu de la nécessité de tourner.

Après s'être prononcé, dès le mois de mars, pour la constitution d'un nouveau parti communiste en Allemagne, il se prononce en juillet pour la fondation d'une nouvelle Internationale communiste. Autorisé au même moment à venir résider en France, où il débarque le 25 juillet, installé à Saint-Palais, sur la côte atlantique, il est plus proche des centres de la vie politique. A travers des discussions avec les dirigeants du S.A.P. allemand en exil, ceux des partis hollandais R.S.P. et O.S.P., il parvient à les convaincre de signer avec l'Opposition de gauche une déclaration — la « déclaration des quatre » — sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale. Cette déclaration est présentée à la conférence de Paris des 27 et 28 août 1933 d'un certain nombre d'organisations et de groupes n'appartenant à aucune des deux grandes Internationales. Pourtant ce tournant politique soulève dans les rangs même de ses partisans une opposition qui aboutit à une scission en France et dans le groupe italien en émigration, à une menace de scission dans les sections britannique et grecque.

*

**

Trotsky a quitté Saint-Palais le 9 octobre 1933 pour trois semaines de vacances. Le 1^{er} novembre, il s'installe, avec sa compagne Natalia et ses collaborateurs, dans la villa Ker-Monique à Barbizon, en bordure de la forêt de Fontainebleau. La Sûreté française a donné son accord et le secret est bien gardé. Il n'y aura

pratiquement pas de visites ici, puisque Trotsky peut se déplacer lui-même sans attirer l'attention. Il se rend de temps en temps à Paris où il prend part à des réunions avec ses camarades d'organisation, mais rencontre aussi dirigeants et militants d'autres partis ou courants. En fait, pour la première fois depuis des années, il jouit, avec un minimum de précautions, d'une relative liberté de mouvement. Il lui arrive de siéger au comité exécutif de la Ligue française, au secrétariat international, et il représente même la Ligue communiste internationaliste (1) — c'est le nouveau nom de l'ancienne Opposition de gauche internationale — à la préconférence des quatre partis signataires de la déclaration d'août, qui se réunit secrètement à Paris le 30 décembre.

Le chercheur, du coup, reste un peu sur sa faim, car les documents se font plus rares. On ne dispose, par exemple, pour cette période, de rien d'équivalent à la précieuse correspondance des premiers mois de 1933 avec Jan Frankel ou le secrétariat international. Nulle trace écrite non plus des entretiens que Trotsky eut à Paris dans cette période avec divers militants, Simone Weil, par exemple, les anciens dirigeants « zinoviévistes » du K.P.D. et de sa gauche, Ruth Fischer et Maslow, avec le grand journaliste autrichien Willi Schlamm, rédacteur en chef de la Neue Weltbühne, ou encore le Belge Paul Henri Spaak, leader de la gauche du parti ouvrier, pour ne mentionner que les plus connus.

*

* *

La période Barbizon — moins de six mois — est placée sous le signe de deux événements concomitants. D'un côté, le tournant, achevé en août par la « déclaration des quatre » pour une nouvelle Internationale, qu'il entend bien concrétiser par un travail en commun et des fusions partielles — Hollande et Allemagne — préparant l'unification à l'échelle internationale. De l'autre, la scission qui s'est produite dans les rangs de la Ligue française à Paris avec une opposition quelque peu hétéroclite qu'unit cependant une commune critique des « méthodes » employées pour opérer le tournant.

Trotsky, au mois d'août, s'est vainement employé à empêcher la scission de la Ligue française, ou, du moins, à la retarder. Mais il en a finalement pris son parti et a fini par la souhaiter franchement. Le groupe juif est parti, avec l'étudiant Lastérade, qui

(1) Le terme de « communiste internationaliste » fut proposé par Alfonso Leonetti. Trotsky le critiqua vivement, le considérant comme une tautologie. Il ne fut néanmoins pas suivi, et le titre fut adopté au plénum du 19 au 21 août 1933. Il

fut quelque temps son compagnon à Saint-Palais : il fonde l'Union communiste, qui publie à partir de novembre le mensuel l'Internationale. On chercherait en vain dans les écrits de Trotsky plus qu'une allusion fugitive à ce groupe qu'il a définitivement rayé de son horizon : l'entrée dans l'Union communiste, en décembre 1933, des Français de la « fraction de gauche » qu'anime son vieil adversaire Landau, ne lui arrache même pas une ligne publique de commentaire.

Il se bat en revanche partout où il lui semble possible d'opérer un redressement. La nouvelle Opposition italienne (N.O.I.) a été durement secouée en 1933 par de sévères discussions sur le tournant. Giacomi-Bavassano et Teresa Recchia, deux de ses pionniers, sont partis avec l'Union communiste. Le S.I. a dû intervenir pour annuler l'exclusion d'un autre de ses fondateurs, Blasco (2). La presse du P.C. italien se fait l'écho des hésitations d'Alfonso Leonetti (3). En mars 1934, Paolo Ravazzoli démissionne et adhère au parti socialiste italien pour y défendre la nécessité de la réunification organique des partis socialiste et communiste, contre le fascisme. Pourtant, Leonetti dément publiquement ses hésitations, et, le même mois, la N.O.I. reçoit un premier renfort d'importance avec l'adhésion publique d'un jeune militant, Veniero Spinelli, récemment sorti des prisons de Mussolini, et celle d'un groupe militant constitué en Italie même autour du responsable communiste clandestin Metallo. L'ancien Bolletino, bien modeste, laisse du coup la place à un mensuel plus ambitieux, La Verità.

L'homme que Trotsky tient pour l'instigateur de la scission dans la Ligue française, l'ancien membre du S.I., le Grec Yotopoulos-Vitte, a quitté la France en octobre 1933 pour tenter de rallier autour de lui l'organisation archéiomarxiste grecque qui, avec ses quelque 2 000 militants, constituait jusque-là la section numériquement la plus forte. Mais il échoue partiellement dans son entreprise. Trotsky et le S.I., au cours de la dernière période, ont noué d'autres fils avec la section grecque, gardent des partisans fermes jusque dans son bureau politique. A la rupture de l'organisation archéiomarxiste avec la L.C.I. répond une scission dans ses propres rangs, la naissance d'une nouvelle organisation, reconnue aussitôt comme section grecque, sous la direction du comédien Georges Vitsoris.

arrivera pourtant à Trotsky, pendant plusieurs mois encore, d'utiliser le terme d'Opposition de gauche.

(2) Archives VEREEKEN, Bruxelles.

(3) Silverio CORVISIERI, *Trotsky e il comunismo italiano*, Roma, 1969.

En Grande-Bretagne non plus les dégâts ne sont pas totalement réparés, même s'ils apparaissent en définitive limités. La majorité de la section britannique, la Communist League, a refusé d'entrer dans l'I.L.P. comme le lui demandaient Trotsky et le S.I. : elle poursuit autour de son journal Red Flag son effort pour construire une organisation indépendante. Il n'y a pas rupture formelle, mais une sérieuse distension des liens avec le S.I. qui veut la reconnaître comme « section sympathisante ». La minorité, elle, est entrée dans l'I.L.P. avec un retard que Trotsky lui reproche, mais elle y applique finalement la politique proposée en août 1933 à la section et, appuyée sur les publications en langue anglaise de la section américaine, commence à remporter des succès importants, du moins à son échelle d'organisation d'une vingtaine de membres.

Les adversaires du tournant, ont pu un moment penser qu'ils entraîneraient avec eux l'Opposition polonaise, initialement partagée entre l'hostilité et la réticence. C'est que son histoire est originale, puisque ce n'est qu'en 1932 qu'elle s'est constituée au cœur même du P.C. clandestin. Elle est pourtant d'une réelle homogénéité. La discussion est longue et âpre ; elle se termine, sans scission, au début de 1934 par l'approbation du tournant et de l'orientation vers la IV^e Internationale, une conclusion qui se concrétise par l'adhésion, jusque-là suspendue, de l'Opposition polonaise à la L.C.I., annoncée en février dans Unser Wort par un article du dirigeant polonais Herschl Mendel Stockfisch, vieux communiste qui vient d'arriver à Paris et d'y rencontrer Trotsky.

Unser Wort, l'ancien bi-mensuel de l'Opposition de gauche allemande en exil — rebaptisée I.K.D. (4) —, devient hebdomadaire, et c'est aux yeux de Trotsky un grand succès, car le « travail allemand » continue d'être le pivot de la construction internationale. Il a, dans l'émigration et même en Allemagne, où il est régulièrement diffusé, une audience réelle. Une ancienne députée du Reichstag, Maria Reese, l'ancien combattant de la guerre civile allemande, Erich Wollenberg, l'ancien représentant de l'I.C. en Allemagne, Felix Wolf, s'y sont publiquement exprimés, y ont proclamé à leur tour la faillite de la III^e Internationale et la nécessité de lutter pour la IV^e Internationale. La « lettre ouverte » à Piatnitsky, dirigeant de l'I.C., rédigée par l'un des responsables de l'appareil clandestin du K.P.D. en Sarre, Karl Friedberg — secrètement membre de la fraction bolchevik-léniniste —, a

(4) Wolfgang ALLES, *Zur Politik und Geschichte der deutschen Troztkisten ab 1930*, Universität Mannheim.

connu, après sa publication dans *Unser Wort*, un réel retentissement et probablement contribué à infléchir la politique du K.P.D. en Sarre. En Allemagne même, dans les conditions de plus en plus difficiles d'une clandestinité mortellement dangereuse du fait d'une répression féroce, de jeunes cadres du K.P.D. ont cherché et trouvé le contact avec l'organisation clandestine des I.K.D., comme celui qui signe dans *Unser Wort* des correspondances allemandes sous le nom de Jan Bur. Enfin, Trotsky est persuadé d'avoir remporté une importante victoire politique en décidant les zinoviévistes Ruth Fischer et Maslow à rejoindre la L.C.I. Cette question sera pourtant l'occasion de l'explosion d'un désaccord jamais réglé : la direction de la section allemande unanime s'oppose à l'admission de ces deux anciens dirigeants du K.P.D. dont les retournements et les palinodies antérieures lui inspirent la méfiance la plus absolue.

Avec les quatre — au cœur de la question cruciale de la construction de l'Internationale — les choses n'avancent pas au rythme que Trotsky avait espéré parce qu'il le jugeait nécessaire. Il y a eu, en septembre et octobre, des initiatives prometteuses : l'adhésion du R.S.P. à la Ligue internationale, la mise sur pied de commissions communes R.S.P.-O.S.P. en vue de la fusion en Hollande de ces deux partis, l'élaboration d'un texte commun S.A.P.-I.K.D. pour le travail d'entreprise en Allemagne, la rédaction par l'économiste du S.A.P., Fritz Sternberg, d'un projet de thèses sur la situation économique mondiale. Mais, très vite, la tendance se renverse. La fusion des partis hollandais est reportée, car Sneevliet a refusé tout net la fusion précipitée — et par conséquent en dehors de tout débat — préconisée par l'O.S.P. La fusion prévue et escomptée entre I.K.D. et S.A.P. est, elle aussi, d'abord retardée, puis bientôt compromise par la détérioration générale des rapports entre la L.C.I. et le S.A.P., perceptible dès octobre 1933 dans l'échange de correspondance entre Trotsky et Walcher. Il est clair, sur ce plan, que le S.A.P. est en plein recul, sans qu'il soit possible d'établir, sur le plan des faits, un bilan précis des facteurs qui ont ainsi entravé l'application des décisions apparemment fermes prises en août en son nom par Walcher. Sur ce point, Kurt Landau, réfugié à Paris, affirme dans son journal (5) que l'opposition à la fusion est animée dans le S.A.P. par les groupes de militants réfugiés en Norvège — où le tout jeune Willy Brandt commence à jouer un rôle important —, peut-être à cause des liens de toute nature qu'ils entretiennent avec le D.N.A. de

(5) *Der Funke*, novembre 1933.

Tranmael, cible des critiques de Trotsky pour son « opportuniste », mais candidat à court terme au triomphe électoral. L'hypothèse apparaît vraisemblable, renforcée au demeurant par la vivacité des échanges entre Trotsky et Walcher, précisément au sujet du D.N.A. Les groupes clandestins du S.A.P., en Allemagne même, ont-ils également combattu cette fusion, comme l'affirme encore Landau ? Aucune preuve documentaire ne vient cette fois étayer cette dernière affirmation.

Il est en tout cas en revanche parfaitement clair que, loin de s'être engagé au mois d'août 1933 dans une voie nouvelle, Walcher n'avait fait qu'y atteindre le point extrême de son oscillation vers la gauche. Les engagements du mécène germano-américain, Julian Gumperz, rendent possible la publication d'une revue commune de discussion : le projet échoue parce que Walcher exige que les brandlériens de la K.P.O. soient conviés à y participer. Ainsi, après la rupture entre partisans de Brandler et de Walcher en 1931, après la conférence de Paris, boycottée et dénoncée par les brandlériens, alors que le S.A.P. y jouait les premiers rôles, cette exigence de Walcher permet-elle de supposer que la rupture n'était néanmoins pas totale entre les brandlériens de la K.P.O. et les ex-brandlériens qui avaient conquis le S.A.P. Sans doute peut-on ajouter que d'autres dirigeants du S.A.P. en exil, comme le jeune et brillant Boris Goldenberg, ont vraisemblablement, à travers les contacts qu'ils ont noués en exil avec les partis social-démocrates, modifié leur opinion initiale quant au rapport de forces réel à l'intérieur du mouvement ouvrier international. Goldenberg, qui, comme le vétéran Thomas, passait en Allemagne pour proche de Trotsky, s'oppose à la fusion et va bientôt déchaîner contre le « trotskysme » sa verve polémique.

Au cours des derniers mois de 1933, les désaccords s'accumulent : revue théorique commune avec la participation des brandlériens ou non, appréciation à porter publiquement ou non sur l'orientation du D.N.A. de Tranmael, participation au « bureau de Londres » de l'I.A.G. que la L.C.I. dénonce, alors que S.A.P. et O.S.P. en sont membres. La préconférence des quatre du 30 décembre est un constat des désaccords non réglés, mais qui laisse pourtant la porte entrouverte. Mais elle est claquée en février 1934 quand l'O.S.P. et le S.A.P. exigent de la Ligue qu'elle adhère à l'I.A.G. En fait, les autres n'ont eu depuis août 1933 aucune activité réelle ; le S.A.P. et l'O.S.P. n'ont rien fait, au contraire, pour en avoir une, et l'un comme l'autre semblent disposés à quitter ce « bloc des quatre » dont la déclaration n'a jamais eu d'autre valeur que très générale à leurs propres yeux. C'est à ce moment

que Trotsky se décide à déclencher une polémique contre les éléments les plus hostiles de ces formations « centristes » dont il espère pouvoir gagner encore les meilleurs éléments sous le fouet cinglant de sa critique.

Une autre carte reste à jouer, dont il semble avoir, au moins un temps, beaucoup attendu. En octobre 1933, l'organisation de jeunesse de l'O.S.P. a pris l'initiative de convoquer une conférence internationale des organisations socialistes révolutionnaires et communistes de jeunes. Trotsky n'a pas oublié que l'Internationale des jeunes, maintenue à partir de la Suisse, pendant la guerre, par Münzenberg et ses camarades, a constitué un des éléments de la fondation de la III^e. On peut gagner à travers les jeunes le combat dont le succès à court terme est sérieusement compromis chez les adultes. A l'appel de Trotsky, le S.I. mobilise ses organisations jeunes, dans toutes les sections, et les appelle à participer à la conférence que des commissions sont chargées de préparer.

La conférence, qui s'ouvre à Laren en février 1934, dans une auberge de jeunesse, se termine presque aussitôt de façon tragique par une descente de police et l'arrestation des étrangers en situation irrégulière : le gouvernement hollandais livre à Hitler quatre militants du S.A.P. Ses travaux se poursuivent cependant et s'achèvent à Bruxelles dans une salle de l'Université libre, tandis que les communiqués indiquent qu'elle s'est tenue à Lille et que les documents internes l'appellent « conférence de Luxembourg ». Sa résolution finale, un appel confus à une nouvelle Internationale, est vivement critiquée par Trotsky qui reproche à ses jeunes camarades d'avoir cédé sans résister à la pression des centristes. Un bureau international des jeunes de trois membres est créé, dont fait partie le jeune Allemand Walter Held. Le S.I. se réjouit de son installation prochaine à Stockholm, y voit un moyen d'influencer le parti et les jeunesses de Kilbom : Trotsky met en garde contre d'excessives illusions sur ce plan et, d'ailleurs, c'est à Oslo que Held va s'installer.

Les développements d'Amérique du Nord apportent des informations qui confirment Trotsky dans l'idée que la voie ouverte par le tournant de 1933 est la bonne. La crise économique et sociale provoque bien des reclassements et une importante maturation dans des secteurs ouvriers, limités certes, mais importants. L'ancien pasteur A.J. Muste, devenu militant ouvrier dans la vague des grèves de l'après-guerre, ancien directeur du collège ouvrier de Brookwood qui a formé tant de cadres « politisés » du mouvement syndical, a constitué l'American Workers Party qui a

mené une campagne sérieuse d'organisation des chômeurs et de pénétration dans certaines organisations syndicales. Une aile gauche se développe au sein du parti socialiste ; l'organisation loves-tonienne connaît une scission. La section américaine, qui a décidé de passer du travail de « cercle de propagande » à un travail de « masse », appelle à construire un nouveau parti et propose à l'A.W.P. une unification qui éveille dans ses rangs de larges sympathies et ouvre à la C.L.A. la perspective d'une fusion avec un groupe mieux implanté qu'elle-même.

La Ligue communiste internationaliste n'est pourtant pas totalement sortie de l'isolement qui avait été celui de l'Opposition de gauche jusqu'en 1933, et bien des indices montrent que ce risque est à nouveau présent depuis la quasi-rupture du bloc des quatre, bien sûr, mais aussi sous les coups de la contre-attaque du stalinisme. Par ses relations à Paris avec Willi Schlamm, Trotsky avait réussi à s'ouvrir les colonnes du prestigieux Neue Weltbühne. Une ténébreuse opération financière, dans laquelle il est impossible, en dépit des vertueuses dénégations, de ne pas deviner l'intervention en sous-main, sinon du G.P.U., du moins d'hommes de paille de l'I.C. et des fonds du « trust Münzenberg », aboutit à un spectaculaire coup d'Etat au sein de la rédaction de l'hebdomadaire fondé par Carl von Ossietzky. Willi Schlamm est congédié, et la nouvelle rédaction, dirigée par Hermann Budzislowski, s'aligne très vite, pour n'être plus qu'une docile compagne de route de l'I.C. Il n'est plus désormais que la grande presse d'outre-Atlantique pour accueillir les articles de Trotsky, que les petits journaux des sections nationales sont désormais presque seuls en Europe à publier.

Les choses pourtant avancent bon train sur le terrain même où Trotsky est à pied d'œuvre, c'est-à-dire en France. Certes, les militants français mettent trop de temps à son goût pour se tourner vers le parti socialiste S.F.I.O. au sein duquel la crise politique ouvre, selon lui, d'énormes possibilités. L'exclusion de la droite retranchée dans le groupe parlementaire, les « néo-socialistes », est à la fois le résultat et un important facteur de l'accélération d'une poussée à gauche dans ce parti au sein duquel Trotsky juge nécessaire de construire une fraction. Par ailleurs, l'agitation conduite par les bolcheviks-léninistes français en faveur du front unique des organisations ouvrières répond incontestablement aux aspirations réelles des travailleurs de ce pays, impressionnés par la catastrophe allemande, inquiets de l'agitation et de l'audace grandissantes d'une extrême droite regroupée dans les « ligues », face à la division des états-majors ouvriers.

Le 6 février 1934, l'émeute des ligues déclenche en quelques jours une riposte des masses qui imposent l'unité à leurs organisations syndicales et politiques jusque-là divisées. Entre le 6 et le 12, au lendemain de la journée du 12 qui constitue une immense victoire de prestige pour les idées qu'ils ont défendues et peut marquer le renversement de la tendance, les trotskystes français semblent prendre une autre stature. Trotsky a pu suivre de près les progrès de l'influence de ses camarades, l'autorité toute neuve qu'ils acquièrent, notamment parmi les socialistes de gauche qui dominent dans la fédération de la Seine, autour de Marceau Pivert, et dans l'Entente des jeunesses. Il assiste aussi avec un intérêt passionné à la naissance, au sein du parti communiste, de l'opposition, que conduit au nom de la nécessité d'une politique de front unique le rayon de Saint-Denis du parti communiste rassemblé derrière Jacques Doriot, dont il pense qu'elle est le premier signe d'une crise inévitable au sein de ce parti.

*Ces progrès sont particulièrement spectaculaires chez les jeunes. Plusieurs militants responsables des J.S. de la Seine ont demandé à rejoindre les bolcheviks-léninistes de la Ligue et sont restés « en fraction » dans leur organisation d'origine. Une initiative des jeunesses léninistes, particulièrement actives, a abouti à Paris à la formation d'une forme spécifique de l'alliance antifasciste des jeunes, à laquelle adhèrent également les jeunesses socialistes, anarchistes et communistes. Les J.S. de la Seine se prononcent pour une nouvelle Internationale de la jeunesse. Dans l'Espagne voisine, sur un rythme et sous des formes pourtant différents, se produit une radicalisation analogue. Une gauche puissante dirigée par le vieux Francisco Largo Caballero se développe rapidement au sein du P.S.O.E. et de l'U.G.T. La revue *Leviatán*, dirigée par Luis Araquistáin, accueille la collaboration des trotskystes espagnols. Les J.S. d'Espagne se tournent, de façon confuse certes, mais évidente, vers ce qu'elles appellent le « bolchevisme », se prononcent pour la « bolchevisation » de leur parti et bientôt pour une nouvelle Internationale.*

Trotsky espère pouvoir jouer en France et en Europe occidentale, sur place, le rôle qu'il n'a pu jouer dans les combats d'Allemagne du fait de son éloignement géographique, celui de conseiller, de dirigeant contribuant à former des cadres encore jeunes et inexpérimentés. Il s'efforce d'armer ses camarades pour leur combat politique et en vue des affrontements décisifs sur la question capitale de l'armement du prolétariat et de la constitution de la milice ouvrière, travaille avec eux à la préparation d'un pro-

gramme d'action. La clandestinité est de rigueur et nous ne possédons que quelques textes portant la mention « confidentiel », car c'est directement et dans des contacts d'homme à homme que Trotsky, quotidiennement, tente de convaincre, d'expliquer, d'entraîner.

Mais la situation générale risque de plus en plus de rendre inutiles les plus grandes précautions. La tension qui naît en France des affrontements de classes et des réalignements, les batailles politiques et sociales qui apparaissent à l'horizon, ne peuvent que mettre en péril un asile, déjà précaire. Pendant les journées de février, la presse des nazis en Allemagne n'a cessé de dénoncer, derrière les « troubles révolutionnaires », la main de Trotsky, et la presse d'extrême droite française lui emboîte gaillardement le pas. La France capitaliste est entrée dans une période de crise où elle ne peut plus guère tolérer la présence sur son territoire de l'homme de l'insurrection d'Octobre dont les textes publics appellent à la construction de la IV^e Internationale. A Moscou, on comprend aussi qu'il faut, d'urgence, le museler : à partir de février 1934, en effet, à Paris comme à Berlin et à Moscou, commence à se mettre en place la fin de l'époque de Barbizon...

Il est en effet des avatars ou, pire, des revers, que l'esprit le mieux construit et le plus organisé ne peut éviter lorsqu'ils s'inscrivent dans un enchaînement objectif qui lui échappe complètement.

Le premier est l'expulsion de France de Jan Frankel. Ce dernier, en qui Trotsky place une grande confiance, milite activement à Paris au sein du S.I. Mais, le 12 février, il a voulu voir de ses yeux la foule ouvrière qui déferle dans la joie de l'unité conquise et s'est mêlé à elle. Des policiers, qui l'interpellent près de la place de la République, constatent que cet « étranger » est dans une manifestation : il est immédiatement expulsé. Le coup est dur.

Quelques semaines après, il y a pire encore. Le dernier des chefs historiques de l'Opposition de gauche russe, l'inébranlable Christian Rakovsky, s'incline à son tour. Trotsky ressent douloureusement la défection de cet homme qui fut son ami personnel et son compagnon d'idées le plus proche ; elle le laisse seul de sa génération à poursuivre son combat. On suivra dans ses lettres et ses articles le conflit entre ses sentiments et son jugement, ses hésitations à parler de « capitulation », à mettre une croix sur un grand militant.

C'est enfin l'expulsion de France de Trotsky lui-même, décidée le 17 avril en conseil des ministres. On en connaît les origines lointaines — la furieuse campagne de presse hitlérienne, la grande peur de la bourgeoisie française après le 12 février, l'écho que l'une et l'autre trouvent dans une presse française qu'inspire une haine forcenée du « bolchevisme ». Les origines immédiates sont plus prosaïques, mais s'insèrent bien évidemment dans ce contexte : des rumeurs qui courent dans la petite ville à propos de ces « étrangers » qui vivent de façon bizarre, les dénonciations, la surveillance discrète des gendarmes.

Le 12 avril, les guetteurs de la maréchaussée sont récompensés de leur patience : une panne d'éclairage de sa moto fournit aux gendarmes de Ponthierry, à l'affût, l'occasion d'interpeller l'un des habitants de la villa, le secrétaire allemand Rudolf Klement, qui rapporte le courrier de Paris. C'est ainsi que les autorités locales découvrent la présence de Trotsky, dont les autorités parisiennes affirment d'abord qu'elles ignoraient tout !

La presse, informée, se déchaîne : chauvinisme, xénophobie, antisémitisme explosent dans les cris de haine des journaux parisiens, se combinent avec la peur sociale qu'inspire l'homme qui symbolise Octobre et l'Armée rouge. Des foules hostiles se massent devant les grilles de la villa, menaçant de l'envahir, lançant des cris de haine et des appels au meurtre. Les autorités policières et judiciaires, qui ont rendu visite à Trotsky aux premiers jours de l'affaire, nourrissent cette campagne par des « confidences » soigneusement calculées. Le gouvernement a dès lors beau jeu pour reprendre à son compte la thèse de l'ingérence dans les affaires françaises, et le ministre de l'intérieur, le radical Albert Sarraut, prend un nouvel arrêté d'expulsion.

Trotsky a quitté définitivement la maison de Barbizon, en secret, dans la soirée du 15 avril. Il y laisse van Heijenoort qui a pour mission de gagner du temps en faisant croire qu'il y est encore et qui répond avec flegme aux cris de haine (6). Une longue période d'errance commence pour celui qu'aucun pays au monde ne veut recevoir. A l'époque, le monde est bien devenu pour Trotsky la « planète sans visa ».

Pierre BROUÉ, Michel DREYFUS

(6) Jean van HEIJENOORT, *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*, Paris, 1978.

ERRATUM :

Sur la foi des indications données par l'ouvrage scrupuleux et très précieux de Louis Sinclair, Trotsky : a Bibliographie (p. 511), nous avons inclu dans le vol. Œuvres 2, juillet-octobre 1933, p. 43, le texte intitulé « Salut à Trotsky », en formulant quelques hésitations dans la note (1). Nous avons acquis, depuis, la certitude que ce texte n'est pas de Trotsky. Nous prions nos lecteurs d'en prendre note et de nous excuser.

Dans le présent volume, Œuvres 3, deux omissions ont été laissées par erreur.

P. 136, la note 20 devrait être remplacée par : (20) Un compte rendu de la conférence d'août avait été fait dans l'Avanti ! du 17 septembre 1933 et les résolutions adoptées par la majorité de la conférence furent publiées dans le numéro suivant du 8 octobre. Mais la déclaration des quatre ne fut pas publiée.

P. 138, note 25, 3^e ligne, Walter Löwenheim est né en 1898.

P. 308, la note 9 devrait être complétée ainsi : (9) : Sur Sosnovsky, cf n° 10, p. 124 ...

PAS DE REVUE EN COMMUN AVEC LES BRANDLÉRIENS (1)

(2 novembre 1933)

Cher Camarade Schwab (2),

Je constate une fois de plus, à travers votre lettre du 20 octobre, la différence dans la façon dont nous abordons les questions politiques. Vous voulez me persuader qu'on peut également discuter avec les partisans de Brandler (3). Je le fais également quand la situation politique m'impose cette tâche peu agréable, comme je discute également avec les staliniens et avec les social-démocrates. Mais la question est de savoir si nous pouvons faire avec les brandlériens un organe commun (4). Je tiens cela

(1) Archives J. Walcher, Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm, Lettre à Walcher.

(2) Jim SCHWAB était depuis quelques mois, en exil, le nouveau pseudonyme de Jakob WALCHER (né en 1887), métallurgiste allemand, militant spartakiste pendant la guerre qui avait été jusqu'en 1923 l'un des dirigeants du K.P.D. et en avait été exclu comme « droitier » en 1928. Dirigeant de l'Opposition de droite, la K.P.O. de Brandler, il avait dirigé la minorité et, en 1931, avait quitté avec elle la K.P.O. pour adhérer au S.A.P., issu d'une scission à gauche de la social-démocratie. Il était devenu le principal dirigeant du S.A.P. dans son congrès clandestin de février 1933. Emigré à Paris, il avait rendu visite à Trosky en août à Saint-Palais, rédigé et signé avec lui la « déclaration des quatre pour une nouvelle Internationale » et s'était prononcé pour la fusion rapide de la section allemande de l'Opposition de gauche et du S.A.P.

(3) Heinrich BRANDLER (1881-1967), maçon, vétéran spartakiste, avait été le principal dirigeant du K.P.D. entre 1921 et 1923. « Bouc émissaire » du fiasco de 1923, il avait été retenu plusieurs années à Moscou et avait été exclu comme « droitier » en 1929. Il avait alors fondé la K.P.O. — et, sur le plan international, l'I.V.K.O. — dont il était le principal dirigeant et dont on appelait les partisans les « brandlériens ». Adversaire d'un nouveau parti en Allemagne comme d'une nouvelle Internationale, il espérait vraisemblablement encore être rappelé par l'Internationale communiste à la direction du parti et s'était tenu à l'écart de la conférence de Paris du mois d'août précédent.

(4) Trotsky et Walcher avaient déjà débattu entre eux le projet d'une revue théorique en commun qu'un mécène sympathisant, Julian Gumperz, s'offrait à financer. Mais, de façon inattendue, Walcher venait d'écrire à Trotsky pour lui proposer de faire entrer les brandlériens dans le comité de rédaction.

pour exclu. Vous me consolez en me disant que les brandlériens ne pourraient que répondre négativement à notre proposition : vous me prouvez ainsi que vous avez une certaine considération pour la logique politique des brandlériens. Pourquoi donc ne devrais-je avoir aucune considération pour ma propre logique politique ? Que l'on puisse gagner des éléments révolutionnaires en manifestant un manque de caractère face à l'adversaire le plus acharné, ne me paraît pas évident.

Un organe doit avoir une plate-forme. Cette plate-forme est pour moi la déclaration des quatre organisations (5). Voulez-vous en proposer une autre ? Je l'étudierai avec la plus grande attention. Aller vers la création d'un organe sans plate-forme aucune, ce serait pour moi de l'aventurisme littéraire, pas de la politique révolutionnaire.

(5) Il s'agit de la déclaration « sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale » qui avait été rédigée par Trotsky en compagnie de Sneevliet et Walcher et qui avait été signée par l'Opposition de gauche internationale, le S.A.P. allemand et les deux partis hollandais l'O.S.P. et le R.S.P. La fusion entre la section allemande de l'Opposition de gauche et le S.A.P. avait également été décidée en même temps.

REPRISE DE CONTACT (1)

(2 novembre 1933)

Cher Camarade Held (2),

Je réponds à votre lettre du 17 octobre avec beaucoup de retard, parce qu'il m'a fallu renoncer un certain temps à travailler, pour des raisons de santé (3). Je suis maintenant de nouveau à flot.

Je crois que Sneevliet (4) a raison quand il craint une unification purement mécanique (5). Il faut que l'O.S.P. passe par une discussion, nationale et internationale. L'exemple du S.A.P. montre que l'unification avec une organisation issue de la social-démocratie n'est pas une affaire aussi simple. Voilà ce qu'il nous faut bien voir si nous ne voulons pas nous exposer à des déceptions.

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Heinz EPE, dit Walter HELD (1910-1941), étudiant, jeune militant de l'Opposition de gauche allemande réfugié à Prague, y avait assuré la parution des premiers numéros d'*Unser Wort*, organe en émigration de la section allemande. Il avait entamé alors une correspondance avec Trotsky, à qui il avait rendu visite en septembre à Saint-Palais. Depuis, il avait été envoyé à Amsterdam, où il assurait la liaison entre le R.S.P. et l'Opposition de gauche.

(3) Trotsky avait pris quelques semaines de repos à Bagnères-de-Bigorre.

(4) Henricus SNEEVLiet (1883-1942) avait été l'un des fondateurs du P.C. hollandais et pionnier du mouvement communiste en Indonésie et en Chine sous le nom de MARING. Le R.S.P., qu'il avait fondé en 1928 en quittant le P.C., avait signé en août 1933 la « déclaration des quatre », et adhéré en septembre à l'Opposition de gauche internationale.

(5) L'une des conséquences de la signature de la « déclaration des quatre » avait été le projet de fusion entre les deux partis hollandais signataires, le R.S.P. et l'O.S.P., issu d'une scission à gauche du parti social-démocrate en 1932. Held venait d'écrire à Trotsky que Sneevliet refusait les propositions de fusion immédiate ou, en tout cas, rapide, sans véritable discussion préalable, que lui faisaient les dirigeants de l'O.S.P.

Les jeunesses de l'I.L.P. ne veulent absolument pas participer à la conférence d'Amsterdam sans l'Internationale communiste de la jeunesse (6) ? Ce serait dommage. On pourrait peut-être autoriser les jeunesses de l'I.L.P. à inviter les staliniens. On peut à cette occasion dire tout à fait franchement aux gens de l'I.L.P. que nous considérons la chose comme vouée à l'échec, mais que nous ne voulons pas les empêcher de faire leur propre expérience.

Je vous prie de m'écrire plus en détail où en est le travail de préparation de la conférence de la jeunesse dans son ensemble.

Avez-vous, vous-même, des relations avec les jeunes dans le R.S.P. et l'O.S.P. (7) ? Y a-t-il chez eux des cercles de formation théorique ? C'est là une des tâches les plus importantes pour l'avenir immédiat.

P.S. Je viens juste de recevoir votre lettre du 31 octobre ainsi que les documents. J'écris aussitôt au Vieux (8). Vos communications sont extrêmement importantes pour moi, et, par leur contenu, fort réjouissantes, bien qu'à mon avis, des rebondissements soient inévitables. Vous avez bien fait de prendre sur vous de répondre à Simone Weil (9).

Si, selon le souhait de Sneevliet, une réunion plénière du S.I. se tient dans la seconde moitié de ce mois pour délibérer de la question hollandaise, il serait de la plus haute importance que, pour cette session — disons jusqu'au 13 ou 14 —, vous nous

(6) L'organisation de jeunesse de l'O.S.P. venait de décider la convocation d'une conférence des organisations de jeunesse à laquelle Trotsky accordait beaucoup d'importance. Les organisations de jeunes des formations représentées à la conférence d'août 1933 y étaient invitées, mais la Guild of Youth, liée à l'Independent Labour Party (I.L.P.) britannique, arguait de ses accords avec l'Internationale communiste des jeunes.

(7) L'O.S.P. avait sa propre organisation de jeunesse, la S.J.V. Le R.S.P. en revanche n'avait pas d'organisation de jeunesse, et concentrait ses jeunes militants dans la jeunesse de l'organisation syndicale du N.A.S. qu'il contrôlait.

(8) Sneevliet.

(9) Simone WEIL (1909-1943), agrégée de philosophie, avait été proche de l'Opposition de gauche, mais en était devenue très critique. Held avait écrit à Trotsky qu'il avait fait une critique d'un article d'elle, paru dans *De Nieuwe Weg*. Cet article avait initialement été publié en France dans *La Révolution prolétarienne* du 25 août 1933. Simone Weil, sous le titre « Allons-nous vers la révolution prolétarienne ? » posait la question de savoir si la révolution russe, plutôt que de mettre un terme à l'oppression, n'avait pas abouti « au remplacement d'une oppression par une autre ». Elle ironisait sur les « illusions » de Trotsky, puis, à travers une analyse du développement universel de la technocratie et de la bureaucratie, ouvrait la perspective d'une « bureaucratisation » du monde qui devait avoir quelques années et décennies plus tard le succès que l'on sait.

envoyez des matériaux sur les positions théoriques et politiques de l'O.S.P. Vous donnez déjà bien des indications dans votre lettre, tout comme Sneevliet dans la sienne, mais j'aimerais avoir encore plus de documents.

NOS TÂCHES D'AUJOURD'HUI (1)

(7 novembre 1933)

Nos amis belges se sont adressés à moi en me demandant une préface pour une brochure qui caractérise la situation politique en Belgique et les tâches du prolétariat. Je dois avouer que, dans les dernières années, je n'ai pas eu la possibilité de suivre au jour le jour la vie intérieure de la Belgique. Je tâcherai bien entendu de combler cette lacune. Mais en tout cas aujourd'hui je ne me croirais pas en droit de me prononcer d'une façon aussi concrète qu'il le faudrait sur les questions actuelles, pratiques, de la lutte du prolétariat belge. Il n'en est d'ailleurs pas besoin. Nos camarades belges, comme le démontrent la présente brochure, savent, sans secours de l'extérieur, tracer leur voie.

En guise de préface, je veux énoncer quelques considérations générales sur la situation politique de l'Europe et sur les tâches qui en découlent pour l'avant-garde prolétarienne. Ce qui va être dit concerne également la Belgique dans la mesure où la crise générale du capitalisme, la croissance du fascisme et le danger de guerre impriment leur marque décisive sur la vie intérieure de tous les pays d'Europe.

La victoire du national-socialisme en Allemagne a mené, dans les autres pays européens, au renforcement au sein du prolétariat, non des tendances communistes, mais des tendances démocratiques. Nous le voyons sous une forme particulièrement claire, par exemple en Angleterre et en Norvège. Mais, sans aucun doute,

(1) T 3613. Préface à une brochure de la section belge intitulée *La situation politique après les pleins pouvoirs*, publiée dans *La Vérité*, 17 novembre 1933. Nous avons reproduit ce texte, avec l'autorisation des Editions de Minuit, bien qu'il figure dans *Le Mouvement communiste en France*, actuellement disponible, car il présente l'immense intérêt de proposer, une analyse globale du mouvement de la classe ouvrière, au lendemain de la défaite allemande, et que l'analyse ici esquissée sous-tendra l'orientation et même les « tournants » de la période ultérieure. La traduction a été revue par M. Kerhnon.

le même processus se produit également dans un certain nombre d'autres pays. Il est très probable, en particulier, que la social-démocratie de Belgique passera au cours de la prochaine période par une nouvelle montée politique. Que le réformisme soit le pire frein de l'évolution politique et que la social-démocratie soit vouée à l'effondrement, c'est pour nous l'A B C. Mais rien que l'A B C, c'est peu. Il faut savoir discerner les étapes concrètes du processus politique. Dans le déclin historique général du réformisme comme du capitalisme, il y a des périodes inévitables de montée temporaire. Une lampe, avant de s'éteindre, se rallume parfois très vivement

La formule *fascisme ou communisme* est absolument juste, mais seulement en dernière analyse. La politique fatale de l'I.C. soutenue par l'autorité de l'Etat ouvrier a non seulement compromis les méthodes révolutionnaires, mais encore donné à la social-démocratie, souillée de crimes et de trahisons, la possibilité de lever de nouveau au-dessus de la classe ouvrière le drapeau de la démocratie comme celui de son salut.

Des dizaines de millions d'ouvriers sont alarmés jusqu'au tréfonds de leur conscience par le danger du fascisme. Hitler leur a montré de nouveau ce que signifiait l'écrasement des organisations ouvrières et des droits démocratiques élémentaires. Les staliniens affirmaient, au cours des dernières années, qu'entre le fascisme et la démocratie il n'y a aucune différence, que le fascisme et la social-démocratie sont des frères jumeaux (2). Les ouvriers du monde entier se sont convaincus, par l'expérience tragique de l'Allemagne, de la criminelle absurdité de tels discours. D'où le déclin prochain des partis staliniens dans des conditions exceptionnellement favorables pour l'aile révolutionnaire. D'où, aussi, les aspirations des ouvriers à se cramponner à leurs organisations de masse et à leurs droits démocratiques. Grâce à dix années de politique criminelle de l'I.C. stalinisée, le problème se pose devant la conscience de millions d'ouvriers, non sous la forme de l'antithèse décisive : *dictature du fascisme ou dictature du prolétariat*, mais sous la forme de l'alternative beaucoup plus primitive et beaucoup moins nette : *fascisme ou démocratie*.

(2) Allusion à la politique de la « troisième période » où l'I.C. et les P.C. qualifiaient la social-démocratie de « social-fascisme », expliquant qu'elle était entrée dans un processus irréversible de « fascisation ». Staline en personne avait le premier émis la théorie selon laquelle « social-démocratie » et « fascisme » étaient non des antipodes mais des « jumeaux ». L'une des conséquences d'une telle ligne était évidemment de rendre impossible tout front unique avec les partis social-démocrates.

Il faut prendre la situation politique, qui constitue notre point de départ, telle qu'elle est, sans se faire aucune illusion. Nous restons évidemment fidèles à nous-mêmes et à notre drapeau : toujours, et dans toutes les conditions, nous disons qui nous sommes, ce que nous voulons, et où nous allons. Mais nous ne pouvons imposer mécaniquement notre programme aux masses. L'expérience des staliniens à ce sujet est suffisamment éloquente. Au lieu d'accrocher leur locomotive au train de la classe ouvrière et d'accélérer son mouvement en avant, les staliniens lancent leur locomotive à coups de sifflets stridents à la rencontre du train du prolétariat, entravent son mouvement en avant, et parfois se heurtent à lui, et, dans ce cas, il ne reste que des morceaux de la petite locomotive. Le résultat d'une telle politique est là : dans plusieurs pays, le prolétariat est devenu la victime sans défense du fascisme, dans d'autres, il est rejeté en arrière sur les positions du réformisme.

Il ne peut évidemment être question d'une régénération sérieuse et durable du réformisme. Il s'agit à proprement parler, non pas du réformisme au sens large du mot, mais des aspirations des ouvriers à défendre leurs organisations et leurs « droits ». De ces positions purement défensives et conservatrices, la classe ouvrière peut et doit, dans le processus de la lutte, passer à une offensive révolutionnaire sur toute la ligne. L'offensive doit à son tour rendre les masses prêtes à accepter les grandes tâches révolutionnaires et, par conséquent, notre programme. Mais, pour y arriver, il faut d'abord savoir traverser la période défensive qui s'ouvre actuellement, avec les masses, dans leurs premiers rangs, sans se dissoudre en elles, mais aussi sans s'en détacher (3).

Les staliniens — et leurs pitoyables imitateurs, les brandlériens — ont frappé d'interdiction les mots d'ordre démocratiques pour tous les pays du monde, pour l'Inde, qui n'a pas encore accompli sa révolution nationale libératrice, pour l'Espagne, où l'avant-garde prolétarienne a encore à trouver la voie de la transformation de la révolution bourgeoise rampante en révolution socialiste, pour l'Allemagne, où le prolétariat, brisé et réduit en poussière, est privé de tout ce qu'il avait conquis pendant le siècle dernier, pour la Belgique, dont le prolétariat ne détourne pas les yeux de la frontière orientale, et, étouffant la profonde défiance qu'il a dans le cœur, soutient le parti du « pacifisme

(3) Remarque capitale après la constatation que la victoire hitlérienne a restitué aux organisations réformistes un rôle beaucoup plus important. On peut penser que ce qu'on appellera le « tournant français » — l'entrée dans les partis social-démocrates — est en germe dans ces analyses.

démocratique » de Vandervelde (4) et Cie. Cette négation pure et simple des mots d'ordre démocratiques, les staliniens la déduisent abstraitement des caractéristiques générales de notre époque, qui est celle de l'impérialisme et des révolutions socialistes. Il n'y a pas un grain de dialectique dans cette façon de poser la question ! Les mots d'ordre et les illusions démocratiques ne se suppriment pas par décret. Il faut que la masse les traverse et les élimine dans l'expérience des combats. La tâche de l'avant-garde est d'attacher sa locomotive au train des masses. Dans la position de défensive actuelle de la classe ouvrière, il faut trouver des éléments dynamiques, il faut mettre les masses dans l'obligation de tirer les conclusions de leurs propres principes démocratiques, il faut approfondir et étendre le champ de lutte. C'est dans cette voie également que la quantité se changera en qualité.

Rappelons encore une fois qu'en 1917, alors que les bolcheviks étaient déjà incomparablement plus forts qu'aucune section de l'I.C. d'aujourd'hui, ils continuaient d'exiger la convocation le plus vite possible de l'assemblée constituante, l'abaissement de la limite d'âge électoral, les droits électoraux pour les soldats, l'éligibilité des fonctionnaires, etc. Le principal mot d'ordre des bolcheviks, « Tout le pouvoir aux soviets » signifiait d'avril à septembre 1917 « Tout le pouvoir aux social-démocrates (mencheviks et social-révolutionnaires) ». Quand les réformistes conclurent une coalition gouvernementale avec la bourgeoisie, les bolcheviks lancèrent le mot d'ordre : « A bas les ministres capitalistes ! ». Cela signifiait encore une fois : « Ouvriers, forcez les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires à prendre entre leurs mains tout le pouvoir » ! L'expérience politique de la seule révolution prolétarienne victorieuse est défigurée et faussée par les staliniens au point d'en être méconnaissable. Ici aussi, notre tâche est de rétablir les faits et de tirer les conclusions indispensables pour aujourd'hui.

Nous, bolcheviks, nous pensons que, pour se sauver réellement du fascisme et de la guerre, il faut la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature prolétarienne. Vous, ouvriers socialistes, vous n'êtes pas d'accord pour vous engager dans cette voie. Vous espérez non seulement préserver l'acquis, mais encore progresser par les voies de la démocratie. Bien. Tant

(4) Emile VANDERVELDE (1866-1938), avocat, président de la II^e Internationale avant 1914, était devenu ministre dans un gouvernement d'union sacrée pendant la guerre. Au lendemain de cette dernière, il avait consacré ses efforts à une réconciliation avec les social-patriotes allemands pour la reconstitution de la II^e Internationale dont il était redevenu président en 1929. Par ailleurs il soutenait une politique de « paix » dont le contenu était évidemment le *statu quo* établi par Versailles.

que nous ne vous aurons pas convaincus et amenés vers nous, nous serons prêts à faire avec vous cette route jusqu'au bout. Mais nous exigeons que la lutte pour la démocratie, vous la meniez, non en paroles, mais en actes. Tous reconnaissent — chacun à sa manière — que, dans les conditions actuelles, il faut un pouvoir « fort ». Forcez donc votre parti à engager la lutte véritable pour un Etat démocratique fort. Pour cela, il faut avant tout extirper les restes de l'Etat féodal. Il faut donner le droit de vote à tous les hommes et femmes de plus de dix-huit ans, soldats compris. Concentration complète des pouvoirs exécutif et législatif dans une Chambre unique ! Que votre parti lance une sérieuse campagne sur ces mots d'ordre, qu'il dresse sur leurs jambes des millions d'ouvriers, que, par la poussée des masses, il prenne le pouvoir ! Ce serait en tout cas une tentative sérieuse pour lutter contre la guerre et le fascisme. Nous, bolcheviks, nous conserverions le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques, nous ne pourrions prendre sur nous de responsabilité politique pour le gouvernement social-démocrate, mais nous vous aiderions honnêtement dans votre lutte pour un tel gouvernement, et avec vous, nous repousserions toutes les attaques de la réaction bourgeoise. Plus encore, nous nous engagerions devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie (de la véritable démocratie), tant que la majorité des ouvriers ne se serait pas mise consciemment du côté de la dictature révolutionnaire.

Telle doit être au cours de la prochaine période notre attitude vis-à-vis des ouvriers socialistes et sans parti. En occupant avec eux, comme point de départ, la position de défense démocratique, il nous faut, dès le début, donner à cette défense un caractère prolétarien sérieux. Il faut nous dire fermement que *nous ne permettrons pas que se répète ce qui s'est passé en Allemagne*. Il faut que chaque ouvrier avancé se pénètre totalement de cette pensée : ne pas permettre au fascisme de lever la tête. Il faut entourer, pas à pas, et avec persévérance, les Maisons du Peuple, les rédactions et les clubs, de l'anneau de la résistance prolétarienne. Il faut entourer avec autant de persévérance tous les foyers de fascisme (rédactions de journaux, clubs, casernes fascistes, etc.) de l'anneau du blocus prolétarien. Il faut conclure des accords de combat entre les organisations ouvrières politiques, syndicales, culturelles, sportives et autres, pour des actions communes en vue de la défense de toutes les institutions de la démocratie prolétarienne. Plus ce travail aura un caractère sérieux et réfléchi, et moins il sera criard et vantard, plus il conquerra rapidement la confiance des

masses prolétariennes en commençant par la jeunesse, et plus sûrement il conduira à la victoire.

C'est ainsi que nous nous représentons les grandes lignes d'une politique véritablement marxiste dans la prochaine période. Cette politique revêtira assurément des formes diverses dans les différents pays d'Europe, en fonction des circonstances nationales. Suivre avec attention les modifications de la situation et celles qui se produisent dans la conscience des masses, lancer à chaque nouvelle étape les mots d'ordre qui découlent de l'ensemble de la situation — telle est la tâche de la direction révolutionnaire.

UNE AFFAIRE A PRENDRE AU SÉRIEUX (1)

(7 novembre 1933)

Cher Camarade Held,

J'envoie par votre intermédiaire la lettre ci-jointe au camarade Sneevliet, afin que vous en preniez connaissance, et, puisque Sneevliet est sur-occupé, pour que vous fassiez vous-même tout ce qu'il faut pour régler la question de l'installation en Hollande de la camarade Reese (2). Je vous prie de le faire à toute vapeur.

Il serait également précieux que vous rassembliez des matériaux pour l'accusation contre le D.N.A., car cette question va jouer un rôle important dans la prochaine période.

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Maria REESE (1889-1958), écrivain et journaliste, avait quitté en 1929 le parti social-démocrate pour adhérer au K.P.D. Elle avait été élue député. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, elle avait gagné le Danemark, puis la Norvège, où elle fut inquiétée, et finalement l'U.R.S.S. Elle avait été renvoyée en Europe occidentale pour le compte du Secours rouge international, et avait notamment fait une intervention au congrès de Reims de la Fédération unitaire de l'enseignement pour contre-balancer, par des informations sur la répression en Allemagne, la campagne pour la libération de Rakovsky et de Victor Serge (Cf. *Œuvres 2, juillet-octobre 1933*, pp. 123-125). Peu après, elle rencontrait, à Paris, Bauer et commençait la discussion avec lui. Le 26 octobre, elle avait rédigé une « lettre ouverte » au C.C. du K.P.D. et au C.E. de l'I.C. dans laquelle elle décrivait le désarroi des cadres communistes allemands pendant la période décisive et le refus de leurs dirigeants de tirer un bilan de leur politique catastrophique (*Unser Wort*, n°4, début novembre 1933). Elle désirait s'installer en Hollande et Trotsky avait écrit à ce sujet à Sneevliet une lettre qui n'a pas été retrouvée. Sneevliet, et par conséquent Held, avaient pour mission de trouver à Maria Reese un mari qui lui permettrait d'acquiescer sa nationalité. (C'est ce que Ruth Fischer allait faire à St-Denis en épousant Pleuchot, que lui avait présenté Doriot). La correspondance entre Held et Bauer, conservée dans les archives de Sneevliet, comporte bien des références amusantes à cette quête d'un « homme » pour Maria Reese dans ce pays dont Held se plaint qu'il soit « puritain ».

IL FAUT PUBLIER MALRAUX AUX ÉTATS-UNIS (1)

(9 novembre 1933)

Cher Monsieur Fadiman (2),

Vous me demandez quels livres méritent à mon avis d'être édités en Amérique ? Avant tout autre, je veux mentionner le roman du jeune écrivain français André Malraux (3), *La Condition humaine*, à la librairie Gallimard, 43 rue de Beaune, Paris.

Ce roman ne se veut pas seulement une œuvre d'art littéraire. Il pose les grands problèmes de la destinée humaine. Dans les conditions de la crise sociale et culturelle qui embrase le monde entier, les questions, qui toujours émeuvent l'homme et inspirent le grand artiste : la vie et la mort, l'amour et l'héroïsme, l'individualité et la société, se posent avec une acuité nouvelle devant la conscience créatrice. C'est à cette seule source que peut se renouveler l'art contemporain, qui s'est épuisé à rechercher des conquêtes de pure forme.

(1) VII, Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre à Clifton Fadiman, signée Trotsky.

(2) Clifton FADIMAN (né en 1904), ancien étudiant à l'université de Columbia à New York, était alors professeur d'anglais à l'Ethical Culture High School et collaborateur d'une grande maison d'édition new-yorkaise. D'abord collaborateur de la revue pro-sioniste bi-mensuelle *Menorah Journal*, dont il était l'un des plus connus, il avait évolué avec la majorité de la rédaction vers le marxisme sous l'influence de la crise mondiale et la pression d'un de ses camarades d'études, Félix MAYROWITZ, dit Felix MORROW (né en 1906). Il n'avait pas formellement adhéré au P.C. bien qu'ayant participé en 1931 à un colloque intitulé « Comment je suis venu au communisme ». Le groupe d'intellectuels dont il était un élément important était impressionné par la personnalité de Trotsky, mais n'avait encore que peu de contacts avec l'Opposition de gauche aux Etats-Unis.

(3) André MALRAUX (1901-1976) avait déjà publié *Les Conquérants* (1928) et *La Voie royale* (1930), et venait d'obtenir le prix Goncourt avec *La Condition humaine*. Il avait rendu visite à Trotsky à Saint-Palais au mois d'août. Trotsky avait déjà écrit deux articles consacrés à des romans de Malraux, qui sont reproduits dans *Littérature et Révolution*.

En dernière analyse, Malraux est un individualiste et un pessimiste. Sentir ainsi le monde et la vie m'est psychologiquement étranger, pour ne pas dire hostile. Mais dans le pessimisme de Malraux, qui s'élève jusqu'au désespoir, se trouve un élément d'héroïsme. Malraux prend ses héros internationaux sur le fond de la révolution. Le théâtre des drames personnels est Shanghai de 1927. L'auteur connaît de près la révolution chinoise par sa propre expérience. Mais, dans le roman, il n'y a ni ethnographie, ni histoire. C'est un roman des destinées humaines et des passions personnelles auquel la révolution communique la force-limite de tension. L'individualiste et pessimiste s'élève en fin de compte au-dessus de l'individualisme et du pessimisme. Seul un grand but supra-individuel, pour lequel l'homme est prêt à payer de sa vie, donne un sens à l'existence humaine — telle est la signification dernière du roman, qui est étranger à la didactique philosophique et qui reste du commencement à la fin une véritable œuvre d'art.

Précisément aux Etats-Unis, où la crise terrible des conditions habituelles d'existence mine impitoyablement toute attitude purement empirique à l'égard de la vie, le roman de Malraux doit trouver, me semble-t-il, de nombreux lecteurs.

MARIA REESE ET LE COMINTERN (1)

(10 novembre 1933)

Dans sa « Lettre ouverte » publiée par le journal *Unser Wort*, Maria Reese a dit la dure et amère vérité sur le parti auquel elle appartenait encore récemment. L'agence allemande de la bureaucratie du Comintern n'a rien compris, n'a rien prévu, n'a rien préparé. Elle a remplacé le travail révolutionnaire par des phrases creuses et des rodомontades. Elle a trompé les ouvriers et le parti année après année. Le comité central a trompé même son propre appareil. Des gens qui occupaient dans le parti des postes responsables, comme Torgler, (2) le chef de la fraction parlementaire, ou Maria Reese elle-même, députée au Reichstag, ont cru honnêtement jusqu'au dernier moment que le comité central avait ses plans, qu'il avait préparé les forces nécessaires pour se battre, que le Comintern savait où il conduisait les travailleurs allemands. Avec la prise du pouvoir par Hitler et particulièrement avec l'incendie du Reichstag par les agents de Göring, les illusions révolutionnaires des meilleurs éléments du parti ont été réduites en poussière. Le comité central a laissé le parti à la dérive, sans direction, sans mots d'ordre, sans même explications ; il n'y a pas de précédent d'une trahison semblable des dirigeants dans l'histoire de la lutte révolutionnaire. Il n'est pas difficile d'imaginer le sombre désespoir des masses ainsi trahies ni l'effroyable désarroi de l'appareil du parti.

(1) T 3614. Préface à la lettre ouverte de Maria Reese, *La Vérité*, 17 novembre 1933.

(2) Ernst TORGLER (1893-1963), employé de commerce, militant social-démocrate en 1910, avait rejoint l'U.S.P.D., puis le K.P.D. en 1920. Député au Reichstag, il était depuis plusieurs années le chef de la fraction parlementaire du K.P.D. Homme obscur, il n'était pourtant pas un dirigeant. Maria Reese mentionnait dans sa lettre les discussions qu'elle avait eues avec lui en janvier et février 1933. On sait que Torgler était l'un des accusés dans le procès de l'incendie du Reichstag qui avait commencé, à Leipzig, le 21 septembre.

L'activité dans l'émigration des Münzenberg, Heckert (3) et Cie, les rapports faux, les correspondances mensongères, les congrès creux et factices destinés à jeter de la poudre aux yeux, ne pouvaient pas ne pas apparaître à Maria Reese en insupportable contraste avec ce qui se passait en Allemagne à l'intérieur. Maria Reese a exigé une discussion sur ce qui s'était passé. Elle a essayé d'obtenir qu'on remplace la politique des mascarades par celle de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat mondial contre le fascisme. A chaque tentative, elle s'est heurtée à un mur. Elle en a alors tiré les conclusions pour son propre compte ; elle a rompu avec le Comintern et s'est placée sous le drapeau de la IV^e Internationale (4).

Après ça, la bureaucratie stalinienne, qui n'avait plus rien à perdre politiquement, l'a « exclue » du Comintern. Mais y compris dans cette décision, les faillis ont mis tous les traits de l'impuissance rancunière et mensongère qui les caractérise. La principale accusation contre la camarade Reese consiste à dire qu'elle a rallié le camp du « trotskysme contre-révolutionnaire ». Cette appréciation n'est pas nouvelle ! Le travail « révolutionnaire » des staliniens consiste à aider systématiquement les Chang Kai-chek, Pilsudski, Citrine, Wels, Hitler (5). Conformément à

(3) Willy MÜNZENBERG (1889-1940), ancien responsable de l'Internationale des jeunes, puis de l'Internationale communiste des jeunes, avait dirigé le Secours rouge, puis l'ensemble des entreprises de presse du K.P.D. (le « trust » Münzenberg). Il avait notamment publié le fameux *Livre brun* sur l'incendie du Reichstag, et organisé les congrès contre le fascisme et la guerre. Fritz HECKERT (1884-1936), ouvrier du bâtiment, vieux spartakiste, était membre de la direction du K.P.D. et du présidium de l'I.C. et en avait intégralement justifié la politique allemande après la catastrophe.

(4) Maria Reese venait de prendre position pour la construction de la IV^e Internationale, après ses discussions avec Bauer.

(5) Les hommes politiques mentionnés ci-dessus sont de type divers, mais incarnent tous aux yeux de Trotsky réaction et contre-révolution. CHANG KAI-CHEK (1885-1976), dirigeant du parti nationaliste Kuomintang et membre d'honneur de l'exécutif de l'I.C., avait dirigé en 1927 une sanglante répression contre les communistes chinois qui l'avaient jusqu'alors soutenu conformément aux directives de l'I.C. Jozef PILSUDSKI (1867-1935), ancien dirigeant du parti socialiste polonais, héros de l'indépendance polonaise qu'il avait cherchée à obtenir des deux camps belligérants pendant la guerre, avait repris le pouvoir en 1926 par un coup d'Etat militaire et persécuté le mouvement ouvrier. OTTO WELS (1873-1939) avait réprimé en 1918-19 les troubles révolutionnaires à Berlin en tant que préfet de police désigné par le gouvernement social-démocrate. « Homme fort » de la social-démocratie, il était son principal dirigeant en exil. Walter McLELLAN CITRINE (né en 1887), électricien, dirigeant de leur syndicat, puis secrétaire général du conseil général des Trade-unions britanniques en 1925, était aux yeux de Trotsky l'un des principaux responsables de la défaite de la grève générale britannique de 1926. Adolf HITLER (1889-1945), chef du parti national-socialiste allemand, était depuis la fin de janvier le chancelier du Reich avec les pleins pouvoirs. Notons que le texte russe ne mentionne pas Pilsudski qui l'est en revanche dans les autres traductions.

cette logique, la critique marxiste de ces crimes est un travail « contre-révolutionnaire ». Mais ce n'est pas tout. La résolution adoptée au nom du parti communiste allemand, c'est-à-dire par quelques bureaucrates qui se terrent en émigration, accuse Maria Reese d'« aider le gouvernement de Hitler et de lui livrer ainsi des membres du parti et des sympathisants ». Le prolétariat allemand réveillé gravera cette vile accusation sur le front des accusateurs !

Maria Reese est « exclue » à cause de sa courageuse lettre ouverte, et seulement après la publication de cette dernière, c'est-à-dire après qu'elle ait elle-même rompu avec le Comintern. Appeler les faillis publiquement par leur véritable nom de faillis est le devoir immédiat d'un révolutionnaire authentique et sincère. Si la lettre de Reese peut avoir quelque influence sur le sort des communistes persécutés par Hitler, et particulièrement sur le cours du procès du Reichstag, c'est seulement en tant que précieux témoignage en faveur des accusés ! Il est clair d'après cette lettre, même pour des aveugles, que la direction du parti officiel était bien loin de penser à l'insurrection, à des préparatifs pour une insurrection, et par conséquent à des « signaux » pour l'insurrection du genre de l'incendie du Reichstag (6) !

La bureaucratie stalinienne prend sa revanche du fait qu'une camarade responsable, qui était encore tout récemment dans ses rangs, a dit ouvertement et honnêtement la vérité sur la direction, le régime et les mœurs du Comintern. La bureaucratie pardonne la couardise, le mensonge, la trahison à une seule condition : que cela ne sorte pas de la maison (7). Pour ces gens là, il y a longtemps que les lois de la responsabilité mutuelle ont remplacé celles de la révolution et du marxisme. La lutte pour un prestige personnel enflé, pour des postes et pour un niveau de vie assuré, a relégué au second plan la lutte pour la dictature prolétarienne. Maria Reese s'en est convaincue à travers la tragique expérience du prolétariat allemand. Avec elle, des milliers et des dizaines de milliers de révolutionnaires trahis ont vécu la même expérience. Dans les prisons et les camps de concentration, ils dressent le bilan de la catastrophe qu'ils ont vécue. La lettre de Maria Reese les appelle à de courageuses conclusions révolutionnaires. C'est le devoir de tout révolutionnaire, dans le monde entier, de publier, de reproduire et de diffuser la lettre de Maria Reese dans toutes les langues que parlent les exploités et les révolutionnaires.

(6) La thèse — imbécile — de l'accusation au procès de Leipzig était que l'incendie du Reichstag devait servir de « signal » pour le déclenchement d'une insurrection communiste.

(7) Littéralement « ne pas sortir les balayures de l'isba », laver son linge sale en famille (NDT).

INTERVIEW AVEC ANITA BRENNER (1)

(13 novembre 1933)

BRENNER

Quelle est l'explication de la crise, et quel effet aura-t-elle sur la vie américaine ?

TROTSKY

Toutes les théories qui essaient d'expliquer la crise par des causes temporaires ou accidentelles, comme les conséquences de la guerre, l'épidémie nationaliste, les tarifs erronés ou une fausse politique monétaire, etc., je les considère comme radicalement fausses. Tous ces faits et processus peuvent, bien entendu, aggraver la crise, mais en eux-mêmes ils n'ont qu'un caractère secondaire. La guerre elle-même fut une tentative, avant tout, de l'impérialisme allemand pour prendre de vitesse la colossale crise qui arrivait. La cause primaire de la crise actuelle réside dans le fait que les forces productives de la société moderne sont en contradiction insurmontable avec la propriété privée des moyens de production comme avec les frontières des Etats nationaux. Les forces productives exigent une *organisation planifiée* à une échelle européenne, puis mondiale. Sans cela, et jusqu'à ce que ce soit

(1) T 3615-3616. Cette interview est traduite du texte publié dans les *Writings 1933-1934* avec l'autorisation d'Anita Brenner. ANITA BRENNER (1905-1974) avait fait à l'université Columbia à New York des études d'anthropologie et avait déjà une réputation solide d'expert de l'art et de la civilisation mexicaines d'avant la conquête. A partir de 1927, elle avait régulièrement collaboré au *Menorah Journal*, revue bi-mensuelle d'intellectuels juifs de New York évoluant vers le marxisme. En 1931, elle militait au sein du comité national pour la défense des prisonniers politiques (NCDPP) et était considérée comme proche du P.C. Elle avait publié un article dans sa revue *New Masses* en février 1934. En mai cependant, avec un groupe d'intellectuels animés par Herbert Solow (Cf. n. 4, p. 285) — qui avait visité Trotsky à Prinkipo et était en contact avec la section américaine —, elle avait démissionné de ce comité, après qu'il ait cautionné l'attaque d'un meeting de défense des social-démocrates autrichiens contre Dollfuss par les nervis du P.C. C'est pour le compte du *New York Times* qu'elle effectua cette interview qui ne fut pas publiée.

réalisé, des changements conjoncturels sont évidemment possibles et inévitables ; mais la première amélioration de la conjoncture conduira bientôt à une crise nouvelle et sans doute plus pénible encore. Le nœud de la question réside dans le fait que nous ne sommes pas, maintenant, simplement confrontés à une des crises conjoncturelles du cycle capitaliste normal. Non, nous sommes entrés dans la crise sociale du capitalisme en tant que système. Toute tentative pour le nier ou pour discuter ce fait est vouée à l'échec.

BRENNER

L'inflation apportera-t-elle une prospérité comparable à celle de 1929 ?

TROTSKY

Non.

BRENNER

Une économie planifiée est-elle possible dans une démocratie ?

TROTSKY

Ce n'est pas une question de « démocratie », mais de propriété privée des moyens de production. Un système d'économie planifiée est incompatible avec un système de propriété privée.

BRENNER

Est-il possible de prolonger la vie du système capitaliste en limitant les profits ?

TROTSKY

Par ce moyen et à l'aide de mesures semblables, il est peut-être possible de prolonger les convulsions du système capitaliste, mais pas de le rendre à nouveau viable.

BRENNER

Est-il possible de conserver le principe de la « libre concurrence » dans une économie planifiée ?

TROTSKY

La réponse est donnée par ce qui précède.

BRENNER

Considérez-vous que le « plan quinquennal » soit un succès ?

TROTSKY

On ne peut pas parler de succès total. Les contradictions de l'économie soviétique sont immenses et, à certains égards, se sont même aggravées. Mais seul un aveugle peut ne pas voir la force gigantesque de la méthode de planification basée sur la propriété nationalisée.

BRENNER

Considérez-vous l'U.R.S.S. comme un pays communiste ?

TROTSKY

L'U.R.S.S. n'est encore ni un Etat communiste ni un Etat socialiste. C'est un système de transition entre le capitalisme et le socialisme. Il y a entre lui et le socialisme une route longue et difficile.

BRENNER

Quelle est la principale contribution internationale de l'U.R.S.S. ?

TROTSKY

La démonstration pratique qu'un travail économique fructueux est possible sans la classe capitaliste.

BRENNER

Quelle a été sa plus grosse erreur ?

TROTSKY

Les erreurs du gouvernement soviétique sont nombreuses. Je les ai souvent critiquées dans la presse, mais serais bien en peine d'indiquer la plus grosse. En dépit de ces erreurs, l'U.R.S.S. demeure cependant le héraut d'un nouveau système social et un sérieux facteur de paix.

BRENNER

Hitler peut-il durer ?

TROTSKY

Hitler doit être renversé. Il est impossible de le faire sans révolution. Il faut que les masses se relèvent de leur défaite. Il faut qu'un parti révolutionnaire nouveau se place à la tête des masses. Tout cela exige un certain temps.

BRENNER

Pourquoi Hitler persécute-t-il les Juifs ?

TROTSKY

C'est tout ce qui lui reste, faute de pouvoir résoudre les problèmes intérieurs. Tout en défendant le capitalisme qu'il avait promis d'abattre, Hitler est obligé de détourner l'attention des masses des questions sociales vers les problèmes de race.

BRENNER

Le national-socialisme allemand constitue-t-il une menace internationale ?

TROTSKY

Très certainement.

BRENNER

Vous attendez-vous à une guerre proche ? L'Amérique sera-t-elle impliquée ?

TROTSKY

Une grande guerre — je ne parle pas d'une petite guerre préventive — n'est guère possible en Europe dans moins des trois ou quatre ans qui constituent le temps nécessaire pour le réarmement total de l'Allemagne. A l'expiration de cette période, la guerre sera même inévitable. En Extrême-Orient, où la camarilla belliciste du Japon a complètement perdu la tête, la guerre est possible à tout moment. Je considère que le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique pourrait ramener à la raison les militaristes de Tokyo et en ce sens, c'est un facteur de paix.

BRENNER

Etes-vous de façon générale optimiste en ce qui concerne l'orientation de l'histoire occidentale ? Quel est le rôle joué par l'Amérique ?

TROTSKY

L'histoire de l'humanité tout entière, même celle des Etats-Unis, est en train d'approcher d'un tournant. Il y a devant nous de grandes convulsions et d'immenses difficultés, peut-être même un déclin temporaire de la culture. Mais je ne doute pas que l'humanité s'élèvera finalement à de nouvelles hauteurs.

BRENNER

Pensez-vous que la période de transition du capitalisme au socialisme soit une question d'années, ou de générations ?

TROTSKY

De générations.

QUE PEUT-ON FAIRE CONTRE LE FASCISME ? (1)

(13 novembre 1933)

Qu'est-ce qui est nécessaire pour lutter pacifiquement contre le hitlérisme ? Avant tout il faut comprendre qu'il s'agit d'un problème sérieux et très difficile qu'on ne peut simplement résoudre par un boycottage commercial. La question sera réglée en Allemagne même. Les contradictions du régime de Hitler sont immenses, mais elles peuvent conduire à deux issues différentes : la *guerre*, ou la *révolution*.

Dans le cas d'une guerre, que Hitler prépare avec obstination et systématiquement, le sort du régime sera lié à celui de la guerre. Mais il est maintenant clair, pour quiconque pense, qu'une nouvelle guerre pourrait détruire, non seulement le fascisme, mais la civilisation européenne. Et ce serait un prix trop élevé ! Seul le renversement révolutionnaire du régime nazi peut éviter la guerre, et c'est en ce sens que je dis que la question de Hitler sera décidée en Allemagne. A la différence des bureaucrates irresponsables de l'I.C., je n'attends pas en Allemagne de révolution *imminente*. La catastrophe qui a frappé le prolétariat allemand est de trop longue portée. Ce ne sont pas seulement les organisations, mais leur charpente politique qui ont été ébranlées. Après d'aussi terribles défaites, les masses populaires ont besoin d'énormément de temps pour rassembler de nouveau leurs forces.

En même temps commencera la création d'un *nouveau parti prolétarien*. Vous vous demandez s'il n'est pas possible que la social-démocratie et le parti communiste puissent reprendre leur rôle historique dans le mouvement. Non, ils ne le peuvent pas. La classe ouvrière excusera bien des fautes de la part de ses dirigeants, mais elle ne peut pas excuser, et elle n'excusera pas les crimes monstrueux de la social-démocratie ou la honteuse faillite du

(1) T 3617. Il s'agit d'une réponse à la lettre d'un Juif américain posant la question de la lutte contre le hitlérisme sous des formes concrètes.

prétendu parti communiste. Toute l'histoire atteste le fait qu'un parti révolutionnaire qui ne s'est pas montré à la hauteur d'une grande épreuve historique disparaîtra de la scène, ou, au moins, ne jouera plus de rôle dirigeant. Le prolétariat allemand rassemblera ses rangs sous un nouveau drapeau. Il construira un nouveau parti et participera à la construction d'une nouvelle Internationale.

Je ne veux pas dire du tout par là que le travail antérieur de la social-démocratie et du parti communiste doit être rayé de l'histoire. Des millions et des millions d'ouvriers social-démocrates et communistes sont en train de réfléchir douloureusement à ce qui est arrivé, et, guidés par leurs connaissances antérieures, cherchent une nouvelle façon de penser. Cette activité invisible, clandestine, se poursuit dans les usines, dans les prisons et les camps de concentration. Ce n'est pas du tout par hasard que trois millions de voix ont répondu « non » à Hitler hier ! Et ce, sous une terreur politique sans précédent dans l'histoire du monde (2). Ce nombre va grandir. Des combattants révolutionnaires se renforceront et se tremperont. L'Allemagne avance, pas aussi vite que nous le voudrions, mais avec une nécessité de fer, vers sa plus grande révolution.

Vous demandez maintenant comment les ouvriers américains peuvent aider la lutte du prolétariat allemand contre le fascisme ? La plus grande aide peut et doit être de combattre le fascisme en Amérique même. Les Allemands constituent une fraction importante de la population des E.U. Hitler aimerait en faire une base pour le fascisme américain. Les masses ouvrières d'Amérique devront suivre ce processus avec beaucoup d'attention. Tout ouvrier américain devrait se dire : « Nous ne laisserons pas les fascistes lever la tête ! » Et il ne suffit pas de le dire, il faut le faire. Tout siège d'infection fasciste doit être encerclé par un anneau des organisations défensives de combat. Toute tentative des fascistes de s'emparer de la rue, de détruire un journal ou de briser une réunion doit être sans merci étouffée dans l'œuf.

Le national-socialisme est indissolublement lié à l'antisémitisme et à ses pogroms. Pour la fraction juive de la population des Etats-Unis, la question de la croissance du fascisme en

(2) Le 12 novembre 1933, le gouvernement hitlérien avait organisé un référendum sur la question de l'approbation de la politique gouvernementale. Le vote global apporta à Hitler 88 % de « oui ». Mais il y avait eu 2 101 000 « non », 757 000 bulletins nuls et 1 686 000 abstentions. Quant aux conditions de cette consultation, G. BADIA (*Histoire de l'Allemagne contemporaine*, t. II, p. 34, n. 3) fait remarquer qu'au camp de concentration de Dachau, les autorités annoncèrent 2 154 oui sur 2 242 votants.

Amérique est donc d'une importance vitale. Compter sur la « Constitution » américaine comme une garantie en soi contre les fascistes serait de l'enfantillage pur. L'exemple de l'Italie, et surtout de l'Allemagne, devrait apprendre quelque chose aux gens mûrs ! Seule une lutte de masse contre le fascisme peut l'empêcher de se développer. En ce sens, la population ouvrière juive d'Amérique ne peut espérer de défense réelle que d'un puissant développement du mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

DE NOUVEAUX RAPPORTS DANS LA CLASSE OUVRIÈRE (1)

(14 novembre 1933)

Chers Camarades,

Les élections municipales en Angleterre sont très importantes en ce qu'elles sont symptomatiques de la croissance colossale du Labour Party, et du déclin au moins relatif de l'influence aussi bien de l'I.L.P. que du parti communiste (2). Dans une situation qui est exceptionnellement favorable pour son aile révolutionnaire, le Comintern ne grandit pas, il s'affaiblit. Ce phénomène n'est pas national, mais international. Les élections de Norvège et de Suisse indiquent une tendance identique. Ces faits confirment pleinement le diagnostic que nous avons formulé après la victoire du fascisme en Allemagne. Le Comintern marche à la ruine beaucoup plus vite que les partis de la II^e Internationale, et c'est parfaitement compréhensible, si l'on considère comment a été remise en cause l'issue directement révolutionnaire de la situation en Allemagne. La social-démocratie éprouve temporairement encore un afflux de recrues. Au bout du compte, ces masses neuves feront éclater la social-démocratie de l'intérieur et poseront les bases pour la construction d'un parti authentiquement révolutionnaire. Mais pour que cela arrive, il faut que la gauche, à commencer par les bolcheviks-léninistes, ait une politique juste.

(1) T 3620. Il s'agit d'un projet de lettre pour le S.I. à la direction de la section britannique qui se débattait à l'époque dans une crise ouverte par la proposition de Trotsky et du S.I. d'entrer dans l'I.L.P., organisation « centriste » en rupture avec la social-démocratie qui avait rompu son affiliation avec le Labour Party en condamnant sa politique de collaboration de classe. La majorité de la direction de la section britannique avait rejeté cette proposition.

(2) Les élections municipales qui s'étaient déroulées en novembre en Grande-Bretagne avaient vu une nette progression du Labour Party, lequel s'était emparé d'importantes municipalités et avait fait élire la moitié de ses candidats. Ni l'I.L.P., ni le P.C. britannique, qui maintenaient en gros leurs positions, n'avaient progressé d'une façon analogue.

Le soi-disant parti communiste britannique est un cadavre et tout ce qui est lié à lui est voué à se décomposer. Autant que nous puissions l'établir, l'I.L.P. est de plus en plus menacé par ce danger puisqu'au lieu de se tourner vers le Labour Party, il s'est tourné vers le Comintern.

Il est vrai qu'on peut nous objecter que l'I.L.P. vient seulement de rompre avec le Labour Party, et que nous avons apprécié ce geste comme un pas en avant. C'est tout à fait juste ! Et bien entendu nous ne suggérons en aucune manière maintenant que l'I.L.P. revienne dans le Labour Party et se soumette à sa discipline (3).

Une telle politique serait une trahison complète des tâches révolutionnaires auxquelles est confronté le prolétariat britannique. Mais il est tout à fait évident que l'I.L.P. ne sera capable de faire un travail révolutionnaire sérieux que s'il devient un levier de l'influence révolutionnaire sur les masses dans le Labour Party et les trade-unions.

Il faut bien comprendre qu'un bloc entre l'I.L.P. et le parti communiste dans les conditions actuelles ne sauvera pas le second, et provoquera à coup sûr la destruction du premier. La direction de l'I.C. n'a pas réussi à comprendre, et est incapable de comprendre la leçon des grands événements récents. La bureaucratie stalinienne ne fait même plus la moindre attention à ces grandes tâches historiques qui exigent la conquête de la majorité du prolétariat. Ces bureaucrates, qui se battent pour leurs postes et leurs salaires, ne s'intéressent qu'à la question de savoir comment consolider leur gagne-pain en gagnant sur l'I.L.P. une centaine ou un millier d'ouvriers. Le devoir des bolcheviks-léninistes dans l'immédiat est de détourner l'I.L.P. du Comintern et de le tourner vers le Labour Party (4). Cela ne peut cependant se faire sans que nous prenions nous-même une position claire et nette sur la question du parti communiste. C'est pour cette raison que nous attendons de vous *les conclusions que votre organisation a tirées pour sa propre activité* des récentes élections municipales.

(3) La décision de l'I.L.P. de se désaffilier du Labour Party était la conséquence à long terme de la crise provoquée par la trahison des chefs travaillistes autour de Ramsay MacDonald, mais aussi, à court terme, du refus de ce parti d'accepter la discipline du groupe parlementaire du Labour Party comme l'avait exigé la conférence de ce dernier parti en 1931.

(4) Trotsky complète ici la perspective qu'il proposait à ses camarades anglais : l'entrée dans l'I.L.P. n'était à ses yeux qu'une étape de transition vers le Labour Party qui regroupait la masse des ouvriers britanniques.

LA DISCUSSION AVEC HENNAUT (1)

(16 novembre 1933)

Chers Camarades,

C'est avec un grand intérêt que je viens de lire le numéro 10 de votre bulletin intérieur qui confirme les comptes rendus des négociations avec la Ligue des communistes internationalistes (2). Je me suis réjoui de la précision avec laquelle nos camarades ont posé la question. Par ailleurs, les paroles du camarade Hennaut (3) m'ont fait la plus pénible impression. Tel qu'il est maintenant, il constitue au moins un modèle achevé de confusion théorique et politique. Il n'y a pas une seule question à laquelle il contribue en quoi que ce soit, sauf des doutes, des hésitations et des craintes. C'est fatal pour un homme qui veut être un révolutionnaire !

(1) T 3621. *International Bulletin*, I.C.L. n° 12, novembre 1933. Lettre aux dirigeants de la section belge signée G. Gourov. Il s'agit d'une intervention dans les négociations pour la réunification des groupes de l'Opposition de gauche en Belgique. En 1930, la Fédération de Charleroi, dirigée par Léon LESOIL (1892-1942) — 35 militants — avait rompu avec la majorité de l'Opposition qui s'engageait dans l'abandon de la politique de « réforme ». Tandis que l'ancien secrétaire général du P.C. belge, puis de l'Opposition, War VAN OVERSTRAETEN (né en 1891), se retirait, le restant de l'organisation se divisait en deux groupes : celui d'Anvers, dirigé par Léon DE LEE (1900-1942), lié au R.S.P. de Sneevliet, et la Ligue des communistes internationalistes dirigée par Hennaut (ci-dessous note 3), qui subissait l'influence du militant bordiguiste italien réfugié à Bruxelles, Ottorino PERONE, dit VERCESI (1897-1957). Le tournant de l'Opposition en 1933, l'adhésion du R.S.P. et l'entrée de Sneevliet au S.I. ouvraient la possibilité d'une réunification en Belgique, et le bulletin intérieur de la section belge avait rendu compte des premières initiatives en ce sens.

(2) La Ligue des communistes internationalistes s'était trouvée en dehors de l'Opposition de gauche internationale après la rupture de la Fédération de Charleroi qui avait été soutenue par cette dernière.

(3) Adhémar HENNAUT (1899-1977), ouvrier peintre, militant syndical, avait rejoint le P.C. belge à sa fondation et en avait été en 1923 le secrétaire général à titre provisoire. Exclu en 1928 comme « trotskyste » pour avoir protesté, avec la majorité du C.C., contre la répression qui frappait Trotsky et les B.L. russes, il avait été successivement secrétaire administratif de l'Opposition de gauche, puis secrétaire général de la L.C.I.

Les quatre premiers congrès de l'I.C. ! Mais il devait bien y avoir en eux « quelque chose » d'erroné, puisque leurs résultats ont été aussi lamentables. Qu'est-ce qui ne va pas précisément ? Hennaut ne le sait pas. En fait, la faute en incombe exclusivement à lui. Il pense que le destin de l'I.C. est déterminé, non par la lutte de forces sociales vivantes, mais par une espèce d'« erreur » originelle qu'il faut trouver — comme s'il s'agissait de calcul mathématique. Pourquoi ne pas aller plus loin, et dire : « Trois Internationales sont nées des enseignements de Marx, et toutes les trois ne sont nées que pour s'effondrer — il faut donc découvrir chez Marx une “ erreur fondamentale ”. » On peut même aller plus loin et dire qu'en dépit de la science, les gens continuent à souffrir et supporter des calamités ; il est clair qu'il y a quelque « erreur fondamentale » dans la science. La question est abordée, non de façon historique et dialectique, mais de façon dogmatique, dans l'esprit de l'Eglise catholique qui explique tous les maux de l'humanité par son péché originel. La théorie de Souvarine (4) sur l'I.C. est aussi une théorie du péché originel. Et Hennaut, hélas, est devenu le disciple du stérile scolastique qu'est Souvarine .

Selon le même Hennaut — c'est-à-dire selon Souvarine — notre ligne politique en Allemagne était fautive du début à la fin. Il faut avoir beaucoup d'impertinence pour une affirmation pareille. Mais en quoi réside notre erreur ? Pas dans notre analyse, pas dans notre pronostic, pas dans nos directives, mais en ce que nous avons appelé les ouvriers communistes à faire pression sur leur parti, à s'engager sur la voie d'une politique juste. Au lieu de cela, nous aurions dû dire aux ouvriers : « Ne gaspillez pas vos efforts, cela n'a pas d'importance, le Comintern est perdu. » Et en même temps, Hennaut pense : l'époque n'était pas mûre pour fonder la nouvelle Internationale. Quelle proposition pratique devons-nous donc faire aux ouvriers allemands : de rejeter la vieille Internationale sans en construire une nouvelle ? Alors, nous pouvons aller dormir. Notre erreur, ces pédants coupés de la réalité la voient dans ce que, sans rien leur cacher de la réalité, nous n'avons pas découragé les ouvriers mais fait de notre mieux pour les aider à trouver une issue. Tout dirigeant d'une grève agirait de la même façon. Sinon, ce n'est pas un dirigeant mais un capitulard indigne de confiance ! Hennaut dit que l'issue

(4) Boris LIFCHITZ, dit SOUVARINE (né en 1893), russe émigré en France, avait été l'un des premiers représentants, dans le parti socialiste, de l'aile gauche liée à l'Internationale communiste, puis délégué du P.C. à Moscou. Exclu en 1924 pour s'être solidarisé avec Trotsky, il avait été son allié jusqu'en 1929 et animait à l'époque un « cercle communiste démocratique ».

pour se rétablir, c'est d'entamer une « discussion » avec Souvarine, les bordiguistes, Urbahns et autres groupes sans espoir (5). Comme si cette discussion n'avait pas été menée dans le passé, comme si elle n'avait pas subi l'épreuve des événements, comme si une table ronde dans une « conférence » pouvait ajouter quelque chose à l'expérience politique déjà éclairée par une longue discussion théorique !

Il nous faut voir, dit Hennaut, qu'il y a « quelque chose » de juste chez Souvarine et les autres groupes et groupements « communistes ». Il ne peut lui-même se résoudre à dire clairement et simplement ce que précisément lui a *trouvé* de juste chez eux. Mais tout notre travail quotidien consiste à chercher pour toute question la réponse la plus exacte. Nous avons élaboré nos *méthodes* ; nous avons nos *réponses* ; nous avons nos *critiques* des autres points de vue. Hennaut ne donne pas son approbation à cet énorme travail collectif, laisse de côté tout ce que nous avons fait, et propose de se consacrer à des « recherches » et des « discussions » exactement comme si nous venions de naître. Une position stérile, complètement imprégnée de l'esprit du souvarinisme !

Il est particulièrement naïf de dire que notre participation à la conférence de Paris, où nous étions « assis à la même table » que les pupistes (6) et autres, représente une « erreur opportuniste ». Ainsi, pour Hennaut, ce qui unit, ce ne sont pas les principes marxistes, mais... la table ! Il ne dit mot du contenu de notre déclaration et de notre résolution qui a recueilli quatre signatures. Il oublie, ou bien il ne peut pas comprendre que nous avons conservé *une liberté d'action et de critique complète* vis-à-vis de nos alliés. Le fait que le S.A.P. et l'O.S.P. aient voté pour la résolution des sept (7) sans émettre de réserve, et donc de manière tout à

(5) Les « bordiguistes » étaient les membres de la Fraction de gauche italienne qu'avait inspirée le pionnier du P.C.I., Amadeo BORDIGA (1889-1970), exclu en 1930, qui considérait comme « opportuniste » la politique du front unique ouvrier et la ligne du 3^e congrès de l'I.C. Hugo URBHANS (1890-1946) avait été l'un des dirigeants du K.P.D. et de sa « gauche ». Exclu en 1926, il avait été l'un des fondateurs du Leninbund, sorte d'Opposition allemande unifiée qui s'était décomposée au fil des années. Il caractérisait l'U.R.S.S comme un « capitalisme d'Etat ». La L.C.I. belge s'était prononcée en 1932 pour un regroupement général des oppositions de gauche et entretenait des relations avec le groupe allemand de l'autrichien Landau, la Gauche communiste française et les restes du Leninbund.

(6) Les « pupistes » étaient les membres du parti d'unité prolétarienne (P.U.P.), né de la fusion d'oppositions de droite du P.C. exclues à quelques années d'intervalle. Son orientation était nettement opportuniste, et il se dirigeait vers la social-démocratie.

(7) En dépit d'une âpre discussion avec les représentants de l'Opposition de gauche à la conférence de Paris, les délégués du S.A.P. et de l'O.S.P. avaient voté

fait erronée, démontre sans doute possible que nos alliés n'en sont pas à la clarté indispensable à des marxistes. Mais n'avons-nous pas été les premiers à proclamer leur erreur dans notre presse ? Par le travail en commun comme par la critique, nous pouvons aider nos alliés à arriver à la clarté nécessaire.

Les arguments de Hennaut contre la lutte pour la IV^e Internationale ne sont pas moins faux et coupés de la vie que ses autres raisonnements. « Pour la création de la III^e Internationale, dit-il, il a fallu la guerre et la révolution russe ». Nombreux sont ceux qui répètent cette formule sans réflexion ni réserves. La guerre n'a pas facilité, mais au contraire rendu énormément plus difficile le travail de la révolution, surtout à l'échelle internationale. C'est pourquoi tous les sceptiques à la Hennaut considéraient le mot d'ordre de la III^e Internationale comme « inopportun » et même « absurde » pendant la guerre. Maintenant, dans une certaine mesure, le fascisme joue le rôle qu'a joué la guerre en 1914-1918, d'autant plus qu'il prépare une nouvelle guerre. Mais, nous dit Hennaut, pour créer la III^e Internationale, il fallait la révolution russe ! La remarquable découverte ! Mais la révolution russe est-elle tombée du ciel ? Pour la victoire d'Octobre du prolétariat, il fallait le parti bolchevique, pénétré, non de l'esprit de Staline-Kamenev (mars 1917) (8), mais de l'esprit de Lénine. En d'autres termes, il fallait que Lénine, même au début de la guerre dans des conditions très difficiles et défavorables, commence la lutte pour la III^e Internationale sans tenir compte des sceptiques, de ceux qui entravent et embrouillent tout. La création de la III^e Internationale n'a pas eu lieu à son premier congrès en 1919 — lequel ne fut qu'une simple formalité — mais dans le processus préliminaire de préparation sous les couleurs de la III^e Internationale. Les déductions pour nos tâches immédiates découlent automatiquement de cette analogie historique.

Je n'ai pas le moins du monde l'intention de m'ingérer par cette lettre dans vos négociations. Si le groupe de Hennaut, ou une

la résolution générale finale pour laquelle s'étaient également prononcés les partis comme le P.U.P. et le D.N.A. de Norvège, et qui était la reprise de la résolution adoptée en juin à Bruxelles par sept organisations.

(8) Lev B. ROSENFELD, dit KAMENEV (1883-1936), vieux-bolchevik, avait été, avec Zinoviev, allié à Staline contre l'Opposition de gauche, puis l'un des dirigeants de l'Opposition unifiée contre Staline. Exclu en 1927, il avait fait son autocritique et avait été réintégré, mais il venait d'être exclu de nouveau et de faire une nouvelle autocritique. Dans la période de l'année 1917 comprise entre le retour de déportation de Staline et Kamenev et l'arrivée de Lénine en avril, les dirigeants du parti avaient appliqué une ligne conciliatrice vis-à-vis des mencheviks et du gouvernement provisoire, allant jusqu'à accepter la « défense nationale » pour la Russie. C'est cette politique que Lénine avait démolie dans ses « thèses d'avril ».

partie de ce groupe, rejoint notre section, je ne pourrai que m'en réjouir. Mais l'idée de Hennaut que la condition du succès à venir est la réunion de toutes les épaves oppositionnelles de la III^e Internationale est radicalement fausse. Il faut peser et évaluer ces épaves, non par les noms qu'elles se donnent et leurs prétentions, mais par leur contenu théorique et politique réel. Celui qui a quelque chose à dire n'a pas à attendre une conférence générale à une date non déterminée, mais à publier ses idées sous la forme d'un programme, de thèses, d'articles et de discours. Celui qui en appelle à une conférence à venir pour le sauver, une conférence qui doit trouver « quelque chose », découvrir « quelque chose », ne fait que démontrer qu'il n'a pas d'idées du tout. Je suis certain que c'est aussi évident pour vous que ce l'est pour moi.

PROBLÈMES DE L'UNIFICATION (1)

(18-19 novembre 1933)

L'unification O.S.P.-R.S.P. (2)

Pour l'O.S.P., nos divergences ne sont pas de nature politique. Il leur semble qu'en quittant la social-démocratie ils ont tout fait. Ils ont signé la déclaration des quatre. Mais en soi cela ne suffit pas ; cela signifie seulement qu'ils se sont de façon générale démarqués de l'esprit d'aventurisme et d'opportunisme. Le fait d'avoir rompu avec la social-démocratie apaise totalement leur conscience. Ils ne sont pas encore éveillés à la pensée marxiste révolutionnaire. Mais cela viendra, inévitablement. Dans *De Baanbreker*, Sal Tas (3) parle avec ironie du marxisme « instruit ». De KadT, lui, « n'aime pas » parler de théorie (4). Ils sont prêts à accepter toutes les plates-formes. Nous pourrions accepter une rupture formelle avec notre section hollandaise si, par cette fusion, nous empêchions l'O.S.P. de devenir en même

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Compte rendu du plénum des 18 et 19 novembre 1933 — Nous reproduisons les interventions de Trotsky. Participaient à ce plénum, en dehors de Trotsky, Sneevliet, Vereeken, Leonetti, Léon Sedov, Bauer, Otto Schüssler, et Pierre Frank, pour les deux dernières séances.

(2) Le rapport sur cette question avait été présenté par Sneevliet.

(3) *De Baanbreker* était l'organe du R.S.P. Sal Tas (1907-1976) était l'un des dirigeants de l'aile droite de l'O.S.P., plutôt hostile à cette époque à un rapprochement avec l'Opposition de gauche internationale et surtout avec le R.S.P.

(4) Jacques DE KADT (né en 1897) avait appartenu au P.C. hollandais, qu'il avait quitté en 1924 pour fonder le Bond van Kommunistische Strijd en Propagandaclubs (B.K.S.P.), formation d'opposition communiste orientée à droite. En 1928, il avait rejoint le parti social-démocrate hollandais et collaboré à l'organe de sa gauche, *De Socialist*, que dirigeait Peter J. Schmidt. Il avait été en 1932 l'un des fondateurs de l'O.S.P. En 1933, il s'était rendu à Saint-Palais à la veille de la conférence de Paris.

temps l'allié de Tranmael et Paul Louis (5), etc. Nous sommes pour ainsi dire déjà compromis du fait que deux de nos alliés appartiennent simultanément au bloc des sept (6) et il est donc partiellement justifié de parler de la 2 1/2 (7). L'O.S.P. parle de notre « ultimatum » et oublie que c'est de nous qu'elle a appris ce mot, sans le comprendre. Adresser des ultimatums à la classe ouvrière est un crime, mais adresser des ultimatums à nos ennemis ou aux alliés de nos ennemis, c'est possible et nécessaire. Il nous faut envoyer un ultimatum à l'O.S.P. : choisir entre le D.N.A et nous. Et c'est nous qu'ils devront choisir, car Tranmael a besoin d'eux, mais eux, c'est de nous qu'ils ont besoin. Nous sommes en train de vivre sous une forme raccourcie l'expérience du comité anglo-russe (8). Pas de fusion sur cette base ambiguë. C'est la même chose avec le S.A.P. *De Baanbreker* doit publier les thèses de nos camarades allemands sur le D.N.A. Tout se ramène à ce que, dès que les divergences entre centristes auront éclaté, toutes les insuffisances de l'empirisme seront démontrées. Ils nous répondront de façon démagogique.

C'est pourquoi il ne faut leur laisser aucun prétexte, comme, par exemple, demander pour nous des privilèges, une garantie de

(5) La fusion O.S.P.-R.S.P. signifiait, dans les conditions du moment, le renoncement des deux partis à leurs affiliations internationales, l'O.S.P. avec l'I.A.G. et le R.S.P. avec la L.C.I. Trotsky prend ici comme exemples les représentants des formations les plus droitières de l'I.A.G. Martin TRANMAEL (1879-1967), ancien ouvrier agricole syndicaliste révolutionnaire, avait milité au D.N.A., était devenu député, leader de sa gauche pendant la guerre, puis secrétaire général en 1918, et avait été l'un des artisans de l'adhésion de son parti à l'I.C. en 1919, puis de sa rupture avec elle en 1923. Il était demeuré le chef incontesté de ce parti qu'il orientait de plus en plus vers la social-démocratie. Paul LEVI, dit Paul LOUIS (1872-1955), journaliste et historien socialiste, pacifiste pendant la guerre, avait d'abord rejoint le P.C. puis l'avait quitté avec sa « droite » à la fin de 1922. Membre de l'Union socialiste-communiste qui, après sa fusion en octobre 1930 avec le parti ouvrier et paysan, était devenue parti d'unité prolétarienne (P.U.P.), qu'il avait représenté à la conférence de Paris.

(6) Cf. n. 7, p. 60.

(7) L'union des partis socialistes pour l'action internationale (U.P.S.) avait rassemblé de 1920 à 1923 des formations centristes en rupture avec la II^e Internationale qui avaient refusé de rejoindre la III^e. Le surnom d'« Internationale 2 1/2 » lui avait été donné par les bolcheviks.

(8) Le « comité anglo-russe » avait été fondé en 1924 et réunissait les syndicats soviétiques et les syndicats britanniques. Trotsky pensait que, dans ce bloc, les communistes avaient servi de caution, par l'intermédiaire des syndicalistes de « gauche » britanniques, aux dirigeants les plus réactionnaires et ouvertement bourgeois du Trade Union Congress.

deux ans (9), etc. Après tout, pourquoi un président (10) ? La social-démocratie en a deux, les bolcheviks n'en ont pas. Le comité central est responsable devant le parti. Contre un président, et pour la démocratie ! La déclaration des quatre, signée par l'O.S.P., constitue une base suffisante pour ouvrir la discussion.

[...] L'O.S.P. lui-même n'a pas saisi les problèmes de notre époque ; c'est pourquoi les jeunes camarades belges et allemands (11) doivent écrire pour les journaux hollandais des articles sur le boycottage, la théorie et la révolution, le D.N.A., sur la base des thèses proposées de la déclaration des quatre. A la conférence des quatre, il nous faudra « traîner par la langue » l'O.S.P. et le S.A.P.

[...] Dans la mesure où nous proposons à notre section anglaise d'entrer dans l'I.L.P., il est clair que nos camarades, ce faisant, vont rompre leur lien avec nous. Nous avons tout à y gagner, et, en considération de ce fait, ce retrait est une question secondaire (12). Le parti unifié hollandais sera plus une fédération qu'un parti. Quand une minorité révolutionnaire se méfie des opportunistes et des centristes de la majorité, elle constitue toujours une fraction. Par la suite, bien entendu, il faudra parvenir à une fusion saine et ne pas donner le droit de fraction.

L'unification I.K.D.-S.A.P. (13)

Il n'y a pas peu de machiavélisme derrière les hésitations du S.A.P. Ils aimeraient bien nous détruire, comme ils ont détruit

(9) Le rapport de Sneevliet, tel qu'il figure dans le compte-rendu de cette réunion, ne donne aucune indication sur ce que pouvait être cette « garantie ».

(10) L'accord O.S.P.-R.S.P. prévoyait, selon le rapport de Sneevliet, un comité central de 15 membres — dont 9 de l'O.S.P. — et Peter J. Schmidt — ex-O.S.P. — comme président du nouveau parti unifié.

(11) L'anversois Lodewijk POLK (1902-1942), ouvrier diamantaire, membre de la section belge, travaillait avec le R.S.P. L'allusion à l'Allemand est évidemment une allusion à Walter Held.

(12) L'entrée de la section anglaise dans l'I.L.P. signifiait sa rupture au moins formelle avec la L.C.I. Sneevliet, qui était peu favorable à une fusion immédiate avec l'O.S.P., avait dit dans son rapport : « Une fusion rapide avec l'O.S.P. signifierait notre rupture avec la L.C.I. »

(13) Le rapport sur la fusion entre l'I.K.D. et le S.A.P. avait été présenté par Bauer. Erwin H. ACKERKNECHT, dit Eugen BAUER, (né en 1906), médecin, était membre du S.I. et de la direction allemande depuis janvier 1932. Il avait été opposé au tournant dans un premier temps. Après avoir dirigé la section allemande dans la clandestinité, il avait quitté le pays clandestinement en juillet pour reprendre sa place au S.I. et avait mené les négociations à Paris avec Walcher, et également dirigé la délégation de la L.C.I. à la conférence de Paris.

Seydewitz (14). Le développement du S.A.P. n'est pas achevé. C'est une matière première dont il nous faut faire un produit fini. Le S.A.P. était supposé avoir 50 000 membres ; aujourd'hui Walcher ne parle pas de plus de 20 000, mais, comme chiffre réel, ils donnent 14 000, c'est-à-dire le quart. Leurs mots d'ordre, ils les empruntent à Brandler et à Tranmael. Qu'ont-ils fait, qu'ont-ils réalisé ? Walcher s'imagine avoir tout fait lui-même grâce à ses capacités d'organisateur (15). A l'historiographie officielle du S.A.P., il nous faut opposer l'historiographie réelle.

Le S.A.P. exige une discussion. Nous avons été les premiers à la lui proposer et il a refusé sous prétexte qu'il n'y avait pas de divergences (16). Sur cette base, nous avons proposé la fusion, et, tout d'un coup, on découvre des divergences mais sur des points secondaires : notre attitude à la conférence de Paris et la question d'un organe commun. Exiger une discussion aujourd'hui équivaut à une rupture. Nous n'imposons au S.A.P. aucun argument. C'est pourquoi notre presse internationale, en particulier *Unser Wort*, doit reprendre cette question. Aujourd'hui il vaut mieux cogner contre le S.A.P. que contre l'O.S.P. — quelques coups indirects atteindront le second — parce que nous avons moins à gagner et moins à perdre avec le S.A.P. qu'avec l'O.S.P. et parce qu'en outre, avec le S.A.P., nous avons affaire à un matériel plus dur.

[...] La IV^e Internationale se développera-t-elle selon la ligne de l'organisation des quatre, ou bien à travers la Ligue des communistes internationalistes ? Ceux qui ont des principes viendront vers nous, parce que nous sommes l'unique détachement qui comprendra clairement la situation et les perspectives. Si nous avions eu une section en Hollande, le R.S.P. ne serait pas venu à nous si rapidement : les fractions n'auraient pas disparu au moment où il s'engageait dans la nouvelle voie. Les nombreux groupes d'Autriche, par exemple, nous ont compromis aux yeux des social-démocrates et ont bloqué leur marche vers nous (17). Le bloc des

(14) Max SEYDEWITZ (né en 1892), socialiste depuis 1910, avait été l'un des dirigeants de l'opposition de gauche dans le parti social-démocrate allemand à partir de 1923, puis l'un des fondateurs du S.A.P. en 1931.

(15) Rappelons que Walcher et ses camarades de la minorité brandlérienne étaient entrés dans le S.A.P. et avaient réussi à en prendre la direction, éliminant totalement l'ancienne direction de Seydewitz et Rosenfeld.

(16) Il y a là une allusion — sans doute évidente pour les présents — aux discussions qui s'étaient déroulées entre mai et août avec le S.A.P. — et dont nous ne savons rien.

(17) Cette remarque de Trotsky sur le fait que l'existence d'un groupe B.L. en Hollande aurait gêné l'évolution de Sneevliet et du R.S.P. ne manque pas d'intérêt. L'Autriche était un exemple bien choisi pour illustrer ce point de vue : après des mois de querelles entre le groupe de Josef FREY (1882-1957), éditant *Arbeiter-Stimme* et celui de Kurt LANDAU (1903-1937), *Der Neue Mahnruf*, une tentative de

quatre est un épisode important, mais nous sommes une organisation permanente. Si nous faisons des concessions, le bloc des quatre deviendrait un frein. C'est un purgatoire par lequel passeront quelques organisations.

Au début, nous avons rassemblé pas mal d'éléments sans valeur, et nous ne pouvions les écarter sans nous nuire à nous-mêmes quelque peu : des anarchistes, au moins sur le plan personnel, sinon politique. Ce purgatoire ne pouvait pas être bon. C'est notre tâche à nous de faire un produit fini avec la matière brute du S.A.P. Et ce que nous sommes en train de faire avec le S.A.P. et l'O.S.P. se répétera demain avec l'I.L.P. et Kilbom (18). Nous influençons plus facilement l'O.S.P. que le S.A.P. parce que c'est une organisation ouvrière, et parce que son appareil, en dépit de De Kadt et Schmidt, a moins de poids que celui du S.A.P. C'est pourquoi il faut frapper le S.A.P. d'abord. Il faut une conférence internationale. La conférence des quatre constitue un pas important en ce sens (19). La critique qui a été faite de notre presse (20) est juste. Il nous faut créer un organe théorique international qui aidera nos journaux. Mais la page ouvrière de *La Vérité* est excellente. Les jeunes progressent. R(aymond) M(olinier) est allé à Lille (21). Ils commencent déjà à se tourner vers les masses.

réunification s'était soldée par le passage au stalinisme d'un petit groupe dirigé par Frank-Gráf, vraisemblablement homme du G.P.U. et... la naissance d'un troisième groupe se réclamant de l'Opposition internationale. Il y avait incontestablement au sein de la social-démocratie autrichienne des éléments qui sympathisaient avec les idées de Trotsky. La vieille militante Therese SCHLESINGER (1863-1940) faisait lire ses ouvrages aux jeunes militants. Le « sectarisme » des groupes « trotskystes » était sans doute l'une des principales préoccupations de Trotsky.

(18) Tout en mesurant les difficultés de l'entreprise des quatre, Trotsky ne l'abandonnait pas le moins du monde, puisqu'il comptait toujours son élargissement à l'I.L.P. et au P.C. suédois indépendant. Karl KILBOM (1885-1961) était le chef du S.K.P., ce parti qui avait refusé les injonctions de Moscou en 1929 et préservé son organisation contre l'I.C. Le S.K.P. avait participé à l'I.V.K.O. — opposition brandlérienne internationale — mais s'en était écarté pour participer à la conférence de Paris. Trotsky estimait qu'il pouvait être gagné à la lutte pour la IV^e Internationale, mais ne disposait d'aucun élément en Suède pour mener un travail comme celui qu'il proposait à ses camarades anglais de mener dans l'I.L.P.

(19) Il s'agit vraisemblablement de la conférence préparatoire qui allait finalement se tenir le 30 décembre (cf pp. 132-136.).

(20) Dans le cours de la discussion antérieure, l'Italien Leonetti, dit Feroci, ancien directeur de l'*Ordine Nuovo*, responsable du *Bulletin international*, avait formulé de sévères critiques contre la presse des différentes sections et son caractère « propagandiste ».

(21) Peu après son arrivée en France, jugeant irrespirable l'atmosphère de la direction de la Ligue communiste à Paris, Trotsky avait proposé que la direction aille s'installer dans une région prolétarienne, le Nord. Le C.C. avait repoussé cette proposition. Mais Raymond MOLINIER (né en 1904), dirigeant de la Ligue depuis 1931, était allé se fixer à Lille, ce que Trotsky considérait comme un pas en avant vers une orientation en direction des masses. Ainsi se trouvait provisoirement réglée aussi la question des « affaires » de Molinier, qui avait été au centre de plusieurs des crises de la section française : Molinier avait confié la direction de son institut de recouvrement à l'un de ses collaborateurs, M. Ségal.

PLAN D'ACTION (1)

(novembre 1933)

I — La question de l'unification du R.S.P. et de l'O.S.P.

a) Plate-forme (Remarques critiques sur le projet).

Ce n'est toutefois pas la plate-forme qui sera caractéristique de la direction de l'O.S.P., mais son attitude à l'égard des questions brûlantes de l'actualité.

b) O.G.I. ou D.N.A. ?

La fusion, dans la situation actuelle, signifierait la rupture organisationnelle du R.S.P. avec l'Opposition de gauche internationale. Cela signifierait évidemment un grand sacrifice et un grand inconvénient. On pourrait cependant s'en accommoder comme d'une situation provisoire jusqu'à une union plus étroite des partis qui sont sur le terrain de la IV^e Internationale.

La fusion aurait cependant une autre conséquence organisationnelle. Le R.S.P. serait automatiquement affilié, par l'intermédiaire du parti unifié, au bureau de Londres, et deviendrait ainsi l'allié du D.N.A., des pupistes français et des autres partis opportunistes.

Toute la modification consistera donc en ce que le R.S.P. rompra ses liens d'organisation avec l'Opposition de gauche internationale, c'est-à-dire avec une organisation marxiste révolutionnaire, et, en échange, entrera en rapports étroits d'organisation

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Ce texte y est présenté sous une chemise titrée « Accords d'Anvers », avec une note indiquant qu'il s'agit du texte sur lequel l'accord était intervenu au plénum des 18 et 19 novembre et qu'il émanait de Trotsky. Jean van Heijenoort pense que la première partie au moins de ce texte est de la main de Trotsky et qu'il fut probablement remanié et amendé au cours du plénum de la main de Léon Sedov.

avec le D.N.A. et d'autres organisations, opportunistes jusqu'à la racine.

Il est clair que ni le R.S.P., ni l'Opposition de gauche internationale ne peuvent en aucune manière accepter un tel état de choses.

La fusion du R.S.P. avec l'O.S.P. a, à nos yeux, une grande importance politique. Nous sommes prêts, répétons-le, à faire de grands sacrifices pour cette fusion : comme nous n'avons nullement l'intention de contraindre l'O.S.P. à s'affilier directement à l'Opposition de gauche, nous acceptons que le R.S.P. renonce à ses liens d'organisation avec notre secrétariat international. Nous considérons cela comme une concession purement organisationnelle. La question des relations avec le D.N.A. et le bureau de Londres n'est pas une question organisationnelle. Il s'agit là bien plutôt de toute l'orientation en vue de la préparation de la IV^e Internationale.

Nous ne voulons à aucun moment fermer les yeux devant le fait qu'il existe au sein du bloc des quatre deux tendances distinctes : celle de la déclaration des quatre et celle de la résolution des sept. Nous tenons cette dernière pour erronée et funeste dans son développement ultérieur. Après la signature et la publication de la déclaration des quatre, une quelconque relation d'organisation séparée du R.S.P., avec par exemple l'Internationale communiste ou sa filiale pacifiste d'Amsterdam (2), aurait constitué une contradiction effroyable. Mais il n'y a pas une contradiction moindre dans la relation distincte de l'O.S.P. et du S.A.P avec des partis qui, non seulement ne veulent pas de nouvelle Internationale, mais qui sont également, par nature, réformistes.

L'appartenance de l'O.S.P. et du S.A.P. au bloc centriste-réformiste des sept paralyse grandement la force d'attraction du bloc des quatre, crée ou nourrit également les soupçons sincères selon lesquels la IV^e Internationale serait une Internationale 2 1/2, renforce considérablement l'influence de l'Internationale communiste sur l'I.L.P., etc. Chaque jour qui passe révélera davantage encore les effets réactionnaires du bloc des sept. Dans l'espoir que l'évolution ultérieure de nos alliés contraindra l'O.S.P. et le S.A.P. à faire le bon choix, nous n'avons pas refusé de signer une déclaration *commune*, ni de créer une organisation

(2) Il s'agit du bureau du mouvement dit « Amsterdam-Pleyel », résultat des deux congrès internationaux « contre la guerre » et « contre le fascisme », d'Amsterdam et de la salle Pleyel à Paris, en 1932 et 1933.

internationale *commune*, mais en conservant de toute manière la plus entière liberté de critique mutuelle. Dans ces conditions, il ne peut pas être question pour l'Opposition de gauche internationale ou pour sa section hollandaise, le R.S.P., d'assumer la responsabilité directe et immédiate du bloc des sept.

La direction de l'O.S.P. doit choisir ce qu'elle trouve plus proche et plus important : la fusion avec le R.S.P. et une étroite fraternité de combat avec l'Opposition de gauche internationale — ou bien l'alliance contradictoire, diplomatiquement camouflée et profondément erronée, avec le D.N.A. qui est un parti de gouvernement bourgeois.

Au cas où la direction de l'O.S.P. estimerait — ce que nous nous refusons à croire — que l'alliance avec Tranmael est plus importante que la fusion avec le R.S.P., il nous faudrait nous dire que l'heure de la fusion n'a pas encore sonné. La situation actuelle devrait alors être maintenue comme un moindre mal jusqu'à ce que les événements aient fait mûrir la question déterminante du D.N.A. jusqu'à son point décisif également pour l'O.S.P. et le S.A.P.

2 — *Discussion sur la question du D.N.A.*

Il nous faut commencer tout de suite, à l'échelle internationale et spécialement dans *De Baanbreker* et *De Nieuwe Weg*, à expliquer la nature du D.N.A., sa politique, etc., sous la forme d'une discussion, tout à fait amicale mais sans équivoque, avec les conceptions correspondantes de l'O.S.P. et du S.A.P.

Les thèses de nos camarades allemands sur le D.N.A. ne devraient pas être publiées seulement dans les bulletins intérieurs, mais aussi dans nos revues.

Il faudrait rassembler sans attendre et publier les matériaux les plus importants (extraits de déclarations importantes, d'articles, de discours) qui caractérisent dans son ensemble l'orientation et la tendance politique du D.N.A.

Il faudrait faire la même chose, mais à une échelle plus réduite, en ce qui concerne les pupistes, l'organisation de Maurin (3), etc. (il faut engager notre section espagnole à envoyer des

(3) Joaquim MAURIN JULIA (1896-1973), ancien militant de la C.N.T., avait été l'un des fondateurs et premiers dirigeants du P.C. espagnol. Au début de la république, exclu avec la fédération catalano-baléare, il avait fondé le bloc ouvrier et paysan et la fédération communiste ibérique. Trotsky le considérait comme un droitier et un « petit-bourgeois catalaniste » et avait reproché à Nin ses relations politiques avec lui (Cf. L. TROTSKY, *La Révolution espagnole*, 1^{re} partie)

documents sur l'organisation de Maurin qui, non seulement, dans son projet de quotidien, cite comme collaborateurs Radek, Préobrajensky, Brandler, et, dans la foulée, Sneevliet et Trotsky (4), mais semble aussi avoir fait figurer son chef Maurin comme candidat aux élections sur la même liste que le président catalan, le colonel Macia (5)). Il faudrait aussi que la section française énumère sans attendre les exploits des pupistes, leurs votes récents en faveur des gouvernements capitalistes, leurs « abstentions », etc. On peut admettre que les relations politiques erronées de l'O.S.P. et du S.A.P. ne proviennent pas seulement de leurs positions théoriques confuses, mais aussi de leur manque de connaissance de l'activité effective des partis concernés. Aussi est-il nécessaire que notre discussion internationale s'appuie sur une documentation suffisante.

3 — *La question de la collaboration à Die Neue Weltbühne*

Voir annexes.

4 — *La question de la revue « au-dessus des partis »*

Voir annexes.

LA PROCHAINE CONFERENCE DES QUATRE

Ordre du jour

1 — Rapport de chacune des organisations représentées sur les initiatives qu'elles ont prises en relation avec les décisions de la conférence de Paris.

(4) Maurin et ses camarades avaient annoncé la prochaine publication à Barcelone du quotidien *Adelante*, et promis la collaboration de personnalités diverses, parmi lesquelles Trotsky, mais aussi Préobrajensky, Radek et Souvarine. Trotsky avait protesté dans une lettre du 3 octobre 1933 (« Pas de collaboration dans la confusion », *La Révolution espagnole*, p. 247). Karl B. SOBELSOHN, dit Karl RADEK (1885-1940 ?), ancien dirigeant de l'I.C., puis de l'Opposition de gauche, avait capitulé devant Staline en 1929, de même que le vieux-bolchevik Evgenii PRÉOBRAJENSKY (1886-1938), et Trotsky traitait ses deux anciens camarades comme des renégats. Maurin annonçait également la collaboration d'Heinrich Brandler et de Sneevliet : Brandler (Cf. n. 3, p. 31) était le chef de l'Opposition de droite, alors que Sneevliet venait de rejoindre l'Opposition de gauche.

(5) Le colonel Francisco MACIA y LLUSA (1859-1933) était le chef du mouvement séparatiste catalan : il avait eu en 1926 des contacts avec l'I.C. Depuis 1931, il était président de la Généralité de Catalogne.

2 — La composition de la conférence et les modalités du vote.

3 — Discussion générale sur la question de la poursuite du travail pour la IV^e Internationale :

- a) Bloc des quatre et bloc des sept.
- b) La question de la fusion de l'O.S.P. et du R.S.P.
- c) La question du D.N.A.
- d) Le parti communiste suédois indépendant.
- e) L'I.L.P.
- f) La question de la revue « au-dessus des partis »

4 — Le manifeste programmatique.

A — Communication sur les initiatives entreprises (Projet de partie économique pour le programme de la IV^e Internationale de F. Sternberg (6)).

Position and Perspectives of American Imperialism, conference Thesis Draft, de la Communist League of America, section américaine de l'O.G.I.

La IV^e Internationale et l'U.R.S.S., de L. Trotsky

The Negro Question, de M. Shachtman (7)

Lettre de Trotsky à Sternberg, du 4 septembre 1933 (8)

Lettres de Trotsky à Schmidt et De Kadt du 4 septembre 1933 (9).

(6) Fritz STERNBERG (1895-1963), économiste marxiste réputé, était un ancien membre du parti social-démocrate, passé au S.A.P. et auteur de travaux très critiques pour les deux Internationales. Lié en Allemagne à Léon Sedov, il avait rendu visite à Trotsky en septembre 1933 à Saint-Palais, et rédigé à sa demande un texte destiné à la préparation du programme de la IV^e Internationale intitulé « Projet de thèse économique pour le programme de la IV^e Internationale ».

(7) Max SHACHTMAN (1903-1972), né à Varsovie et émigré encore enfant aux Etats-Unis, était devenu un des dirigeants du P.C. américain, membre de la fraction Foster-Cannon dans les années vingt. Avec Cannon et Abern, il avait fondé l'Opposition de gauche aux Etats-Unis. Venu à Prinkipo en mai, il avait accompagné Trotsky dans son voyage en France, et était reparti en août, laissant son projet de texte sur la « question noire » aux Etats-Unis

(8) *Œuvres 2, juillet-octobre 1933*, pp. 173-175.

(9) Nous n'avons pas retrouvé ces deux lettres, vraisemblablement situées dans un dépôt d'archives et qui ne seront accessibles qu'en 1980.

Lettre de Trotsky à Weber (10) du 9 septembre 1933.

Lettre de Trotsky au National Committee of the C.L.A. du 9 septembre 1933.

B — Thèses pour le Manifeste.

a) Fascisme et guerre, avec mention particulière des effets funestes de la mascarade münzenbergienne sur la jeunesse socialiste de gauche.

b) La politique du moindre mal, avec mise en évidence particulière de la question « démocratie ou fascisme ».

c) La théorie et la lutte de classe révolutionnaire.

d) La question du boycottage.

e) La préparation politique et organisationnelle de la conférence de la jeunesse.

5 — La création de la commission permanente et d'un secrétariat.

(10) Louis JACOBS, dit Jack WEBER (né en 1896), était l'un des pionniers de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis, devenu l'un des dirigeants de la section américaine. Sa compagne, Sara, était à l'époque depuis plusieurs mois secrétaire de Trotsky. Nous n'avons pas non plus pu remettre la main sur cette lettre.

PROBLÈMES HOLLANDAIS (1)

(20 novembre 1933)

Cher Camarade Held,

Comme vous le savez certainement, j'ai passé quelques jours en compagnie de Sneevliet (2). Il semble être *très* content de votre collaboration, ce qui m'a naturellement réjoui.

Nous avons tous beaucoup regretté que vous ne nous ayez pas jusqu'à maintenant envoyé des traductions des discours parlementaires de Sneevliet. Il semble pourtant qu'il se passe au parlement des débats intéressants aussi du point de vue de l'Opposition de gauche. Le camarade Souzo (3) va constituer, en relation avec le secrétariat, un bureau de presse et vos communications seront pour lui et pour nous tous de la plus grande importance.

La conférence de la jeunesse est ajournée (4). Jusqu'à quelle date ? La question est de la plus grande importance pour l'Amérique. Nous avons là-bas un camarade, à savoir Glotzer (5), très versé dans les questions du mouvement de la jeunesse, et qui a

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Le plénum — secrétariat international élargi aux représentants des sections — s'était réuni à Paris les 18 et 19 novembre, avec la participation de Trotsky et de Sneevliet (cf. pp. 67-73).

(3) SOUZO était l'un des pseudonymes d'Alfonso LEONETTI (né en 1895), ancien compagnon de Gramsci à l'*Ordine Nuovo* et ancien dirigeant du P.C.I. clandestin, passé à l'Opposition de gauche en 1930, et, depuis, membre du S.I.

(4) Il s'agit de la conférence de la jeunesse convoquée par le S.J.V. et primitivement prévue pour décembre.

(5) Albert M. GLOTZER (né en 1908), militant à Chicago, était l'un des dirigeants des jeunes communistes des Etats-Unis, quand il avait, avec Arne Swaback, participé en 1928 à la fondation de l'Opposition de gauche ; il était, depuis, membre de son comité national et s'occupait des questions de la jeunesse. Il avait séjourné plusieurs fois à Prinkipo et avait continué une correspondance avec Trotsky.

aussi un esprit clair. La collaboration de Glotzer à la conférence même, et même à la préparation de la conférence sera d'un grand intérêt. Dans la dernière lettre qu'il m'envoie, il écrit qu'il ne pourrait en aucun cas venir en décembre, mais que, si la conférence pouvait être ajournée de quelques mois, il fera tout son possible pour venir à Amsterdam. Prière de vous mettre en relation directe avec lui et de lui communiquer le nouveau délai pour la conférence.

La question syndicale, telle qu'elle existe en Hollande, n'a pas été discutée (6). Même s'il devait se révéler que nous ayons des divergences sur cette question avec le camarade Sneevliet, il serait totalement inopportun d'entamer cette discussion *maintenant*, car on ne pourrait ainsi qu'apporter de l'aide aux éléments opportunistes de l'O.S.P. contre Sneevliet et ses amis. Dans les délibérations que nous avons eues ici, il s'est confirmé une nouvelle fois que Sneevliet nous est étroitement allié et comment il pose les problèmes en termes fondamentalement révolutionnaires. C'est pourquoi nos divergences avec lui — si seulement il y en a — peuvent être réglées « en famille ». Avec l'O.S.P. et le S.A.P. au contraire, ils nous faut ouvrir sur les questions de fond une discussion publique.

Il serait peut-être bon que vous écriviez pour la presse oppositionnelle un article sous forme de correspondance sur le R.S.P. et l'O.S.P. Naturellement sur un ton tout à fait amical, mais critique cependant par rapport à l'O.S.P., avec quelques citations qui démontrent ses insuffisances programmatiques. Une telle correspondance pourrait être publiée avec succès dans *Unser Wort*, *La Vérité*, *The Militant* et le bulletin russe.

Le plénum a décidé de créer en Hollande une sous-commission (O.G.) sous votre direction en vue de la préparation de la conférence de la jeunesse. C'est là une fonction très importante dont, je l'espère, vous avez déjà été officiellement informé. Cela vous donnera la possibilité d'entrer plus étroitement en con-

(6) La « question syndicale » se posait en Hollande sous une forme originale. Sneevliet et ses camarades du R.S.P. se trouvaient en réalité à la tête d'un syndicat « rouge » dont les origines remontaient à 1893, le N.A.S. Mais le syndicat « de masse » du pays était le N.V.V., contrôlé par le parti social-démocrate. L'O.S.P., dont les membres militaient dans le N.V.V., était pour l'unification par la disparition du N.A.S. que le R.S.P., lui, entendait bien maintenir. Held, en bon « bolchevik-léniniste », ne pouvait qu'être choqué du maintien d'un syndicat minoritaire face à un syndicat de masse. Trotsky ne tenait apparemment pas à ce que la question fût posée à ce moment, car elle l'aurait amené à se prononcer contre le R.S.P. en donnant formellement raison à l'O.S.P. qu'il jugeait pourtant opportuniste.

tact, en tant que représentant officiel de l'Opposition de gauche dans cette question, avec les jeunesses de l'O.S.P. et du R.S.P., et d'organiser en vue de la préparation des thèses, des réunions communes de jeunes avec des exposés, des débats, etc. C'est seulement de cette façon, c'est-à-dire par « en bas » — pour parler pour une fois comme nos amis staliniens — qu'on peut préparer l'unité réelle des deux partis.

SUR LE MOT D'ORDRE DES SOVIETS (1)

(21 novembre 1933)

Cher Camarade Vanzler (2),

Un grand merci pour vos magnifiques traductions (3). Mais je suis seulement très embarrassé que vous refusiez toute rémunération pour votre travail ; vous pourriez pourtant disposer de l'argent à votre guise. Pour les deux premières traductions, j'ai versé les honoraires à la caisse du *Biulleten* russe, dans lequel votre nom sera mentionné.

Dans votre article sur Cuba précisément, il est clair que nous ne pouvons nous fixer la tâche immédiate de la conquête du pouvoir, si la majorité de la petite bourgeoisie rurale et urbaine ne nous suit pas (4). Nous ne pourrions y parvenir qu'à travers une lutte directe et ouverte contre la bourgeoisie « nationale » et les dirigeants opportunistes de la petite bourgeoisie. Cependant, je ne

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Joseph Vanzler.

(2) Joseph VANZLER, dit John G. WRIGHT (1904-1956), était étudiant en chimie quand il rejoignit en 1929 l'Opposition de gauche aux Etats-Unis.

(3) Vanzler était l'un des meilleurs traducteurs en anglais des ouvrages et articles de Trotsky.

(4) Après la grève générale qui avait abattu à Cuba la longue et sanglante dictature de Machado, la révolution cubaine venait de porter au pouvoir un gouvernement provisoire présidé par le démocrate Ramon GRAU SAN-MARTIN (1887-1969). Le P.C. cubain demandait aux travailleurs de « ne pas diriger l'attaque principale contre l'impérialisme... afin d'éviter la lutte armée » et de « placer au premier rang la lutte contre le gouvernement de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens sous le mot d'ordre de ' Tout le pouvoir aux ouvriers et paysans soutenus par les comités de soldats et de marins ' ». *The Militant* du 28 octobre 1933 avait publié un article de tribune de discussion de John G. Wright intitulé « Problèmes de la révolution cubaine ». Il y écrivait notamment : « Dans cette situation, il serait suicidaire de parler de prise de pouvoir immédiate... Avant tout, il faut qu'il existe une avant-garde révolutionnaire. Si cette condition fait défaut, il n'est pas possible de passer à l'organisation *directe* des soviets... L'avant-garde doit exiger la convocation immédiate d'une assemblée constituante ».

comprends pas pourquoi vous vous élevez contre la création de soviets ou d'organes équivalents. Les soviets ne constituent qu'en *dernier ressort* des organes de la prise du pouvoir. En général, même, dans les circonstances révolutionnaires, ils constituent la principale forme d'organisation de combat du prolétariat et des couches qui se sont alliées à lui. On ne peut refuser la création de soviets que dans le cas où elle pourrait entraver le développement de conditions extérieures irrésistibles. Mais il n'existe pas et il ne peut pas exister de considérations tactiques telles qu'elles exigeraient du parti révolutionnaire (5) le refus du mot d'ordre des soviets au moment où il est tout à fait possible de les créer.

(5) C'était le 14 septembre 1933 que l'Opposition de gauche cubaine — forte d'un millier de membres environ — avait décidé de se constituer en parti indépendant, le Partido Bolchevique-Leninista de Cuba.

SUR LA CONFÉRENCE DE LA JEUNESSE (1)

(21 novembre 1933)

Cher camarade Glotzer,

Je viens de recevoir votre lettre sur la conférence de la jeunesse. Je vous réponds en hâte à cause de l'extrême importance du sujet.

1 — La conférence est reportée. Je n'en connais pas la date exacte. Il a été question de janvier. Mais il se peut que ce soit plus tard. Je vous donne ci-dessous l'adresse du camarade Held (*) à Amsterdam, grâce à qui il vous sera possible de prendre directement contact avec les organisateurs de la conférence.

2 — C'est l'O.S.P. qui est à l'origine. Ce fait a un aspect positif et un aspect négatif. L'O.S.P. est un parti centriste de gauche qui n'a pas fini de nous créer des ennuis. Son avantage réside en ce qu'il est entièrement formé de jeunes ouvriers. La raison sociale O.S.P. est plus commode pour la convocation de la conférence parce qu'elle ne rebute pas les hésitants. D'autre part, vous avez absolument raison sur le fait que la conférence ne pourrait donner de résultats sérieux qu'à la condition que notre délégation y arrive unie et bien préparée.

Le camarade Suzo (2) a été chargé par le secrétariat international de la direction du travail préparatoire. Pour le seconder, on a formé des sous-commissions, une à Bruxelles pour les pays latins et une à Amsterdam pour les pays germaniques. On a décidé d'en former une troisième aux Etats-Unis, et on a envisagé que vous vous chargiez de l'essentiel du travail.

(1) Archives Glotzer, New York. Lettre à Albert Glotzer.

(*) Held appartient à l'O.G., pas à l'O.S.P. (note de L. T.)

(2) Suzo ou Souza était l'un des pseudonymes de l'Italien Alfonso Leonetti (Cf. n. 3, p. 74).

Chacune de ces trois sous-commissions doit communiquer ses propositions au camarade Suzo.

Je cite ces décisions de mémoire. Il est bien entendu que vous recevrez une information officielle plus précise.

Votre présence à la conférence, et aussi un peu avant la conférence, serait évidemment précieuse. Je ne peux juger si ce sera réalisable en fonction du temps dont vous disposerez, et de l'argent.

Adresse du cam. Held :

D. Woudt, Amsterdam-West
Paramariboplein 12

Utiliser double enveloppe,
intérieure pour Held.

Notre nouvelle adresse :

M. Sedoff
Poste restante,
Rue de Louvre,
Paris

POUR UN FRONT UNI CONTRE LE FASCISME (1)

(22 novembre 1933)

Chers camarades,

Je vous envoie le projet d'une lettre à tous les partis et organisations ouvrières pour un front uni contre le fascisme. J'ai évité d'employer le mot « front uni », car il est trop compromis par les différentes interprétations. D'abord, nous devrions arriver à un accord entre nous et nos alliés. Il faudrait y arriver sans aucune publicité. Quand on aurait conclu un accord préliminaire, une lettre partirait de quelque organisation « neutre », peut-être le mieux serait-il que ce soit du N.A.S. (2). A travers une telle initiative, il est possible de recueillir un certain nombre de signatures de syndicalistes en France. Après, il serait possible de commencer à y ajouter des partis et d'autres organisations.

Si vous êtes d'accord avec ce plan, envoyez la proposition à Sneevliet pour voir s'il est possible de compter sur la signature du N.A.S.

Il n'est pas nécessaire d'expliquer l'importance de cette affaire. De cette façon, nous pourrions mettre à l'épreuve l'I.L.P. en Angleterre, les Suédois, l'organisation de Schaffhouse (3), etc.

Il faut seulement que l'affaire ne vienne pas officiellement de nous. Nous apparaîtrons sur la scène dans les prochaines étapes.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre au S.I.

(2) Le Nationaal Arbeids-Secretariaats (N.A.S.) (cf. n. 6, p. 75), était l'unique organisation syndicale nationale à être dirigée par des militants de la L.C.I. D'où la proposition de l'utiliser comme « couverture » de cette proposition.

(3) Il s'agit de l'organisation de Schaffhouse de l'Opposition de droite (K.P.O.) suisse, qui disposait du quotidien *Arbeiter zeitung*. Le rédacteur en chef de ce dernier, Paul THALMANN (né en 1901) était partisan de l'orientation vers de « nouveaux partis » : il y avait publié au mois de mai trois articles, non signés, de Walter NELZ (né en 1909) qui était le principal dirigeant de l'Opposition de gauche du P.C. suisse et était à l'époque étudiant à Zürich.

POUR UN ACCORD DE COMBAT DES ORGANISATIONS PROLÉTARIENNES CONTRE LE FASCISME (1)

(22 novembre 1933)

Les organisations soussignées font appel à tous les partis ouvriers, aux organisations syndicales, sportives, éducatives et autres de la classe ouvrière, avec la proposition suivante :

L'expérience de l'Allemagne a montré quel destin réserverait à la classe ouvrière européenne et mondiale un développement ultérieur du fascisme. Mais en même temps, aucune espèce de changement ne s'est produit dans la politique des organisations ouvrières depuis l'écrasante défaite du prolétariat allemand. Des causes identiques conduisent à des effets identiques. Si les organisations ouvrières ne tirent pas les nécessaires conclusions pratiques de l'expérience de la catastrophe allemande, les années prochaines seront celles de l'écrasante défaite finale du prolétariat mondial.

Loin de nous l'idée de proposer la fusion des partis prolétariens, la renonciation à la lutte à l'intérieur de la classe ouvrière, etc. De telles propositions sont de toute évidence utopiques. En présence de profondes différences principielles, scissions et lutte interne dans les rangs du prolétariat sont absolument inévitables. Il pourrait s'agir pratiquement seulement d'un accord entre les différentes organisations contre l'ennemi commun. Sans renoncer ni à leur indépendance, ni au droit de critique mutuelle, les organisations ouvrières devraient conclure entre elles un accord de combat contre le fascisme. Avant tout, il s'agit de défendre l'instrument fondamental du prolétariat : ses organisations. Cette tâche est également évidente et immédiate aux yeux de tout ouvrier organisé, quelle que soit la direction politique globale de son organisation.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Il s'agit du texte à proposer à l'initiative du N.A.S., mentionné dans la lettre au S.I. datée du même jour (cf. p. 81).

Ne pas permettre aux fascistes de pénétrer dans les usines ; ne pas les laisser s'emparer de la rue pour leurs manœuvres préparatoires ; étouffer dans l'œuf toute tentative de leur part pour briser les réunions ouvrières, etc. — tel est le programme le plus simple et en même temps le plus important d'un accord entre les organisations de la classe ouvrière.

Un accord de combat suppose, cela va sans dire, l'observation d'une discipline militaire de la part de tous les participants ; mais il ne s'agira que de discipline vis-à-vis des actions pratiques définies dans des limites auxquelles chacune des organisations consentira d'avance volontairement.

Les formes organisées, comme les méthodes pratiques de l'accord de combat, seront inévitablement très diverses en fonction des conditions nationales et locales. La formation d'un bureau commun d'information, comme un premier pas, pourrait déjà donner des résultats positifs importants. Dans la lutte contre le fascisme, comme dans toute lutte en général, il est extrêmement important de connaître à temps les forces, les moyens et les plans de l'ennemi. Ce n'est qu'à cette condition que les travailleurs ne seront pas surpris. C'est seulement ainsi que l'état-major militaire peut être éduqué et devenir capable de mobiliser les masses pour se défendre, et, de là, pour attaquer. Il ne saurait y avoir de doute qu'une large formation de combat, soutenue par les partis et syndicats d'orientations diverses, attirerait la confiance et la sympathie des ouvriers inorganisés et des travailleurs en général, et déjà, par ce seul fait, gênerait la pénétration du poison fasciste au sein des classes opprimées.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières, locales, nationales et internationales, qui sont d'accord en principe avec les idées fondamentales de cette lettre, à la signer, en accompagnant, si elles le désirent, leur signature de critiques, corrections et suggestions d'amendements.

Ainsi se réaliserait entre organisations ouvrières une consultation qui aurait en elle-même une grande importance pour leur compréhension mutuelle. Sur la base des résultats de cette consultation, il serait possible de prendre de nouvelles initiatives (2).

(2) Nous n'avons pu savoir si cette initiative fut reprise par le N.A.S.

LE TRAVAIL DANS LE PARTI SOCIALISTE (1)

(22 novembre 1933)

Cher ami (2),

Merci beaucoup pour votre lettre, excellente sous tous les rapports. Si nous avons une revue mensuelle, votre lettre pourrait, après quelques modifications, y être publiée comme correspondance. Peut-être pourrions-nous en venir un jour à l'envisager... Une lecture plus attentive ne m'a pas conduit à relever une seule ligne avec laquelle je ne sois pas d'accord. Aussi bien au sujet des formes d'évolution vers le fascisme qu'au sujet de la nécessité d'un travail beaucoup plus concret, beaucoup plus vivant dans le parti socialiste et autour de lui.

Il est tout à fait évident que l'appareil du P.S. va maintenant chercher à s'opposer à tout noyautage. Cela réussira-t-il à la longue ? On peut en douter. Les contradictions à l'intérieur du parti et autour de lui sont trop fortes, et il s'en faut de beaucoup qu'elles soient réglées définitivement avec cette première scission (3). Le fait que le groupe Frossard soit resté dans le parti (4) cons-

(1) T 3623. Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre adressée à Jan Frankel.

(2) Jan FRANKEL (né en 1906), militant de l'Opposition tchécoslovaque, avait été secrétaire de Trotsky de 1930 à 1933. Il était à Paris, membre du S.I. et, sur décision de l'organisation, avait adhéré à la S.F.I.O. pour explorer les possibilités d'y construire une fraction.

(3) Il s'agit de ce qu'il est convenu d'appeler la « scission néo ». En janvier 1933, la majorité du groupe parlementaire socialiste à la Chambre des députés s'était prononcée pour accepter les propositions de participation ministérielle du radical Edouard Daladier. La direction du parti avait posé des conditions, timides, mais qui avaient été refusées par Daladier. Soixante-quatre députés, inspirés par ceux que l'on commençait à appeler les « néo-socialistes » — Marcel Déat, Adrien Marquet, Pierre Renaudel — avaient néanmoins soutenu le gouvernement Daladier, ce qui leur avait valu un rappel à l'ordre. Un congrès extraordinaire de la S.F.I.O. avait condamné la « participation ». Le congrès ordinaire de juillet avait condamné l'attitude du groupe parlementaire. La scission avait été consommée à la fin octobre, avec le départ du noyau dirigeant des « néos » à la veille de leur exclusion par le congrès national.

(4) Louis Olivier (dit Ludovic Oscar) FROSSARD (1889-1946), secrétaire général du parti socialiste en 1918, avait rallié en 1920 les partisans de l'adhésion à l'I.C.

titue déjà un facteur suffisant de fermentation. C'est pourquoi je pense qu'une politique de construction d'une fraction a de belles perspectives de succès devant elle, surtout si l'on ne progresse qu'avec une extrême prudence dans une première étape, c'est-à-dire si l'on ne fait aucun pas en avant sans avoir bien exploré le terrain.

La défense contre les attaques, réelles ou possibles, de la part des Jeunesses patriotes (5), etc., me semble toujours une activité prometteuse. Il faudrait seulement donner à ce travail une forme très concrète et l'adapter à la psychologie des jeunes ouvriers. Il faudrait — me semble-t-il — organiser des équipes locales qui auraient pour but, en premier lieu, d'observer les organisations adverses. Ce travail occuperait les jeunes ouvriers sur le plan pratique, parallèlement à leur formation idéologique. Il faudrait aussi trouver une forme de serment, que nous, ouvriers révolutionnaires, n'admettons pas que les fascistes, les royalistes, etc., relèvent la tête et écrasent les organisations ouvrières, etc.

Vous vous plaignez de certains camarades qui ont tout de suite commencé à lancer dans la jeunesse le mot d'ordre de la IV^e Internationale. Evidemment, ce n'était pas juste. On m'a dit que Craipeau (6) avait également commis cette faute. Par ailleurs, il semble qu'il ait un vrai tempérament, un tempérament actif de révolutionnaire, et la capacité d'influencer et d'entraîner de jeunes travailleurs et intellectuels. Comme il a été décidé que vous — du moins dans la toute prochaine période — deviez entrer et militer à l'intérieur du parti socialiste, vous pourriez peut-être commencer par vous partager plus rigoureusement les tâches avec Craipeau. Mais les possibilités pratiques et personnelles sont beaucoup plus évidentes pour vous que pour moi.

Secrétaire général du P.C., il en avait démissionné en janvier 1923, et, après un bref passage dans le parti socialiste-communiste, était revenu à la S.F.I.O. Il était député depuis 1928. Proche des néos, il ne les avait pas suivis dans la scission d'octobre 1933.

(5) Les Jeunesses patriotes avaient été fondées en 1924 par Pierre TAITTINGER (1887-1965), P.-D.G. de plusieurs grandes sociétés, qui était devenu le directeur du journal d'extrême droite *L'Ami du Peuple*. Nationalistes et fascistes, les J.P. se donnaient notamment comme objectif l'attaque des vendeurs de journaux et des réunions ouvrières.

(6) Yvan CRAIPEAU (né en 1911) était membre de l'Opposition de gauche depuis 1929. Dirigeant des jeunesses léninistes, il avait également fondé les J.C. en Vendée alors qu'il était déjà militant de l'Opposition. Ses contacts avec les Jeunesses socialistes l'avaient persuadé de la possibilité de gagner au moins la majorité des militants parisiens au combat pour la IV^e Internationale.

C'est avec le plus grand intérêt que je vais attendre la suite de votre lettre. Nous espérons seulement que la seconde partie ne se fera pas attendre aussi longtemps que la première.

Il serait très important de sténographier l'exposé de Walcher devant le parti socialiste (7), au moins ses passages les plus marquants. Vous apprendrez sûrement que le S.A.P. a commencé avec nous une discussion de principes. Il nous faut mener à bien cette discussion de fond, telle qu'elle se déroule actuellement. Et, comme les gens se montrent beaucoup plus prudents dans leurs relations avec nous, et surtout dans ce qu'ils écrivent, que parmi les social-démocrates, il est très important de les prendre au mot.

(7) La direction du S.A.P. avait envoyé Walcher exposer ses conclusions sur la situation allemande et internationale devant le parti socialiste. Plusieurs des membres de la direction du S.A.P. estimaient que la S.F.I.O. constituait un milieu favorable, et plusieurs d'entre eux — dont Boris Goldenberg (n. 2, p. 132) — y avaient adhéré ou étaient sur le point de le faire.

HITLER LE PACIFISTE (1)

(23 novembre 1933)

Hitler veut la paix. Ses discours et ses interviews sur ce thème sont bâtis selon une vieille formule : la guerre est incapable de résoudre une seule question, la guerre menace d'extermination les races supérieures, la guerre provoque la ruine de la civilisation. L'argumentation classique des pacifistes pendant des centaines d'années ! D'autant plus réconfortant se trouve être le fait que le chancelier du Reich a déjà réussi à convaincre plusieurs journalistes étrangers de son absolue sincérité. Il est vrai qu'un autre pacifiste, dont la sincérité n'est pas sujette au moindre soupçon, Carl Ossietzky (2), peut demander pourquoi il continue à rester dans un camp de concentration, si le chef du gouvernement actuel applique avec zèle, sinon avec beaucoup de talent, son thème fondamental. Mais Ossietzky a été emprisonné précisément pour qu'il ne puisse pas poser de questions embarrassantes.

Les arguments de Hitler ne sont convaincants que dans la mesure où ils ont du volume. Tous les ministres, tous les orateurs, tous les journalistes jurent que le III^e Reich a été créé pour réaliser la fraternité des peuples. Si toute l'Allemagne national-socialiste est en train d'apprendre le maniement des armes, c'est afin de mieux s'imprégner de haine contre elles. Même von Papen (3), qui, le 13 mai, prêchait encore que le véritable Allemand doit

(1) T 3625. *La Vérité*, 8 décembre 1933.

(2) Carl von OSSIETZKY (1889-1938), intellectuel pacifiste, éditait le grand hebdomadaire *Die Weltbühne* (La Scène mondiale) depuis 1927 ; il avait été condamné à un an de prison pour « haute trahison » pour avoir publié des informations sur le réarmement clandestin de l'Allemagne. Hitler l'avait fait transférer dans un camp de concentration.

(3) Franz von PAPAN (1879-1969), ancien officier et diplomate, avait présidé en 1932 le « cabinet des barons » qui avait levé l'interdiction des S.A., troupes d'assaut du parti nazi, et déposé le gouvernement social-démocrate de Prusse. Il était devenu vice-chancelier dans le gouvernement Hitler.

mourir jeune sur le champ de bataille et pas d'artériosclérose, ne s'arrête plus maintenant de répéter qu'il n'est rien de mieux que de rendre l'âme pacifiquement entouré de ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Les peuples d'Europe veulent passionnément conserver la paix. Rien d'étonnant qu'ils tendent une oreille pleine d'espoir à la grosse argumentation de Berlin. Il n'est pas très aisé de dissiper leurs doutes. Beaucoup demandent : « Et que faut-il penser, par exemple, de l'autobiographie de Hitler, tout entière bâtie sur l'irréconciliabilité des intérêts de la France et de l'Allemagne ? » On a déjà fourni une explication rassurante : cette autobiographie a été écrite en prison, alors que l'auteur avait les nerfs en mauvais état, et c'est seulement par suite d'une évidente négligence du ministre de la propagande que ce livre troublant continue jusqu'à aujourd'hui à servir de base à l'éducation nationale (4).

Une fois la question de l'« égalité des droits » réglée en faveur du III^e Reich, Hitler préparera la publication d'une édition nouvelle et plus rassurante. Si le livre a été jusqu'à maintenant appelé *Mon Combat*, le principal objectif de ce combat étant le traité de Versailles, il est probable qu'à l'avenir il s'appellera *Ma Paix* et qu'il comportera en annexe un certificat de médecins nationaux-socialistes attestant que les nerfs de l'auteur vont mieux. Et le procès de Leipzig (5) atteste que les témoignages d'expertise médico-légale des nazis méritent une confiance sans réserves. S'il n'existait dans ce monde que la sincérité et l'amour de la paix, la vie deviendrait sans doute un délice éternel. Mais, malheureusement, stupidité et crédulité continuent à coexister, côte à côte, avec ces vertus. Qui devra payer pour elles ?

L'auteur de ces lignes a déjà une fois tenté d'attirer l'attention du lecteur sur un document remarquable, la « Lettre ouverte » de Hitler à celui qui était alors chancelier du Reich, von Papen (6). Malheureusement notre faible voix n'est pas parvenue à destination. La « Lettre ouverte » n'est pas devenue, comme nous l'avions espéré, le livre de chevet de toutes les rédactions et

(4) Bien entendu, *Mein Kampf*, écrit en prison par Hitler, n'a jamais cessé de constituer le livre de base pour la formation des jeunes sous le régime nazi.

(5) Le procès des communistes accusés d'avoir incendié le Reichstag avait commencé à Leipzig le 21 septembre. Il était en train de se transformer en son contraire, et le communiste bulgare Dimitrov, l'un des principaux accusés, y jouait les accusateurs contre le ministre Göring.

(6) Trotsky avait longuement analysé la « Lettre ouverte » en question dans un article intitulé « Hitler et le désarmement », publié dans le *Manchester Guardian* des 21 et 22 juin 1933.

de toutes les chancelleries diplomatiques. Et ce n'est que justice. Les documents politiques récemment publiés par la propagande allemande sont également incontestablement très instructifs. Mais ils avaient l'inconvénient d'être secrets. On peut toujours soupçonner un faux.

La « Lettre ouverte » n'est pas un document secret. Cette brochure a été officiellement publiée par le parti nazi le 16 octobre 1932, trois mois avant la prise du pouvoir par Hitler. Sans doute faut-il croire que son système nerveux avait réussi à reprendre totalement le dessus après les épreuves de 1923 (7). Hitler se sentait déjà presque dans le gouvernement. Il ne restait qu'à franchir les derniers obstacles. Les classes dirigeantes le considéraient avec espoir, mais non sans crainte. Elles appréhendaient surtout toute aventure dans le genre chauvinisme « romantique ». L'objectif de la « Lettre ouverte » était d'assurer aux classes possédantes, à la bureaucratie, aux généraux, à l'entourage immédiat de Hindenburg (8), que lui, Hitler, à la différence du vengeur étourdi von Papen, poursuivrait ses objectifs avec la plus grande prudence. La « Lettre ouverte » révèle un système complet de politique étrangère qui ne revêt que maintenant sa totale signification. Le retrait de l'Allemagne de la S.D.N. a été perçu dans le monde entier comme une improvisation inattendue et déraisonnable. Il est pourtant dit avec une précision totale dans la « Lettre ouverte » pourquoi l'Allemagne quittera Genève et comment il serait nécessaire d'opérer cette rupture.

La valeur exceptionnelle de cette lettre consiste en ce que Hitler, qui était encore forcé à cette époque de se battre et de polémiquer, y a révélé inconsidérément les ressorts secrets de sa politique étrangère à venir. Le point de départ de cette « Lettre » est celui de l'autobiographie : les intérêts de l'Allemagne et de la France sont totalement inconciliables ; la France ne peut de son propre gré arriver à un accord sur la base d'un changement du rapport de forces en faveur de l'Allemagne ; l'Allemagne ne peut espérer obtenir « l'égalité des droits » en discutant dans des conférences internationales ; pour que la diplomatie internationale recon-

(7) Hitler avait été condamné à cinq années de forteresse après l'échec du putsch qu'il avait tenté à Munich en novembre 1923, dans lequel la Reichswehr de Bavière avait refusé de le suivre.

(8) Le maréchal Paul von BENECKENDORFF und von HINDENBURG (1847-1934), ancien chef de l'armée impériale, avait été élu président du Reich en 1925 et réélu en 1932. On appelait « camarilla » son entourage de hobereaux. Il avait contre les nazis les réticences des gens de sa caste et fut relativement long à se laisser convaincre de faire appel à eux.

naïsse le droit de l'Allemagne à réarmer, il faut d'abord que les Allemands réarment. Mais c'est précisément pourquoi il est impossible d'exiger à haute voix le réarmement allemand, comme le fait von Papen. C'est là le mot d'ordre d'un « mouvement populaire », mais en aucun cas de la diplomatie. Un gouvernement conscient de ses responsabilités — c'est-à-dire celui de Hitler, pas celui de von Papen — ne devrait exiger que le désarmement de la France. Et, comme la France ne peut en aucun cas y consentir, l'Allemagne devra quitter la S.D.N. afin d'avoir les mains libres. Pour faire la guerre ? Non. L'Allemagne est encore trop faible pour que son gouvernement puisse dans un avenir proche parler un autre langage que celui du pacifisme.

En invoquant le « danger » qui la menace à l'Est, et en utilisant les antagonismes entre les Etats occidentaux, l'Allemagne devra recréer graduellement les bases de son militarisme en allant du général au particulier, au spécial. Pour mener à bien une tâche de ce genre, il faut une conspiration nationale du silence ; avant tout, il faut mettre sous clé les Ossietzky ! Un gouvernement conscient de ses responsabilités doit prendre entre ses mains les outils du pacifisme. En suivant cette route, il arrivera, en quelques années, à préparer un changement radical du rapport de forces. Après quoi il sera possible de passer de nouveau de *Ma Paix* à *Mon Combat* et même à *Ma Guerre*.

Tel est le plan de Hitler. Il découle de l'ensemble de la situation intérieure et extérieure. Hitler lui-même a pris soin de donner à l'humanité une clé — ou, pour être plus précis, un passe-partout — pour pénétrer les secrets de sa politique internationale future. Avec tout le respect que nous devons aux journalistes profondément émus, nous préférons nous baser sur les déclarations de Hitler lui-même, que soutient un système imposant de preuves directes et indirectes.

A partir d'un fait, même solidement établi, on peut tirer différentes conclusions pratiques. On peut donner à la question de la politique de Hitler des réponses diverses. L'objectif de cet article n'est surtout pas de donner quelque conseil que ce soit à ceux qui décident aujourd'hui du destin de l'Europe ; ils savent ce qu'ils ont à faire. Mais la condition d'une politique réaliste, quels que soient ses objectifs et ses méthodes, c'est de comprendre la situation et les forces qui y sont à l'œuvre.

Il nous faut voir ce qui est. Hitler n'a pas quitté la S.D.N. sous le coup d'une improvisation nerveuse, mais conformément à un plan froidement calculé. Hitler a lui-même assuré la conspira-

tion « nationale » du silence. Il poursuit son entreprise vers un changement radical du rapport de forces militaire. C'est précisément maintenant, alors que son travail n'a qu'à peine commencé et est loin d'avoir encore obtenu des résultats décisifs, que Hitler doit faire preuve de la plus extrême prudence dans l'arène européenne. N'effrayer personne ; n'irriter personne ; au contraire, ouvrir grand les bras. Hitler est prêt à couvrir les murs des usines de guerre de discours pacifistes et de pactes de non-agression. *Paris vaut bien une messe !* (9) S'il faut une formule claire, simple, non diplomatique de l'offensive pacifiste, elle est celle-ci : Hitler doit à tout prix éviter une guerre préventive de la part de ses adversaires. Dans ces limites, son pacifisme est tout à fait sincère. Mais dans ces limites seulement.

(9) En français dans le texte original et les autres traductions : propos attribué à Henri IV qui s'était fait catholique pour pouvoir entrer dans Paris.

UN PROCÈS POLITIQUE SANS AXE POLITIQUE (1)

(26 novembre 1933)

Le procès de l'incendie du Reichstag approche de son point culminant. Quel est le type de décision qui va être dicté d'en haut aux juges ? Le gouvernement est en mauvaise posture. Si on cherche des précédents historiques, il faut bien sûr se tourner vers l'affaire Dreyfus en France et l'affaire Beilis dans la Russie tsariste (2). On a bien réussi à condamner le capitaine Dreyfus à l'île du Diable, malgré l'absence de preuves, grâce au fait que le conseil de guerre siégeait à huis clos. Dans le procès Beilis, qui a été public et dans lequel la presse a pris une part active, les maîtres se sont révélés impuissants à imposer la condamnation d'un employé juif pour le meurtre d'un enfant chrétien. Mais le tribunal a prononcé un verdict selon lequel le meurtre pouvait avoir été commis pour des raisons rituelles.

Hitler sera-t-il obligé de chercher une inspiration dans la décision classique de la justice de Kiev ? Du fait qu'il est impossible, de quelque manière que ce soit, de soutenir l'accusation contre les communistes, qui ont été arrêtés par hasard, le tribunal de Leipzig pourrait décréter que le crime a été commis par le parti communiste par l'intermédiaire de criminels non identifiés. Göring, bien sûr, aimerait bien pendre Dimitrov (3). Mais il est de la plus

(1) T 3626. *Die Neue Weltbühne*, 14 décembre 1933. Titre primitif : « La politique dans le procès du Reichstag ». Écrit avant, il fut publié après le verdict.

(2) Le capitaine français Alfred DREYFUS (1859-1935), officier d'état-major, avait été condamné pour espionnage au profit de l'Allemagne en 1894, à la suite d'une enquête et d'un jugement plus inspirés par l'antisémitisme que par la justice : on sait que l'« affaire Dreyfus » devait secouer la France pendant plusieurs années. Libéré en 1899, Dreyfus ne devait être définitivement blanchi et réintégré dans ses droits qu'en 1906. L'ouvrier juif Menahem T. BEILIS (1874-1934) avait été accusé à Kiev en 1913 d'avoir commis un « crime rituel » sur un enfant chrétien. Il avait été acquitté après une féroce agitation antisémite et d'importants mouvements de solidarité des ouvriers juifs.

(3) Hermann GÖRING (1893-1946), ancien « as » de l'aviation allemande pendant la guerre, un des principaux lieutenants de Hitler et chefs du parti nazi était

extrême importance pour ce gouvernement qui a rôti ses châtaignes dans les flammes du Reichstag (4) d'établir que cet incendie a été allumé, sinon par ceux-là, du moins par d'autres communistes. C'est sa tâche politique. Cependant, c'est précisément sous son aspect politique que le procès de Leipzig est le plus faible. L'accusation est non seulement fautive juridiquement, elle est absurde politiquement.

Avec quel objectif en tête le parti communiste a-t-il prétendu-mis le feu au Reichstag ? La réponse officielle est celle-ci : c'était le signal de l'insurrection. A force d'être utilisée, la formule semble avoir acquis un semblant de contenu. Mais elle est tout à fait creuse. Un signal n'est un signal que si sa signification est comprise de ceux auxquels il s'adresse. Par exemple, pendant l'insurrection d'Octobre à Pétrograd, les dirigeants avaient prévu d'avance que le croiseur *Aurora* tirerait un coup à blanc quand une lanterne rouge apparaîtrait sur la tour de la forteresse Pierre-et-Paul. Si le Palais d'Hiver ne se rendait pas à la suite du coup de canon à blanc, alors l'artillerie de la forteresse Pierre-et-Paul commencerait le bombardement. La lanterne rouge était un signal pour les artilleurs de l'*Aurora* ; le coup de canon à blanc de l'*Aurora* un signal pour les artilleurs de la forteresse. Dans ce cas, le signal avait une signification technique spécifique compréhensible par ceux auxquels il s'adressait.

Par la nature même de l'affaire, il est évident que la méthode de signalisation doit être aussi simple que possible et facile à réaliser sur le plan technique. Les instruments du signal doivent être à la portée directe des dirigeants. Allumer une lanterne rouge est une chose très différente que de mettre le feu au Reichstag. Est-il concevable que qui que ce soit ait pu escompter que le Reichstag pouvait être incendié à tout moment selon les besoins, et que les flammes ne seraient pas immédiatement éteintes, mais que l'incendie gagnerait ? Une entreprise de ce type est liée à bien trop

ministre-président de Prusse. Gueorgui DIMITROV (1882-1949), ouvrier imprimeur, avait milité dans le parti social-démocrate bulgare dès 1902. En 1909, il était membre du comité central et secrétaire de la centrale syndicale contrôlée par son parti — celui des *tesnjaki* ou « étroits » —, le seul parti d'Europe centrale qui fût proche du parti bolchevique. Il avait été l'un des fondateurs du P.C. en Bulgarie, et l'un de ses dirigeants. Condamné à mort après l'insurrection de 1923, il s'était établi à Moscou. Il était entré en 1929 dans l'appareil clandestin de l'I.C. et avait été envoyé à Berlin où il était connu des autorités sous le nom de Dr HEDIGER, et, dans le parti, sous celui de HELMUTH.

(4) La stupeur provoquée par l'incendie du Reichstag avait permis au gouvernement nazi d'appliquer son plan de mise hors la loi du K.P.D. et l'arrestation massive de ses militants et cadres.

d'inconnues pour qu'on puisse la choisir comme un « signal » ordinaire.

Admettons cependant que — pour des raisons que nous ne saisissons pas et que personne jusqu'à maintenant n'a même tenté de nous expliquer — les commandants communistes aient décidé d'annoncer l'heure de l'attaque au moyen d'une gigantesque conflagration au cœur de la capitale. Pour atteindre ses objectifs, il eût en tout cas fallu que l'état-major central ait donné des instructions aux états-majors régionaux afin qu'ils prennent possession des rues, les armes à la main, dès que le dôme du Reichstag serait embrasé par les flammes. Beaucoup de gens auraient donc dû être initiés d'avance au secret de l'incendie. De façon générale, un signal aussi colossal qu'un bâtiment parlementaire en flammes n'aurait pu être destiné à une poignée d'hommes — pour eux, un téléphone aurait suffi — mais à des milliers, sinon à des dizaines et des centaines de milliers.

Pourquoi donc cet aspect extrêmement important de l'affaire est-il complètement immergé dans les ombres du tribunal ? Depuis l'époque de l'incendie, des dizaines de milliers de gens ont réussi à désertier les rangs du parti communiste et à rallier les nazis pour échapper à la terreur. Des renégats de ce genre ont figuré au procès en qualité de témoins à charge principaux de l'accusation. Dans plusieurs camps de concentration, la majorité des prisonniers ont voté pour Hitler. Si, parmi tous ces « repentis », il ne s'est pas trouvé de témoins — pas des centaines ou des milliers, mais même des individus isolés — pour révéler devant le tribunal le secret de ce signal, c'est donc la preuve irréfutable qu'il n'existe pas un semblable secret. La conclusion est claire : un signal dont personne ne sait rien n'est pas un signal. Le dôme embrasé du Reichstag ne proclamait rien et n'appelait à rien.

Mais peut-être s'agit-il, non d'un signal technique, mais, pour ainsi dire, d'un signal « spirituel » ? La tâche des incendiaires, dira le procureur, était de frapper un coup audacieux offensif pour soulever les masses et les lancer dans la voie de l'insurrection. En d'autres termes, l'incendie ne fut pas un signal au sens réel du terme, mais un acte de terrorisme révolutionnaire. Mais cette version ne résiste pas non plus au plus léger souffle de critique. S'il s'était agi au moins d'un quartier-général nazi, ou disons, d'une préfecture de police, l'incendie du bâtiment aurait eu un semblant de signification politique, pourvu, bien entendu, que cet acte ait été accompagné d'autres actions agressives préparées d'avance. Mais l'incendie d'un bâtiment « neutre » comme le Reichstag, ouvert à tous les partis, ne pouvait rien signifier pour

les masses. En fait le feu aurait pu y prendre de façon accidentelle. Comment et pourquoi une lueur rouge au-dessus du dôme du Reichstag aurait signifié pour les masses une association arbitraire avec l'idée de l'insurrection immédiate ?

En planifiant quelque action que ce soit, un parti terroriste, comme, par exemple, les socialistes révolutionnaires russes à l'époque du tsarisme, est avant tout préoccupé de rendre ce coup aussi clair et aussi attirant que possible pour les masses nationales. Même avant son acte terroriste, le parti publierait des manifestes au moyen desquels il chercherait à centrer la haine de la population contre une personne ou une institution donnée. L'acte lui-même s'accompagnerait de la publication de proclamations expliquant sa signification révolutionnaire. Nous n'avons découvert aucune de ces conditions nécessaires d'un terrorisme politique à Berlin vers la fin de février. Au cours de ces journées, les communistes s'agitaient pour des élections au Reichstag et pas pour l'incendier. Ni dans la nuit de l'incendie, ni ensuite, n'a paru en Allemagne une seule proclamation expliquant aux masses la signification de ce mystérieux événement. Il n'est pas étonnant qu'à l'exception de Göring et de ses agents, personne n'ait interprété cet incendie comme un signal pour l'insurrection.

Ignorant la véritable nature du terrorisme politique, le procureur affirme que le parti communiste, comme tous les criminels de façon générale, cherche naturellement à dissimuler sa participation au crime. On pourrait soutenir avec un égal bonheur qu'Erosstrate, en cherchant à s'immortaliser par l'incendie du temple d'Ephèse, cherchait en même temps à dissimuler son nom pour échapper aux conséquences de son acte. Puisqu'aucune organisation n'assume ouvertement la responsabilité de cette œuvre de destruction, n'en explique le sens et n'appelle les masses à l'action, il ne reste plus qu'une salle de réunion carbonisée, mais l'acte politique disparaît. Dans son zèle irrationnel, l'accusation arrache un procès politique de son axe politique. Un état-major insurrectionnel ne pouvait pas plus donner de façon anonyme le signal de l'insurrection qu'un gouvernement déclarer la guerre de façon anonyme. Un parti révolutionnaire prêt à descendre dans la rue pour le renversement armé du système existant ne rejeterait pas la responsabilité de l'incendie de quelques pupitres et carpettes, si c'était nécessaire au cours de l'insurrection.

Et nous en arrivons ici à examiner les personnes tenues pour les « incendiaires ». Ils sont cinq : un Hollandais chômeur, le président de la fraction communiste au Reichstag, et trois communis-

tes bulgares (5). La première question qui se pose est la suivante : pourquoi le signal pour le soulèvement des ouvriers allemands était-il donné par quatre étrangers ? Un témoin de l'accusation a cherché à expliquer cette énigme en disant que le parti communiste voulait « détourner de lui l'attention » en mettant en avant des étrangers. Nous nous heurtons une fois de plus à la même absurdité : un parti qui, pour les objectifs de l'insurrection, devrait avoir concentré sur lui l'attention des masses, s'occuperait à « la détourner ». Mais s'il s'agissait de dissimuler la participation après avoir réalisé cet incendie anonyme et par conséquent sans objectif, alors comment se fait-il que le président de la fraction communiste, c'est-à-dire le représentant le plus éminent et le plus responsable du parti dans les murs du Reichstag, soit arrivé à y être impliqué et, de plus, non en qualité de l'un des dirigeants de cet acte de terrorisme, mais en tant qu'incendiaire direct ?

Plus ahurissante encore, si possible, est la prétendue participation de Dimitrov à cet incendie — Dimitrov, qui est un vieux révolutionnaire et qui était déjà secrétaire général des syndicats bulgares en 1910 quand l'auteur de ces lignes l'a rencontré pour la première fois à Sofia. Selon sa déposition devant le tribunal, Dimitrov s'est installé à Berlin pour mieux se consacrer aux affaires bulgares, et, précisément pour cela, il a évité toute espèce de lien avec les activités du parti communiste allemand. Même ses ennemis n'ont aucune raison de douter de sa parole (6). Il n'est pas difficile de comprendre qu'un homme politique responsable, dirigeant de Berlin le travail de son parti en Bulgarie, ne prendrait pas le risque d'être arrêté et exilé pour une participation de second ordre aux affaires allemandes. Pour la Bulgarie, Dimitrov était unique ; pour l'Allemagne, il pouvait être seulement un parmi de nombreux autres. Mais, même si on laisse de côté cette considération irréfutable, la question reste de savoir pourquoi le parti communiste allemand ne pouvait trouver pour assister Van der Lubbe (7) quelqu'un d'autre qu'un membre du présidium de

(5) Aux côtés de Torgler, chef de la fraction du K.P.D. au Reichstag, et de Dimitrov, figuraient aussi sur le banc des accusés le Hollandais Van der Lubbe (note 7), et deux autres militants bulgares, Vassil TANEV (1897-1942), collaborateur de Dimitrov, et Blagoi POPOV (né en 1902), dirigeant des J.C. bulgares et de l'Internationale des jeunes.

(6) Trotsky joue ici le jeu de la défense : il ne devait pas en effet ignorer que Dimitrov était à Berlin le responsable du bureau d'Europe occidentale de l'I.C., et que son autorité politique s'étendait à l'Allemagne, non à la Bulgarie.

(7) Le Hollandais Marinus VAN DER LUBBE (1909-1934), qui semble avoir été plus ou moins lié dans le passé à des groupes gauchistes issus du courant communiste de gauche de Gorter et Pannekoek, a fait au cours du procès curieuse impression sur les témoins qui l'ont parfois supposé drogué.

l'Internationale communiste. Bien plus, la participation de Dimitrov aurait pu s'expliquer si l'objectif avait été non de « détourner l'attention du parti », mais au contraire de démontrer que l'incendie était l'œuvre de l'Internationale communiste dans son ensemble. Puisque Dimitrov, avec les deux autres Bulgares, était arrivé en Allemagne venant de Moscou, leur participation à l'incendie du Reichstag aurait en même temps servi à révéler la main des soviets devant le monde entier. Même si l'on suppose que quelqu'un ait eu besoin d'une telle démonstration, ce ne pouvait être en tout cas ni les communistes allemands, ni Moscou. Pourquoi le choix s'est-il donc porté sur Dimitrov ? Et qui l'a choisi ? Du point de vue des objectifs politiques du procès, il faut bien reconnaître que c'était le pire choix possible.

Les organisateurs de ce procès avaient entre leurs mains des moyens exceptionnels de mise en scène — une réserve illimitée de témoins de l'accusation prêts à témoigner tout ce qu'on leur commanderait, la panique de tous les témoins possibles de la défense, la totale absence de critique de la part de la presse, et la soumission totale aux gouvernants de la police, de l'accusation, des juges et même des avocats de la défense. On pourrait croire que le succès de n'importe quelle accusation serait, dans ces conditions, assuré d'avance. Néanmoins, le procès est entré dans sa troisième phase « politique » comme une cause perdue par Hitler. La clé de l'énigme est simple : le parti communiste d'Allemagne n'a pas pris le chemin de l'insurrection. Il n'a pas été écrasé au combat comme la Commune de Paris en 1871 ou le prolétariat russe en 1905 : il s'est montré incapable de se battre. En dehors de son appel symbolique pour une « grève générale » — une feuille de papier imprimée à laquelle aucun homme n'a répondu —, le parti communiste a été et est resté un objet passif tout au long des tragiques événements qui ont changé la face de l'Allemagne. Que celui qui en doute lise la lettre de Maria Reese (8), la populaire députée communiste au Reichstag, qui a rompu avec son parti précisément parce qu'il s'est révélé impuissant non seulement à prendre l'offensive, mais même à mener un combat défensif, parce qu'il n'a pu rien prévoir, parce qu'il a été incapable de se préparer à quoi que ce soit, et parce qu'il n'avait ni les ressources, ni les raisons de donner aux masses des signaux révolutionnaires.

S'il y avait eu à sa place un autre parti capable d'assurer la défense, il aurait eu le choix entre différents moyens et méthodes de lutte, mais aucun ne l'aurait conduit à incendier le Reichstag.

(8) Cf. p. 45.

Et si, contrairement à tout sens politique sain, un parti révolutionnaire avait décidé de mettre le feu au Reichstag, il n'aurait pas choisi pour ce travail un mystérieux chômeur hollandais qui ne pouvait comprendre personne sans difficulté et à qui on ne pouvait rien confier ; ni le président de la fraction parlementaire, toujours sous les yeux du public ; ni un membre du présidium de l'Internationale communiste, personnifiant Moscou ; ni deux jeunes Bulgares incapables de parler l'allemand. Finalement, si un parti communiste avait incendié le Reichstag par l'intermédiaire d'un groupe aussi fantastique d'incendiaires, il aurait au moins expliqué aux ouvriers la signification politique de cet acte. Aucune déposition des témoins, aucune « piste », ni les jurons de Göring ne sont capables de soutenir l'inconsistance politique interne de l'accusation. Que le procureur affirme avec le cynisme qui l'a distingué dans ce procès cynique : *c'était ainsi*. L'implacable logique de la politique le réfute en répliquant : *cela ne peut avoir été !*

REMARQUES RAPIDES (1)

(30 novembre 1933)

Cher Camarade Held,

1. Il ne me vient nullement à l'idée de vous soupçonner de « paresse » (!). Mais je pense que des échantillons pris dans les discours de Sneevliet sont de grande importance pour notre presse. Les discours parlementaires n'ont vraiment pas besoin de toujours dire du nouveau. L'important pour nous est que cela ait été dit dans le parlement hollandais.

2. Je crois que l'on peut difficilement exiger pour les colonies « de plus grandes libertés démocratiques ». Les communistes de pays possesseurs d'esclaves comme la Hollande doivent exiger directement la complète émancipation des colonies.

3. La question syndicale — sur ce point, vous avez entièrement raison — peut devenir tout à fait brûlante. Peut-être faudra-t-il l'aborder, au moins encore de manière informelle, à la conférence des quatre. Ce serait en tout cas votre tâche de rédiger pour le S.I. un bref mémoire, avec les documents les plus indispensables, sur la question syndicale en Hollande.

4. L'idée de l'imprimerie autonome qui pourrait réaliser divers travaux en allemand est extrêmement séduisante (2). On pourrait de cette façon mettre en train l'organe théorique allemand. Il faudra en parler plus en détail avec Sneevliet.

5. J'apprends par votre lettre que vous intervenez dans les réunions de l'O.S.P. En allemand, naturellement ? Etes-vous tra-

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Held, dans une lettre antérieure, avait rendu compte d'un projet d'achat d'une imprimerie en Hollande qui pouvait notamment imprimer des textes en allemand.

duit ? Il est très satisfaisant que vous ayez passé un savon à Saltas (*sic*) (3) : il avait bien besoin de ce genre de traitement hygiénique.

6. Etes-vous au courant de la proposition du S.I. d'envoyer au N.A.S. une circulaire sur la question du front unique à l'adresse de toutes les organisations ouvrières (4) ? La chose est extrêmement importante et pourrait obtenir des résultats tout à fait importants. Si le texte pour le N.A.S. ne convient pas, on peut naturellement le modifier de manière appropriée. Le plus important est que l'affaire soit mise en route.

Salut et fraternité (5).

(3) Dans une lettre du 23 novembre, Held avait rapporté à Trotsky une intervention de Sal Tas (qu'il orthographiait Saltas) expliquant que la responsabilité des défaites de 1923 reposait sur... l'Opposition de gauche ; il avait décrit avec fierté sa propre réplique à Sal Tas.

(4) Cf. pp. 82-83.

(5) En français dans le texte.

NATIONALISME ET VIE ÉCONOMIQUE (1)

(30 novembre 1933)

Le fascisme italien a proclamé que l'« égoïsme sacré » national est le seul facteur créateur. Après avoir réduit l'histoire de l'humanité à l'histoire nationale, le fascisme allemand a entrepris de réduire la nation à la race et la race au sang. Bien sûr, dans les pays qui n'ont pas encore atteint — ou plutôt ne sont pas encore tombés dans — le fascisme, les problèmes de l'économie sont de plus en plus coulés de force dans les cadres nationaux. Tous n'ont pas le courage d'inscrire ouvertement l'« autarcie » sur leurs drapeaux. Mais, partout, la politique est orientée vers une ségrégation aussi hermétique que possible de la vie nationale par rapport à l'économie mondiale. Il n'y a pas vingt ans encore, tous les livres d'école enseignaient que le plus puissant facteur de la production de richesse et de culture était la division mondiale du travail, inhérente aux conditions naturelles et historiques du développement de l'humanité. Il apparaît maintenant que les échanges mondiaux sont l'origine de tous les malheurs et de tous les dangers. En arrière, ho ! Il nous faut non seulement corriger l'erreur de l'amiral Perry (2) qui ouvrit la brèche dans l'autarcie japonaise, mais corriger aussi l'erreur infiniment plus importante de Christophe Colomb qui aboutit à une extension aussi immodérée de l'arène de la culture humaine.

La valeur éternelle de la nation découverte par Mussolini et Hitler est maintenant opposée aux fausses valeurs du 19^e siècle, la démocratie et le socialisme. Là aussi nous entrons en contradiction insurmontable avec les vieux livres, et, ce qui est pire, avec les faits irréfutables de l'histoire. Seule une ignorance haineuse peut

(1) T 3636. *Foreign Affairs*, avril 1934.

(2) L'amiral américain Matthew Galbraith PERRY (1794-1858), à la tête d'une petite flotte de guerre, avait contraint le gouvernement japonais à s'« ouvrir » en 1853 au commerce international.

tracer un contraste aussi vif entre la nation et la démocratie libérale.

En fait, tous les mouvements de libération dans l'histoire moderne, à commencer, disons, par la lutte de la Hollande pour son indépendance (3), ont eu un caractère à la fois national et démocratique. L'éveil des nations opprimées et démembrées, leur lutte pour rassembler leurs parties séparées et pour rejeter le joug étranger, auraient été impossibles sans une lutte pour la liberté politique. La nation française s'est consolidée dans les tempêtes et les souffrances de la révolution démocratique à la fin du 18^e. Les nations allemande et italienne ont émergé d'une série de guerres et de révolutions au 19^e. Le puissant développement de la nation américaine qui a reçu son baptême de liberté dans son soulèvement du 18^e, a été finalement garanti par la victoire du Nord contre le Sud dans la guerre civile (4). Ni Mussolini ni Hitler n'ont découvert la nation. Le patriotisme dans son sens moderne — ou, plus précisément, son sens bourgeois — est un produit du 19^e siècle. La conscience nationale du peuple français est peut-être la plus conservatrice et la plus stable de toutes et, jusqu'à ce jour, elle se nourrit des traditions démocratiques.

Mais le développement économique de l'humanité qui a balayé le particularisme médiéval ne s'est pas arrêté à l'intérieur des frontières nationales. Le développement du commerce mondial a été parallèle de la formation des économies nationales. La tendance à ce développement — au moins pour les pays avancés — s'est exprimée dans le déplacement de gravité du marché intérieur au marché extérieur. Le 19^e siècle a été marqué par la fusion du destin de la nation avec celui de sa vie économique, mais la tendance fondamentale de notre siècle est la contradiction grandissante entre nation et vie économique. En Europe, cette contradiction est devenue intolérablement aiguë.

Le développement du capitalisme allemand a eu un caractère très dynamique. Au milieu du 19^e siècle, le peuple allemand étouffait dans les cages d'une dizaine de patries féodales. Moins de quatre décennies après la création de l'Empire allemand, l'industrie allemande suffoquait dans le cadre de l'Etat national. Une des principales causes de la guerre mondiale a été la tentative du capital allemand pour trouver un accès à une arène plus vaste. Hitler a

(3) C'est en 1658, au terme de la « guerre de quatre-vingts ans », que l'Espagne avait reconnu l'indépendance des « Provinces-Unies ».

(4) Double allusion à la guerre d'Indépendance américaine (1775-1783), et à la guerre de Sécession (1861-1865).

combattu en tant que caporal en 1914-1918, non pour l'unification de la nation allemande, mais au nom d'un programme supranational impérialiste qui s'exprimait dans la fameuse formule de l'« organisation de l'Europe ». Unifiée sous la domination du militarisme allemand, l'Europe devait devenir le champ de manœuvre pour une entreprise infiniment plus grande, l'organisation de la planète entière.

Mais l'Allemagne n'est pas une exception. Elle n'a fait qu'exprimer sous une forme plus intense et plus agressive la tendance de toutes les autres économies capitalistes nationales. Le heurt entre ces tendances a abouti à la guerre. La guerre, il est vrai, comme tous les grandioses bouleversements de l'histoire, a soulevé différentes questions historiques, et, en passant, donné de l'élan à des révolutions nationales dans les parties les plus arriérées de l'Europe, la Russie tsariste et l'Autriche-Hongrie. Mais ce n'était là que le lointain écho d'une époque déjà révolue. En essence, la guerre avait un caractère impérialiste. Elle tentait par des méthodes mortelles et barbares de résoudre un problème de développement historique progressif — celui de l'organisation de la vie économique sur l'arène tout entière qui a déjà été préparée par la division mondiale du travail.

Inutile de le dire, la guerre n'a pas trouvé de solution à ce problème. Au contraire, elle a atomisé l'Europe encore plus. Elle a augmenté l'interdépendance de l'Europe et de l'Amérique tout en approfondissant l'antagonisme entre elles. Elle a donné de l'élan au développement indépendant des pays coloniaux et en même temps accru la dépendance des centres métropolitains vis-à-vis des marchés coloniaux. L'une des conséquences de la guerre fut l'aggravation des contradictions du passé. On ne saurait fermer les yeux devant ce fait au cours des premières années d'après-guerre, quand l'Europe, avec l'aide de l'Amérique, s'employait à reconstruire du haut en bas son économie dévastée par la guerre. Mais la restauration des forces productives impliquait nécessairement la revigoration de tous les maux qui avaient conduit à la guerre. La crise actuelle, qui synthétise toutes les crises capitalistes du passé, signifie avant tout la crise de la vie économique *nationale*.

La S.D.N. a essayé de traduire du langage du militarisme en langage de la diplomatie la tâche que la guerre n'avait pas résolue. Après que Ludendorff (5) ait échoué dans sa tentative pour

(5) Erich LUDENDORFF (1865-1937), quartier-maître général de l'armée allemande auprès de Hindenburg en 1918, incarnait le pangermanisme et les visées

« organiser » l'Europe par l'épée, Briand (6) a tenté de fonder les « Etats-Unis d'Europe » au moyen de son éloquence diplomatique sucrée. Mais la série interminable des conférences politiques, économiques, financières, douanières et monétaires n'a fait que dérouler le panorama de la faillite des classes dominantes face à la tâche impossible à reporter, à la tâche brûlante de notre époque.

On peut la formuler théoriquement ainsi : comment garantir l'unité économique de l'Europe, tout en préservant une complète liberté de développement culturel aux peuples qui y vivent ? Comment une Europe unifiée peut-elle être intégrée dans une économie mondiale coordonnée ? On ne peut trouver la solution en défiant la nation, mais, au contraire, en libérant totalement les forces productives des chaînes que leur a imposées l'Etat national. Mais les classes dirigeantes d'Europe, démoralisées par la faillite des méthodes militaire et diplomatique, abordent aujourd'hui cette tâche à l'envers, c'est-à-dire qu'elles essaient de soumettre de force l'économie à un Etat national périmé. La légende du lit de Procuste se renouvelle sur une grande échelle. Au lieu de déblayer une large arène pour les opérations de la technologie moderne, les maîtres de ce monde tranchent et taillent en pièces l'organisme vivant de l'économie.

Dans un récent discours-programme, Mussolini a salué la mort du « libéralisme économique », c'est-à-dire du règne de la libre concurrence. L'idée en elle-même n'est pas neuve. L'époque des trusts, des syndicats et cartels a depuis longtemps relégué à l'arrière-plan la libre concurrence. Mais les trusts sont plus incompatibles encore avec des marchés nationaux restreints que ne l'étaient les entreprises du capitalisme libéral. Le monopole a dévoré la concurrence dans la même proportion que l'économie mondiale soumettait le marché national. Le libéralisme économique et le nationalisme économique ont été périmés au même moment. Les tentatives pour sauver la vie économique en lui inoculant le virus pris au cadavre du nationalisme aboutissent à cet empoisonnement du sang qui porte le nom de fascisme.

L'humanité est poussée dans sa montée historique par le besoin d'atteindre la plus grande quantité de biens avec la dépense

expansionnistes. Drapeau de l'extrême-droite nationaliste, compromis dans le « putsch de Kapp » en 1920 et celui de Hitler en Bavière en 1923, il était le symbole des plans de « réorganisation » de l'Europe sous le militarisme allemand.

(6) Aristide BRIAND (1862-1932), avocat, ancien député socialiste et plusieurs fois président du Conseil, avait proposé la constitution d'Etats-Unis d'Europe, alors qu'il était ministre des affaires étrangères, le 19 septembre 1929, au cours d'un dîner diplomatique qui réunissait les représentants de vingt-sept pays.

de travail la plus réduite. Cette base matérielle de la croissance culturelle fournit également le critère le plus profond permettant d'apprécier les régimes sociaux et les programmes politiques. La loi de la productivité du travail a la même signification dans la sphère de la société humaine que la loi de la gravitation dans celle de la mécanique. La disparition de formations sociales dépassées n'est que la manifestation de cette loi cruelle qui a déterminé la victoire de l'esclavage sur le cannibalisme, du servage sur l'esclavage, du travail salarié sur le servage. La loi de la productivité du travail se fraie son chemin, non pas en ligne droite, mais de façon contradictoire, par de brusques accélérations, des sauts et des zig-zags, surmontant à sa façon les barrières géographiques, anthropologiques et sociales. C'est pourquoi il existe en histoire autant d'exceptions, qui ne sont toutes en réalité, que des reflets de la « règle ».

Au 19^e siècle, la lutte pour une plus grande productivité du travail a revêtu essentiellement la forme de la libre concurrence, laquelle a maintenu l'équilibre dynamique de l'économie capitaliste à travers des fluctuations cycliques. Mais, précisément du fait de son rôle progressif, la concurrence a conduit à une monstrueuse concentration en trusts et en syndicats, ce qui a à son tour signifié une concentration des contradictions économiques et sociales. La libre concurrence est comme une poule qui aurait couvé, non un canard, mais un crocodile. Rien d'étonnant qu'elle ne puisse venir à bout de sa propre progéniture !

Le libéralisme économique a fait son temps. C'est avec de moins en moins de conviction que ses Mohicans font appel au jeu réciproque automatique de ses forces. Il faut de nouvelles méthodes pour faire correspondre les trusts gratte-ciel aux besoins humains. Il faut des changements radicaux dans la structure de la société et de l'économie. Mais de nouvelles méthodes entrent en conflit avec les habitudes anciennes et, ce qui est infiniment plus important, avec les intérêts anciens. La loi de la productivité du travail se heurte convulsivement à des barrières qu'elle a elle-même dressées. C'est ce qui est au cœur de la grandiose crise du système économique moderne.

Les politiciens et théoriciens conservateurs, pris à l'improviste par les tendances destructrices de l'économie nationale et internationale, ont tendance à conclure que c'est le surdéveloppement de la technologie qui constitue la cause principale des maux actuels. Il est difficile d'imaginer paradoxe plus tragique ! Un homme politique et financier français, Joseph Caillaux

(7), voit le salut dans des limitations artificielles du processus de mécanisation. Ainsi, les représentants les plus éclairés de la doctrine libérale tirent-ils soudain leur inspiration des sentiments de ces travailleurs ignorants qui, il y a cent ans, brisaient les métiers à tisser (8). La tâche progressive qui consiste à savoir adapter l'arène des rapports économiques et sociaux à la nouvelle technologie est renversée et devient un problème de savoir comment restreindre et diminuer les forces productives afin de les adapter aux vieilles arènes nationales et aux vieilles relations sociales. Des deux côtés de l'Atlantique, on gaspille une énergie mentale considérable en vains efforts pour résoudre le fantastique problème qui consiste à faire revenir le crocodile dans l'œuf. Le nationalisme économique ultra-moderne est irrévocablement condamné par son propre caractère réactionnaire ; il retarde et abaisse les forces productives de l'homme.

La politique d'une économie fermée implique la restriction artificielle de celles des branches de l'industrie qui sont capables de fertiliser avec succès l'économie et la culture d'autres pays. Elle implique aussi l'implantation artificielle d'industries qui n'ont pas, sur place, sur le sol national, de conditions favorables à leur implantation. Cette fiction de l'auto-suffisance de l'économie provoque ainsi des dépenses supplémentaires excessives dans deux directions. Il faut y ajouter l'inflation. Au cours du 19^e siècle, l'or, en tant que mesure universelle de valeur, est devenue la base de tous les systèmes monétaires dignes de ce nom. L'abandon de l'étalon-or déchire plus sûrement l'économie mondiale que ne le font les murs douaniers. L'inflation, elle-même expression des relations internes désordonnées et de la perturbation des liens économiques entre nations, augmente le désordre et contribue, de fonctionnel qu'il était, à le rendre organique. Ainsi le système monétaire « national » couronne-t-il l'œuvre sinistre du nationalisme économique.

Les représentants les plus intrépides de cette école se consolent avec la perspective que la nation, tout en s'appauvrissant dans une économie fermée, deviendra plus « unifiée » (Hitler) et que, comme l'importance du marché mondial diminue, les causes de conflits extérieurs diminuent elles aussi. De telles espérances ne

(7) Joseph CAILLAUX (1863-1944), député radical, plusieurs fois ministre, était connu surtout pour la rigueur de ses principes en matière de politique financière.

(8) Allusion au mouvement « luddite » du début du XIX^e en Grande-Bretagne au cours duquel les ouvriers brisaient les machines qui les privaient de leur travail, à l'époque des débuts de la mécanisation et de la révolution industrielle.

font que démontrer combien la doctrine de l'autarcie est à la fois réactionnaire et profondément utopique. Le fait est que les sources du nationalisme sont aussi les laboratoires des terrifiants conflits à venir ; comme un tigre affamé, l'impérialisme s'est retiré dans sa tanière afin de se ramasser pour bondir à nouveau.

En réalité, les théories sur le nationalisme économique, qui semblent se fonder sur les lois « éternelles » de la race, ne font que démontrer à quel point la crise mondiale est en réalité sans espoir — un exemple classique de la façon de faire vertu d'une amère nécessité. Grelottant sur les bancs lisses de quelque gare perdue, les passagers du train en détresse peuvent stoïquement s'assurer les uns aux autres que le bien-être corrompt corps et âme. Mais tous rêvent d'une locomotive qui les mènerait à un endroit où ils pourraient étendre leurs corps fatigués entre deux draps propres. La préoccupation immédiate du monde des affaires, dans tous les pays, c'est de tenir, de survivre de quelque façon, même dans le coma, sur le lit dur du marché national. Mais tous ces stoïques involontaires attendent avec angoisse le puissant engin d'une nouvelle « conjoncture » mondiale, une nouvelle phase économique.

Arrivera-t-elle ? Les prédictions sont rendues difficiles, sinon impossibles, par l'actuelle perturbation de l'ensemble du système économique. Les anciens cycles industriels, comme les battements du cœur d'un corps en bonne santé, avaient un rythme stable. Depuis la guerre, nous n'observons plus la succession ordonnée des phases économiques ; le vieux cœur saute des battements. En outre, il y a la politique du soi-disant « capitalisme d'Etat ». Poussés par des intérêts fiévreux, et par les dangers sociaux, les gouvernements font irruption dans le domaine économique avec des mesures d'urgence dont, la plupart du temps, ils ne sont même pas capables de prévoir les conséquences. Mais, même si on laisse de côté la possibilité d'une nouvelle guerre, qui bouleverserait pour longtemps le fonctionnement élémentaire des forces économiques comme des tentatives conscientes de contrôle planifié, nous pouvons cependant prévoir avec certitude le tournant, de la crise et de la dépression à la reprise, et si oui ou non les symptômes favorables qui se présentent aujourd'hui en Angleterre et, dans une certaine mesure, aux Etats-Unis, se révéleront des hirondelles qui n'annonçaient pas le printemps. L'œuvre destructrice de la crise doit — si elle n'y est pas encore arrivée — atteindre le point où l'humanité paupérisée aura besoin d'une masse nouvelle de biens. Les cheminées fumeront, les roues tourneront. Et quand la reprise sera suffisamment avancée, le monde des affaires secouera sa stupeur, oubliera très vite les leçons d'hier, et balaiera avec

mépris les théories des privations, en même temps que leurs auteurs.

Mais ce serait gravement s'illusionner que d'espérer que l'ampleur de la reprise à venir correspondra à la profondeur de la crise actuelle. Au cours de l'enfance, de l'âge adulte et de la vieillesse, le cœur bat à des rythmes différents. Pendant la montée du capitalisme, les crises successives avaient un caractère fugitif, et le déclin temporaire de la production était plus que compensé à l'étape suivante. Il n'en est plus ainsi maintenant. Nous sommes entrés dans une époque où les périodes de reprise économique sont brèves, tandis que les périodes de dépression ne cessent de s'approfondir. Les vaches maigres dévorent les vaches grasses sans laisser de trace et continuent à meugler de faim.

Tous les Etats capitalistes seront plus impatients et agressifs dès que le baromètre économique commencera à remonter. La lutte pour les marchés étrangers deviendra d'une âpreté sans précédent. Les pieuses idées sur les avantages de l'autarcie seront immédiatement mises de côté et les sages plans pour l'harmonie nationale jetés dans la corbeille à papier. Ceci vaut non seulement pour le capitalisme allemand, avec sa dynamique explosive, ou pour le capitalisme tard venu et cupide du Japon, mais aussi pour le capitalisme d'Amérique, lequel est encore puissant en dépit de ses contradictions nouvelles.

Les Etats-Unis représentent le type le plus parfait de développement capitaliste. L'équilibre relatif de son marché intérieur apparemment inépuisable a assuré aux Etats-Unis une prépondérance technique et économique incontestable sur l'Europe. Mais leur intervention dans la guerre mondiale était en réalité une expression du fait que leur équilibre interne avait déjà été atteint. Les modifications introduites par la guerre dans la structure américaine font à leur tour de son entrée sur l'arène mondiale une question de vie ou de mort pour le capitalisme américain. Il ne manque pas de preuves que cette entrée revêtira des formes extrêmement dramatiques.

La loi de la productivité du travail est d'une importance décisive dans les rapports entre l'Amérique et l'Europe, et, de façon générale, dans la détermination de la place à venir des Etats-Unis dans le monde. La forme la plus élevée que les Yankees ont donnée à la loi de la productivité du travail, c'est ce qu'on appelle la chaîne de montage, la production standardisée ou production de masse. Il semblerait que l'on ait trouvé le point à partir duquel le levier d'Archimède devait renverser le monde. Mais la vieille pla-

nète ne veut pas être renversée. Chacun se défend contre tous les autres, se protégeant derrière des murailles douanières et une rangée de baïonnettes. L'Europe n'achète pas de biens, ne paie pas ses dettes, et, par-dessus le marché, s'arme. Avec cinq misérables divisions, le Japon affamé s'empare de tout un pays (9). La technique la plus avancée au monde semble impuissante devant des obstacles qui reposent sur une technique bien inférieure. La loi de la productivité du travail semble perdre de sa vigueur.

Mais ce n'est qu'une apparence. La loi fondamentale de l'histoire humaine doit inéluctablement se venger des phénomènes secondaires et annexes. Tôt ou tard, le capitalisme américain devra s'ouvrir à lui-même, en long et en large, notre planète tout entière. Au moyen de quelles méthodes ? De *toutes* les méthodes. Un coefficient élevé de productivité signifie également un coefficient élevé de forces destructives. Suis-je en train de prêcher la guerre ? Pas le moins du monde, je ne prêche rien. J'essaie seulement d'analyser la situation mondiale et de tirer des conclusions des lois de la mécanique économique. Il n'existe rien de pire que cette espèce de couardise mentale qui tourne le dos aux faits et aux tendances quand ils contredisent idéaux et préjugés.

Ce n'est que dans le cadre historique du développement mondial que nous pouvons assigner sa place propre au fascisme. Il n'y a en lui rien de créateur, rien d'indépendant. Sa mission historique consiste à réduire à une absurdité la théorie et la pratique de l'impasse économique.

En son temps, le nationalisme démocratique a mené en avant le genre humain. Aujourd'hui encore il est capable de jouer un rôle progressif dans les pays coloniaux d'Orient. Mais le nationalisme fasciste décadent qui prépare des explosions volcaniques et des affrontements grandioses dans l'arène mondiale n'apporte que des ruines. Toutes nos expériences sur ce point au cours des vingt-cinq ou trente dernières années ne nous paraîtront avoir été qu'une ouverture idyllique comparée à la musique d'enfer qui se prépare. Et, cette fois, il ne s'agit pas d'un déclin économique temporaire, mais d'une dévastation économique complète et de la destruction de toute notre culture, au cas où l'humanité laborieuse et pensante s'avèrerait incapable de saisir à temps les rênes de ses propres forces productives et de les organiser correctement à l'échelle de l'Europe et du monde.

(9) Allusion à la conquête par l'armée japonaise de la grande province chinoise de Mandchourie.

CONTRIBUTION A UNE DISCUSSION SUR LES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA L.C.I. (1)

(4 décembre 1934)

1. Sans aucun doute, la vieille controverse « entre Lénine et Trotsky » sur les perspectives de la révolution russe n'a plus qu'un intérêt historique, et, de toute façon, les membres de l'Opposition de gauche sont libres de prendre parti. Quiconque désire pourtant prendre une position précise doit l'analyser en liaison avec le cours concret de la lutte de classes et les groupements révolutionnaires en Russie à l'époque.

2. Les épigones ont déduit des vieilles discussions, qui ont traversé plusieurs phases, quelques règles générales de stratégie révolutionnaire, et les ont énoncées sous la forme d'une antithèse entre léninisme et trotskysme. Mais ce n'est plus là une question d'histoire, mais une question du présent et de l'avenir. Le camarade L(adislav) P(orzsolt) (2) se déclare, au moins en principe, d'accord avec ceux des principes stratégiques que les staliniens ont qualifiés de « trotskystes », mais qui sont en réalité l'application du marxisme aux conditions de notre époque. Cette solidarité, éprouvée par l'expérience, est bien plus importante qu'une divergence d'opinion sur une controverse depuis longtemps réglée.

(1) T 3628. *International Bulletin* I.C.L. n°2, septembre 1934. Ces notes sont rédigées en réponse à un texte — des thèses — dont nous ne connaissons pas la teneur, qui était signé des initiales « L.P. ».

(2) Les initiales L.P. désignent un jeune militant de Bratislava, le Dr Ladislav PORZSOLT (1906-1970), avocat, ancien militant du P.C. tchécoslovaque, ancien dirigeant de l'union des étudiants rouges de Tchécoslovaquie, membre du groupe d'Opposition de gauche en Slovaquie fondé en mars 1929 par Hyfiek LENOROVÍČ (1897-1942). Outre sa dispersion et la multiplicité de ses groupes rivaux, l'Opposition de gauche tchécoslovaque se caractérisait par le flou de ses frontières avec l'Opposition de droite. Une première opposition, en 1927, avait réuni « trotskystes » ou « zinoviévistes » et « brandlériens », et c'était en 1932 que le groupe allemand de l'Opposition de droite que dirigeait l'ancien secrétaire du P.C.T. et de l'I.C., Alois NEURATH (1886-1952), avait rejoint l'Opposition de gauche internationale.

3. Cependant, quand le camarade L(adislav) P(orszolt) fait référence dans ses thèses à cette controverse historique, il commet plusieurs erreurs. « En réalité, écrit-il, le renversement du tsarisme fut l'œuvre des masses ouvrières et paysannes. » Il voit là-dedans la preuve que Lénine avait raison contre moi. Il n'y eut pourtant sur ce rapport aucune discussion entre nous. Déjà, au cours de la polémique avec Radek (3), j'avais essayé de souligner que toute « grande » révolution, c'est-à-dire une révolution authentiquement populaire, était et est l'œuvre des masses prolétariennes (préprolétariennes) et paysannes (petites-bourgeoises). Cette thèse constituait dans la discussion le terrain d'accord. La seule question était de savoir quelle classe assumerait le rôle dirigeant et par conséquent prendrait le pouvoir. L(adislav) P(orszolt) reconnaît que le prolétariat russe a pris le pouvoir avant celui d'Europe occidentale, mais attire l'attention sur le fait que cela s'est produit non au cours de la « révolution contre le tsarisme, mais au cours de la seconde révolution contre la bourgeoisie ». Qu'est-ce que cela signifie ? Par révolution bourgeoise, un marxiste digne de ce nom entend avant tout la solution de la question agraire. Cette conception, qui les distinguait des libéraux et des mencheviks, constituait la base commune d'idées de Lénine et de Trotsky. Le fait qu'en février, les classes possédantes, et, parmi elles, la noblesse, y compris les princes, abandonnèrent — temporairement — la monarchie dans l'intérêt de leur propre préservation, constitua un épisode que nul ne pouvait prédire. Après l'abdication de Nicolas II (4), la question de la terre, c'est-à-dire la question de la révolution démocratique bourgeoise, occupa, avec celle de la guerre, la position prédominante dans la vie politique. C'est précisément sur la base de cette révolution que le prolétariat prit le pouvoir.

4. Il s'ensuit donc que, dans les pays où, en dépit de leur arriération, la division entre les classes fondamentales (la bourgeoisie, la petite bourgeoisie, le prolétariat) recoupe l'ensemble de

(3) Karl B. SOBELSOHN dit Karl RADEK (Cf. n. 4, p. 71) avait été avant la guerre un franc-tireur de la social-démocratie allemande et polonaise, qu'il critiquait de la gauche et dont il avait été exclu. Rallié aux bolcheviks en 1917, il avait été envoyé en Allemagne en décembre 1918 et emprisonné plusieurs mois en 1919. Il avait été secrétaire de l'I.C. en 1920. Esprit brillant et caustique autant que superficiel, il avait rejoint l'Opposition de gauche en 1923, avait été exclu du parti et déporté en 1927. C'est en déportation, alors qu'il préparait son ralliement à Staline, qu'il avait conduit contre Trotsky le débat en question, dont le lecteur trouvera un écho dans *La Révolution permanente*.

(4) NICOLAS II (1868-1918), tsar de toutes les Russies, et dernier souverain de la dynastie des Romanov, avait été contraint à l'abdication par la révolution de février 1917.

la nation (Inde, Chine), l'émancipation nationale et la révolution démocratique-bourgeoise ne peuvent être menées à leur terme que par la dictature du prolétariat. C'est précisément là que réside la continuité (permanence) entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste. La révolution en Chine a traversé plusieurs phases. La route en Inde ne sera pas moins compliquée et tortueuse. Nous aurons, bien sûr, à suivre et analyser chaque étape. Mais la tâche de formuler *un pronostic stratégique* ne consiste pas à déduire les étapes et épisodes concrets, mais à formuler la tendance fondamentale du développement révolutionnaire. Cette tendance fondamentale est indiquée par la formule de la révolution permanente, laquelle repose sur trois concepts :

a) La bourgeoisie nationale, qui au cours des premières étapes, cherche à utiliser la révolution à son profit (Kuomintang, Gandhi (5)), passe invariablement de l'autre côté de la barricade, avec les classes féodales et les oppresseurs impérialistes, dans le cours du développement ultérieur de la révolution.

b) La petite bourgeoisie (paysannerie) ne peut plus jouer désormais de rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise et, par conséquent, ne peut pas prendre le pouvoir. C'est de là que découle le rejet du mot d'ordre de la *dictature démocratique bourgeoise du prolétariat et de la paysannerie*.

c) Sous la dictature du prolétariat, la révolution démocratique-bourgeoise se transforme en révolution socialiste, laquelle ne peut triompher totalement qu'en tant que maillon de la révolution mondiale.

Le fait d'avoir transgressé ces principes a déjà fait beaucoup de dégâts en Chine, en Inde, au Japon et ailleurs.

5. La théorie de la révolution permanente est réfutée, selon L(adislav) P(orzsolt), par le fait que la paysannerie n'a pas réussi en seize ans à renverser la dictature du prolétariat, contrairement aux vieilles craintes de Trotsky. Cet argument est, lui aussi, tout à fait à côté de la cible. Non seulement avant, mais également après la révolution d'Octobre, Lénine a des dizaines de fois exprimé l'idée que, sans le soutien rapide du prolétariat mondial, le pouvoir soviétique serait renversé. Il s'agissait d'évaluer de façon empirique des facteurs nombreux et contradictoires, qu'il est

(5) Le parti nationaliste chinois avait été fondé par Sun Yat-sen et dirigé pendant la seconde révolution chinoise par Chang Kai-shek. Mohandas GANDHI (1869-1948), apôtre de la non-violence et de la non-coopération, était le drapeau et le symbole du nationalisme indien.

impossible de prévoir comme dans un calendrier. Si, grâce à toute une série de circonstances, le pouvoir soviétique s'est maintenu pendant seize ans dans un seul pays, cela ne constitue pas un argument de poids contre le caractère international de la révolution, ni contre le fait que la capacité de résistance de la dictature prolétarienne est d'autant plus faible que la paysannerie est plus nombreuse.

6. Le camarade L(adislav) P(orzsolt) s'approche de très près de l'argument, depuis longtemps réfuté, de Boukharine (6), selon lequel, à l'échelle internationale, la proportion entre ouvriers et paysans n'est pas plus favorable qu'elle ne l'est dans les limites des frontières de l'Union soviétique. C'est de la pure scolastique. La question est tranchée non par le pourcentage moyen d'ouvriers dans le monde entier, mais par l'ordre dans lequel les pays sont entraînés dans la révolution. Si, par exemple, la direction de Brandler n'avait pas saboté la révolution allemande en 1923, les proportions statistiques entre prolétariat et paysannerie à l'échelle mondiale seraient naturellement demeurées inchangées, mais les forces de la révolution prolétarienne auraient été multipliées un grand nombre de fois. L'Allemagne soviétique aurait entraîné toute l'Europe dans la révolution. La transformation de l'Europe en forteresse socialiste aurait modifié le rapport de forces dans le monde entier. Les pays arriérés seraient entrés dans la révolution dans les conditions les plus favorables ; les convulsions contre-révolutionnaires auraient été infiniment moins dangereuses.

7. En ce qui concerne la question du *socialisme dans un seul pays*, le camarade L(adislav) P(orzsolt) propose un certain nombre de formules ambiguës. Il commence par reproduire sans commentaire la fameuse citation de l'article de Lénine en 1915 sur la possibilité de « la victoire du socialisme d'abord dans plusieurs pays ou même dans un seul pays ». On sait fort bien que Staline a déduit de cette citation toute sa théorie. Dans la littérature de l'Opposition de gauche, cependant, il est démontré de façon irréfutable que Lénine entendait ici, comme dans bien d'autres cas, par « victoire du socialisme », la prise du pouvoir par la classe ouvrière, c'est-à-dire la création de l'Etat socialiste, mais non la construction d'une société socialiste. Ou bien le camarade L(adis-

(6) Nicolas BOUKHARINE (1888-1938), bolchevik en 1906, avait émigré en 1911 et polémique en exil contre Lénine. Il l'avait soutenu en avril 1917 dans la discussion sur les « thèses ». Inspirateur en 1918 de la fraction des « communistes de gauche » partisans du refus du « diktat » allemand et de la « guerre révolutionnaire », il était devenu à partir de 1923 le théoricien de l'accentuation de la Nep et du « passage lent et graduel » au socialisme à travers des concessions à la paysannerie, le chef de file de la « droite ». Il avait été président de l'I.C. de 1926 à 1929.

lav) P(orzolt) a-t-il le moindre doute sur ce point ? Une relecture soigneuse de la citation les dissipera.

8. Le camarade L(adislav) P(orzolt) tente de réduire la théorie du socialisme dans un seul pays à une abstraction creuse. Si l'intervention extérieure et la contre-révolution intérieure ne se matérialisent pas, la technologie des soviets continuera de se développer, le niveau de vie et la culture des masses continueront à augmenter fortement, et le socialisme pourra être réalisé. Mais, comme le camarade L(adislav) P(orzolt) le concède, cette possibilité abstraite est irréalisable du fait du caractère aigu des antagonismes de classes à l'échelle mondiale. A son avis, l'« arriération » de la Russie n'a rien à voir dans l'affaire. On peut surmonter l'arriération nationale sans avoir à surmonter l'exacerbation de la guerre de classes dans le monde entier.

Mais c'est précisément la question. Surmonter l'arriération prend longtemps ; dans l'intervalle, le développement de la lutte de classes mondiale ne donne pas à l'U.R.S.S. un répit illimité. Plus grave, surmonter l'arriération impose un terrible fardeau aux masses laborieuses. Le fait que les ouvriers russes, seize ans après la révolution, n'aient pas de quoi manger, effraie les ouvriers des autres pays, entrave le développement de la révolution mondiale et augmente les dangers pour l'U.R.S.S.

9. Comment comprendre la « possibilité » abstraite de la construction du socialisme dans un seul pays ? Si la Russie était seule au monde, il n'y aurait pas eu en 1917 de révolution d'Octobre. Si on supprime en esprit l'économie mondiale après la révolution d'Octobre, alors la Russie laissée à elle-même serait revenue au capitalisme. Car, dans le cadre de l'Union soviétique, le capitalisme était loin d'avoir épuisé ses possibilités. Dans le domaine de la production, le régime soviétique est seulement en train maintenant de « rattraper » les pays capitalistes. La dictature du prolétariat se maintient en U.R.S.S. parce que l'économie mondiale, dont le capitalisme russe faisait partie, a été conduite à l'impasse. Mais un danger mortel — le fascisme — issu de cette même source menace la dictature.

10. La véritable question « n'est pas la possibilité du socialisme dans un seul pays, mais l'unité internationale de la lutte de classes révolutionnaire ». Par cette formule, L(adislav) P(orzolt) transforme l'unité internationale en une espèce d'abstraction, comme il l'a fait avant de la construction du socialisme dans un seul pays. Si on enseigne aux ouvriers que protéger l'U.R.S.S. contre une intervention militaire y garantit la victoire finale et

complète du socialisme, alors la question de la révolution mondiale perd toute signification, et la politique étrangère se dégrade à la prévention de l'intervention. C'est de cette façon que la bureaucratie stalinienne a ruiné le Comintern et qu'elle peut ruiner l'Etat soviétique. La théorie du socialisme dans un seul pays et l'unité internationale de la lutte prolétarienne s'excluent en réalité l'une l'autre.

11. La bureaucratie en U.R.S.S. n'est ni un facteur moral, ni un facteur technologique, mais un facteur social, c'est-à-dire un facteur de classe. La lutte entre les tendances socialiste et capitaliste a revêtu primitivement le caractère d'une lutte entre les intérêts sociaux représentés par l'Etat et les intérêts personnels des consommateurs, des paysans, des fonctionnaires et des ouvriers eux-mêmes. Dans la situation donnée, surmonter les antagonismes de classe signifie harmoniser les intérêts sociaux de la production et les intérêts personnels des consommateurs, alors qu'au cours de la phase actuelle du développement l'intérêt personnel demeure le premier moteur de l'économie. Cette harmonisation a-t-elle été réalisée ? Non. La croissance de la bureaucratie reflète la croissance de la contradiction entre les intérêts privés et les intérêts sociaux. Représentant les intérêts « sociaux », la bureaucratie les identifie dans une large mesure aux siens propres. Elle trace la distinction entre le social et le privé conformément à ses propres intérêts privés. Cela crée une tension plus grande encore entre les contradictions et conduit par conséquent à une aggravation ultérieure du bureaucratisme. Au cœur de ces processus se trouve l'arriération de l'U.R.S.S. et son isolement dans un environnement capitaliste.

12. Les empiristes disent qu'en seize ans le pouvoir soviétique a fait des progrès extrêmement rapides et que, si cela continue, le socialisme sera certainement réalisé. Nous leur répondons que « si ça continue », le processus aboutira certainement à une explosion interne, plus probablement avec l'aide d'un choc de l'extérieur, mais peut-être aussi sans lui. L'intervention militaire n'est, de façon générale, dangereuse, que dans la mesure où elle trouverait d'abord à l'intérieur de l'Union soviétique une exacerbation extrême des contradictions, et, deuxièmement, où l'intervention militaire ouvrirait une brèche pour l'introduction de produits capitalistes bon marché. Ces deux conditions démontrent et que le problème du socialisme n'est pas résolu, et — dans la mesure où la question n'est pas du domaine de l'abstraction, mais de celui de la réalité — qu'il ne le sera pas sans la révolution internationale.

13. De ces considérations, quelques personnes particulièrement intelligentes tirent la conclusion que nous volons les ouvriers russes de leurs « perspectives ». D'autres vont encore plus loin et nous accusent de nier l'utilité et la nécessité de la construction socialiste en U.R.S.S. : pourquoi, en effet, construire si, de toute façon, il n'en résulte rien ? Cela ne vaut guère la peine de répondre à de telles absurdités. Si je dis que l'organisme humain ne peut vivre sans respirer de l'air frais, je ne nie pas pour autant les avantages de la nutrition, ni l'importance de l'estomac comme organe de la digestion.

En ce qui concerne *l'U.R.S.S. et le Comintern*, ce que dit le camarade L(adislav) P(orszolt) sur la dépendance du Comintern vis-à-vis des intérêts politiques de la bureaucratie soviétique est, dans l'ensemble, correct et, contrairement à ce qu'il dit, a été maintes fois affirmé dans les écrits de l'Opposition de gauche. Néanmoins, même sur ce sujet, le camarade L(adislav) P(orszolt) se permet des formules ambiguës sinon fausses. Ainsi, il dit que la bureaucratie soviétique a transféré artificiellement ses controverses internes dans le Comintern. Si on laisse de côté les méthodes criminelles de la bureaucratie (l'étranglement de la critique, la fraude, le faux, les accusations préfabriquées et la vénalité), il reste néanmoins que les groupements fractionnels à l'intérieur du parti communiste d'Union soviétique avaient une signification internationale. Et c'est particulièrement vrai de l'Opposition de gauche. Il est vrai qu'elle s'est développée sur la base immédiate des questions russes qu'étaient les rythmes de l'industrialisation et le régime du parti. Mais ces questions elles-mêmes en vinrent tout de suite à prendre une importance internationale. Le problème du bureaucratisme affectait directement et immédiatement le Comintern. Déjà en 1924-1925, la lutte tournait entièrement autour de la question de la révolution allemande (*Leçons d'Octobre*). En 1926, la lutte est devenue aiguë sur la question du comité anglo-russe et le coup d'Etat de Pilsudski en Pologne (7). L'année 1927 est tout entière placée sous le signe de la révolution chinoise. A travers toutes ces années court la lutte sur la question des « partis ouvriers et paysans » en Orient, sur l'Internationale paysanne rouge — soit dit en passant, où a-t-elle disparu ? — etc. 1928 est l'année de la lutte autour du programme de l'I.C. 1929-1933 : ultragauchisme dans la politique économique de l'U.R.S.S., le problème du fascisme. L'Opposition communiste de droite (K.P.O.)

(7) L'Opposition unifiée avait réclamé en 1926 la rupture du comité syndical anglo-russe et condamné la position du P.C. polonais qui avait été initialement favorable au coup d'Etat de Pilsudski.

a ignoré les questions les plus importantes de la stratégie révolutionnaire internationale, et cela se reflète malheureusement aujourd'hui de façon extrêmement négative dans la direction du S.A.P.

15. Sur le *centrisme*, le camarade L(adislav) P(orzsolt) commet une erreur méthodologique majeure quand il refuse de reconnaître la division apparemment « russe » du camp communiste en gauche, centristes et droite. Selon lui, les droitiers en Russie sont en réalité des liquidateurs. En Occident pourtant, le pourcentage de liquidateurs parmi les droitiers n'est pas élevé : « Le cours de la meilleure section de la K.P.O. qui, à travers le S.A.P., est venue tout près de l'Opposition de gauche... parle clairement en lui-même » (8). Toutes ces considérations, indépendamment de leur exactitude ou de leur fausseté, ne réfutent pas, mais, au contraire, soutiennent notre classification, et, en particulier, la division des centristes entre droite et gauche. Pour que le S.A.P. puisse approcher des idées de l'Opposition de gauche, il a fallu que ses membres fassent scission d'avec la gauche de la social-démocratie, tandis que ses dirigeants devaient rompre avec les brandlériens. Pourtant ce processus n'est pas encore achevé sur le plan idéologique.

Si le camarade L(adislav) P(orzsolt) veut dire que tous les brandlériens ne sont pas perdus pour la révolution, nous l'admettons avec joie. Pour s'engager dans la voie de la révolution — c'est-à-dire, dans les conditions historiques actuelles, dans celle de la IV^e Internationale — ils doivent rompre avec les centristes de droite et surtout avec les particularités et méthodes centristes, le dédain pour la théorie, l'insuffisante incompréhension de l'organisation internationale et le manque de considération pour les problèmes de stratégie révolutionnaire conduisant à leur substituer des questions de tactique, etc.

On peut considérer comme une règle générale que l'antipathie pour le concept de *centrisme*, et pour toute autre subdivision dans le centrisme, est caractéristique des tendances qui, ou bien sont elles-mêmes centristes, ou bien n'ont pas réussi encore à se libérer de leur amorphie intellectuelle.

16. L'effondrement de la social-démocratie allemande et du parti communiste allemand a ouvert toute une période de dégénérescence, de fermentation et de nouvelle cristallisation à l'intérieur de l'avant-garde prolétarienne. Mais, dans le cas qui nous con-

(8) Cette phrase extraite du texte de L. Porzsolt fait allusion à la conquête du S.A.P. par la minorité de la K.P.O. dirigée par Walcher, une opération dont Trotsky avait souligné vigoureusement la portée.

cerne, la « fermentation » ne signifie rien de plus que le passage par des étapes intermédiaires ou centristes de développement. Que, dans tel ou tel cas individuel, on ait affaire à une dégénérescence ou une recristallisation révolutionnaire, dépend de la direction dans laquelle se dirige le mouvement en question : de gauche à droite, ou de droite à gauche, etc. De là découle la nécessité de distinguer entre centrisme de droite, centrisme de gauche, etc. Ces concepts, bien entendu, n'ont rien d'absolu. Mais, tout relatifs qu'ils soient, ils sont tout à fait indispensables pour une orientation marxiste, tout à fait opposée à une orientation vulgaire et empirique. Les politiques prolétariens peuvent aussi peu s'en passer que les marins de leur carte et de leur compas.

17. Prenons deux exemples : le parti ouvrier norvégien (D.N.A.) et le parti communiste indépendant suédois. Le D.N.A. fait route du centrisme vers le réformisme. Afin de mener à bien ce développement sans explosions internes, Tranmael avait besoin d'un masque et d'une couverture. Elles lui ont été fournies par sa liaison avec les partis socialistes indépendants des autres pays. Aujourd'hui, se sentant fermement en selle, il commence à payer de retour en bourrant de coups de pied ceux qui lui ont tenu les étriers : une expérience qui n'a rien de nouveau.

C'est de la part du S.A.P. et de l'O.S.P. une erreur opportuniste grave que d'avoir signé avec Tranmael la résolution pour un combat commun en vue de la renaissance du mouvement révolutionnaire (!) ; cette erreur provient d'une attitude vulgairement empirique vis-à-vis de la tâche de rassemblement des forces, et d'une absence d'appréciation marxiste des tendances et du cours de leur développement.

Le parti communiste indépendant suédois, autant que je puisse en juger sur la base d'un matériel très maigre, se développe de la position brandlérienne vers la gauche (9). Il va sans dire que tout internationaliste révolutionnaire fera tout ce qui lui est possible pour que ce développement puisse conduire à un rapprochement et à entreprendre des efforts en commun sur la base des principes de la nouvelle Internationale. Mais il est inadmissible de prendre ses espoirs pour la réalité et de substituer à aujourd'hui un *possible* demain. Le parti suédois a non seulement voté pour la même résolution que Tranmael, mais il a également refusé de

(9) Le parti communiste indépendant de Suède de Kilbom avait d'abord été membre de l'Opposition internationale de droite I.V.K.O. dirigée par la K.P.O. allemande ; mais il avait rompu avec elle en décidant de participer à la conférence de Paris en août. Trotsky fondait quelques espérances sur la poursuite de cette évolution.

signer la déclaration pour la IV^e Internationale. Bien qu'ils soient d'accord en principe sur la nécessité d'une nouvelle Internationale, les dirigeants de ce parti considèrent que sa proclamation serait « prématurée ». Il y a en réalité une vacillation centriste derrière cette attitude. Il n'est pas question aujourd'hui de proclamer la *nécessité* de la nouvelle Internationale et de la formulation de ses principes fondamentaux sous les yeux de la classe ouvrière mondiale.

Dans la mesure où, dans ces circonstances, le S.A.P. et l'O.S.P. ont signé la déclaration pour la nouvelle Internationale d'une main, et de l'autre signé la déclaration avec Tranmael, Balabanov, Paul Louis (10) et autres, ils font obstacle à l'apparition de la nécessaire clarté ; ils donnent aux hésitants un nouvel exemple d'hésitation ; ils retardent le développement révolutionnaire du parti suédois et de bien d'autres organisations. On ne peut se guider uniquement par l'ambition d'amasser le plus possible. Il faut aussi conserver une charte politique et un compas devant soi. La *quantité* de masse ne peut résulter que de la *qualité* des principes.

18. Le camarade L(adislav) P(orzsolt) a tout à fait raison quand il insiste sur le fait que les sections de l'ancienne Opposition de gauche devraient cesser de se considérer seulement comme une opposition ou comme des auxiliaires de l'Opposition russe. Elles doivent agir en tant que cadres — une partie des cadres (11) — des nouveaux partis nationaux et de la nouvelle Internationale. Le camarade L(adislav) P(orzsolt) se distingue favorablement sur cette question de ces empiristes qui ne comprennent pas le rôle d'avant-garde de l'Opposition de gauche parce qu'ils se laissent au fond guider par un critère purement trade-unioniste — celui des chiffres tout nus — au lieu d'un critère

(10) Sur Martin Tranmael et Paul Louis, voir ci-dessus, n. 5, p. 64. Angelica BALABANOV (1878-1965), Italienne d'origine russe, avait joué un rôle important dans le P.S.I. avant la guerre. Déléguée par lui aux conférences internationales de Zimmerwald et de Kienthal, elle avait été la secrétaire de la commission internationale de Zimmerwald et avait apporté à ce titre sa caution au congrès de fondation. en mars 1919, de l'I.C. dont elle fut quelque temps secrétaire. Elle avait rompu en 1921 et quitté la Russie. Revenue au P.S.I. de Serrati, elle dirigeait depuis 1925 dans l'exil à Paris la fraction « maximaliste » qui s'en réclamait. Elle était depuis 1926 secrétaire du bureau de Paris des partis socialistes révolutionnaires qui avaient constitué l'aile droite de la conférence de Paris. Trotsky fait ici une fois de plus allusion au vote de la résolution générale par le S.A.P. et l'O.S.P., par ailleurs signataires de la « déclaration des quatre », avec les sept partis qui avaient voté contre le principe d'une nouvelle Internationale.

(11) Trotsky indique ici que l'Opposition de gauche, les bolcheviks-léninistes, n'ont pas la prétention de constituer à eux seuls les nouveaux partis communistes, ni la IV^e Internationale, ce qui n'était pas en contradiction avec sa conviction qu'elle ne pourrait être construite qu'à travers leur action consciente.

marxiste partant du rôle décisif de la théorie, des principes et des méthodes.

19. L'idée du camarade L(adislav) P(orszolt) qu'il nous faudrait dresser un catalogue des sections du Comintern qui sont mortes et de celles qui sont vivantes est fautive. On a suffisamment traité de cette question au cours de notre discussion. Dans tel ou tel pays, nous arriverons à prendre la majorité de la section nationale, mais ce ne sera pas à travers l'idée de la réforme, mais en établissant ouvertement la nouvelle Internationale. C'est ainsi que la III^e Internationale, à son époque, a réussi à prendre la majorité dans la social-démocratie française (12).

20. Il est parfaitement exact que de très importantes questions concernant les développements économiques et politiques les plus récents n'ont pas été traitées dans la littérature de l'Opposition de gauche. Des traités de ce genre présupposent la croissance des cadres, l'assimilation de nouvelles forces, une division plus large du travail, y compris le travail théorique.

D'un autre côté, on doit comprendre que le travail théorique accompli par les différentes tendances aussi bien que le développement immédiat de l'économie et de la politique mondiales durant la dernière décennie n'ont rien apporté qui contredise les principes programmatiques et stratégiques les plus importants de l'Opposition de gauche, ni sa perspective révolutionnaire. C'est là que réside la plus importante garantie du succès de la construction future.

(12) Rappelons qu'au congrès de Tours, en décembre 1920, c'était la majorité du parti socialiste qui avait décidé d'accepter les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste.

NOTES D'UN JOURNALISTE (1)

(12 décembre 1933)

L'épuration du parti

Il a fallu une bonne récolte en Ukraine et la reconnaissance du gouvernement soviétique par Roosevelt (2) pour que la bureaucratie stalinienne daigne convoquer un congrès du parti après un intervalle de trois ans et demi (3). Le congrès du parti est destiné non pas à décider de la politique à mener dans ces conditions difficiles, mais à chanter les louanges des chefs, étant donné ces succès épisodiques.

Mais, même dans les conditions mentionnées ci-dessus, la nécessité d'une épuration du parti préalable à la convocation du congrès s'est fait sentir. Elle a eu lieu en fonction de critères divers. Il ne fait aucun doute qu'un certain nombre de vauriens et d'agents des ennemis de classe ont été balayés. Dans ce régime, il est impossible d'évaluer le pourcentage qui en reste à l'intérieur du parti. Mais l'objectif principal de l'épuration était de *terroriser le parti avant le congrès*. Bien sûr, le parti est suffisamment apeuré sans cela. Mais qui sait ? Ne serait-il pas possible que le mécontentement qui s'accumule dans les masses surgisse au grand jour sous la forme d'une discussion avant le congrès ? C'est pourquoi, en guise de préambule au congrès, on procéda, non à une discussion, mais à une épuration. Cette fois-ci, on a chassé décidément tous ceux qui avaient manifesté un penchant quelconque pour la discussion à l'intérieur du parti.

(1) T 3630. *Biulleten Oppositsii*, n° 38/39, février 1934. Signé Alfa.

(2) C'est le 17 novembre 1933 que le gouvernement des Etats-Unis, dont Franklin Roosevelt était président depuis le 4 mars, avait reconnu le gouvernement de l'U.R.S.S.

(3) Le 16^e congrès du parti avait eu lieu du 26 juin au 13 juillet 1930. Le 17^e venait d'être convoqué pour le 26 janvier 1934.

Il faut au moins trois paires de lunettes pour juger d'après la *Pravda* du déroulement de l'épuration. Ces gens-là sont tellement adonnés au mensonge qu'ils ne peuvent plus s'arrêter dans leur élan, même au cas où une petite parcelle de vérité se retournerait en leur faveur. Mais, en tout cas, une chose est claire : le « trotskysme » ne laisse pas la bureaucratie en paix. On ne dit plus que « le trotskysme est écrasé, enterré et ainsi de suite », la tendance est plutôt à exagérer sa force.

On retrouve le « trotskysme » dans tous les articles et entrefilets sur l'épuration, et, en outre, sous deux aspects. D'une part, sont considérés comme « trotskystes » ceux des bureaucrates qui, étant les plus compromis, ne peuvent plus sauver leur peau, et, d'autre part, on inclut dans la catégorie « trotskysme » toute critique du bureaucratisme. Ces deux caractéristiques s'excluent l'une l'autre. Mais l'appareil stalinien ne peut se passer ni de l'une, ni de l'autre : il faut absolument que la culpabilité pour les crimes des staliniens les plus haïs par la foule retombe sur le « trotskysme ». Mais il faut par ailleurs rappeler à tous ceux qui pensent, qui critiquent et qui sont courageux, que, s'ils ne se calment pas, on les traitera comme il convient à des trotskystes.

La *Pravda*, en faisant le bilan de l'épuration, déplore les obstacles auxquels l'appareil doit se heurter de la part des ennemis du parti : « Il est caractéristique, écrit ce journal, que, dans toutes ces activités, un rôle actif soit joué par ces trotskystes qui n'ont pas désarmé. Lors de l'épuration, ils arrivent par groupes de divers endroits et se démènent comme des diables pour disculper leurs amis et les préserver en vue d'actions futures. Généralement, ils ont recours à des méthodes de dissimulation. Au lieu de se manifester ouvertement, ils sèment leurs graines de contre-révolution sous prétexte de poser des questions, de faire des remarques, de fournir des explications, et ainsi de suite. »

Dans ces mots résonne toute la sincère indignation de la bureaucratie effrayée : l'ennemi sème « les graines de la contre-révolution », par des questions, des remarques et de simples explications. Combien tendues, combien saturées de mensonges faut-il que soient les relations entre les ouvriers et MM. les épurateurs, pour qu'il soit nécessaire de s'acharner contre des questions banales dès lors qu'elles menacent de dévoiler les mécanismes de la direction.

Koltsov à Paris

Koltsov (4), correspondant de la *Pravda*, envoie des télégrammes de Paris pour informer les ouvriers russes du déroulement du procès de Leipzig (5). Voici ce qu'il écrit :

« L'ancien trotskyste, aujourd'hui député nazi au Reichstag, Karwahne (6), se présente à la barre des témoins. Son rôle actuel est tout à fait en accord avec son passé... Ce qui est le plus remarquable dans la déposition de Karwahne, c'est qu'elle est tout entière consacrée à la défense des positions du groupe trotskyste de Katz (7), lequel combattait, voyez-vous, « le régime interne impossible du parti communiste allemand ». Un député fasciste se faisant le champion des thèses trotskystes pendant un procès fasciste, et en présence de combattants communistes qu'on est en train de condamner à mort, voilà ce que les graines des idées trotskystes ont donné comme digne récolte. »

Des dizaines de milliers de staliniens sont déjà passés et passent encore au national-socialisme. Nombre d'entre eux se sont présentés comme témoins au procès de Leipzig (8). Parmi ces

(4) Mikhaïl M. GINZBURG, dit KOLTISOV (1898-1942), jouissait de la confiance de Staline et était plus qu'un journaliste, un porte-parole officieux. Il était alors correspondant de la *Pravda* à Paris.

(5) Le procès qui se déroulait à Leipzig était celui de Dimitrov et de ses camarades communistes accusés d'avoir incendié le Reichstag. Koltsov n'y assistait pas, mais le commentait de Paris.

(6) Berthold KARWAHNE (1887-1957) avait été l'un des dirigeants du K.P.D. à Hanovre et membre d'une fraction « ultra-gauchiste » (Cf. n. 7). Il avait été exclu en 1926, avait rompu avec ses camarades de fraction, et avait rejoint avec beaucoup d'éclat le parti nazi en 1927 ; il avait été élu député au Reichstag en 1930.

(7) Iwan KATZ (1889-1956), militant social-démocrate avant la guerre, avait rejoint l'U.S.P.D. en 1919 et le K.P.D. en 1920 après le congrès de Halle de l'U.S.P.D. Député au Landtag de Prusse, il avait été un des porte-parole de la gauche, assurant la liaison entre Moscou et la *Zentrale* allemande. A l'été de 1925, il avait rompu avec la gauche et organisé sa propre fraction, ultra-gauchiste, qui avait pris la majorité dans l'organisation du parti de Hanovre. Exclu du K.P.D. en janvier 1926, il avait fondé alors la « Ligue Spartakus des organisations communistes de gauche » qui s'était rapidement décomposée ; il s'était tenu dès lors à l'écart de l'activité politique, ce qui n'avait pas empêché les nazis de l'arrêter en 1933. Comme tous les militants de tendance ultra-gauchiste, il n'avait pas la moindre sympathie ni pour Trotsky ni pour le « trotskysme ».

(8) Au procès de Leipzig, l'accusation avait présenté comme « témoins à charge » nombre d'anciens militants du K.P.D. dont certains sortaient directement des mains de la Gestapo et d'autres se présentaient « volontairement ». Ces hommes devaient plus tard s'entredéchirer âprement. Willi KERFF (né en 1897), ancien dirigeant du parti en Thuringe, collaborateur du C.C. en 1923, figura parmi ces témoins. Il fut accusé d'être agent de la Gestapo par un autre témoin, Walter DITTBENDER (1891-1937), dirigeant du Secours rouge, finalement fusillé en U.R.S.S. comme... agent de la Gestapo. Un nombre non négligeable de cadres staliniens s'étaient rangés du côté des vainqueurs et les servaient ; le K.P.D. clandestin

renégats, il aurait pu se trouver un ancien de l'Opposition de gauche. Mais ni le groupe d'Iwan Katz, ni Karwahne, n'ont jamais été en liaison avec le « trotskysme ». Non seulement Karwahne avait rejeté les idées du parti communiste dont il fut membre pendant un temps, mais il rejetait aussi les idées semi-anarchistes du groupe d'Iwan Katz. Koltsov refuse toutefois de pardonner à Karwahne son passé. Koltsov est intransigeant en ce qui concerne le passé. Ne serait-ce pas parce que son propre passé est parfaitement irréprochable ?

Non, ce n'est pas pour cela : Koltsov est le type achevé du carriériste intrigant. Pendant la révolution d'Octobre, il fut l'ennemi acharné des bolcheviks ; pendant la guerre civile, il se cachait en Ukraine, collaborant aux journaux de Petljura (9) et autres Gardes-blancs. Après que l'Armée rouge eût chassé les Blancs d'Ukraine, il se rendit à Moscou. Parfaitement conscient qu'il n'avait pas le choix, Koltsov mit sa plume alerte au service de la dictature du prolétariat (à condition évidemment qu'on lui donne un logement et un *payok* — une carte d'alimentation — de privilégié). Boukharine, alors directeur de la *Pravda*, était bien embarrassé : « Sa plume ne manque pas de vivacité, disait-il, mais c'est un bien vilain monsieur ! » Après l'apparition de l'Opposition de gauche, Koltsov, pendant un certain temps, ne sut pas de quel côté se tourner et essaya de s'entendre avec les deux camps. En outre, conformément à sa nature, il avait pris l'habitude de faire le beau devant Sosnovsky (10), le meilleur et le plus influent

tin multipliait à l'époque les mises en garde concernant Wilhelm HEIN (1889-1958), membre du comité central et suppléant du bureau politique, ami et proche collaborateur de Thälmann. On sait que la plupart des arrestations qui démantelèrent la direction clandestine du K.P.D. furent opérées à la suite de trahisons venues des sommets de l'appareil. C'est ainsi que John SCHEHR (1896-1934), successeur de Thälmann, avait été livré à la Gestapo par un autre haut responsable, Alfred KATTNER, abattu peu après en représailles. Le cas le plus connu est cependant celui de Werner KRAUS (1898-1964), ancien dirigeant du K.P.D. en Poméranie, puis en Prusse orientale, député communiste, qui apparut au lendemain de l'incendie du Reichstag en uniforme de S.A. — avec le grade de *Sturmführer* — et collabora avec la Gestapo, pour l'arrestation de ses anciens camarades, avec un grand succès. Les spécialistes estiment aujourd'hui qu'il avait été infiltré par les nazis dans les rangs du K.P.D. Il ne s'y était évidemment maintenu en si bonne position qu'en participant activement, avant 1933, à la « chasse aux trotskystes » dans les rangs du parti.

(9) Simon V. PETLJURA (1879-1926), ancien militant social-démocrate, avait pris temporairement la tête d'un gouvernement de l'Ukraine qui s'appuyait sur la Pologne et les Alliés, et son bref règne avait donné lieu à de sanglants pogroms antisémites.

(10) Lev S. SOSNOVSKY (1890-1936) était devenu bolchevik en 1904. Emigré en 1906, notamment en France, il était revenu, militant clandestinement à Bakou, puis Moscou, avant d'être arrêté et déporté pour deux ans. Collaborateur de la *Pravda*, il y avait révélé à la veille de la guerre un grand talent de journaliste.

des journalistes soviétiques. Au moment où les dirigeants de l'Opposition de gauche furent exilés (décembre 1927), Koltsov commença à faire circuler des ragot sur Sosnovsky, afin de se blanchir totalement aux yeux des dirigeants.

Il ne s'en tira pas impunément. La femme de Sosnovsky le gifla au théâtre Bolchoï à Moscou. Non seulement les oppositionnels de gauche, mais même les plus endurcis des bureaucrates saluèrent chaleureusement le « geste » de cette révolutionnaire énergique, et tout le monde, sans distinction de tendance, trouva que jamais gifle n'avait si bien atteint son but.

Après ces quelques renseignements biographiques, nous sommes sûrs que les communiqués parisiens de Koltsov concernant le « trotskysme » de Karwahne n'ont pas besoin de commentaires.

L'ennemi de classe

Vers la fin d'octobre, les ingénieurs, techniciens et ouvriers de la mine Butovka, dans la région du Don, ont rendu publics, dans une lettre adressée à Staline, les succès qu'ils avaient remportés : « La première victoire, écrivaient-ils, ne fut pas facile : les agents de l'ennemi de classe, camouflés sous des blouses de mineur, nous ont fait une opposition féroce, et, dans l'obscurité de la mine, poursuivaient leurs sombres agissements, essayant de détraquer les machines, d'inonder les puits et d'obstruer les galeries. »

« L'ennemi de classe camouflé sous une blouse de mineur » n'est autre qu'un ouvrier mécontent. Cet extrait de la lettre démontre avec une tragique éloquence que le problème ici ne concerne pas que des éléments isolés et démoralisés, mais une lutte de masse, une guerre civile dans les mines. Si la victoire contre le sabotage n'a pas été « facile », c'est parce que les vainqueurs n'avaient pas le soutien des masses. Les auteurs de cette lettre ne nourrissent aucune illusion sur la stabilité d'une « victoire » remportée dans de telles conditions. Nous n'en resterons pas là, écrivent-ils, nous ne pouvons pas en rester là. Nous savons que, avant le congrès, l'ennemi de classe et les saboteurs n'ont pas été

Arrêté en 1913, condamné, déporté, il avait été en 1917 un des dirigeants du soviet d'Ekaterinburg, puis membre de l'exécutif des soviets, élu député à la Constituante. Spécialiste des « journaux de masse », il s'était rendu très populaire dans les premières années du régime soviétique par la verve de sa critique contre la bureaucratie. Membre de l'Opposition de gauche dès 1923, il avait été exclu, puis déporté en 1928, soumis à des conditions très dures d'isolement rigoureux, mais était jusque-là demeuré irréductible.

écrasés. Ils se sont cachés pour attendre leur heure et accomplir leur besogne de destruction.

En dépit de la terminologie byzantine qu'on leur impose, les auteurs de la lettre font clairement apparaître comment et pourquoi l'ouvrier se transforme en ennemi de classe. Tout en énumérant les victoires, la lettre admet au passage que « dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie et de culture... nous sommes toujours à la traîne ». Que se cache-t-il derrière ces mots ? Peut-être pouvons-nous tirer de l'inventaire des succès et victoires une réponse partielle : « Le jardinage individuel s'est largement répandu dans notre mine... Nos cadres sont tout à fait assurés de ne pas manquer de légumes pendant l'hiver. » Cette dernière phrase est imprimée en gros caractères dans le journal pour souligner l'importance de la victoire. Les jardins individuels impliquent qu'après une dure journée de travail, les ouvriers doivent bêcher leurs parcelles comme des paysans chinois ; en conséquence de ce double travail, les cadres ouvriers, c'est-à-dire l'aristocratie de la mine, sont certains d'avoir des légumes tout au long de l'hiver.

Et voilà quelle est la réalité, même perçue à travers le prisme des louanges des dépêches officielles.

Une citrouille dans le bureau du directeur

La *Pravda* décrit avec enthousiasme comment un directeur responsable d'une usine d'instruments de précision s'occupe en même temps d'un jardin, de production laitière, d'élevage de lapins, etc. « Cet été », écrit ce journal, « pendant la sécheresse, les ouvriers, après leur journée de travail, venaient dans les jardins du kolkhoze, munis de seaux pour arroser les plantations et leur éviter de sécher. » On nous parle là du jardin d'une usine. Mais que devient, dans cette affaire, la journée de sept heures ? La *Pravda*, toujours transportée, cite les résultats de ce double travail : « Des légumes seront fournis en suffisance aux cuisines de l'usine. Les ouvriers recevront une part non négligeable de la récolte pour leur usage personnel. » Quelle effroyable tension dans la situation alimentaire apparaît à travers cet article attendrissant !

« Non seulement, mais encore »

En 1920, pour éviter l'effondrement du réseau des transports, le congrès du parti, sur proposition de Trotsky, institua ce qu'on

appela les sections politiques (11) dans les chemins de fer, c'est-à-dire des organismes du parti soigneusement sélectionnés et militarisés, placés au-dessus des syndicats du transport et des organismes locaux du parti. Cette mesure d'urgence eut des résultats : l'amélioration des transports. Mais les ouvriers manifestèrent leur hostilité à ces sections politiques qui empiétaient sur la démocratie syndicale. Au début de 1921, les sections politiques furent supprimées et l'ordre normal rétabli.

Aujourd'hui, ce sont une fois de plus les sections politiques qui régissent les transports, et, cette fois, avec les pleins pouvoirs. Dans un rapport public, Zimine (12), le chef de la direction politique, ne s'est pas montré du tout optimiste dans sa description de la situation des chemins de fer et en particulier des résultats atteints à travers la reconstitution des sections politiques. Zimine découvre partout les activités des Blancs, d'ennemis et de saboteurs, et, après chaque dénonciation, ne manque jamais de souligner que « tout cela se passait aux yeux et à la barbe des communistes ».

Le rapporteur n'offre aucune explication de cette indifférence de la part des communistes. Selon lui, les réformes administratives introduites par les sections politiques se heurtent à chaque pas à une résistance. « Il faut, dit-il, souligner que le sabotage est courant, *non seulement* au bas de l'échelle, *mais aussi* à l'intérieur de l'appareil dirigeant des routes et du NKPS (Commissariat du peuple aux transports). » Cette formule jetée en passant traduit parfaitement l'âme de l'actuel régime soviétique. Pendant les premières années après la révolution, les foyers de sabotage étaient les bureaux, les départements et organes administratifs et toutes sortes d'états-majors de vieux spécialistes. La lutte contre le sabotage était menée grâce à un contrôle d'en bas, c'est-à-dire grâce aux ouvriers de la base. Aujourd'hui, cette relation mutuelle est inversée : ce qui exaspère Zimine, c'est que le sabotage se rencontre *non seulement* chez les ouvriers (ça, c'est pour ainsi dire dans l'ordre des choses), *mais aussi* chez les cadres plus élevés dont la mission est de préserver le régime. Sans le vouloir, le dictateur politique des transports a parfaitement défini les bases politiques de la dictature stalinienne tout entière.

(11) En russe : *politotgiel*, abréviation de *polititcheskii omgiel* (section politique).

(12) Nous n'avons trouvé aucune indication sur ce haut fonctionnaire.

La lutte pour la qualité

La rédaction de la *Pravda* n'explique pas, ne critique pas, mais elle commande. Elle « attire l'attention », « met en lumière », « exige des explications immédiates ». Puisque la question de la qualité des produits est à l'ordre du jour (et pour être plus précis, ceci depuis des années), la *Pravda*, d'un ton sans appel, publie ses instructions sur la manière d'améliorer l'acier, les cotonnades et les transports.

Mais à propos de la qualité de la *Pravda* elle-même ? De toute évidence, il n'y a personne qui soit susceptible d'« attirer l'attention » sur elle et de la « mettre en lumière ». En attendant, la qualité de ce journal, qui dispose de ressources et de possibilités exceptionnelles, est très médiocre. Il est imprimé sur un papier de la pire espèce ; parmi les journaux du monde entier, la *Pravda* se remarque par sa grisaille et son papier poreux. L'impression est mauvaise, l'encre épouvantable. Mais le pire, c'est le journal en tant que journal. Au lieu de nouvelles, un bavardage à n'en plus finir. Au lieu d'articles politiques, des décrets administratifs. A chaque colonne, de répugnantes flatteries à l'égard du « chef génial », du « grand théoricien », et ainsi de suite. Le tout écrit dans le style d'un fonctionnaire raté qu'on a chargé de l'« idéologie » parce qu'il n'est bon à rien d'autre.

Incapables d'apprendre

La résolution du 13^e plénum du C.E. de l'I.C. (dont il est question en détail dans le même numéro) nous enseigne entre autres : « Le pouvoir soviétique est la forme d'Etat de la dictature démocratique-révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, assurant la transformation de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste (Chine, etc.). » La dictature démocratique, contrairement à la dictature socialiste, est bourgeoise (ou, si l'on veut, petite-bourgeoise). La dictature bourgeoise ne peut pas « se transformer » en dictature prolétarienne sans qu'une révolution prolétarienne ait eu lieu. Le Comintern a déjà dirigé ses efforts vers une « transformation » de la dictature du Kuomintang en dictature du prolétariat (13). Cette politique a

(13) Allusion à la politique, menée en 1926-1927 en Chine par l'I.C., de soutien du gouvernement nationaliste du Kuomintang, qui s'était terminée tragiquement par le massacre des communistes et l'extermination des cadres du mouvement ouvrier par le général Chang Kai-shek, chef de l'armée du Kuomintang.

eu pour résultat l'écrasement du prolétariat par le Kuomintang. Aujourd'hui encore, la politique du Comintern ne prépare rien d'autre aux peuples d'Orient. La tragédie de Shanghai n'a rien appris aux cancre de l'hôtel Lux (14).

(14) « La tragédie de Shanghai » est une allusion au coup du 17 avril 1927, le massacre des communistes et syndicalistes de la ville par les troupes de Chang, appuyées sur la police et les hommes de main fournis par la pègre du port, avec l'appui financier des banques étrangères et des gouvernements impérialistes. L'hôtel Lux était l'hôtel de Moscou où étaient logés les membres de l'appareil dirigeant de l'I.C. et ses visiteurs étrangers.

LA LUTTE CONTRE DE KADT (1)

(18 décembre 1933)

Cher camarade Held,

Vous m'avez promis dans votre avant-dernière lettre la traduction de l'article polémique de De Kadt (2). Va-t-il paraître ? La chose me paraît très importante. J'y répondrais volontiers par quelques articles, sinon par une petite brochure. La réaction en Hollande était totalement inévitable. Mais il nous faut tout faire pour ne pas la laisser passer pour définitive. C'est pourquoi j'accorde la plus grande valeur au fait que la conférence, même en tant que conférence préparatoire sans décisions contraignantes, ait lieu fin décembre. Walcher refuse, comme vous devez l'avoir déjà appris. La chose dépend maintenant des Hollandais (3). Les gens de l'O.S.P. doivent comprendre que, malgré les divergences, nous prenons tout à fait au sérieux notre travail commun. Où est Schmidt (4) à présent ? En prison. Qui est le provocateur ? De

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Jacques De Kadt (Cf. n. 4, p. 63) avait rédigé pour *De Nieuwe Fakkelt* un article de polémique contre le bolchevisme en général et Trotsky en particulier, ce dont Held avait informé Trotsky.

(3) Dans une lettre signée par Bauer au nom du S.I. de la L.C.I. (Archives Sneevliet), le 18 octobre 1933, la proposition avait été faite au S.A.P., à l'O.S.P. et au R.S.P. de réunir à Paris les 18 et 19 novembre une « petite conférence » des quatre, avec, à l'ordre du jour, l'organisation d'une commission administrative, la rédaction d'un manifeste, l'élaboration du programme, la conférence des jeunes et la campagne pour la libération de Rakovsky, Victor Serge, M.N. Roy et Chen Duxiu...

(4) Petrus Johannes SCHMIDT (1896-1952), dit le plus souvent Peter J. ou P.J. Schmidt, employé, puis journaliste, avait été à partir de 1928 le chef de file de la gauche du parti social-démocrate hollandais, qui avait en 1932 formé l'O.S.P. Nous ignorons sur quels points il y avait à l'époque divergence entre De Kadt et lui. Mais les espoirs de Trotsky étaient justifiés : il allait pouvoir jouer Schmidt contre De Kadt.

Kadt ou Schmidt ? Y a-t-il entre eux des divergences sur cette question ? Ne pourrait-on pas s'appuyer sur Schmidt contre De Kadt ?

Il va de soi que, dans ce conflit, nous sommes entièrement du côté de Sneevliet. Ce qui ne veut absolument pas dire que nous renonçons au travail commun et à une future fusion avec l'O.S.P. Mais, en politique, il faut avoir un instrument, et l'unique instrument de notre organisation internationale est le R.S.P.

Que De Kadt critique Lénine, c'est naturellement son droit. Mais sa critique prend un caractère tout à fait particulier, de ce qu'il fait en même temps l'éloge de Tranmael. On doit mettre en permanence ces deux faits ensemble sous les yeux des membres de l'O.S.P.

P.S. Je me réjouirais naturellement beaucoup quand il vous sera possible de venir à Paris. Nous parlerons alors en détail de tous les problèmes en suspens.

LA PRÉCONFÉRENCE DES QUATRE DU 30 DÉCEMBRE 1933 (1)

— Procès-verbal —

Présents :

L.C.I. : Bauer, Crux, Feroci, Frank, Naville, Schwartz.

R.S.P. : Sneevliet.

O.S.P. : De Kadt.

S.A.P. : Schwab, Goldenberg (2).

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Nous publions intégralement ce document du fait de son importance pour l'étude des relations entre les quatre, bien qu'il comporte aussi des interventions d'autres que Trotsky. La proposition de la L.C.I. de tenir une préconférence en novembre (Cf. n. 19, p. 67) avait été acceptée par le R.S.P. et l'O.S.P., mais le S.A.P., invoquant des « raisons internes », avait demandé le renvoi à février. La L.C.I. avait accepté cette date pour la conférence, mais insisté pour une réunion préparatoire consacrée à l'ordre du jour et à la préparation. Jacques De Kadt a raconté cette pré-conférence et ses préparatifs dans l'article « Rupture avec Trotsky » (*Le Contrat social*, mai-juin 1967). Le lieu de la conférence avait été tenu secret jusqu'au dernier moment. Les différents rendez-vous étaient donnés dans des cafés du Quartier Latin. Trotsky, le visage entièrement rasé, les cheveux aplatis, était presque méconnaissable. La conférence se tint dans la chambre de bonne d'un appartement de la rue Auguste-Comte, chez le docteur Weil, qui l'avait prêtée pour la circonstance à sa fille Simone (Cf. n. 9, p. 34), laquelle, bien qu'en désaccord avec Trotsky et les siens, était toujours prête à rendre service.

(2) Sur Erwin H. Ackerknecht, dit Bauer, voir n.13, p.65. Crux était l'un des pseudonymes de Trotsky. Feroci était celui de Leonetti du temps du P.C.I. Pierre FRANK (né en 1905), ingénieur chimiste, avait fait partie du noyau militant qui avait fondé *La Vérité* en 1929. En tant que chef de file de l'« aile marxiste », il était devenu en 1931 avec Raymond Molinier l'un des principaux dirigeants de la section française et membre du S.I. Il avait séjourné un an à Prinkipo. Pierre NAVILLE (né en 1904), ancien dirigeant des étudiants communistes, animateur du groupe surréaliste, avait rejoint le P.C. en tant qu'opposant en 1926 et rencontré Trotsky à Moscou en 1927. Il avait participé à la fondation de *La Vérité*, et fait de *La Lutte de Classes (ex-Clarté)* l'organe théorique de l'Opposition de gauche en France. Il avait, contre Molinier et Frank, soutenu Rosmer dans le conflit interne de la Ligue, mais ne l'avait pas suivi dans sa rupture. SCHWARTZ était le pseudonyme de Léon SEDOV (1906-1938), fils aîné de Trotsky, éditeur du *Biulleten Oppositii*, qui avait résidé à Berlin de 1931 à 1933 et s'était installé ensuite à Paris. Jim Schwab était le pseudonyme de Jakob Walcher (Cf. n. 2, p. 31) depuis son arrivée en France. Boris GOLDENBERG (né en 1905), dit Bernhard THOMAS, était passé du parti social-démocrate allemand au K.P.D., puis à la K.P.O., et, avec la

Secrétariat : Steen (3)

Ordre du jour : Préparation et perspectives de la IV^e Internationale. Conférence de la jeunesse en Hollande.

Président : Bauer.

1 - Lecture de la *motion de la délégation de la L.C.I.* pour la création d'une commission permanente et d'un bulletin, et pour l'aide à la conférence de la jeunesse.

2 - Travail préparatoire

Le travail pour la IV^e Internationale a été jusqu'à maintenant propagandiste et n'a pas eu d'importantes conséquences d'organisation. La résolution commune de la conférence de Paris en août a été reproduite par toutes les organisations signataires, dans leur presse et en partie également sous forme de tracts, dans des revues et brochures. Au lendemain de la conférence de Paris, on a concentré tous les efforts à des tentatives d'unification à l'intérieur du bloc des quatre. Le R.S.P. a adhéré à la L.C.I. Jusqu'à maintenant, la fusion des deux organisations hollandaises ne s'est pas réalisée du fait de divergences au sujet de son rythme et des conditions préalables : les deux partis travaillent à nouveau en front uni avec les organisations proches. La fusion du S.A.P. et de la section allemande de la L.C.I. n'a pas pu non plus être menée à bien jusqu'à maintenant, du fait de divergences théoriques et pratiques sur des questions de tactique révolutionnaire. L'orientation vers la construction de nouveaux partis communistes et d'une nouvelle Internationale, ainsi que l'attitude du S.I. à la conférence de Paris où il ne put parler qu'en son nom propre (4) ont été approuvées par la majorité des sections de la L.C.I. (on n'a pas d'informations, pour certaines, du fait de la distance).

minorité de cette dernière, au S.A.P. Il avait été très lié à Léon Sedov à Berlin, et lui avait cédé une pièce de son appartement pour son travail politique. Au moment où il avait émigré, il passait pour l'un des dirigeants du S.A.P. les plus proches de l'Opposition de gauche, mais n'avait pas confirmé depuis les espoirs mis en lui.

(3) Walter STEEN était le pseudonyme de l'époque de Rudolf KLEMENT (1910-1938), étudiant en philosophie à Hambourg, militant de l'Opposition de gauche depuis 1932. Du fait de ses connaissances et aptitudes en langues, il avait été choisi comme secrétaire de Trotsky à Prinkipo et continuait à travailler auprès de lui en France.

(4) A la conférence de Paris, l'Opposition de gauche avait été représentée par sa section allemande et son secrétariat international. Sa délégation, dont faisaient partie Bauer et Naville, comprenait également l'Italien Pietro TRESSO, dit BLASCO ou JULIEN (1893-1944 ?), ouvrier tailleur, qui avait été responsable du « centre clandestin » du P.C.I. sous le fascisme, puis l'un des « trois » fondateurs de la nouvelle Opposition italienne, membre du S.I. depuis février 1933.

En *Hollande*, une nouvelle opposition s'est développée à l'intérieur du P.C. et autour de lui ; elle se prépare à publier *La Nouvelle Tribune* et cherche à rejoindre le parti hollandais unifié (5). Après la capitulation de la « ligue », il n'existe plus de gauche organisée au sein de la social-démocratie hollandaise (6). En *Suède*, un membre du S.A.P. (7) a pris la parole au congrès de la jeunesse communiste indépendante. Après l'exclusion de l'I.V.K.O. (8) du parti communiste indépendant de Suède, ce dernier a connu de grandes oscillations sur la question de son orientation internationale ultérieure. Les sympathies pour la nouvelle Internationale sont très vagues. Les efforts pour un travail en commun avec le D.N.A. n'éveillent aucun écho favorable depuis que ce dernier cherche à se rapprocher de la social-démocratie scandinave.

En *Norvège*, le groupe *Mot Dag* est en complet accord avec le S.A.P., sauf sur la possibilité de gagner le D.N.A., ce qu'il affirme (9). Le S.A.P. approuve l'idée du *Mot Dag* d'entrer dans le D.N.A., mais à certaines conditions (conserver le *Mot Dag* en tant que groupe, et continuer à avoir des organes publics distincts) (10). En *Belgique*, la L.C.I. a mené des négociations en vue d'une unification avec le groupe Hennaut, mais elles ont été rompues du fait de divergences dans l'appréciation de l'expérience des dix der-

(5) Il semble qu'il s'agisse de l'opposition interne au P.C. hollandais qu'animait MANUEL, dit René VAN RIEL, un Hongrois qui avait joué un rôle dans la révolution de 1919.

(6) Le gros des éléments de gauche du parti social-démocrate hollandais l'avait quitté lors de la scission de 1932 et de la fondation de l'O.S.P.

(7) Nous savons grâce à la correspondance entre Trotsky et Walcher (archives Walcher, Stockholm) qu'il s'agissait de Willy Brandt (Cf. n. 27)

(8) L'Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition (I.V.K.O.), fondée en décembre 1930, regroupait autour de la K.P.O. brandlérienne les diverses oppositions « de droite » dans les différents P.C. Le S.K.P. de Suède y avait adhéré, mais l'avait quittée pour participer à la conférence de Paris.

(9) Le journal *Mot Dag* (L'Aube), ainsi que le groupe étroitement soudé qui était organisé autour de lui, avaient été fondés en 1921 par un groupe de militants du D.N.A. — affilié alors à l'I.C. Son principal animateur, Erling FALK (1887-1940), ancien militant des I.W.W. aux Etats-Unis, avait l'ambition de copier en Norvège le modèle de la fraction bolchevique. Il avait néanmoins soutenu Tranael dans sa rupture avec l'I.C. en 1923. Le groupe avait rompu avec le D.N.A. en 1925 quand ce dernier avait révisé ses positions antimilitaristes traditionnelles. Sympathisant de l'I.V.K.O. au début des années trente, le *Mot Dag* avait également choisi de participer à la conférence de Paris. Il envisageait une entrée dans le D.N.A. avec l'objectif de le « conquérir », à l'image de ce que le groupe Walcher-Frölich avait fait dans le S.A.P.

(10) La minorité Walcher-Frölich de la K.P.O. était entrée dans le S.A.P. sans y disposer d'un organe de tendance propre, et Trotsky lui avait reproché d'y entrer « sans drapeau ».

nières années (11). En Suisse, la K.P.O. de Schaffhouse se trouve, comme auparavant, en opposition à la direction brandlérienne et manifeste de vives sympathies pour le bloc des quatre (12). En Angleterre, l'I.L.P. continue à hésiter et à décliner (4 000 membres selon les dernières estimations (13)). Afin de le transformer en parti révolutionnaire et de le gagner à la IV^e Internationale, le S.I. de la L.C.I. a proposé l'entrée de sa section britannique dans l'I.L.P. (14). En Autriche, après la capitulation de la gauche social-démocrate, il n'existe que quelques faibles groupes d'opposition (15). La décomposition du parti communiste de Tchécoslovaquie ne fournit aucun indice d'un mouvement en direction de la nouvelle orientation ; c'est en revanche le cas au sein de la social-démocratie allemande, très mécontente, de Tchécoslovaquie (16).

(11) Sur les négociations avec la L.C.I. de Hennaut, cf. ci-dessus, pp. 58-62. L'unique résultat positif de ces discussions avait été le retour à la section belge du groupe d'Anvers — dirigé par Léon De Lee et L. Polk — déjà étroitement lié au R.S.P. de Sneevliet.

(12) L'organisation de Schaffhouse du P.C. suisse était passée presque tout entière à l'opposition brandlérienne et avait constitué l'un des noyaux de la K.P.O. suisse — avec le député Walter BRINGOLF (né en 1895), ainsi qu'une partie de l'organisation à Zürich derrière le vétéran Moritz MANDEL (1883-1938). La K.P.O. suisse disposait à Schaffhouse d'un quotidien, *Arbeiterzeitung*, dont le principal rédacteur, Paul Thalmann (Cf. n. 3, p. 81) avait des sympathies pour l'Opposition de gauche et y avait publié des articles en faveur du « nouveau parti ». Lors de la dernière conférence de l'I.V.K.O., les deux délégués suisses avaient défendu des positions proches de celles des « quatre ».

(13) Cette évaluation est très en dessous des chiffres officiellement donnés par l'I.L.P. : 16 773 en 1932, 11 092 en 1933. Il est vrai que les chiffres « officiels » sont peut-être « gonflés » : le déclin en tout cas n'était pas niable.

(14) Voir ci-dessus, n. 4, p. 57. L'unique résultat de cette initiative était pour le moment la scission de la section britannique. La majorité — une trentaine de militants derrière Reg Groves et Hugo Dewar — avait refusé l'entrée et continuait en tant qu'organisation indépendante autour de son mensuel *Red Flag*. La minorité — une dizaine de jeunes autour de D.D. Harber et Margaret Johns — n'était pas encore entrée à l'I.L.P.

(15) L'Opposition de gauche en Autriche était marquée depuis son origine par des luttes fractionnelles et était à cette époque divisée en trois groupes (Cf. n 17, p. 66).

(16) On peut s'interroger sur le bien-fondé de l'appréciation portée ici sur le parti communiste de Tchécoslovaquie, ce dernier étant alors en réalité un des rares P.C. à vivre une grave crise interne dont certains éléments auraient pu et dû être jugés positifs. A la fin de 1932 en effet, et dans les premiers mois de 1933, la direction du P.C.T. avait pris ses distances — avec mesure — vis-à-vis de la politique du K.P.D. et de l'I.C. en Allemagne. Au comité central d'octobre 1933, puis au plénum de l'exécutif de l'I.C. en décembre, la direction de cette dernière avait opéré une reprise en main : Klement GOTTWALD (1896-1953), le secrétaire général du parti, et Jan SVERMA (1901-1943) — qui avait eu antérieurement des liens avec l'Opposition de gauche — avaient fait leur autocritique. Les choses n'en restaient pourtant pas là. D'une part, l'un des anciens responsables jeunes du P.C.T., chargé du travail parmi les intellectuels, Josef Doppler, avait rejoint le groupe d'Opposition de gauche d'Otto Friedman (Lettre de Held à Trotsky, 22 septembre

En Espagne, la Jeunesse socialiste s'est prononcée pour la IV^e Internationale (17). L'extrême-gauche de la social-démocratie de France, autour de Marceau Pivert (18), a noué des liens avec le S.A.P. La conférence d'août a éveillé un profond écho dans la jeunesse, particulièrement dans la jeunesse du P.U.P. (19). Les maximalistes d'Italie, les derniers résidus de la social-démocratie italienne, avaient semblé, lors de la conférence de Paris, pencher vers le D.N.A. et n'excluaient pas, par ailleurs, un travail en commun avec les staliniens : ils ont néanmoins en partie reproduit la déclaration des quatre et l'ont commentée (20). En Pologne, l'orientation des quatre a provoqué de très vives sympathies dans l'une des organisations du Bund (21). Aux Etats-Unis, le S.A.P. a

1933, archives Sneevliet, Amsterdam). Surtout, Josef GUTTMAN (1902-1958), membre du bureau politique depuis 1929, rédacteur en chef de *Rudé Pravo* et membre du secrétariat du parti, avait refusé de suivre Gottwald et Sverma dans leur capitulation, et maintenu sa critique de la politique allemande de l'I.C. dans un mémorandum qu'il avait déposé le 9 décembre, et que le bureau politique avait condamné, le 20, en le qualifiant de « trotskyste et contre-révolutionnaire ». En prononçant, le 31 décembre, l'exclusion du parti de Guttman, le secrétariat du P.C.T. devait ajouter d'ailleurs que le texte de ce mémorandum avait été diffusé à l'intérieur du parti « grâce aux groupes trotskystes », et constater en même temps « un flottement opportuniste au sein de la J.C. ». Guttman était depuis plusieurs mois en discussions suivies avec les trotskystes de Prague, notamment Jiří KOPP (né en 1907), membre du groupe Friedman, qui avait séjourné à Prinkipo.

(17) Il y avait déjà plusieurs mois que se dessinait en Espagne le courant qui portait vers des positions de gauche une fraction importante de la direction du P.S.O.E. et de l'U.G.T. Le leader et symbole de cette tendance de gauche était Francisco LARGO CABALLERO (1869-1946), ancien ministre, jusqu'alors réformiste impénitent. Son théoricien, rédacteur en chef de la revue *Leviatán* — à laquelle collaboraient les trotskystes espagnols — était Luis ARAQUISTAIN QUEVEDO (1886-1959). La pointe avancée de ce courant était constituée par l'organisation des Jeunesses socialistes, à la tête de laquelle venait d'apparaître un jeune militant, fils d'un collaborateur de Caballero, Santiago CARRILLO Solares (né en 1915). Les J.S. avaient pris position, quoique de façon assez confuse, pour une nouvelle Internationale, et leurs dirigeants, Santiago Carrillo compris, ne dissimulaient pas leur admiration pour Trotsky.

(18) Marceau PIVERT (1895-1958), professeur à Paris, était à l'époque l'un des dirigeants de la fédération de la Seine en même temps que l'un des animateurs de la tendance de *La Bataille socialiste* qui avait mené le combat contre le groupe parlementaire et les « néos » (Cf. n. 3, p. 84). Pivert venait de se lier avec Goldenberg, membre de la direction du S.A.P., qui militait à la S.F.I.O. sous le nom de Boris Gilbert.

(19) L'organisation de jeunesse du P.U.P., la J.P.U., avait un caractère assez différent de celui de son parti, car elle était constituée de militants exclus des J.C. Elle avait des liens étroits avec les jeunesses léninistes.

(20) Nous n'avons pu retrouver le numéro de l'*Avanti!* où se fit cette publication.

(21) Il s'agit de l'organisation qui s'intitulait « Bund de gauche » dont le principal animateur en Pologne était Jozef LESTEMINSKI, dit CHMURNER (1884-1935).

entamé des discussions avec le groupe Gitlow (22) et le groupe Muste (Lore) (23).

Tous les participants ont été d'accord pour admettre la mineur des résultats, en partie parce qu'il n'a pas été fait suffisamment d'efforts, en partie parce que tous les efforts étaient consacrés aux différentes tentatives de fusion. Les liaisons internationales de l'ensemble des groupes étaient plus ou moins les mêmes. Aucun des deux partis qui appartiennent au bureau de Londres (24) n'a pu faire de rapports là-dessus car ils dépendent de l'information, et la première réunion après la conférence de Paris a été fixée au mois de janvier 1934.

3 - Perspectives du travail ultérieur

GOLDENBERG déclare qu'il est contre une création prématurée de la IV^e Internationale, mais pour une propagande qui, par sa

(22) Benjamin GITLOW (1891-1945), fils d'émigrés russes aux Etats-Unis, avait été avec John Reed l'un des fondateurs du Communist Labor Party en 1919, puis l'un des dirigeants du parti communiste unifié. Membre de la fraction Lovestone de ce parti, il en était devenu secrétaire général en mars 1928, mais en avait été exclu deux mois plus tard, toujours à l'initiative de l'I.C. Il avait été ensuite, toujours avec Lovestone, l'un des organisateurs de la C.P.O. — Communist Party Opposition, d'inspiration brandlérienne —, mais venait de rompre avec elle et de s'engager dans la voie d'un « nouveau parti », ce qui le rapprochait des quatre.

(23) Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), fils d'émigrés hollandais, d'abord pasteur protestant et pacifiste, avait été plongé dans le mouvement ouvrier à travers son soutien, d'abord humanitaire et purement matériel, des grévistes du textile de Lawrence en 1919. Il avait été ensuite pendant plusieurs années directeur pédagogique du collège ouvrier de Brookwood, conçu sur le modèle des Labour Colleges britanniques, et qui constitua au cours des années vingt l'un des lieux de rencontre entre militants ouvriers de tendances diverses intéressés par l'action politique, avant d'être étranglé par la bureaucratie de l'A.F.L. En mai 1929, A.J. Muste, qui avait beaucoup de liens dans le mouvement syndical après ses années de Brookwood et qui bénéficiait également de l'appui matériel de riches mécènes, avait fondé le Committee for Progressive Labor Action (C.P.L.A.) qui s'assignait pour tâche de combattre à l'intérieur de l'A.F.L. et de ses syndicats pour une activité militante, la démocratie syndicale et le syndicalisme d'industrie. A partir de 1930, le C.P.L.A. s'était attaché avec succès à la fondation et à l'animation de « ligues » de chômeurs qui devaient constituer un élément important des luttes sociales dans le début des années trente. Désireux de transposer sur le plan de l'organisation politique leur acquis et leur expérience pratique, les militants du C.P.L.A. décidaient quelques mois auparavant de constituer un parti, l'American Workers Party (qualifié de « national-socialiste » par la presse du P.C.A.). C'est sans doute parce que Muste, assez connu aux Etats-Unis, était pour le mouvement ouvrier européen un « homme nouveau », que le rapporteur mentionne entre parenthèses le nom plus connu d'un autre membre de son mouvement, dont le rôle était alors très secondaire, Ludwig LORE (1875-1942), émigré allemand qui avait été l'un des animateurs de l'aile gauche du P.S. américain pendant la guerre, et lié à Trotsky, et qui avait été exclu du P.C. américain en 1925 sous l'accusation — d'ailleurs sans fondement — de « trotskysme ».

(24) L'O.S.P. et le S.A.P. étaient membres de l'I.A.G. Comme le secrétariat de cette dernière était assuré par le dirigeant de l'I.L.P. Archibald Fenner Brock-

forme et son fond, doit correspondre au développement des ouvriers.

BAUER : Nous devons placer au centre de notre attention les gauches socialistes et avant tout les jeunes. Au sein de la social-démocratie, comme au sein du Comintern, des tendances concilia-trices cherchent à capturer l'opposition. Dans la lutte contre elles, nous devons poser la question de la possibilité de réformer les deux partis en question. En même temps, il nous faut, bien entendu, durcir notre combat contre les droites qui se renforcent. En outre, il faut une position claire sur les organisations nationales et internationales qui sont en dehors des deux Internationales (bureau de Londres, D.N.A.). Là-dessus, il faut d'abord être clairs entre nous. Rompre avec eux ou les rejoindre.

CRUX : La brochure de Miles, *Neu Beginnen*, s'est appropriée toute la critique dirigée par les marxistes contre la II^e Internationale, et elle exige en même temps de la gauche [qu'elle respecte] la discipline, c'est-à-dire [qu'elle laisse] les mains libres à Wels (25).

A ces gens-là, on ne peut parler qu'à coups de fouet ; la moindre concession à leur égard serait un crime.

Pour la nouvelle orientation du mouvement ouvrier mondial, il existe deux centres, un spéculatif et qui n'existe pas encore — nous — et un autre, qui existe mais qui est parfaitement illusoire — le bureau de Londres. Nous ne pouvons sortir de ce dilemme que par une liaison permanente entre nous et une rupture franche avec le centre de Londres (26). Le parti suédois veut s'appuyer sur le D.N.A., le D.N.A. sur la social-démocratie, et la social-démocratie prend depuis longtemps appui sur la société bourgeoise : devons-nous nous appuyer sur le parti suédois ? Cette chaîne a une signification sociale et politique primordiale.

way, on commençait à appeler « bureau de Londres » cette organisation elle-même.

(25) C'est au cours de l'année écoulée qu'avait paru une brochure intitulée *Neu Beginnen* (Recommencer), dont l'auteur était un militant allemand, Walter LOWENHEIM (-) qui l'avait signée du pseudonyme latin de *Miles* (Soldat), qui devait être plus tard utilisé par d'autres militants du même groupe. Löwenheim dirigeait depuis 1931 l'Organisation léniniste, formée d'anciens militants du K.P.D. Il préconisait dans sa brochure l'unité organique sous la seule forme qui lui paraissait possible après la catastrophe d'Allemagne : le rassemblement de toutes les tendances et groupes à l'intérieur du parti social-démocrate. Rappelons qu'Otto Wels (Cf. n. 5, p. 46) était le principal dirigeant en exil du parti social-démocrate allemand.

(26) Pour Trotsky, le bureau de Londres et l'I.A.G. elle-même, en tant que regroupement international indécis et centriste, constituait un obstacle à la lutte pour la construction de la IV^e Internationale.

Le camarade du S.A.P., Brandt (27), qualifie très justement Tranmael de « Louis Blanc de 1933 » (28), et évalue correctement le D.N.A., mais il tire de là des conclusions bien confuses : il faut rompre avec lui sur le plan international, mais pas sur le plan national. Ce lien-là a beaucoup nui à l'I.L.P. dans la mesure où il n'a pas voulu choisir, mais où il a proposé la construction d'une aile gauche au sein du D.N.A. En bref, pour la Suède et l'Angleterre, la clarté est nécessaire, mais pour la Norvège, seulement la confusion. Tranmael cherche à gagner du temps et trouver aussi un prétexte pour se débarrasser d'alliés qui sont devenus encombrants. Le fait qu'il n'existe pratiquement pas de gauche à l'intérieur du D.N.A. est dû 1) aux manœuvres habiles de Tranmael, et 2) à ses anges gardiens, le S.A.P. et l'O.S.P. Quand les ouvriers norvégiens voient, sur le plan international, leur Tranmael en compagnie d'honnêtes gens, ils ne songent pas à une opposition contre lui. Un discours de Schwab, il y a cent ouvriers pour l'entendre, mais le lien de Schwab avec Tranmael est décisif. Puisque les ouvriers norvégiens auront à connaître les raisons véritables de la rupture, il ne faut pas en laisser l'initiative à Tranmael. Comme l'ont fait les réformistes avec le comité syndical anglo-russe (29), il choisira le prétexte et le moment avantageux pour lui. La rupture, précisément, est nécessaire pour la construction d'une gauche. Mais l'I.A.G. l'empêche, et, du coup, elle est devenue un facteur réactionnaire.

En ce qui concerne la défaite allemande, ce qui a été décisif, c'était la faillite du Comintern, puisqu'il n'y avait pas d'autre issue que révolutionnaire. Mais, face au fascisme victorieux, les avantages de la démocratie ont revêtu d'autant plus d'éclat. C'est pour cette raison que les masses ouvrières, qui se sont mises en mouvement, se dirigent surtout vers la social-démocratie, et que seule une infime fraction se dirige vers nous. Mais le caractère de catastrophe de ce mouvement va bientôt conduire la social-démocratie à de nouvelles scissions. Apporter de l'aide aux Miles

(27) Willy BRANDT était le pseudonyme de Herbert FRAHM (né en 1913), dirigeant des jeunesses du S.A.P. et son principal responsable en Norvège où il avait émigré.

(28) Louis BLANC (1811-1882), écrivain et journaliste socialiste, auteur de *L'Organisation du Travail*, membre du gouvernement provisoire en 1848 en France, avait donné à ce gouvernement bourgeois une caution « socialiste » et « ouvrière ».

(29) Le comité syndical anglo-russe, dont Trotsky et l'Opposition unifiée avaient vainement demandé la rupture pendant des années, avait finalement été dissous, mais à l'initiative des dirigeants syndicaux britanniques, à la suite... de la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. décidée par le gouvernement conservateur.

et aux Louis Blanc en leur permettant de jouer à cache-cache ne peut que retarder ce processus.

Dans les époques de crise, la classe ouvrière est toujours pénétrée de sentiments d'hostilité à l'égard des scissions et favorable à l'unité. A la conférence bolchevique de 1917, Lénine n'a obtenu qu'une seule voix pour la III^e Internationale, la sienne (30). Il nous faut inlassablement continuer à chercher à convaincre les ouvriers de la nécessité de la nouvelle Internationale, et d'abord les ouvriers avancés. Dire que la IV^e Internationale est prématurée, c'est dire que la lutte des classes est prématurée. Entre cet état d'esprit et les faits, les ciseaux sont largement ouverts. Nous invitons nos alliés à se servir plutôt d'un rasoir, mais, naturellement, ne prenez pas cela pour un ultimatum.

La revue théorique commune a malheureusement été sabotée par le S.A.P. (31).

SCHWAB : Après le tournant politique opéré par l'Opposition de gauche, le S.A.P. espérait également qu'elle opérerait un tournant dans sa tactique. Cette espérance a été vaine. A la conférence de Paris, les camarades de l'Opposition de gauche, par les mêmes méthodes sectaires et stériles bien connues qui sont les leurs, ont empêché que les quatre organisations apparaissent unies et soudées, ce qui ne pouvait être réalisé que sur la base d'une attitude commune vis-à-vis de la résolution de Bruxelles de la majorité. Si le S.A.P. avait suivi les conseils de l'Opposition de gauche, nous n'aurions pas aujourd'hui la signature de l'O.S.P. (32).

(30) Le point 17 des « Thèses d'avril » de Lénine se prononçait pour la création de la III^e Internationale, le point 18 contre la réunification avec les mencheviks, le point 19 pour le changement de nom du parti de « social-démocrate » en « communiste ». C'est sur ce dernier point que Lénine fut totalement isolé dans un vote de la conférence d'avril 1917. Au cours de la même conférence, il vota également contre la résolution décidant du maintien de l'adhésion du parti bolchevique à l'organisation Zimmerwaldienne, avec les centristes. Il écrivait, le 28 mai 1917 : « En restant à Zimmerwald, nous contribuons à... retarder la formation de la III^e Internationale. »

(31) Cf. ci-dessus, pp. 31-32. Walcher et le S.A.P. avaient pratiquement fait de la présence des brandlériens — ou du moins de leur invitation — une condition de la mise sur pied d'une revue théorique commune.

(32) Il s'agit de la divergence qui s'était exprimée entre les quatre au sujet de l'attitude à adopter vis-à-vis de la résolution générale finale de la conférence de Paris. Dans un premier temps, le S.A.P. et l'O.S.P. s'étaient prononcés pour un vote en sa faveur et l'Opposition de gauche avait annoncé qu'elle voterait contre. Au cours d'une tentative de conciliation, le S.A.P. avait proposé que les quatre s'abstiennent. L'Opposition de gauche avait refusé, et l'O.S.P. menacé de retirer sa signature au bas de la déclaration, si le S.A.P. se séparait de lui sur cette question. Selon Boris Goldenberg, c'était P.J. Schmidt qui avait proféré cette menace au nom de l'O.S.P.

Le caractère « au-dessus des partis » de la revue projetée était depuis longtemps reconnu par tous. Mais, pour l'Opposition de gauche, l'idée d'une revue « au-dessus des partis », comme la résolution de Bruxelles en août, est devenue tout d'un coup réactionnaire. Il faut inviter également la K.P.O. à y collaborer, car il y a derrière ses dirigeants des milliers d'excellents camarades. Bien entendu, ses dirigeants vont refuser, mais c'est précisément pour cette raison qu'il y aura opposition aux dirigeants. Mais quand le camarade T(rotsky) est resté seul dans son refus, l'éditeur lui-même s'est retiré (33).

Nous ne pouvons admettre que la question soit posée sous la forme : bureau de Londres ou bloc des quatre. Le rasoir ne servira que ceux qui ont intérêt à empêcher la révolutionnarisation du D.N.A. L'I.A.G., avec Tranmael, ne joue absolument aucun rôle en Norvège. En revanche, la rupture y trouverait l'écho le plus grand. Selon ces règles-là, la minorité de la K.P.O. n'aurait pas dû non plus entrer dans le S.A.P. (34). Tout cela ne fait que refléter le caractère anormal des conditions présentes. Au sein du bureau de Londres, il faut exercer la plus grande influence possible. Mais il faut avoir le courage de dépasser des arguments apparemment justes, comme nous l'avons fait en entrant dans le S.A.P. L'expérience a montré que nous avons eu raison. En eux-mêmes, les partis réformistes ne sont pas imprenables, voir l'U.S.P.D. (35). Ce ne sera certainement pas le cas avec le D.N.A., mais, si nous ne faisons pas de sa conquête notre objectif, nous ne rencontrerons aucun écho.

(33) L'entreprise de la publication d'une revue commune exigeait d'abord des moyens autonomes de financement (Cf. n. 43). On peut supposer que l'éditeur était particulièrement intéressé par la présence de Trotsky dans le groupe initiateur et que le refus de ce dernier enlevait tout intérêt à l'entreprise à ses yeux. Mais il n'était pas non plus disposé à financer une revue « trotskyste ».

(34) Walcher fait allusion à la décision prise par la minorité de la K.P.O., dont il était le principal dirigeant, d'entrer en 1932 dans le S.A.P., alors un parti social-démocrate de gauche.

(35) L'U.S.P.D. (parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) avait été fondé à Pâques 1917 après l'exclusion du S.P.D. des organisations ralliées à l'opposition pacifiste « centriste ». Ses fondateurs avaient cherché à ressusciter en lui le vieux parti social-démocrate unifiant dans le même cadre toutes les tendances, et faiblement centralisé. Les spartakistes y avaient adhéré en 1917, le quittant en décembre 1918 pour fonder le K.P.D. (S) avec les « radicaux » de Brême (I.K.D.), lesquels s'en étaient tenus à l'écart en 1917. Mais, au sein de l'U.S.P.D. devenu un parti de masse — un million d'adhérents —, s'était développé un fort courant pour l'adhésion à l'I.C. C'est au congrès de Halle en septembre 1920 que la majorité de l'U.S.P.D. décida d'accepter les 21 conditions et de rejoindre l'I.C., ce qui provoqua le départ de son aile droite et le « maintien » par elle de ce qui restait de l'U.S.P.D.

DE KADT : Plus importants que ce dont a discuté jusqu'à maintenant sont les principes de base de la future Internationale. L'Opposition de gauche veut seulement faire accepter sur le plan international ses propres principes, et elle ne considère la IV^e Internationale que comme un élargissement de la L.C.I. L'O.S.P. et le S.A.P. ne se situent pas entre l'idée de la nouvelle Internationale et le bureau de Londres, mais, sans équivoque, derrière la première. Nous ne voulons absolument pas rester à tout prix dans le bureau de Londres. Les faits concrets provoqueront la rupture. Le télégramme au D.N.A. pour sa victoire électorale (36) tenait plus de la menace que des félicitations. Nous ne devons pas attaquer les réformistes de gauche de telle façon que les ouvriers formés eux-mêmes ne le comprennent pas. Il faut élargir la déclaration des quatre aux principes en matière de tactique. Le remarquable article de T(rotsky) sur « Nos tâches actuelles » est en contradiction avec l'attitude de l'Opposition de gauche vis-à-vis du D.N.A. (37), etc. On ne peut rien faire à coups de fouet. Derrière les chiens de garde, il y a des hommes, dont nous attendons tout. Pour le fouet, il viendra plus tard un autre moment plus opportun. La critique ne doit pas pour autant être moins sévère. Le programme non plus n'est pas tout. Beaucoup ne le signent que pour l'ignorer en pratique. Il y a au sein de la nouvelle Internationale une Internationale distincte (L.C.I. + R.S.P.). Ce serait une situation impossible si nous voulions construire tout de suite la nouvelle Internationale. Nous ne sommes pas aussi proches les uns des autres que nous pensions l'être à Paris (38). (DE KADT parle du centre technique et du bulletin). Il ne faut pas mesurer l'Internationale à venir avec des mesures toutes faites. A la conférence de la jeunesse de février (39), il est possible que de bonnes résolutions soient adoptées, mais nous ne devons pas oublier que

(36) Les élections de septembre 1933, en Norvège, avaient vu une importante progression du D.N.A. dont le pourcentage des voix passait de 31 % en 1930 à 40 %. Nous n'avons pu retrouver le télégramme auquel il est fait allusion. Rappelons cependant que Fenner Brockway, un des principaux dirigeants du bureau de Londres, jugeait ce parti « perdu » pour cet organisme dès 1932. Cf. A. FENNER BROCKWAY, *Inside the Left*.

(37) L'article en question est reproduit ci-dessus, p. Trotsky y analyse le courant qui porte temporairement les masses vers la social-démocratie. De Kadt juge contradictoire et sectaire l'attitude de l'Opposition de gauche exigeant la « rupture » avec le D.N.A. de Tranmael qui s'oriente, lui aussi, vers la social-démocratie.

(38) Allusion à la conférence de Paris d'août 1933 et à la « déclaration des quatre ».

(39) Il s'agit, bien sûr, de la conférence de la jeunesse prévue pour février 1934.

cette jeunesse est très faible, et pas du tout symptomatique de la classe ouvrière.

SNEEVLIET : A la conférence de Paris, il y avait sept organisations pour l'idée de la nouvelle Internationale, mais, là-dessus, trois (le P.C. indépendant de Suède, Maurin et le Leninbund (40)) étaient contre la déclaration des quatre. A l'intérieur du bloc des quatre lui-même, il y avait deux groupes, dont l'un se situait sur un pied derrière une résolution qui contredit tellement la déclaration des quatre que Tranmael a pu l'interpréter comme opposée à la nouvelle Internationale, et voter pour elle ! Mais ce groupe lui-même n'est pas unanime non plus. Le S.A.P. est pour l'entrée des quatre organisations [dans le bureau de Londres], et l'O.S.P. est prêt à en sortir et prédit sa mort... En réalité, l'O.S.P. et le S.A.P. veulent garder la porte ouverte à un nouveau développement.

Le Comintern s'est finalement décidé pour un nouveau congrès mondial en 1934. Il nous faut dépasser le stade de la reconnaissance platonique de la nouvelle Internationale, donner un contenu positif à la conférence de février, et alors nous régirons ce congrès du Comintern.

La discussion sur le sectarisme, la tactique vis-à-vis du D.N.A., est tout à fait secondaire. (SCHWAB : Même dans le D.N.A. et le bureau de Londres, il y aurait les mêmes divergences). Le programme de la nouvelle Internationale n'est pas tout fait, mais devra être élaboré dans la pratique du travail intellectuel de préparation. SNEEVLIET appuie la « motion » [de l'Opposition de gauche]. C'est avec du « sectarisme » qu'on a fait l'histoire du monde. Pour mars, il faut d'ores et déjà préparer une conférence la plus importante possible. L'organisation de jeunesse qui invite à la conférence en préparation est tout à fait indépendante de l'O.S.P. Sans notre aide, la conférence ne sera qu'une caricature.

CRUX : Quand on parle des erreurs tactiques à la conférence de Paris, on ne doit pas oublier que ce sont les Anglais, avec l'aide de l'O.S.P. et la complaisance du S.A.P., qui ont empêché le vote sur notre résolution (41) et, ce faisant, facilité le jeu de ceux qui ne

(40) Sur le P.C. indépendant de Suède, Maurin et la F.C.I., voir ci-dessus, n. 18, p. 67, et n. 3, p. 70. Le Leninbund avait été la première « Opposition unifiée » en Allemagne. Il avait été déchiré par une suite ininterrompue de scissions. Ce qu'il en restait, le petit groupe émigré autour d'Urbahns, s'était prononcé à la conférence de Paris en faveur du principe de la nouvelle Internationale, mais sur des bases à découvrir.

(41) Trotsky revient ici pour la première fois sur le déroulement concret de la conférence de Paris. Sur ce point, la version de Walcher était que le texte des qua-

voulaient pas montrer leur couleur véritable. Dès le début, la résolution de Bruxelles n'était pas si insignifiante que cela ; une résolution sur laquelle des organisations d'orientation opposées s'étaient mises d'accord ne pouvait qu'être et était effectivement déjà compromettante en juin. On ne peut conclure avec le D.N.A. des accords pratiques, mais signer avec Tranmael, cette canaille de spéculateur, une résolution sur le destin du mouvement ouvrier international, cela frise le crime. (SCHWAB : Le S.A.P. non plus n'aurait pas signé la déclaration des quatre s'il avait connu les secrets desseins de l'Opposition de gauche) (42). Maintenant, vous avez tourné à droite. A gauche, vous n'adressez que des menaces, vous montrez le poing ; mais avec la droite, vous êtes bons amis !

En ce qui concerne la revue, seule la position de notre secrétariat international était correcte. G(umperz) (43) donnait tout à fait l'impression qu'il était d'accord pour publier une revue de discussion sur la base des quatre organisations, avec, au comité de rédaction, une majorité de partisans de la IV^e Internationale et une minorité pas hostile. C'est alors que Schwab a demandé qu'on y fasse entrer les brandlériens. Pourquoi pas Manuilsky (44), le patron, à la place de son laquais Brandler ? Il y a certainement derrière lui également beaucoup de braves gens. Une revue sans plate-forme, c'est une illusion. Nous sommes prêts à prendre en considération toute plate-forme autre que la nôtre et celle des quatre (SCHWAB se déclare prêt sur cette base à négocier une fois de

tre, primitivement conçu comme une « déclaration », avait été transformé en une « résolution », à soumettre au vote des participants. Mais à la commission des résolutions, il avait été refusé en tant que telle par l'I.L.P. parce qu'il n'en existait pas de traduction anglaise. L'O.S.P. avait soutenu le point de vue de l'I.L.P., exprimé par John Paton, et Walcher, en l'absence de Sneevliet, s'était incliné devant le *veto* de l'O.S.P. et de l'I.L.P. Mais il s'était ultérieurement adressé à Trotsky pour se plaindre que Naville et Blasco, protestant le lendemain contre le refus de mettre au vote le texte des quatre, avaient été sectaires et violents. L'interprétation que donne ici Trotsky est simple : le *veto* de l'I.L.P. était politique, l'absence de traduction anglaise un mauvais prétexte ; l'O.S.P. avait appuyé la manœuvre de l'I.L.P., et le S.A.P. avait laissé faire. Nous avons indiqué dans le volume 2 des *Œuvres (juillet-octobre 1933)* que cette interprétation de Trotsky était la bonne. La manœuvre de l'I.L.P. a été reconnue des années plus tard par John Paton, son porte-parole, dans ses mémoires, *Left Turn !*, pp. 404 sq, où il se glorifie du succès qu'elle lui valut.

(42) Cette remarque de Walcher semble indiquer que les quatre sont au bord de la rupture.

(43) Julian GUMPERZ (1899-1972), allemand né aux Etats-Unis, avait été membre du K.P.D. et journaliste à *Die Rote Fahne*, puis collaborateur de l'Institut für Sozialforschung de Francfort (école de Francfort). Il disposait d'une fortune personnelle.

(44) Dimitri Z. MANUILSKY (1883-1959), militant en 1903, bolchevik en 1905, avait quitté le parti et milité pendant la guerre dans le groupe de Trotsky. Il y était

plus avec G(umperz). G(umperz) était de toute façon prêt, au cas où la revue échouait, à publier des brochures.

Qu'auraient dit nos alliés si nous nous étions liés au bureau d'Amsterdam contre la guerre (45) ? Car il est tout autant un agent de la III^e Internationale que l'est Tranmael de la II^e. Il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir quand fonder la IV^e Internationale, mais de travailler avec deux fois plus de vigueur à sa construction. Ce serait un non-sens que de proclamer quelque chose qui n'est pas mûr (46). Chacun a le droit et le devoir de chercher à convaincre les autres. Personne ne nous prendrait au sérieux si nous n'essayions pas de faire de nos principes ceux de la nouvelle Internationale. Nous ne voulons forcer ni rien, ni personne, et encore moins les faire passer en contrebande. Si nous prenons maintenant une position de principe sur toutes les questions, nous gagnerons mille fois plus de temps qu'en courant derrière Tranmael. En dehors de nous, personne ne peut le faire. Non que les autres soient stupides, mais tous, ensemble comme isolément, sont compromis et doivent tromper les ouvriers. Le moment de fonder la IV^e Internationale dépendra aussi des événements. Soyons impatients de travailler, mais pas d'obtenir des résultats !

GOLDENBERG : Avec les gens de gauche avec lesquels nous voulons fusionner, nous pouvons parler entre nous, mais avec ceux de droite, sans renoncer à notre point de vue, il nous faut être polis pour avoir l'oreille des masses qui sont derrière eux. La résolution de Bruxelles ne dit peut-être rien à l'avant-garde, mais elle dit quelque chose aux masses. Précisément parce que l'avant-garde est en avance sur les masses, cette résolution ne peut pas être réactionnaire. Quand Seydewitz a signé la déclaration de principes du S.A.P., il s'est compromis, mais pas nous, puisqu'il se mettait ainsi en contradiction avec ses propres actes. Le fouet ne peut que rebuter les lecteurs de Miles, et, avec toute la fermeté sur le fond, nous pouvons être souples dans la forme. En réalité, la III^e Internationale a été construite sur la révolution d'Octobre (47) (CRUX :

revenu en 1917, et, à partir de 1919, avait rempli plusieurs missions pour le compte de l'I.C., qui l'avait porté à son secrétariat en 1926. Il était à l'époque le porte-parole de la direction de l'I.C., mais en fait un simple exécutant.

(45) Il s'agit du bureau créé après le congrès international d'Amsterdam contre la guerre en 1932.

(46) Telle est incontestablement la position de Trotsky, qu'il répète inlassablement sans pouvoir cependant empêcher ses adversaires de clamer qu'il est en faveur d'une proclamation « immédiate », donc « prématurée » de la IV^e Internationale.

(47) Cet argument repris ici par Goldenberg avait été employé à Paris en août par Maurin.

Sans le travail inlassable de Lénine en faveur de la III^e Internationale, la révolution d'Octobre aurait été impossible. Sa fondation elle-même n'a été qu'un acte formel). Les discussions commenceront à l'intérieur du D.N.A. quand Tranmael aura rompu avec nous, pas quand nous aurons rompu avec lui.

BAUER souligne que les organisations signataires de la déclaration des quatre se fondent déjà sur certains principes et qu'on ne peut reprocher à la L.C.I. de s'y tenir. La peur de ne jouer qu'un rôle de second plan dans le travail en commun et l'unification joue, de façon injustifiable, un rôle de frein dans l'esprit de certains dirigeants.

Le S.A.P. reconnaît également qu'une coexistence prolongée des deux centres est impossible. Le bureau de Londres n'est qu'un ramassis paralytique de tendances contradictoires. Sur la base de la déclaration des quatre, en tout cas, il était impossible d'y entrer. L'I.L.P. ne peut pas aller à la II^e Internationale (DE KADT : Non, à la III^e !) (CRUX : Même cela constituerait un pas en avant. Au bout de quelques mois, il y aurait scission et une partie d'entre eux viendrait inéluctablement vers nous). Nos propositions « sectaires » sont infiniment plus riches que la politique des « vieux praticiens ». Il dépose un projet de motion de la L.C.I.

SCHWAB : Le bureau de Londres ne sera qu'une source d'information et il disparaîtra si la L.C.I. reste à l'écart. Mais trois des organisations qui en font partie ont traversé un processus de révolutionnarisation, et, avec elles, le bureau peut être transformé en un organisme qui fonctionne réellement. S'il meurt, personne n'en profitera.

Si Gu(mperz) est l'éditeur de la revue, nous n'assumons pour elle aucune responsabilité. Est-ce qu'on ne pourrait pas inviter les brandlériens comme minorité de la rédaction ? (CRUX : Non. Vous préférez rompre avec nous que de rompre avec les brandlériens. CRUX demande son opinion à De KadT. Pas de réponse. CRUX : on ne peut pas se cacher dans le dos de Gu(mperz). Politiquement nous sommes tous responsables). A force de démasquer, le P.C. et l'Opposition de gauche n'ont fait que s'isoler eux-mêmes. Il faut tenir compte de ce que lecteurs et auditeurs peuvent comprendre. En dépit de chances égales, l'Opposition de gauche n'a réussi nulle part à prendre pied dans le S.A.P. (48). Même

(48) Allusion aux tentatives de l'Opposition de gauche allemande de constituer une « fraction » au sein du S.A.P. : elles n'avaient, semble-t-il, donné de résultats qu'à Francfort. Mais une faible partie des militants seulement y avaient été employés.

Trotsky, en dépit de sa grande personnalité, est tout seul au monde. Il est devenu clair que la stérilité de l'Opposition de gauche ne provient pas seulement du fait qu'elle est née en tant que fraction du P.C. Nous ne mettons pas en question les idées de l'Opposition de gauche, ni son droit de les réaliser, mais l'écart entre ses bonnes intentions et le caractère dérisoire de ses réalisations organisationnelles.

CRUX : C'est la révolution qui est isolée, et nous tous avec elle. Dans le S.A.P., vous étiez une étape nécessaire. Vous savez tous très bien qu'il n'y a pas de dictature dans notre organisation. Nos grands maîtres, eux aussi, étaient au début entourés d'un petit cercle de jeunes camarades.

DE KADT : Le R.S.P. ne fait que jouer avec Trotsky, mais il est en réalité très en dessous du trotskysme (49). On s'apercevra bientôt qu'il est en réalité formé de syndicalistes franchement à droite. Ces questions-là sont plus importantes que celle du D.N.A. Dans la mesure où, jusqu'à maintenant, nous avons affaire à une Internationale qui reste à créer, nous aurons à rester un certain temps dans le bureau de Londres, jusqu'à sa fin naturelle. La résolution qui annoncerait notre départ ne rencontrerait guère d'écho parmi les ouvriers. On attribue aussi ici beaucoup trop d'importance aux résolutions, car il ne faut pas, à travers un véritable extrémisme dans les questions programmatiques, négliger le travail pratique. La L.C.I. a parfaitement le droit de lutter pour ses idées, mais les événements des dernières années n'ont certainement pas prouvé que ses positions avaient toutes été justes. Au 7^e congrès mondial, nous ne jouerons aucun rôle important. Le travail programmatique a évidemment une grande importance, mais si nous ne cherchons pas aussi à nous occuper du travail pratique, nous ne gagnerons pas l'élite du prolétariat, mais seulement les fanatiques de la discussion en soi. *De Nieuwe Weg* en Hollande est presque la réalisation de l'idée de la revue de discussion : ses principes sont ceux du socialisme révolutionnaire, on y défend la résolution des quatre, le comité de rédaction est formé d'une majorité de l'O.S.P. et du R.S.P. (50).

(49) Jacques De Kadt, sans doute pour les besoins de sa propre politique dans l'O.S.P., ménage de toute évidence Trotsky et cherche avant tout à isoler Sneevliet et le R.S.P. Il connaissait en effet l'hostilité de Trotsky aux aspects « syndicalistes » de la politique du R.S.P. et au maintien de ses militants dans le N.A.S. (Cf. n. 6, p. 75). Pourtant, dans ses souvenirs (ci-dessus note 26), il oublie ce détail qui fut l'axe de son intervention et ne se souvient que de sa polémique contre Trotsky.

(50) *De Nieuwe Weg* était la revue mensuelle dirigée par De Kadt, et qui était ouverte au R.S.P.

2. La commission technique a mandat d'établir la question de la possibilité de la création d'un organe de discussion avec la participation du camarade Gumperz.

3. Il serait souhaitable de créer à Amsterdam une sous-commission de représentants des quatre organisations de jeunesse afin d'aider les initiateurs de la conférence de la jeunesse.

4. La conférence se tiendra le 25 février. Les thèses correspondantes de la L.C.I. doivent être envoyées aux autres organisations jusqu'au 15 janvier. Les réponses, amendements, etc., sont acceptées jusqu'au 1^{er} février.

5. La commission technique doit élaborer pour le 28 janvier l'ordre du jour de la conférence. Celui-ci doit comprendre au moins les points suivants :

1. Travail pour la IV^e Internationale.

2. Thèses programmatiques.

3. Manifeste.

6. La commission technique doit publier un questionnaire sur la condition du mouvement ouvrier dans les différents pays comme prévu dans la déclaration des quatre.

S.A.P., O.S.P., R.S.P., L.C.I. (B.L.)

UNE CONFÉRENCE DU BLOC DES QUATRE (1)

(30 décembre 1933)

A la fin de décembre s'est tenue une conférence préparatoire des quatre organisations — la Ligue communiste internationaliste, le S.A.P. allemand, le R.S.P. et l'O.S.P. hollandais — qui avaient signé en août dernier une déclaration en faveur de la IV^e Internationale.

La délégation des communistes internationalistes (bolcheviks-léninistes) a fait la « proposition » suivante, laquelle a été acceptée en substance :

Proposition de la délégation des communistes internationalistes

« A la conférence d'août à Paris, le bloc des quatre organisations (trois nationales et une internationale) a été formé dans le but de préparer l'unification de l'avant-garde prolétarienne internationale dans une nouvelle Internationale. La résolution commune des quatre organisations déclarait : « Les soussignés s'engagent à employer toutes leurs forces pour constituer dans le délai le plus bref cette Internationale sur la base solide des principes théoriques et stratégiques établis par Marx et Lénine. »

Dans la même résolution, les quatre organisations se sont engagées à créer une *commission permanente* et à entreprendre l'élaboration des *documents programmatiques* de la nouvelle Internationale.

Peu après la conférence de Paris — des efforts ont été faits pour, sans la limiter au bloc, s'engager sur la voie de la fusion des organisations correspondantes : le S.A.P. et la section de la Ligue

(1) T 3 634. *Biulleten Oppositsii* n° 38/39, février 1934. Cet article, ainsi que la déclaration qui en est l'essentiel, sont de la plume de Trotsky et constituent tout ce qui fut rendu public à l'époque sur la préconférence du 30 décembre : selon Louis Sinclair, il n'en existe qu'une traduction en portugais, faite par la section brésilienne.

communiste internationaliste en Allemagne, l'O.S.P. et le R.S.P. en Hollande. A l'étape actuelle, ces deux tentatives n'ont pas abouti au résultat souhaité. Ce fait en lui-même n'a rien de décourageant. Si la réalisation de l'unification s'avérait impossible dans l'immédiat, il faudrait la préparer consciencieusement par une discussion de principes d'une part et des accords pratiques de l'autre. Il serait bien entendu impardonnable, pour ne pas dire criminel, de s'en tenir à l'isolement et à l'hostilité parce qu'une unification complète s'est révélée pour le moment hors d'atteinte. La création de la *commission permanente* s'est avérée jusqu'à maintenant irréalisable, en grande partie pour les raisons indiquées ci-dessus : l'attention était avant tout concentrée sur le problème de l'unification complète. Nous considérons cependant que, maintenant que la perspective de l'unification totale a pris un caractère plus lointain, il n'est plus possible de remettre la constitution de la commission permanente. A cette étape de notre travail en commun, cette commission ne pourrait pas encore revendiquer le rôle de centre politique dirigeant, mais pourrait et devrait assurer l'échange permanent d'informations, articles, etc., préparer les conférences comme celle d'aujourd'hui, faciliter le travail collectif dans tous les cas où c'est possible, et enfin veiller à ce que la discussion se mène loyalement, entre camarades.

En ce qui concerne l'élaboration des *documents préparatoires*, il a été fait jusqu'à maintenant un travail préparatoire considérable. En dehors de la déclaration des quatre, que nous considérons comme un document de la plus haute importance politique, notre dossier contient jusqu'à présent :

- a) Un projet consacré au problème des causes économiques et sociales de l'effondrement du réformisme (présenté par un camarade du S.A.P.) ;
- b) Une étude de l'évolution du capitalisme américain (par la direction de la Communist League of America) ;
- c) « La IV^e Internationale et l'U.R.S.S. » (par la section russe des bolcheviks-léninistes) ;
- d) « La Quatrième Internationale et la guerre » thèses présentées par le Secrétariat international de la Ligue communiste internationaliste ;
- e) Une série de travaux consacrés aux différents problèmes de la révolution ou à la situation dans certains pays. (« Fascisme et démocratie », par la section italienne de la L.C.I., « La situation en Belgique », par la section belge de la L.C.I., etc.) ;

f) Le projet de plate-forme d'unification entre l'O.S.P. et le R.S.P. Bien que ce document n'ait pas directement atteint son objectif pratique, il conserve néanmoins toute sa signification et montre le chemin de l'avenir.

Si l'élaboration des documents programmatiques de la future Internationale avance plus lentement que nous ne l'avions supposé et souhaité, elle progresse cependant de façon continue. Nous pouvons en tout cas dire en toute confiance que le travail programmatique et tactique que nous sommes en train d'effectuer constitue le travail principal de préparation de la nouvelle unification révolutionnaire du prolétariat. Tout ce que les II^e et III^e Internationales font pendant cette période, ce sont des documents d'auto-justification bureaucratique, dénués de toute valeur théorique ou révolutionnaire.

Nous considérons qu'il faudra organiser de façon plus correcte le travail à venir sur les documents programmatiques. Il est nécessaire à cette fin de mettre sur pied un *Bulletin* des quatre organisations, consacré à l'information et à la discussion. Ce bulletin doit ouvrir la voie pour un *futur organe théorique*.

Nous attachons une énorme importance à l'initiative prise par l'O.S.P. à travers son organisation de jeunesse dans le but de convoquer la conférence internationale de jeunesse. Les faits attestent que la jeunesse ouvrière de différents pays sympathise bien plus avec l'idée d'une IV^e Internationale que les partis officiels auxquels cette jeunesse adhère. Il n'est pas nécessaire d'insister pour comprendre que cette circonstance en elle-même comporte une importante promesse de futurs succès pour nous. L'une des tâches les plus importantes du bloc des quatre, et en particulier de cette conférence, c'est d'aider nos organisations de jeunesse à convoquer une conférence internationale aussi large que possible, ce qui constituera une étape importante vers la création d'une nouvelle Internationale de la jeunesse.

Telles sont les tâches que, pour notre part, nous proposons à la présente conférence. »

ANATOLE VASSILIEVITCH LUNATCHARSKY *

(1^{er} janvier)

* T 3635 — Ce texte est accessible dans Léon TROTSKY, *Littérature et révolution*, Paris, U.G.E. (10/18), 1974, pp. 304-310.

POUR LA IV^e INTERNATIONALE (1)

(5 janvier 1934)

J'apprends que l'I.L.P. s'est considérablement affaibli au cours de la dernière période. On me dit que ses effectifs seraient tombés à 4 000. Il est possible et même probable qu'il y ait quelque exagération dans ce compte rendu (2). Mais la tendance générale [qu'il indique] ne me paraît pas invraisemblable. Je dirai plus : la direction de l'I.L.P. porte une lourde part de responsabilité dans l'affaiblissement de cette organisation devant laquelle se sont ouvertes et — je veux l'espérer — s'ouvrent encore de vastes perspectives.

Si un ouvrier qui vient de s'éveiller à la vie politique cherche une organisation *de masse*, sans bien distinguer encore programmes et tactiques, il rejoint tout naturellement le Labour Party. Des ouvriers déçus par le réformisme et exaspérés par les trahisons des dirigeants politiques et syndicaux ont plus d'une fois cherché — et dans une certaine mesure continuent aujourd'hui à chercher — à rejoindre le parti communiste derrière lequel ils entrevoyaient l'image de l'Union soviétique. Mais quel ouvrier rejoindra l'I.L.P. ? Quels sont exactement les motifs politiques qui le poussent à franchir ce pas ?

Il me semble que les dirigeants de l'I.L.P. n'ont pas encore clairement formulé pour eux-mêmes la réponse à cette question cruciale. Les masses laborieuses ne s'intéressent pas aux ombres portées, ni aux détails, mais aux grands événements, aux mots d'ordre clairs, aux drapeaux qui se voient de loin. Qu'en est-il du drapeau de l'I.L.P. ? Cela ne va pas. Je le dis avec un profond

(1) T 3637. *The Militant*, 27 janvier 1934. Trotsky utilisait le journal de la section américaine pour s'adresser aux militants de l'I.L.P. Ce texte est présenté comme une « lettre à un militant de l'I.L.P. », mais Trotsky utilisait souvent la « lettre » comme un procédé littéraire.

(2) Cf. ci-dessus, n. 13, p. 135.

regret, mais il faut le dire. Dissimuler les faits ou les enjoliver serait rendre à votre parti un triste service.

L'I.L.P. a rompu avec le Labour Party. C'était correct. Si l'I.L.P. voulait devenir le levier révolutionnaire, il ne lui était pas possible de laisser le manche de ce levier aux mains de bourgeois carriéristes profondément opportunistes. *Une indépendance politique et d'organisation complète, inconditionnelle, du parti révolutionnaire, est la première condition de son succès.*

Mais, tout en rompant avec le Labour Party, il fallait tout de suite se retourner vers lui. Bien entendu, pas pour faire la cour à ses dirigeants, leur adresser des compliments aigres-doux ou même passer sous silence leurs crimes — non, seuls des centristes sans caractère se prenant pour des révolutionnaires cherchent une voie vers les masses en *s'adaptant* à leurs dirigeants, en les flattant et en les assurant à chaque instant de leur amitié et de leur loyauté. Une politique qui mène tout droit dans le marais de l'opportunisme. Il faut trouver la voie vers les masses réformistes non par la grâce de leurs dirigeants, mais contre eux, parce que les dirigeants opportunistes ne représentent pas les masses, mais seulement leur arriération, leurs instincts serviles, et finalement leur confusion. Mais les masses ont d'autres traits, progressistes, révolutionnaires, qui cherchent une expression politique. C'est dans la lutte entre programmes, partis, mots d'ordre et dirigeants, que l'avenir des masses s'oppose le plus clairement à leur passé. *Instinctivement*, les masses travailleuses sont toujours « pour l'unité ». Mais, à côté de l'instinct de classe, il y a aussi l'expérience politique. Une dure expérience enseigne aux ouvriers qu'une rupture avec les réformistes est la condition préalable de l'unité réelle, laquelle n'est possible que *dans l'action révolutionnaire*. L'expérience politique instruit d'autant mieux et d'autant plus vite que le parti révolutionnaire sait interpréter cette expérience pour les masses avec plus de fermeté, de logique, plus de conviction et de clarté.

La méthode léniniste du front unique et la fraternisation politique avec les réformistes s'excluent l'une l'autre. *Des accords pratiques temporaires de combat* avec des organisations de masses, même dirigées par les pires réformistes, sont, pour un parti révolutionnaire, inévitables et obligatoires. Mais des alliances politiques durables avec des dirigeants réformistes, sans programme défini, sans tâches concrètes, sans la participation des masses elles-mêmes à des actions militantes, constituent le pire

type d'opportunisme. Le comité anglo-russe restera pour toujours l'exemple classique d'une telle alliance démoralisante (3).

L'un des ponts importants vers les masses est constitué par les syndicats où l'on peut et doit travailler sans s'adapter aux dirigeants, et, au contraire, en luttant contre eux de façon irréconciliable, ouvertement ou sous le manteau, selon les circonstances. Mais, en dehors des syndicats, il y a mille et une manières de participer à la vie quotidienne des masses — à l'usine, dans la rue, dans les organisations sportives, même à l'église et au café —, à condition d'accorder la plus extrême attention à ce que les masses ressentent et pensent, à la façon dont elles réagissent aux événements, ce qu'elles attendent et espèrent, comment et pourquoi elles se laissent abuser par les dirigeants réformistes. Tout en continuant à observer les masses de façon réfléchie, le parti révolutionnaire ne doit pourtant pas s'adapter à elles passivement : au contraire, il doit opposer leur jugement à leurs préjugés.

Il serait particulièrement faux d'ignorer ou de minimiser l'importance du travail parlementaire. Le parlement ne peut pas, bien entendu, transformer le capitalisme en socialisme, ni même améliorer les conditions de vie du prolétariat dans la société capitaliste pourrissante. Mais le travail révolutionnaire au parlement, ou en rapport avec lui, surtout en Angleterre, peut être d'une grande utilité pour la formation et l'éducation des masses. Une seule exclamation courageuse de McGovern (4) a ranimé et redressé les travailleurs déçus par les pieux discours, hypocrites et chauvins, de Lansbury, Henderson (5) et autres gentlemen, ces laquais de l'« opposition de Sa Majesté ».

(3) Rappelons que le comité anglo-russe, constitué en 1925 entre les dirigeants des syndicats anglais et russes, avait survécu à la période de la grève générale, pendant laquelle les dirigeants des syndicats britanniques avaient refusé l'argent envoyé par les syndicats russes au titre de la solidarité. L'Opposition de gauche disait que cette « alliance durable » n'avait fait que cautionner la politique des dirigeants britanniques opportunistes.

(4) John MCGOVERN (1886-1968), député de l'I.L.P. depuis 1930, avait été dans les années suivantes l'un des organisateurs des « marches de la faim » des chômeurs. Orateur passionné, il avait fait aux Communes des interventions courageuses et spectaculaires, qui lui valurent d'être « censuré » à plusieurs reprises, mais dont l'écho était incontestable chez les ouvriers. Il avait notamment interrompu violemment le discours du trône et s'en était expliqué dans *New Leader* du 24 novembre 1933.

(5) George LANSBURY (1858-1940), chrétien convaincu, avait commencé à militer au sein de la Social-democratic Federation où s'exprimait l'influence des marxistes britanniques. Il avait longtemps dirigé le *Daily Herald*. Il avait été l'un des rares dirigeants britanniques à conserver son mandat aux élections de 1931, et était devenu le « leader » du groupe parlementaire. Arthur HENDERSON (1863-1935), ouvrier d'origine, libéral, puis socialiste fabien, était secrétaire général du

Malheureusement, l'I.L.P., devenu un parti indépendant, ne s'est pas tourné vers les syndicats ni le Labour Party, ni même vers les masses, mais vers le parti communiste qui a démontré pendant tant d'années sa pesanteur bureaucratique et son incapacité absolue à approcher les masses. Si même la catastrophe allemande n'a rien appris à ces gens, il faut écrire sur les portes de l'I.C. comme sur celles de l'enfer : « Laissez ici toute espérance ! »

L'I.L.P. était encore loin de s'être débarrassé de tous les défauts de la gauche du Labour Party (flou théorique, manque d'un programme clair, de méthodes révolutionnaires, d'une organisation solide) quand il s'empressa d'assumer la responsabilité des incurables échecs de l'I.C. Il est clair que, dans cette situation, de nouveaux ouvriers révolutionnaires ne rejoindront pas l'I.L.P., et bien plutôt que nombre de ses anciens membres, à bout de patience, le quitteront. Si les demi-réformistes, les radicaux petits-bourgeois et les pacifistes quittent l'I.L.P., il faut leur souhaiter bon voyage. Mais ce n'est pas la même chose quand ce sont des ouvriers mécontents qui quittent le parti (6).

On saisit avec une clarté et une précision particulières les causes de cet affaiblissement de l'I.L.P. quand on aborde ce problème sous l'angle international, d'une importance décisive à notre époque. Après avoir rompu avec la II^e Internationale, l'I.L.P. s'est rapproché de la III^e, mais ne l'a pas rejointe (7). Il est resté simplement suspendu dans les airs. Mais tout ouvrier qui

Labour Party en 1911 et fut le maître d'œuvre de sa réorganisation à la fin de la guerre. Ministre dans le gouvernement MacDonald de 1929 à 1931, il fut l'unique membre de l'exécutif du Labour à voter contre l'exclusion de son dirigeant, Ramsay MacDonald.

(6) L'originalité de l'I.L.P., en fonction de son développement historique, était d'associer dans ses rangs à la fois de forts contingents de petits-bourgeois pacifistes, souvent d'inspiration chrétienne, et des travailleurs authentiquement révolutionnaires. C'était déjà vrai au cours de la première guerre mondiale, et cela avait permis aux dirigeants de l'I.L.P. de mieux résister que les dirigeants socialistes français ou les dirigeants des indépendants allemands au courant qui se manifestait dans les rangs de leur parti en faveur de l'adhésion à l'I.C. L'espoir — d'une certaine manière, le calcul — de Trotsky était que le développement politique en faveur de la nouvelle Internationale au sein de l'I.L.P. contribuerait au départ des éléments pacifistes et renforcerait parallèlement le recrutement dans la classe ouvrière. Or, si, depuis un an environ, nombre d'éléments pacifistes abandonnaient l'I.L.P. dont ils n'attendaient plus rien, beaucoup de militants ouvriers l'abandonnaient également.

(7) Rappelons que l'I.L.P. avait décidé de mettre fin à son affiliation au Labour Party après la trahison du gouvernement de MacDonald, dont le chef s'était rallié au programme économique des banques et du parti conservateur. A l'intérieur de l'I.L.P., une tendance relativement hétérogène, le Revolutionary Policy Committee, semblait le pousser vers un rapprochement avec l'I.C. Mais la politique sectaire de cette dernière n'avait pas jusqu'à maintenant facilité une telle évolution.

pense cherche à appartenir à un type de parti qui occupe une position internationale nette : c'est dans une union inébranlable avec des camarades d'idées dans les autres pays qu'il cherche confirmation de la justesse de sa propre position. Il est vrai que l'I.L.P. adhère au bureau de Londres. Mais ce qui caractérise avant tout ce bureau, c'est précisément qu'il n'a pas de position. Il suffit de dire que le parti ouvrier norvégien, qui, sous la direction du traître opportuniste Tranmael, marche de plus en plus ouvertement dans la voie de la social-démocratie, appartient à ce bureau. Tranmael et Cie ont temporairement besoin de l'alliance avec l'I.L.P. et d'autres organisations de gauche pour rassurer leur propre gauche et préparer progressivement leur passage à la II^e Internationale. Tranmael en ce moment est en train d'approcher du port (8).

D'un autre côté, le parti socialiste ouvrier d'Allemagne (S.A.P.) et l'O.S.P. de Hollande appartiennent également au bureau de Londres. Ces deux organisations sont sur la position de la IV^e Internationale. Leur adhésion à ce bureau reflète simplement leur passé. Nous, Ligue communiste internationaliste (Opposition de gauche), avons considéré et considérons aujourd'hui comme une grave erreur de la part de nos alliés, le S.A.P. et l'O.S.P., le fait qu'ils n'aient pas encore rompu ouvertement et nettement avec le bureau de Londres de façon générale. Mais nous ne doutons néanmoins pas que l'heure de cette rupture approche.

Quelle est la position de l'I.L.P. ? Du fait qu'il appartient au bureau de Londres, il devient de ce seul fait un allié de Tranmael, c'est-à-dire essentiellement de la II^e Internationale. Par l'intermédiaire du S.A.P. et de l'O.S.P., il est une sorte d'allié — ou demi-allié — de la IV^e Internationale. Ce n'est pas tout : en dehors du bureau de Londres, l'I.L.P. se trouve engagé dans une alliance temporaire avec le parti communiste britannique, c'est-à-dire avec la III^e Internationale. Cela ne fait-il pas trop d'Internationales pour un seul parti ? Un ouvrier anglais peut-il se sortir d'une telle confusion ?

A la conférence de Paris, les délégués de l'I.L.P. ont dit qu'ils n'avaient pas perdu l'espoir d'attirer l'Internationale communiste à participer à la construction d'une grande Internationale révolutionnaire (9). Il s'est écoulé depuis la moitié d'une année.

(8) Tranmael et la direction du D.N.A. étaient à cette époque en pourparlers avec les partis social-démocrates des autres pays scandinaves pour la constitution d'un « bureau de liaison » entre eux qui, dans l'esprit de tous, constituait la transition qui devait faciliter le retour final du D.N.A. à la II^e Internationale.

(9) Lors du vote final de la conférence de Paris, le porte-parole de l'I.L.P., James Maxton, avait justifié le vote hostile de l'I.L.P. en exprimant le désir de ce

Est-il possible qu'il n'y ait pas encore de réponse ? De combien de temps les camarades dirigeants de l'I.L.P. ont-ils besoin pour comprendre que *l'Internationale communiste est incapable de faire un seul pas en avant*, qu'elle est complètement ossifiée, qu'elle est morte en tant que parti révolutionnaire ? Si l'I.L.P. veut continuer à attendre des miracles, c'est-à-dire vivre d'espoir en l'Internationale communiste, ou rester en dehors des principaux courants historiques, ses propres membres perdront fatalement confiance en lui.

C'est le même sort qui attend le parti communiste indépendant suédois. De crainte de commettre une erreur, il s'abstient de toute décision, ne réalisant pas que, précisément, c'est là la pire des erreurs. Il ne manque pas de façon générale de politiciens qui considèrent qu'une attitude évasive et attentiste dans la solution de leurs problèmes constitue la sagesse suprême. « Pas trop vite avec la IV^e Internationale », disent-ils, « ce n'est pas le moment maintenant ! »

Il ne s'agit pas de « proclamer » de façon bureaucratique la nouvelle Internationale, mais de lutter inlassablement pour sa préparation et sa construction. « Ne pas se presser » revient en pratique à perdre du temps. « Peut-être n'y aura-t-il pas besoin de la nouvelle Internationale, peut-être se produira-t-il un miracle »... Cette politique, qui paraît très réaliste à beaucoup, *constitue la pire des sectarismes*, fait de passivité, d'ignorance et de croyance aux miracles. Si le parti communiste indépendant suédois ne se débarrasse pas de ses superstitions pseudo-réalistes, il s'affaiblira, se gaspillera et se déchirera finalement entre les trois Internationales.

« Mais », objecteront quelques pseudo-réalistes, « les masses redoutent autant une nouvelle Internationale qu'une nouvelle scission. » C'est tout à fait naturel. La peur des masses devant un nouveau parti ou une nouvelle Internationale est un reflet — *l'un* des reflets — de la grande catastrophe, de la terrible défaite, de la grande désillusion des masses, de leur égarement, de leur manque de confiance en elles. Combien de temps ces sentiments prévaudront, cela dépend avant tout du cours des événements, mais également, dans une certaine mesure, de nous. Nous ne portons aucune responsabilité pour le cours des événements, mais nous

dernier d'inclure dans l'« unité internationale ouvrière sur une base socialiste révolutionnaire » « les partis affiliés à la II^e Internationale », et précisé : « Si la III^e Internationale démontre qu'elle n'est pas prête à modifier sa tactique et son organisation, le temps sera venu de considérer la formation d'une nouvelle Internationale. »

portons l'entière responsabilité de notre propre attitude. L'avantage de l'avant-garde sur les masses, c'est que nous, nous éclairons le cours des événements sur le plan théorique, et que nous en prévoyons les étapes. L'aspiration informe, passive, à l'« unité », recevra coup après coup. Le pourrissement de la II^e et de la III^e Internationales se révélera à chaque pas. Les événements confirmeront *notre* pronostic et nos mots d'ordre. Mais nous ne devons pas avoir peur de déployer notre drapeau précisément maintenant.

Lassalle (10) disait qu'un révolutionnaire avait besoin de la « force physique de l'intellect ». Lénine aimait à répéter cette phrase bien qu'il n'aimât guère Lassalle, de façon générale. La force physique de l'intellect consiste à analyser jusqu'au bout la situation et les perspectives, et, une fois qu'on est parvenu aux nécessaires conclusions pratiques, à les défendre avec conviction, courage, intransigeance, sans craindre les craintes des autres, sans s'incliner devant les préjugés des masses, mais en se basant sur le cours objectif du développement.

L'I.L.P. de Grande-Bretagne doit se placer dès maintenant sous le drapeau de la IV^e Internationale. Sinon, il disparaîtra de la scène sans laisser de traces.

(10) Ferdinand LASSALLE (1825-1864), avocat allemand, d'abord démocrate, puis socialiste, disciple puis adversaire de Marx, avait été l'un des fondateurs du socialisme en Allemagne et avait attendu des initiatives de l'Etat en ce sens.

LIBERTÉ D'EXPRESSION (1)

(9 janvier 1934)

A la rédaction du *Peuple*.

Dans le numéro de votre journal du 16 décembre 1933, est mentionnée mon opinion sur les perspectives qui s'ouvrent devant le parti ouvrier belge et sur la position que doivent prendre envers lui les autres groupements politiques du prolétariat.

Dans le discours de De Man (2) au congrès de votre parti est mentionnée mon opinion sur le « Plan du Travail », avec une référence à mon appel à soutenir ce plan (*Le Peuple*, 25 décembre 1933). Ni dans l'un, ni dans l'autre cas ne sont citées mes véritables paroles, et on ne dit pas où et quand elles furent prononcées ou écrites par moi. Que ces deux citations soient erronées, c'est clair, ne fût-ce que par le fait qu'au moment où De Man prononçait son discours, je n'avais pas encore eu l'occasion, en quelque endroit que ce soit, de dire un seul mot sur le Plan du Travail.

Si la rédaction juge que mon opinion peut présenter de l'intérêt pour les ouvriers belges lecteurs du *Peuple* — et la citation qu'on a fait de moi à deux reprises me donne quelque droit de le penser —, je suis prêt à exprimer dans les colonnes du *Peuple* mon appréciation du Plan du Travail et des problèmes politiques et économiques qui s'y rattachent. Je pense que je pourrais le faire avec l'ampleur nécessaire dans le cadre de deux ou trois articles. Comme une telle critique ne peut intéresser vos lecteurs ouvriers

(1) T 3640, Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre au journal belge *Le Peuple*, organe du parti ouvrier belge.

(2) Hendrik DE MAN (1885-1953) était devenu socialiste en 1902 et avait dirigé à partir de 1911 la « centrale d'éducation ouvrière » du parti belge. Il avait vécu ensuite pendant plusieurs années aux Etats-Unis et en Allemagne. En 1932, il avait été nommé directeur du bureau d'études sociales du parti ouvrier belge et y avait présidé à l'élaboration du « Plan du Travail », un programme du parti pour sortir de la crise économique et sociale. Le congrès du P.O.B., en décembre 1933, avait adopté ce plan, et fait d'Henri de Man le vice-président du parti.

que si elle est exprimée avec une franchise complète, ma proposition suppose par avance que vous êtes prêts pour votre part à m'accorder une *complète liberté d'expression*.

Puisque nous appartenons à deux courants irréconciliables de la pensée politique, vous n'êtes, bien entendu, nullement tenus d'accorder une place à mes articles. Mais le gouvernement soviétique, dont je faisais alors partie, n'était pas non plus tenu d'accorder à Vandervelde le droit de défendre sur le territoire soviétique, à Moscou, des terroristes qui s'étaient livrés à des attentats contre des représentants du pouvoir soviétique. Nous accordâmes pourtant un tel droit, pour des considérations d'opportunité politique (3). Peut-être trouverez-vous opportun, au lieu de me citer inexac-tement, de me donner à moi-même la possibilité de m'exprimer devant votre auditoire.

(3) L'avocat belge Emile Vandervelde, dirigeant du P.O.B., avait été autorisé par le gouvernement soviétique à diriger la défense dans le procès des terroristes s.r. qui s'était ouvert à Moscou le 8 juin 1922 ; mais il abandonnait cette mission, quatre jours plus tard, « à la demande des accusés ».

LE RÉVISIONNISME ET LE PLAN (1)

(9 janvier 1934)

Chers Camarades,

Inutile de vous dire que, ces derniers jours, j'ai étudié avec la plus grande attention les journaux, revues, procès-verbaux et lettres que vous avez envoyés (2). Grâce à un excellent choix de matériel, j'ai pu en relativement peu de temps être informé sur l'ensemble de la question et sur l'essentiel des divergences qui se sont manifestées dans notre organisation. Le caractère strictement principiel de votre discussion, dénuée de toute outrance personnelle, donne l'impression la plus favorable quant à l'état d'esprit de votre organisation et son niveau moral-politique. Il me reste à souhaiter de tout cœur que cet état d'esprit soit non seulement préservé et renforcé dans la section belge, mais qu'il en arrive à prévaloir dans toutes nos sections sans exception.

Les remarques que je souhaite faire sur la question en discussion elle-même ne peuvent prétendre être complètes. Je suis éloigné du théâtre de l'action. Des facteurs aussi importants que *l'état d'esprit des masses* ne peuvent être appréhendés à travers seulement des rapports de presse et des documents ; il faut prendre le pouls des réunions ouvrières, ce qui est, hélas, hors de ma portée. Cependant, dans la mesure où il s'agit de faire des suggestions sur le terrain des principes, la position d'un observateur de l'extérieur peut avoir peut-être certains avantages, puisqu'elle lui permet de se dégager des détails et de se concentrer sur l'essentiel.

(1) T 3638. Titre primitif « Sur le plan De Man ». Lettre à la section belge, signée G.G., publiée pour la première fois dans *New International*, mars 1945.

(2) Le tournant de la social-démocratie belge que constituait l'adoption du « Plan du Travail » avait fait apparaître des désaccords au sein de la section belge. Le 11 décembre, Vereeken avait rédigé un article sur le « plan » et la « capitulation » de la gauche dirigée par P. H. Spaak qui avait été refusé par le comité fédéral de Charleroi. La direction de la section belge avait fait parvenir à Trotsky tous les documents de la discussion qui s'était engagée à ce moment-là.

Je dois en venir maintenant au sujet lui-même.

D'abord — et je considère que c'est la question centrale —, je ne vois aucune raison pour que vous retiriez votre mot d'ordre : « Le parti ouvrier belge au pouvoir ! » (3). Quand nous avons pour la première fois lancé ce mot d'ordre, nous avons pleine conscience du caractère de la social-démocratie belge, qui ne veut pas se battre et ne sait pas se battre, et qui, pendant plusieurs décennies, a joué le rôle d'un frein de la bourgeoisie sur la locomotive prolétarienne, qui a peur du pouvoir en dehors d'une coalition, car elle a besoin d'alliés bourgeois pour pouvoir refuser les revendications des ouvriers.

Nous savons tout cela. Mais nous savons également que non seulement le régime capitaliste dans son ensemble, mais aussi son appareil parlementaire d'Etat, sont entrés dans une période de crise aiguë qui porte en elle la possibilité de modifications (relativement) rapides de l'état d'esprit des masses, comme celle d'une succession rapide de combinaisons parlementaires et gouvernementales. Si l'on prend en considération le fait que la social-démocratie belge, avec les syndicats réformistes, domine totalement le prolétariat, que la section belge du Comintern est tout à fait insignifiante (4) et l'aile révolutionnaire très faible, il devient clair que l'ensemble de la situation politique doit suggérer au prolétariat l'idée d'un gouvernement social-démocrate.

Nous avons auparavant estimé que la réalisation d'un tel gouvernement constituerait incontestablement un pas en avant. Non bien entendu dans le sens que le gouvernement des Vandervelde, De Man (5) et compagnie serait capable de jouer quelque rôle positif que ce soit dans le remplacement du capitalisme par le socialisme, mais dans ce sens que, dans les conditions données, l'expérience d'un gouvernement social-démocrate serait d'une importance positive pour le développement révolutionnaire du prolétariat. Le mot d'ordre de gouvernement social-démocrate est ainsi calculé non pour quelque conjoncture exceptionnelle, mais pour une période politique plus ou moins longue. Nous ne pour-

(3) L'article de Vereeken refusé par la direction belge se terminait ainsi : « Dans les premières phases d'une bataille de classes telle qu'une grève générale de masse, banquiers, industriels et politiciens bourgeois seront poussés à faire appel à la social-démocratie qui reste malgré tout "la plus grande force organisée de ce pays". Un gouvernement "socialiste" aurait pour tâche d'arrêter l'élan des forces prolétariennes déchaînées. »

(4) Le parti communiste de Belgique était particulièrement faible.

(5) Sur Vandervelde, cf. n. 4, p. 39, et sur De Man, n. 2, p. 161.

rions abandonner ce mot d'ordre que si la social-démocratie — *avant son arrivée au pouvoir* — commençait à s'affaiblir considérablement, à perdre son influence au profit d'un parti révolutionnaire ; mais aujourd'hui, hélas, une telle perspective est purement théorique. Ni la situation politique générale, ni le rapport des forces à l'intérieur du prolétariat ne permettent de retirer le mot d'ordre du « pouvoir à la social-démocratie ».

Le plan de De Man, emphatiquement appelé le « Plan du Travail » (il serait plus juste de l'appeler « Plan pour abuser les travailleurs »), ne peut certainement pas nous conduire à abandonner le mot d'ordre politique central de cette période. Le « Plan du Travail » sera un instrument nouveau — ou rénové — du conservatisme bourgeois-démocratique (ou même semi-démocratique). Mais toute l'affaire réside en ce que l'extrême acuité de la situation, l'imminence des dangers qui menacent l'existence de la social-démocratie elle-même, la *forcent*, contre sa propre volonté, à s'emparer de cette arme à double tranchant, aussi peu sûre qu'elle soit du point de vue du conservatisme démocratique.

L'équilibre dynamique du capitalisme est à jamais détruit ; celui du système parlementaire est en train de craquer et de crouler. Et finalement — c'est un maillon de la même chaîne — l'équilibre conservateur du réformisme, forcé de dénoncer publiquement le régime bourgeois pour pouvoir le sauver, commence à être ébranlé. Une telle situation est riche de grandes possibilités révolutionnaires — ainsi que de dangers. Nous ne devons pas retirer le mot d'ordre « le pouvoir à la social-démocratie », mais, au contraire, lui donner un caractère d'autant plus militant et tranchant.

Entre nous, il n'est pas nécessaire de dire que ce mot d'ordre ne doit pas comporter une ombre d'hypocrisie, de faux-semblant, d'atténuation des contradictions, de diplomatie, de confiance, prétendue ou réelle. Que les social-démocrates de gauche se servent du beurre et du miel, dans l'esprit de Spaak (6). Nous utiliserons, comme avant, le vinaigre et le poivre.

Dans le matériel qui m'a été envoyé est exprimée l'idée que les masses ouvrières sont absolument indifférentes au « Plan du Tra-

(6) Paul Henri SPAAK (1899-1972), avocat, membre du parti ouvrier belge, dirigeait depuis 1932 l'hebdomadaire *Action socialiste*, qui rassemblait les partisans d'une gauche encore très confuse, caractérisée par un attachement à l'unité et le refus de la collaboration de classes, et qui rassemblait autant de sympathisants de l'I.C. que de socialistes critiques. Spaak avait apporté son soutien au « plan » présenté par De Man.

vail » et, de façon générale, sont en état de dépression, et que, dans ces conditions, le mot d'ordre du « pouvoir aux social-démocrates » ne peut qu'engendrer des illusions et provoquer ultérieurement la déception. Incapable, d'ici, de me faire une idée claire de l'état d'esprit des différentes couches et groupes du prolétariat belge, j'admets pleinement cependant la possibilité d'un certain épuisement nerveux et d'une certaine passivité des ouvriers. Mais, tout d'abord, cet état d'esprit n'est pas définitif ; il est sans doute plus proche de *l'expectative* que du *désespoir*. Aucun d'entre nous ne pense, bien entendu, que le prolétariat belge soit déjà incapable de lutter dans les années qui viennent. Il y a, à l'intérieur du prolétariat, de nombreux courants d'amertume, de haine et de ressentiment, et ils cherchent une issue. Pour échapper à la ruine, la social-démocratie a besoin d'un *certain* mouvement des ouvriers. Elle doit faire peur à la bourgeoisie pour la rendre plus agréable. Elle est certainement mortellement effrayée à l'idée que ce mouvement puisse lui passer par-dessus la tête. Mais, avec l'insignifiance absolue du Comintern, la faiblesse des groupes révolutionnaires, et sous l'impression toute fraîche de l'expérience allemande, la social-démocratie attend le danger immédiat, non de la gauche, mais de la droite. Sans ces préconditions, le mot d'ordre du « pouvoir à la social-démocratie » n'aurait pas de sens.

Aucun d'entre nous n'a jamais douté que le « plan » De Man et l'agitation de la social-démocratie autour de lui sèmeraient des illusions et provoqueraient des déceptions. Mais la social-démocratie, avec son influence sur le prolétariat et son plan, avec son congrès de Noël et son agitation, sont des faits objectifs : nous ne pouvons ni les supprimer, ni passer par-dessus. Notre tâche est double : d'abord, expliquer aux ouvriers d'avant-garde la signification politique du « plan », c'est-à-dire dévoiler les manœuvres de la social-démocratie à toutes les étapes ; deuxièmement, démontrer en pratique à des cercles ouvriers, plus larges si possible, que, dans la mesure où la bourgeoisie essaie de placer des obstacles à la réalisation du plan, nous combattons la main dans la main avec les ouvriers pour les aider à faire cette expérience. Nous partageons les difficultés de la lutte, mais pas les illusions. Notre critique des illusions ne doit pas cependant accroître la passivité des ouvriers et leur fournir une justification pseudo-théorique, mais, au contraire, les pousser en avant (7). Dans ces

(7) Trotsky prend ici en compte le fait que les masses ouvrières influencées par le P.O.B. attendent effectivement des résultats du « plan » De Man. Le texte de Vereeken disait que « les objectifs du plan » étaient de réaliser « l'impuissance des

conditions, l'inévitable déception, à cause du « Plan du Travail », ne signifiera pas l'accroissement de la passivité, mais au contraire le passage des ouvriers vers la voie révolutionnaire.

Je consacrerai dans les prochains jours un article particulier au « plan » lui-même. Du fait de l'urgence de cette lettre, je suis contraint de me limiter ici à quelques mots sur ce sujet. D'abord je considère qu'il est faux de lier le « plan » à la politique économique du fascisme (8). Dans la mesure où le fascisme met en avant — avant la prise du pouvoir — le mot d'ordre de nationalisation en tant que moyen de lutter contre le « super-capitalisme », il ne fait que piller la phraséologie du programme socialiste. Il y a dans le plan De Man — avec le caractère bourgeois de la social-démocratie — un programme de *capitalisme d'Etat* que la social-démocratie elle-même fait passer pour le début du socialisme, et qui peut réellement devenir le début du socialisme, *en dépit de, et contre* l'opposition de la social-démocratie.

Dans les limites du programme économique (« Plan du Travail »), nous devons, à mon avis, mettre en avant les trois points suivants :

1 — *Sur le rachat*. Si l'on prend la question d'un point de vue abstrait, la révolution socialiste n'exclut aucune espèce de rachat de la propriété capitaliste. A une époque, Marx exprimait l'idée qu'il serait bon de « rembourser cette bande » (les capitalistes). Avant la guerre mondiale, c'était encore plus ou moins possible. Mais, si l'on prend en considération l'actuel bouleversement du système économique national et mondial et la paupérisation des masses, on voit que l'indemnisation constitue une opération ruineuse qui ferait porter au régime dès le début un fardeau absolument intolérable. On peut et on doit montrer ce fait à tous les ouvriers, chiffres en main.

2 — En même temps que l'expropriation sans indemnité, nous devons mettre en avant le mot d'ordre du *contrôle ouvrier*. Quoi qu'en dise De Man, nationalisation et contrôle ouvrier ne s'excluent pas du tout l'un l'autre. Même si le gouvernement était tout à fait à gauche et animé des meilleures intentions, nous serions pour le contrôle des ouvriers sur l'industrie et le commerce ; nous ne voulons pas d'une administration bureaucratique de l'industrie nationalisée ; nous exigeons la participation directe

masses à s'opposer réellement au fascisme » et de « saper la base sur laquelle se développe un mouvement de gauche au sein du P.O.B. qui s'orienterait de plus en plus vers des conceptions révolutionnaires ». Son point de départ était : « Tout cela est dicté au réformisme par les besoins de sa propre conservation. »

des ouvriers eux-mêmes au contrôle et à l'administration par les comités d'entreprise, les syndicats, etc. C'est seulement de cette façon que l'on peut poser les fondations de la dictature prolétarienne dans l'économie.

3 — Le « plan » ne dit rien sur la *propriété terrienne* en tant que telle. Là, il nous faut un mot d'ordre adapté aux ouvriers agricoles et aux paysans les plus pauvres. J'essaierai de traiter à part de cette question.

Il faut maintenant en venir au côté politique du « plan ». Deux questions sont naturellement au premier plan ici : 1) la méthode de lutte pour la réalisation du « plan » (en particulier la question de la légalité et de l'illégalité), et 2) l'attitude vis-à-vis de la *petite bourgeoisie* des villes et des villages.

Dans son discours programmatique publié dans l'organe des syndicats, De Man repousse catégoriquement la lutte révolutionnaire (grève générale et insurrection). Peut-on attendre autre chose de ces gens ? Quelles que soient les réserves individuelles ou les modifications destinées surtout à consoler les jobards de gauche, la position officielle du parti demeure celle du *crétinisme parlementaire*. C'est selon cette ligne qu'il nous faut diriger les coups principaux de notre critique — non seulement contre le parti dans son ensemble, mais aussi contre son aile gauche. Cet aspect de la question — de la méthode de la lutte pour les nationalisations — est souligné avec une égale précision et de façon juste par les deux parties dans notre discussion, aussi n'ai-je pas besoin de la traiter plus longuement.

Je voudrais seulement soulever un « petit » point. Ces gens-là peuvent-ils sérieusement penser à la lutte révolutionnaire quand au fond du cœur ils sont des... monarchistes ? C'est une grosse erreur de penser que le pouvoir du roi en Belgique est une fiction. D'abord cette fiction coûte de l'argent et il faudrait s'en débarrasser, ne fût-ce que pour des raisons économiques. Mais ce n'est pas l'aspect principal de la question. En temps de crise sociale, les fantômes prennent souvent chair et sang. Le rôle qu'a joué en Allemagne sous nos yeux Hindenburg (9), le palefrenier de Hitler,

(8) Vereeken pensait en effet qu'il y avait un lien entre le programme fasciste et le « plan » De Man. Le temps et l'évolution ultérieure du personnage l'ont d'ailleurs confirmé dans cette opinion (Cf. *La Guépéou dans le mouvement trotskiste*, pp. 116-122).

(9) Le président Hindenburg (Cf. n. 8, p. 89) avait été élu en 1925, puis réélu au second tour contre Hitler en 1932. C'est lui qui, après avoir nommé Hitler chancelier, devait avaliser toutes ses décisions sans résistance.

peut très bien être joué par le roi des Belges, imitant en cela l'exemple de son collègue italien. Une série de gestes du roi des Belges (10) au cours de la dernière période indique clairement cette voie. Qui veut lutter contre le fascisme doit commencer par lutter pour la *liquidation de la monarchie*. Nous ne permettrons pas à la social-démocratie, sur cette question, de se cacher derrière toutes sortes de trucs et de réserves.

Poser les questions de stratégie et de tactique de façon révolutionnaire ne signifie cependant absolument pas que notre critique ne devrait pas aussi suivre la social-démocratie jusque dans son refuge parlementaire. De nouvelles élections ne doivent avoir lieu qu'en 1936 ; jusqu'à ce moment, l'alliance des réactionnaires capitalistes et de la faim peut briser plus de trois fois le cou de la classe ouvrière. Nous devons poser la question de la façon la plus abrupte aux ouvriers social-démocrates. Il n'existe qu'un moyen d'accélérer la tenue de nouvelles élections : rendre impossible le fonctionnement du parlement actuel par une opposition résolue qui se traduise par *l'obstruction* parlementaire. Vandervelde, De Man et compagnie doivent être cloués au pilori, non seulement parce qu'ils ne développent pas la lutte révolutionnaire extra-parlementaire, mais aussi parce que *leur activité parlementaire ne sert absolument pas à préparer et à rapprocher la réalisation de leur propre « Plan du Travail »*. Il faut arriver à faire clairement comprendre les contradictions et l'hypocrisie dans ce domaine à l'ouvrier social-démocrate moyen qui ne s'est pas encore élevé jusqu'à la compréhension des méthodes de la révolution prolétarienne.

La question de l'attitude vis-à-vis des *classes intermédiaires* n'est pas d'une importance moindre. Ce serait de la folie que d'accuser les réformistes de se situer dans la « voie du fascisme » parce qu'ils cherchent à gagner la petite bourgeoisie (11). C'est là l'une des conditions essentielles pour le succès total de la révolution prolétarienne. Mais, comme dit Molière, il y a fagots et fagots. Un marchand ambulante ou un petit paysan sont des petits-bourgeois, mais un professeur, un fonctionnaire officiel portant un insigne distinctif, un mécanicien moyen, sont aussi des petits-

(10) Il s'agit du roi ALBERT I^{er} (1875-1934), qui avait cherché en 1914 à incarner la « résistance nationale » du peuple belge et avait été surnommé le « roi-chevalier ». Il jouait incontestablement dans la vie politique belge un rôle plus important que celui que prévoyait la Constitution et imposait souvent ses vues aux chefs des partis.

(11) Vereeken écrivait que « toute aide au réformisme dans sa manœuvre criminelle » (le « plan ») aboutirait à « désarmer encore le prolétariat devant le fascisme ».

bourgeois. Il nous faut choisir entre eux. Le parlementarisme capitaliste — et il n'en existe pas d'autre — conduit à MM. les Juristes, les Fonctionnaires, les Journalistes, apparaissant comme les représentants patentés des artisans, des marchands ambulants, des petits employés et des paysans semi-prolétariés qui souffrent tous de la faim. Et le capital financier mène par le bout du nez ou se contente de corrompre les parlementaires de ce milieu des juristes, des fonctionnaires et des journalistes petits-bourgeois.

Quand Vandervelde, De Man et compagnie parlent d'attirer la petite-bourgeoisie au « plan », ils pensent non aux masses, mais à leurs « représentants » patentés, c'est-à-dire aux agents corrompus du capital financier. Quand nous parlons de gagner la petite bourgeoisie, nous pensons à la libération des masses exploitées et submergées vis-à-vis de leurs représentants politiques occupés à « faire de la diplomatie ». Face à la situation désespérée des masses petites-bourgeoises de la population, les anciens partis petits-bourgeois (démocrates, catholiques et autres) éclatent sous toutes les coutures. Le fascisme l'a compris. Il n'a pas cherché et ne cherche aucune alliance avec les « dirigeants » faillis de la petite-bourgeoisie, mais arrache les masses à leur influence, c'est-à-dire qu'il réalise *à sa façon* et dans les intérêts de la réaction le travail même que les bolcheviks ont accompli en Russie dans les intérêts de la révolution. C'est précisément de cette façon que la question se présente également en Belgique. Les partis petits-bourgeois, ou les flancs petits-bourgeois des grands partis capitalistes sont voués à disparaître avec le parlementarisme qui constitue pour eux l'étape nécessaire. Toute la question est de savoir qui conduira les masses petites-bourgeoises opprimées et déçues, le prolétariat sous une direction révolutionnaire ou l'agence fasciste du capital financier.

De la même façon que De Man ne veut pas de lutte révolutionnaire du prolétariat et craint une politique d'opposition courageuse au parlement qui pourrait conduire à une lutte révolutionnaire, de même il ne veut pas, il craint, une lutte véritable pour les masses petites-bourgeoises. Il comprend très bien que, dans leurs profondeurs, sont dissimulées des réserves de protestation, d'amertume et de haine qui pourraient bien se transformer en passions révolutionnaires et en dangereux « excès », c'est-à-dire en révolution. Au lieu de cela, ce que De Man recherche, ce sont des alliés au parlement, des démocrates défraîchis, des catholiques, des parents de droite dont il a besoin comme rempart contre des excès révolutionnaires possibles de la part du prolétariat. Nous devons savoir comment éclairer cet aspect de la question pour les

ouvriers réformistes à travers l'expérience quotidienne des faits. *Pour une union révolutionnaire étroite du prolétariat avec les masses petites-bourgeoises opprimées de la ville et du village, mais contre une coalition gouvernementale avec les représentants politiques de la petite bourgeoisie qui la trahissent !*

Quelques camarades expriment l'opinion que le fait même que la social-démocratie présente son « Plan du Travail » doit secouer les classes intermédiaires et, avec la passivité du prolétariat, faciliter le travail du fascisme. Bien sûr, si le prolétariat ne se bat pas, le fascisme vaincra. Mais ce n'est pas du « plan » que ce danger découle, mais de l'importance de l'influence de la social-démocratie et de la faiblesse du parti révolutionnaire. La longue participation de la social-démocratie allemande au gouvernement bourgeois (12) a pavé la voie à Hitler. L'abstention purement passive de Blum de toute participation au gouvernement (13) créera également les prémisses d'une croissance du fascisme. Finalement, l'annonce de l'attaque contre le capital financier sans une lutte révolutionnaire de masse correspondante accélérera inévitablement le travail du fascisme belge. Ce n'est donc pas du « plan » qu'il s'agit ; mais du rôle traître joué par la social-démocratie et du rôle fatal de l'Internationale communiste. Dans la mesure où la situation générale, et en particulier le destin de la social-démocratie allemande, impose à sa petite sœur de Belgique une politique de « nationalisation », ce fait, avec les dangers anciens, ouvre de nouvelles possibilités révolutionnaires. Ce serait la pire erreur que de ne pas les voir. Nous devons apprendre à battre l'ennemi avec ses propres armes (14).

On ne peut utiliser les conditions nouvelles qu'à condition de continuer à dresser les ouvriers contre le danger fasciste. Pour pouvoir réaliser quelque plan que ce soit, il faut que les organisations ouvrières se maintiennent et se renforcent. Il faut donc d'abord les défendre contre les bandes fascistes. Ce serait la pire

(12) Le parti social-démocrate allemand avait participé sous la république de Weimar à bien des coalitions gouvernementales, y compris les « grandes » avec les partis de la droite bourgeoise. Dans les derniers temps il avait pratiqué la politique dite de « tolérance » des gouvernements de centre-droit.

(13) C'est au congrès de la S.F.I.O. de 1933 que Léon Blum avait fait prévaloir contre la droite « néo-socialiste » la position de la « non-participation » aux gouvernements à direction radicale, laquelle n'impliquait pas pour autant une lutte réelle des socialistes contre les conséquences sociales de la crise.

(14) C'est là sans aucun doute l'idée centrale de ce texte, et du projet de Trotsky d'utiliser le plan De Man contre ses auteurs : sur ce point, la divergence avec Vereeken est totale.

stupidité que d'espérer qu'un gouvernement démocratique, même conduit par la social-démocratie, pourrait protéger du fascisme les ouvriers, par un décret qui interdirait aux fascistes de s'organiser, de s'armer, etc. Aucune mesure de police ne servira à rien si les ouvriers eux-mêmes n'apprennent pas à s'occuper des fascistes. *L'organisation de la défense prolétarienne, la création de la milice ouvrière, est la première tâche et elle ne peut être reportée. Qui-conque ne soutient pas ce mot d'ordre et ne le réalise pas en pratique ne mérite pas le nom de révolutionnaire prolétarien.*

Il reste seulement à dire quelques mots de *la gauche de la social-démocratie* (15). Sur ce sujet moins que tout autre, je ne veux rien dire de définitif, parce que j'ai été jusqu'à maintenant incapable de suivre l'évolution de leur groupe. Mais ce que j'ai lu ces derniers jours (une série d'articles de Spaak, son discours au congrès du parti, etc.) ne m'a pas fait bonne impression.

Quand Spaak cherche à caractériser la relation réciproque entre lutte légale et illégale, il cite... Otto Bauer (16) comme une autorité, c'est-à-dire un théoricien d'une impuissance tant légale qu'illégale. « Dis-moi qui sont tes maîtres, et je te dirai qui tu es. » Mais laissons le domaine de la théorie et tournons-nous plutôt vers les questions politiques réelles.

Spaak a pris le « plan » de De Man comme base de la campagne et l'a voté sans aucune réserve. On peut dire que Spaak ne voulait pas fournir à Vandervelde et compagnie l'occasion d'aller jusqu'à la scission, c'est-à-dire d'exclure du parti l'aile gauche, faible et encore inorganisée ; Spaak a reculé plutôt que de sauter. Peut-être étaient-ce là ses intentions, mais, en politique, ce n'est pas d'après les intentions qu'on juge, mais d'après les actions. L'attitude prudente de Spaak à la conférence, son engagement de lutter avec une totale détermination pour l'application du « plan », ses déclarations sur la discipline auraient pu être compris en eux-mêmes en considération de la position de la gauche dans le parti. Mais Spaak est allé plus loin : il a exprimé *sa confiance morale en Vandervelde et sa solidarité politique avec De Man* non seulement sur les objectifs abstraits du « plan », mais aussi en ce qui concerne les méthodes concrètes de lutte.

(15) L'aile gauche de la social-démocratie était avant tout représentée par Spaak et l'*Action socialiste*, mais aussi par les Jeunes Gardes socialistes. Vereeken considérait le ralliement de Spaak au « plan » de De Man comme une trahison.

(16) OTTO BAUER (1881-1938) était le principal dirigeant du parti social-démocrate autrichien et théoricien de l'« austro-marxisme », et Trotsky le considérait comme le modèle achevé du « centriste » réactionnaire.

Les paroles de Spaak dans le sens : « Nous ne pouvons exiger que les dirigeants du parti nous disent publiquement quel est leur plan d'action, les forces, etc. » avaient un caractère particulièrement inadmissible. Pourquoi ne pouvons-nous pas ? Pour des raisons confidentielles ? Mais, même si Vandervelde et De Man ont des affaires confidentielles, ce n'est pas avec les ouvriers révolutionnaires contre la bourgeoisie, mais avec les politiciens bourgeois contre les ouvriers. Et personne ne demande que les affaires confidentielles soient publiées au congrès ! Il est nécessaire de donner le plan général de mobilisation des ouvriers et la perspective de la lutte. Par sa déclaration, Spaak a effectivement aidé Vandervelde et De Man à se dérober devant la question qui concernait les questions de stratégie les plus importantes. On peut légitimement dire qu'il existe des secrets partagés entre les dirigeants de l'opposition et ceux de la majorité, contre les ouvriers révolutionnaires (17). Le fait que Spaak a également entraîné les Jeunes Gardes socialistes (18) dans la voie de la confiance centriste ne fait qu'aggraver sa culpabilité.

La fédération de Bruxelles a présenté au congrès une résolution « de gauche » sur la lutte constitutionnelle et révolutionnaire. Cette résolution était très faible, avec un caractère légaliste et non pas politique : elle a été écrite par un juriste, non par un révolutionnaire (« Si la bourgeoisie devait violer la Constitution, alors, nous aussi... »). Au lieu de poser avec sérieux la question de la préparation de la lutte révolutionnaire, la résolution « de gauche » brandit contre la direction une menace littéraire. Mais qu'est-ce qui s'est passé au congrès ? Après les déclarations les plus stupides de De Man, lequel, comme on le sait, considère la lutte révolutionnaire comme un mythe nuisible, la fédération de Bruxelles a humblement retiré sa résolution. Des gens qui se contentent si facilement de phrases vides et mensongères ne peuvent être considérés comme des révolutionnaires sérieux. Leur punition n'a pas tardé. Le lendemain même, *Le Peuple* commentait la réso-

(17) Il semble que, sur ce point au moins, Trotsky était plus proche de Vereeken que de ceux qui s'opposaient à lui dans la section belge. On lit en effet dans le procès-verbal de sa direction en date du 20 décembre 1933 : « Les camarades constatent que, d'après les documents, *rien* ne justifie l'accusation de G. Vereeken qui affirmait... que Spaak ne préconisait plus la lutte révolutionnaire pour s'emparer du pouvoir et qu'il trompait les travailleurs en leur faisant croire, comme les chefs traîtres du P.O.B., que le "Plan De Man" pourrait être réalisé par les moyens constitutionnels » (archives Vereeken).

(18) Les Jeunes Gardes socialistes étaient l'organisation de jeunesse du P.O.B., en principe « autonome » depuis 1926. Elle avait triplé ses effectifs en deux ans, atteignant 25 000 membres en 1933, sous la direction d'un militant de la « gauche », son secrétaire général Fernand Godefroid.

lution du congrès en disant que le parti se maintiendrait strictement dans les limites constitutionnelles, c'est-à-dire qu'il « lutterait » dans les limites que lui fixe le capital financier avec l'aide du roi, des juges et de la police. L'organe de la gauche, *Action socialiste*, versait pour de bon des larmes amères : quoi, hier, hier seulement, « tous » étaient unanimes vis-à-vis de la résolution de Bruxelles, pourquoi donc aujourd'hui ?... Lamentations ridicules ! « Hier » les gauches se sont fait rouler pour obtenir qu'ils retirent leur résolution. Et, « aujourd'hui », les vieux renards bureaucratiques expérimentés donnent à la malheureuse opposition une petite tape sur le nez. Bien fait ! C'est toujours ainsi que ces questions se règlent. Mais ce ne sont là que les bourgeois et les fruits viendront plus tard.

Il est arrivé plus d'une fois que l'opposition social-démocrate développe une critique très à gauche aussi longtemps que cela ne l'engage à rien. Mais, quand arrivent les heures décisives (mouvement gréviste de masse, menace de guerre, danger de renversement du gouvernement, etc.), l'opposition abaisse tout de suite son drapeau, ouvre aux dirigeants discrédités du parti un crédit nouveau de confiance, prouvant ainsi qu'elle n'est elle-même que la chair de la chair du réformisme. L'opposition socialiste de Belgique est en train de passer à travers sa première épreuve sérieuse. Nous sommes obligés de dire qu'elle l'a complètement ratée. Il nous faut suivre attentivement et sans idées préconçues ses pas ultérieurs, sans exagérer nos critiques, sans nous perdre nous-mêmes dans des bavardages sur le « social-fascisme », mais sans nous faire non plus aucune illusion sur les réelles capacités théoriques et de combattants de ce groupe. Pour aider les meilleurs éléments de l'opposition de gauche à avancer, il faut dire ce qui est.

Je me hâte de terminer cette lettre pour que vous l'ayez avant la conférence du 14 janvier (19) ; c'est pourquoi elle est incomplète avec peut-être une insuffisance d'exposé systématique. En conclusion, je me permets d'exprimer ma conviction, du fond du cœur, que votre discussion se terminera par une *décision harmonieuse qui assurera la complète unité dans l'action*. L'ensemble de la situation prédétermine une croissance sérieuse de votre organisation au cours de la prochaine période. Si les dirigeants de l'opposition social-démocrate devaient capituler complètement, la direction de l'aile révolutionnaire du prolétariat reposerait inté-

(19) A l'assemblée générale du 14 janvier, les critiques de Vereeken ne furent pas retenues. On peut trouver dans cette discussion les origines de la crise qui mènera quelques mois plus tard à une scission en Belgique.

gralement sur vous. Si au contraire la gauche du parti réformiste devait avancer aux côtés du marxisme, vous trouveriez en elle un allié militant et un pont vers les masses. Avec une politique claire et unanime, votre succès est tout à fait certain. Vive la section belge des bolcheviks-léninistes !

LE S.A.P., LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE ET LA IV^e INTERNATIONALE (1)

(11 janvier 1934)

Chers Camarades (2),

Vous soulevez dans votre lettre du 27 décembre des questions tant particulières que générales. Je vais essayer d'y répondre aussi complètement que possible.

L'histoire de la naissance et du développement du S.A.P. vous est connue. Après avoir quitté le parti, l'opposition de la social-démocratie avait la possibilité d'un développement positif. Quittant leur organisation (3), une minorité de brandlériens avaient acquis la possibilité de progresser également. Ces deux groupes ont été poussés l'un vers l'autre tant par leur côté positif — leur rupture avec la vieille bureaucratie — que par leur côté négatif — leur caractère amorphe sur le plan théorique, leur manque de conception stratégique claire, etc. Cependant, l'évolution du S.A.P. a été brisée mécaniquement par la victoire nazie. Mais, à partir de là, certains dirigeants du S.A.P. en ont tiré des conclusions radicalement fausses quant à la signification politique de leur propre expérience et aux conditions de la formation d'un parti révolutionnaire en général (4).

(1) T 3641. *International Bulletin*, C.L.A., n° 1, avril 1934. Lettre à des militants du S.A.P.

(2) Les dernières lignes de ce texte permettent de penser qu'il s'agissait en effet d'une lettre réellement adressée à des camarades du S.A.P., ce qui n'était pas impossible dans cette période, Trotsky recevant fréquemment des lettres de militants ou de groupes.

(3) L'organisation brandlérienne proprement dite était la K.P.O., que sa minorité dirigée par Walcher avait abandonnée pour entrer dans le S.A.P., né lui-même d'une scission du parti social-démocrate.

(4) Notons que Trotsky renvoie presque dos à dos ici la tendance social-démocrate de gauche qui avait fondé le S.A.P. et la tendance « communiste » qui en avait pris la direction en 1933, alors qu'au mois d'août précédent il avait vu dans cet événement la conquête d'un parti social-démocrate de gauche par un groupe communiste. C'est qu'il était devenu clair que les dirigeants du S.A.P.

La lutte du S.A.P. contre la Ligue communiste n'a pas un caractère progressiste : elle est conservatrice, c'est un combat pour préserver ses propres traits amorphes et son privilège de ne pas pousser jusqu'au bout ses idées politiques. Comme toujours dans ce cas, ce conflit se réfracte dans la conscience des camarades du S.A.P. et leur apparaît une lutte contre ce qu'ils appellent notre « sectarisme ». Une organisation révolutionnaire dont les cadres n'ont pas assimilé, dans leur chair et dans leur sang, les leçons stratégiques de la dernière décennie ne peut dans les conditions actuelles posséder la force de résistance nécessaire face aux tendances à la décomposition et, en tout cas, se révélera incapable de diriger les véritables masses.

Pour définir le sectarisme, les dirigeants du S.A.P. n'utilisent pas un critère marxiste, mais celui du syndicalisme, le simple décompte numérique, « la masse ». C'est qu'ils n'ont pas saisi les lois qui régissent le passage d'une qualité de principes à une quantité de masse ; ils n'ont pas pesé les conditions objectives et subjectives préalables nécessaires à cette transition.

Les camarades du S.A.P. posent souvent la question de la façon suivante : comment se fait-il qu'avec des principes justes, une analyse marxiste des événements et ainsi de suite, l'Opposition de gauche soit demeurée à ce point isolée ? (5) Leur réponse est claire : c'est parce qu'elle manque de l'habileté qui consiste à se taire sur ses propres principes et à s'adapter à des principes différents. Un tel argument est révélateur du caractère totalement anti-historique, antidialectique, vulgaire, de la pensée de ces critiques eux-mêmes. Nos grands maîtres, Marx et Engels, sont restés dans un isolement politique effrayant de 1850 à 1864. Les révolutionnaires russes, Lénine en tête, étaient cruellement isolés entre 1907 et 1912, et, jusqu'en juillet 1914, cet isolement était presque hermétique. Nos critiques, peu enclins à réfléchir, ont négligé les faits suivants, dont l'importance n'est pas négligeable :

1 — L'Opposition de gauche russe, qui exprimait les tendances les plus solides et les plus dynamiques du prolétariat russe, ne pouvait que s'affaiblir au fur et à mesure que la bureaucratie s'élevait aux dépens de la révolution et refoulait le prolétariat.

étaient en plein recul et n'entendaient pas donner un contenu réel à leur position de principe pour la IV^e Internationale. Walcher et ses camarades n'avaient pas rompu autant qu'on avait pu le croire avec le brandlérisme. Mais il est vrai que l'évolution du S.A.P., rejeté dans l'émigration et la clandestinité, avait été brisée, tant par la répression que par le reflux des masses écrasées.

(5) Trotsky répond ici à un argument employé par Walcher lors de la préconférence du 30 décembre 1933.

2 — L'Opposition de gauche, qui exprimait le lien entre la révolution d'Octobre et la révolution internationale, ne pouvait que s'affaiblir au fur et à mesure que se manifestait la faiblesse de la révolution internationale.

3 — L'Opposition de gauche a reçu le premier coup tout de suite après la capitulation du P.C. allemand en 1923 (6) ; la défaite du prolétariat polonais (7) et celle de la grève générale anglaise en 1926, en affaiblissant l'avant-garde prolétarienne mondiale, ont affaibli l'Opposition de gauche, avant-garde de l'avant-garde (8) ; la défaite de la révolution chinoise de 1927 a fait pencher définitivement la balance en faveur de la théorie et de la pratique du « socialisme dans un seul pays » ; et, finalement, sans s'appesantir sur toute une série d'événements intermédiaires de même type, la catastrophe allemande de 1933 porte au prolétariat mondial le coup le plus cruel. Avec comme contexte ces défaites historiques sans précédent, l'Opposition a été capable d'éduquer par ses analyses théoriques des cadres numériquement peu nombreux, mais elle ne pouvait pas diriger les masses.

4 — Le déclin et la démoralisation du Comintern ne pouvaient que compromettre, aux yeux des masses, tous les groupes révolutionnaires, particulièrement ceux qui étaient, de par leur origine, liés au Comintern.

5 — Finalement, il faut ajouter les onze années de calomnie organisée par la bureaucratie stalinienne à travers le monde entier. Dans toute l'histoire politique de l'humanité, il est impossible de trouver une persécution disposant de ressources financières aussi abondantes et d'un appareil aussi systématique et constant, d'un contenu aussi venimeux, et qui, en même temps, se couvrait de l'autorité du premier Etat ouvrier.

Les dirigeants du S.A.P. ferment les yeux à toutes ces « bagatelles ». Ils oublient en outre d'indiquer où trouver en dehors du nôtre un groupe révolutionnaire qui se soit montré capable de diriger les masses pendant cette période. Si telle ou telle organisation, en particulier le S.A.P., a obtenu des succès partiels, purement empiriques, dans la nature des choses, épisodiques, et en outre

(6) C'est au lendemain de la défaite sans combat de l'Octobre allemand que la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline avait déclenché contre l'Opposition de gauche sa grande offensive.

(7) Allusion au coup d'Etat réalisé sous la direction de Jozef Pilsudski.

(8) A cette date, les P.C. étaient aux yeux de Trotsky l'avant-garde, mais l'Opposition de gauche l'avant-garde de cette avant-garde.

extrêmement instables, elle le doit dans une large mesure au travail politique et critique de l'Opposition de gauche.

Finalement — et c'est aujourd'hui de la plus grande importance pratique —, il existe des centaines et des milliers de faits qui démontrent à ceux qui savent déchiffrer les symptômes politiques que l'Opposition de gauche a d'ores et déjà réussi à briser le blocus qui l'enserrait. L'Opposition de gauche est en train de pénétrer dans divers cercles prolétariens et de préparer le triomphe du marxisme révolutionnaire à une nouvelle étape historique. Au nombre de ces symptômes, il y a le comportement du S.A.P. lui-même. Tandis que, de la main droite, il signait avec Tranmael cette résolution équivoque, diplomatique, mais aussi nuisible, de la gauche il était obligé de signer avec nous la déclaration en faveur de la IV^e Internationale — le seul document révolutionnaire progressiste de cette période. De toute évidence, ce texte ne pouvait dans l'immédiat faire des miracles ; mais il fera son chemin, en dépit des hésitations de ceux mêmes qui l'ont signé.

Pour donner une base à leur droit à une idéologie amorphe, les dirigeants du S.A.P. ont inventé une théorie spéciale que l'on peut résumer ainsi : « Ne pas dire les choses telles qu'elles sont » (9). Contrairement à tout ce que nous ont enseigné Marx, Engels et Lénine, et se dressant contre tout ce que nous enseigne l'expérience, ce principe repose sur la confusion, consciente ou à demi consciente, entre l'approche pédagogique et l'agitation d'un groupe donné dans un cas donné, et la position de principe d'un parti dans ses rapports avec le prolétariat, les autres partis et les événements historiques.

Dans une réunion de travailleurs monarchistes ou catholiques, je parlerais avec prudence du trône et de l'autel. Mais, dans le programme de mon parti, et dans toute sa politique, il faut que son attitude vis-à-vis de la religion et de la monarchie soit formulée avec une exactitude rigoureuse. Dans une réunion d'un syndicat réformiste, en tant que syndiqué, je serais bien obligé de ne pas tout dire, mais le parti en tant que tel, dans son ensemble, dans sa presse, ses réunions publiques, ses brochures et ses appels, est obligé de tout dire.

Si les conditions faites par la police obligent la presse légale à être prudente dans ses formulations, alors il faut que le parti ait une presse illégale. Quand les marxistes exigent qu'on dise les cho-

(9) Trotsky s'appuie ici sur le refus des dirigeants du S.A.P., exprimé notamment dans les lettres de Walcher, de donner ouvertement et publiquement l'appréciation qui était la leur du D.N.A.

ses comme elles sont, ils ne pensent pas à tous les discours en eux-mêmes dans telle ou telle situation particulière, mais à la politique du parti dans son ensemble. Le parti qui, pour des raisons « tactiques » dissimule sa position, n'est pas un parti révolutionnaire, parce qu'il repousse les ouvriers avancés, parce qu'il s'adapte aux préjugés des ouvriers arriérés. Et l'on ne peut rééduquer les ouvriers arriérés qu'à l'aide des ouvriers avancés.

Pourtant, même dans une réunion particulière, et tout en faisant preuve de tout le tact nécessaire pour aborder un groupe donné, il ne faut pas oublier qu'il existe en son sein des ouvriers de différents niveaux et qu'alors qu'il est nécessaire de s'adapter aux plus arriérés d'entre eux par les *méthodes d'exposition*, il est inadmissible d'adapter à eux ses propres *positions politiques*. C'est ainsi par exemple qu'il ne doit pas y avoir aujourd'hui une seule réunion politique de masse dans laquelle les marxistes révolutionnaires ne soient pas obligés d'avancer, sous une forme ou une autre, l'idée de la IV^e Internationale. Même si, aujourd'hui, ce mot d'ordre ne rassemble qu'une poignée d'hommes, il est néanmoins infiniment plus important et plus fécond que la répétition de généralités ou l'expression de critiques qui peuvent être correctes, mais manquent des conclusions claires nécessaires. En tout cas, aucune considération « tactique » ne peut excuser que l'on embrasse les escrocs et les traîtres sous les yeux des ouvriers (10).

Les leçons stratégiques les plus importantes de la dernière décennie, nous les avons formulées dans les « onze points » que vous connaissez (11). Ces brèves thèses reposent sur le travail collectif de l'Opposition de gauche internationale. Avant de parler de « sectarisme », il faut d'abord déterminer sa propre attitude vis-à-vis des questions fondamentales formulées dans les « onze points ». C'est ce que nous avons toujours exigé de nos camarades du S.A.P., et que nous continuons d'exiger d'eux précisément aujourd'hui. Sans une critique spécifique de notre position principale et des méthodes qui en découlent, leur accusation de « sectarisme » ne peut demeurer qu'un mot creux.

Si les dirigeants du S.A.P. avaient étudié ces documents, évalué et discuté la tragique expérience du comité anglo-russe, qui eut quelque signification historique, ils ne feraient pas aujourd'hui de l'expérience de leur propre « comité anglo-norvégien » une pâle

(10) Allusion double à l'alliance de l'O.S.P. et du S.A.P. avec le D.N.A. par l'intermédiaire du bureau de Londres, et aussi à la proposition du S.A.P. d'une revue en commun avec les brandlériens.

(11) Voir *Œuvres 2, juillet-octobre 1933*, n. 9, p. 85.

copie du pathétique original (12). Il ne faudrait guère d'efforts pour démontrer que tous les arguments avancés pour la défense du bloc sans principes et sans espoir avec Tranmael ne font que répéter, presque mot pour mot, ceux de Staline, Boukharine et Lozovsky (13), quand ils défendaient hier leur bloc avec Purcell (14) et Citrine. Le mépris de la théorie, qui n'est que la généralisation de la pratique passée, prend, dans ce cas aussi, une cruelle revanche.

On peut aussi, à l'occasion, entendre dans la bouche de nos alliés le reproche suivant : l'Opposition de gauche analyse la situation de façon tout à fait réaliste, et elle met en avant les mots d'ordre justes ; mais pourquoi prend-elle une attitude aussi intransigeante vis-à-vis de celles des organisations qui sont en dehors de la II^e et de la III^e Internationales ? Pourquoi exiger d'elles un marxisme « à 100 % » ? Derrière cette approche tout à fait caractéristique, se dissimule une attitude générale dans laquelle on ne trouverait pas 51 % de marxisme !

Une organisation révolutionnaire doit, bien entendu, étudier très attentivement la situation objective, afin de ne pas prendre ses propres désirs pour le sentiment des masses. Mais le parti ne pourra utiliser les conditions objectives et prendre la direction des masses que s'il possède la cohésion idéologique, l'unanimité au combat, une discipline inébranlable. L'instrument historique principal de notre époque est le parti du prolétariat. Cet instrument doit être forgé dans le meilleur acier, bien trempé et solidement forgé. Ce n'est que si cet instrument existe qu'il est possible de travailler avec succès la matière première de l'Histoire.

Une étude réaliste des conditions objectives, d'une part, une rigueur irréconciliable dans les rapports avec son parti, de l'autre, — tels sont les deux aspects organiquement indissolubles

(12) Avec ses 100 000 membres, le D.N.A. de Tranmael était évidemment la force principale du bureau de Londres, dans lequel l'I.L.P. avec ses 4 000 adhérents n'était qu'un brillant second. Mais c'est probablement le bloc Tranmael-bureau de Londres qui est désigné ici.

(13) Boukharine, président de l'Internationale et allié de Staline à l'époque, avait souvent eu à justifier face à l'Opposition de gauche la politique du « comité syndical anglo-russe ». Salomon LOZOVSKY (1872-1952), bolchevik en 1903, lié ensuite à Trotsky en émigration, était venu avec lui au parti bolchevique. Il était président de l'Internationale syndicale rouge depuis 1921.

(14) Albert Arthur PURCELL (1872-1935) avait été quelque temps membre du parti communiste et avait collaboré à l'I.S.R. A l'époque de la grève générale de 1926, il était membre du conseil général du T.U.C. et considéré par les communistes comme le représentant de la gauche dans les syndicats. En fait, sa position ne différait guère de celle du président Citrine.

du marxisme. Sans une orientation scientifique, sans un bilan de la condition des masses, une grande attention aux obstacles externes, on ne peut déboucher que sur une politique sectaire ou aventuriste. Sans une lutte quotidienne pour la pureté des principes et l'intransigeance de parti, on ne peut que patauger, comme des petits-bourgeois, dans les vagues de l'Histoire.

Vous savez sans doute qu'avec mes proches camarades allemands j'étais en faveur d'une fusion aussi rapide que possible avec le S.A.P., espérant que l'éducation d'une organisation unifiée serait accélérée par notre expérience commune, doublée d'une critique mutuelle. Mais, après avoir hésité au début, les dirigeants du S.A.P. se sont prononcés contre la fusion. La raison immédiate leur a été fournie par le D.N.A. — ou, ce qui est pratiquement la même chose, par le bureau de Londres. Ils ont refusé la fusion avec nous pour pouvoir continuer leur malheureuse romance avec Tranmael (15).

On avance maintenant une théorie particulière pour embellir cette réalité grossière : celle de l'excessive influence d'une unique « personnalité », le danger d'un régime « personnel », et ainsi de suite (16). Du point de vue marxiste, les individus sont dangereux ou utiles selon les idées ou les méthodes qu'ils représentent. Heureusement ou malheureusement, aucun d'entre nous n'a à sa disposition d'autre moyen que celui d'influer par ses idées, c'est-à-dire que nous n'avons ni pouvoir d'Etat, ni contrôle d'une trésorerie lié à un tel pouvoir, ni aucune agence stipendiée. Dans ces conditions, la prétendue crainte d'une « personnalité » est en réalité la peur de certaines idées bien définies. Une demi-hostilité aux idées de l'Opposition de gauche va de pair avec le désir de conserver sa propre indétermination, laquelle est apparemment capable d'exercer sur les masses une grande force d'attraction...

Pour justifier leur gravitation dans la direction de Tranmael, Maurin et autres — certainement, oh, très certainement au nom

(15) Le S.A.P. devait affirmer, notamment dans son organe clandestin *Das Banner*, que la rupture des négociations de fusion s'était produite au moment où les négociateurs du S.A.P. avaient proposé le maintien au sein du K.P.D. de « fractions » de la nouvelle organisation unifiée. Mais ce point n'apparaît pas dans la correspondance Trotsky-Walcher, où il semble bien en revanche que la rupture se fasse sur la question du D.N.A. Selon Kurt Landau, les groupes allemands du S.A.P. auraient été hostiles à la fusion, ce dont nous n'avons trouvé confirmation nulle part. En revanche, il souligne l'opposition à la fusion du « groupe du S.A.P. de Norvège », ce qui ramène au premier plan la question du D.N.A. et pose aussi la question de l'influence du jeune Willy Brandt.

(16) Trotsky répond ici à des attaques proférées par Walcher lors de la conférence (ci-dessus, p. 140-141).

des masses —, on a fait circuler la légende selon laquelle nous chercherions à « compromettre » les dirigeants du S.A.P. et à les couper de leurs partisans. Il va de soi que toute lutte idéologique et politique comporte le risque d'amoinrir l'autorité des dirigeants qui s'obstinent dans leurs erreurs et dissimulent par des arguments *ad hominem* leur tendance à ménager la chèvre et le chou.

C'est précisément pour cette raison que j'avais insisté pour la fusion, afin que la nécessaire discussion puisse se dérouler de façon ordonnée et amicale dans le cadre d'une organisation unique. L'idée d'employer quelque espèce que ce soit de mesures artificielles pour « compromettre » et « éliminer » les dirigeants du S.A.P. est tellement absurde qu'il ne vaut même pas la peine de s'y attarder. Nous savons trop bien à quel point nous manquons aujourd'hui d'ouvriers révolutionnaires qualifiés, et, précisément pour cela, nous n'avons aucun désir de réduire encore leur nombre. En outre, quelles raisons aurions-nous de le faire ? En fait, ces camarades, qui n'ont pas l'intention de renoncer à leur attitude chèvre-chou, ressentent comme une critique personnelle malveillante toute critique de leur attentisme. Il en a toujours été ainsi.

Pour le meilleur ou pour le pire, il n'a pas été possible à cette étape de réaliser la fusion. Notre section allemande doit bien entendu reprendre son entière liberté d'action. Cela implique-t-il une rupture avec le S.A.P. dans la préparation de la IV^e Internationale ? Ce serait faux. La formation de la IV^e Internationale est un processus très complexe, et j'ai confiance qu'au cours de ce processus, les activités de la Ligue communiste internationaliste joueront un rôle éminent, mais qu'elle ne sera pas seule.

Vous exprimez le désir que la Ligue devienne un axe autour duquel se cristalliseront tous les éléments révolutionnaires qui ont rompu avec la II^e et la III^e Internationales. La formulation est juste, mais, comme vous vous en rendez bien compte, pas tout à fait complète. Il faut inclure la jeunesse, qui n'appartient à aucune Internationale, et qui constitue le grand réservoir pour l'avenir. Mais il ne faut pas s'imaginer que l'adhésion des groupes qui quittent les vieilles Internationales se déroulera en ligne droite. Par exemple, les membres du S.A.P. ont quitté les deux vieilles Internationales, puis se sont rapprochés de nous, mais ils ont hésité et maintenant sont arrêtés à quelque distance.

Cela implique-t-il que nous devons rejeter toute tentative d'un travail commun avec eux ? Ce serait du pur sectarisme, dans

l'esprit du bordiguisme qui pense qu'on peut continuer à se sucer les doigts jusqu'à ce que l'histoire recouvre ses sens et les prie de se placer à la direction. Propager les idées de l'Opposition de gauche, recruter encore et encore de nouveaux adhérents, individuellement et par groupes, dans les rangs de la Ligue communiste internationaliste, mener dans les masses l'agitation sous le mot d'ordre de la IV^e Internationale, éduquer ses propres cadres, approfondir ses positions théoriques — *tel est notre travail fondamental dans la période historique qui est immédiatement devant nous*. Mais ce travail n'exclut pas les fusions, accords et blocs avec des organisations, qui rapprochent de nous ceux qui désirent travailler à la création de la nouvelle Internationale.

Il est vrai qu'au cours de la dernière période les dirigeants du S.A.P. ont manifesté des dispositions toujours plus amicales à *leur droite*, vis-à-vis des centristes et des réformistes, et une hostilité grandissante vis-à-vis de nous. Si cette évolution devait se poursuivre, cela signifierait bien sûr la rupture entre le S.A.P. et nous, et, de ce fait, l'effondrement inévitable du S.A.P. lui-même, puisque, comme nous l'avons indiqué plus haut, seule une organisation ayant principes, expérience et une direction internationale peut être capable de résister aux tendances de notre époque à la décomposition. Je ne pense pas cependant qu'il ne subsiste plus d'espoir en ce qui concerne le S.A.P. Si nos arguments ne réussissaient pas à l'aider, ou ne l'aidaient pas suffisamment, le salut viendrait des *actions* de ses amis de droite. Car on ne peut douter que Tranmael et compagnie ne donnent bientôt quelques leçons objectives à ces utopistes qui croient possible de transformer, de force ou par d'habiles manipulations, des ennemis en amis.

Ce serait une prétention inadmissible, pour ne pas parler d'aventurisme, que de proclamer que la nouvelle Internationale a déjà été établie (17). Bien sûr, nous n'exigeons pas cela. Nous construisons seulement les fondations et préparons la charpente. Mais, sur cette charpente, en ce moment même, nous déployons le drapeau de la IV^e Internationale afin que tous sachent quel type de construction nous sommes en train de bâtir. Que l'un de ceux

(17) Telle était pourtant de façon générale la présentation que faisait la presse du S.A.P. de la position de la L.C.I. En janvier 1934, polémique contre Trotsky et précisant la position du S.A.P. sur la nouvelle Internationale, Boris Goldenberg écrivait : « Elle n'apparaîtra pas en tant qu'organisation concurrente des deux Internationales qui n'ont aujourd'hui d'existence qu'en apparence, mais elle sera l'Internationale. Elle ne sera pas réalisée du jour au lendemain. » Pour tenter de résumer les divergences, Trotsky défendait l'idée d'une construction, le S.A.P. celle d'un processus.

qui participent à cette construction arrive demain à la conclusion que ce travail est au-dessus de ses forces ou pas à son goût, nous en serons désolés, mais nous continuerons à dresser les murs. Dans l'intérêt du travail en commun, nous sommes prêts à faire des concessions raisonnables sur toutes les questions pratiques, *mais nous ne faisons pas dépendre le destin de la IV^e Internationale de la bonne volonté de tel ou tel de nos alliés.*

Nous travaillons en ce moment sur des documents qui traitent des questions fondamentales de la stratégie prolétarienne, d'abord et avant tout par rapport à la guerre (18). Nous consacrerons tous nos efforts à réaliser sur ce point l'unanimité avec nos alliés. Si nous n'y parvenons pas, nous publierons nos documents sous notre propre signature. La vie n'attend personne. Donner à temps des réponses marxistes aux événements, c'est construire la nouvelle Internationale.

Quelle position allez-vous prendre dans votre situation ? Je crois qu'il vous faut commencer par vous autodéterminer sur les principes. Au point où en sont les choses — et ce n'est pourtant pas de votre faute —, il vous faut choisir entre la Ligue et le S.A.P. D'après votre lettre, il est clair que votre groupe n'a pas déterminé sa position sur les questions du parti norvégien, du bureau de Londres et autres. Ces questions et d'autres, analogues, serviront ensemble de pierre de touche pour la détermination d'une ligne marxiste correcte dans les tout prochains mois. Vous avez le devoir de déterminer vous-mêmes votre propre position. Bien entendu pas dans les vingt-quatre heures : il vous faut étudier les documents, collecter les faits nécessaires, comparer la question d'aujourd'hui avec l'expérience du comité anglo-russe et autres. Si cela ne s'avère pas suffisant, il faudra retarder la décision finale jusqu'à ce que de nouveaux événements aient fourni l'épreuve décisive. Personnellement, je ne doute pas le moins du monde que les événements, sur cette question comme sur toutes les grandes questions, n'œuvrent en faveur des communistes internationaux. Inutile de vous dire que je voudrais vous pénétrer de cette certitude pour vous décider à rejoindre nos rangs.

(18) Il s'agit d'une nouvelle rédaction des thèses sur « La IV^e Internationale et la Guerre » (Cf. n. 4, p. 219).

OU SONT LES LIMITES DE LA DÉCADENCE ? — Bilan du 13^e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste — (1) (18 janvier 1934)

Le plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, qui s'est réuni vers la fin décembre, a adopté une résolution (« Le fascisme, le danger de guerre et les tâches des partis communistes »), qui ressemble à une épitaphe : « Ici repose ce qui fut autrefois le parti du prolétariat international. » La résolution témoigne de l'absence d'une quelconque conception générale. Mais d'où aurait-elle pu provenir ? Des lambeaux des zigzags anciens ont été cousus ensemble n'importe comment pour servir de directives à la classe ouvrière mondiale. Tout ce qui reste au critique, c'est de montrer l'inconsistance de chacun de ces éléments pris séparément, et leur incompatibilité mutuelle.

1. La résolution affirme une fois de plus solennellement — de toute évidence il y en a quelques-uns qui n'y croient pas ! — que la politique du parti communiste allemand a été parfaitement correcte *avant, pendant, et après* la prise du pouvoir par Hitler. On nous dit pourtant, dans une parenthèse, que Remmele et Neumann (2) se rangeaient parmi « les opportunistes de droite et les

(1) T 3642. *La Vérité*, 2 & 16 février 1934. Le 13^e plénum du C.E. de l'I.C. avait siégé à Moscou du 28 novembre au 12 décembre 1933. Les questions à l'ordre du jour étaient « Le fascisme, le danger de guerre et les tâches des sections de l'I.C. », par Kuusinen, « La tactique du K.P.D. », rapport présenté par Pieck, et un rapport sur la question du front unique en Grande-Bretagne, par Harry Pollitt.

(2) Heinz NEUMANN (1902-1937), rédacteur à *Die Rote Fahne*, avait d'abord appartenu à la gauche du K.P.D. Protégé de Staline et son homme à tout faire à partir de 1925, il avait été alors un des principaux dirigeants de ce parti. En 1932 cependant, il s'était engagé dans une opposition d'appareil à la ligne imposée par l'I.C. et avait été écarté de la direction, publiquement critiqué et retenu à Moscou. Hermann REMMELE (1880-1939), ouvrier métallurgiste, militant avant guerre des jeunesses et de la gauche du S.P.D., avait milité à l'U.S.P.D. de 1917 à 1920, puis avait été l'un des dirigeants du K.P.D., membre, avec Neumann et Thälmann, du « triumvirat ». Il avait partagé les critiques de Neumann en 1932, avait lui aussi été appelé à Moscou où il venait de faire une autocritique publique pour son opposition passée.

défaitistes dans leur appréciation des perspectives de la révolution allemande ». N'est-ce pas un miracle ? Au cours des dernières années, la direction du parti communiste allemand a été officiellement confiée par le Comintern à trois personnes : Thälmann (3), Remmele et Neumann (on peut même le lire dans la dernière édition de l'« encyclopédie » allemande). On nous apprend maintenant, en passant, que deux des membres du triumvirat qui dirigea « correctement » le parti allemand, avant et pendant la prise du pouvoir, se sont par hasard révélés « opportunistes et défaitistes ». Seuls les murs épais d'une prison fasciste protègent le troisième d'un tel accident. Mais, en vérité, de qui les dirigeants du Comintern se moquent-ils ? N'est-ce pas d'eux-mêmes ?

2. Selon la résolution, « le développement du fascisme et son arrivée au pouvoir, en Allemagne et dans une série d'autres pays capitalistes, signifient une aggravation de la crise révolutionnaire et une indignation croissante de larges masses contre la domination du capital ». Cela s'appelle effacer les traces. On sait depuis longtemps que le développement du fascisme aurait été impossible sans celui de la crise sociale du capitalisme. Mais la victoire de Hitler (« l'arrivée du fascisme au pouvoir ») n'est pas du tout issue de « l'indignation de larges masses contre la domination du capital », mais de l'impuissance de ces masses, paralysées par le réformisme et l'aventurisme, par l'absence d'une direction révolutionnaire et par la politique méprisante et criminelle du Comintern. « Sans Staline, Hitler n'aurait pas gagné. » Aucun subterfuge bureaucratique ne peut dissimuler, ni la profondeur de la défaite allemande, ni la responsabilité du Comintern.

3. « La social-démocratie, déclare la résolution, ne cherche qu'à abuser et désarmer les ouvriers en niant la fascisation de la démocratie bourgeoise, et en opposant par principe (!) les pays démocratiques aux dictatures fascistes. » En mélangeant délibérément des questions d'ordres différents, cette formulation confuse sert le même objectif : justifier la politique « correcte » du parti communiste allemand, qui à l'époque de Braun-Severing-Brüning (4) affirmait que le fascisme avait déjà vaincu, car il n'existe pas

(3) Ernst THÄLMANN (1886-1944), docker à Hambourg, militant socialiste en 1903, était passé en 1917 à l'U.S.P.D. et au K.P.D. en 1920. D'abord membre de sa « gauche », il était devenu l'un des protégés de Staline qui en avait fait en 1925 le président du parti. Il avait appliqué servilement la ligne qui lui avait été dictée, et se trouvait en prison depuis le début de mars 1933.

(4) Otto BRAUN (1872-1955), ouvrier imprimeur, avait été ministre-président social-démocrate de Prusse de 1920 à 1932. Karl SEVERING (1875-1952), social-démocrate, avait été ministre de l'intérieur du Reich de 1928 à 1930, de Prusse de 1920 à 1926 et de 1930 à 1932. Heinrich BRÜNING (1885-1970), du centre catholique, avait été chancelier de 1930 à 1932, et avait mené une politique d'austérité.

de différence « de principe » entre le régime de la social-démocratie et celui du national-socialisme. Ces messieurs ignorent apparemment ce qu'on entend par une « différence de principe ». Nous allons les aider. Le tsarisme était la domination de l'Etat des propriétaires féodaux et du grand capital. Le gouvernement provisoire de la république de février demeurait, lui aussi, la domination des propriétaires féodaux et du grand capital. Y avait-il entre les deux une différence « de principe » ? De toute évidence, non. Dans ce cas, valait-il la peine de faire la révolution de février ? Ou, pour poser la question autrement, peut-on accorder une quelconque importance « de principe » à la révolution de février ? Pourtant, sans la révolution de février, la révolution d'Octobre aurait été impossible. Le grand capital régnait en Allemagne sous l'infâme démocratie de Müller-Severing-Brüning (5) ; le grand capital règne sous Hitler. De toute évidence, il n'existe pas de différence « de principe » entre ces deux régimes. Pourtant, après la prise du pouvoir par les fascistes, le prolétariat s'est trouvé privé de tous ses moyens de défense et d'attaque.

Le 13^e plénum nous offre le raisonnement classique de l'anarchisme dans toute sa lourdeur originelle. MM. Kuusinen, Maisky et autres ne sont pas des anarchistes ; ils apprécient beaucoup trop pour cela l'aide du G.P.U. dans la lutte contre les marxistes révolutionnaires. Cependant, la logique de leurs erreurs, de leurs subterfuges et de leurs démentis, les a conduits à la philosophie anarchiste : les changements de régime politique sont dénués, s'il vous plaît, de toute signification « de principe » ! Aucun doute que les communistes, qui sont aujourd'hui non à l'Hôtel Lux (6) mais dans les camps de concentration, voient ces questions sous un angle différent.

4. La résolution nous apprend que la différence entre la social-démocratie et le fascisme concerne seulement « les formes et les méthodes de la fascisation ». Seulement ! Contrairement aux fascistes, les social-fascistes « défendent le maintien des formes parlementaires tout en menant à bien la fascisation de la dictature bourgeoise ». Mais, en raison de ces « formes et méthodes », le fascisme mène une lutte à mort contre la social-démocratie, assassinant ses dirigeants, saisissant ses immeubles et ses fonds, envoyant les ouvriers en camp de concentration. Nous

(5) Hermann MÜLLER (1876-1931), social-démocrate, élu des conseils de soldats en 1918, avait été chancelier du Reich de 1928 à 1930.

(6) L'hôtel Lux était à Moscou le lieu de résidence des fonctionnaires de l'I.C. et des responsables des P.C. étrangers qui séjournaient dans la capitale soviétique.

savons que la social-démocratie est un parti qui s'adapte à n'importe quelle force politique, qui rampe à genoux devant les représentants couronnés des classes dominantes ; comment se fait-il, pourrions-nous nous demander, que ce parti profondément opportuniste, qui œuvre à la fascisation, soit victime du national-socialisme, au lieu de s'adapter à lui ? Est-ce seulement du fait de « formes et méthodes » sans principe ? Les perspicaces dirigeants du Comintern ont remarqué les « formes parlementaires », mais ont oublié les *organisations politiques et économiques du prolétariat*. Ils n'ont pas un seul mot pour rappeler que la social-démocratie ne peut ni vivre, ni respirer — c'est-à-dire ne peut ni utiliser la démocratie, ni trahir les ouvriers — sans prendre appui sur les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. C'est précisément là que réside l'insurmontable contradiction entre la social-démocratie et le fascisme ; c'est précisément là, dans cette perspective, qu'on découvre l'étape nécessaire, inévitable, de la politique du front unique avec la social-démocratie. Sa tentative de sauter par-dessus cette étape a coûté la tête au Comintern.

5. « La social-démocratie », aux termes de la résolution, « continue à jouer le rôle de soutien social *principal* de la bourgeoisie, également dans les pays où existe une dictature fasciste ouverte. » Il est difficile d'imaginer imbécillité plus provocante. La social-démocratie a été chassée de toutes ses positions, abattue et piétinée, précisément parce qu'elle avait cessé de servir de soutien à la bourgeoisie. La place de la bureaucratie ouvrière, qui s'appuyait sur les organisations réformistes du prolétariat et se faisait graisser la patte par le capital financier, a été prise par les nervis fascistes qui s'appuient sur la petite bourgeoisie déchaînée. L'essence de la prise du pouvoir a consisté dans le remplacement d'un « soutien social » par un autre « soutien social », pour utiliser la terminologie des dirigeants du Comintern : en réalité, ce dont ils veulent parler, ce n'est pas du soutien social, mais du soutien politique.

Ces pédants veulent évidemment exprimer l'idée que le fascisme s'appuie sur le manque de confiance des ouvriers en eux-mêmes ; et que le réformisme porte la responsabilité de la situation humiliante dans laquelle se trouve le prolétariat. Historiquement, c'est vrai. Mais il est vrai également que le Comintern a été fondé en 1919 pour liquider l'influence néfaste de la social-démocratie. Jusqu'en 1923, le Comintern a rempli cette tâche avec succès. Au cours des dix dernières années, il n'a cessé de

décliner (*). En discréditant les méthodes révolutionnaires dans la conscience des masses laborieuses, le Comintern a fourni l'une des conditions les plus importantes de la victoire du fascisme. Cela ne signifie pas, bien entendu, que le Comintern joue aujourd'hui le rôle de « principal soutien social » de Hitler ; mais cela signifie que, pour renverser Hitler, il faut en finir avec le Comintern.

6. « Mais — la résolution nous rassure — elle (la social-démocratie) est déjà engagée dans un processus de décomposition dans la majorité des pays. » Dans une brève communication du 13^e plénum, le parti communiste *britannique* se voit conseiller de « renforcer la lutte pour le front unique, d'y attirer les travailleurs qui suivent encore (!) le Labour Party et la bureaucratie syndicale ». Le petit mot « encore » révèle intégralement l'univers fantôme où vivent les bureaucrates du Comintern. Le parti communiste britannique est une pitoyable fiction. Et, d'un autre côté, le parti des travaillistes, couvert de trahisons, se prépare une fois de plus à assurer le pouvoir en vue de nouvelles trahisons. En 1926-1927, le Profintern (7) comptait « un million » d'ouvriers dans les rangs de la gauche des syndicats (8). Il ne reste rien aujourd'hui de ce mouvement. Et nous ne mentionnerons pas l'effondrement du parti *allemand* qui — hélas — ne sera pas sauvé par les efforts de quelques centaines ou de quelques milliers d'ouvriers dévoués jusqu'au sacrifice.

En *France*, la scission du parti socialiste n'a pas fait progresser d'un cheveu le parti communiste, en décomposition. Les syndicats unitaires sont tombés d'un demi-million à moins de 200 000, tandis que les réformistes passaient de 300 000 à 800 000. En *Belgique*, le parti communiste n'existe pas politiquement ; le parti du ministre de Sa Majesté, Vandervelde (9), continue à dominer le mouvement ouvrier. En *Autriche*, la social-démocratie, fidèle à elle-même, conduit le prolétariat vers une

(*) [Note de Trotsky] : Certains de nos critiques déclarent à ce sujet : il apparaît que du temps de Lénine tout allait bien, et que depuis sa mort tout va mal ; que fait-on du marxisme ? Les causes de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et du Comintern ont été dévoilées par nous depuis longtemps ; personne n'a présenté d'autres explications ; mais les processus historiques objectifs s'accomplissent par le truchement des personnes, des influences personnelles déterminées peuvent accélérer ou ralentir ces processus. C'est un fait historique indiscutable que la réaction bureaucratique a largement utilisé la maladie de Lénine et s'est frayé un chemin au moyen de la lutte forcenée contre le « trotskysme ».

(7) Internationale syndicale rouge.

(8) Au début de 1926, le National Minority Movement britannique fut sans doute très près de la majorité.

(9) Emile Vandervelde (ci-dessus n. 4, p. 39) avait été ministre de l'intérieur de 1916 à 1918, de la justice de 1918 à 1921, des affaires étrangères de 1925 à 1927.

débâcle totale, tandis que le parti communiste n'a jamais réussi à sortir de sa nullité. En dépit du fait qu'en *Suède* et au *Danemark* la social-démocratie ait été au pouvoir pendant des années, les partis communistes officiels de ces pays sont restés inexistantes.

En *Norvège*, le perfide réformiste Tranmael, qui jouissait en 1923 d'un soutien un peu supérieur à celui de la section orthodoxe du Comintern (10), a obtenu 45 % des voix aux dernières élections, cependant que le parti communiste a dégénéré en une secte pitoyable. En *Suisse*, la social-démocratie a gagné un canton après l'autre tandis que le parti communiste abandonne de plus en plus la scène. En *Espagne*, où la social-démocratie, directement responsable de l'étranglement des masses révolutionnaires au cours des dernières années, s'est incontestablement affaiblie, et où l'anarcho-syndicalisme a révélé son inconsistance à une échelle sans précédent, le parti communiste n'a pas réussi à sortir de son état inexistant. Tout semble indiquer qu'en passant du côté de l'opposition, le parti socialiste espagnol regagnera une fois de plus les positions qu'il a perdues.

Le parti communiste *polonais*, qui, jusqu'en 1931, représentait une force politique considérable, a complètement dilapidé son influence sur les masses. La direction de la classe ouvrière est revenue aux mains du P.P.S. (parti socialiste polonais) (11). Le rapporteur Kuusinen (12) aurait pu décrire avec éloquence comment le parti communiste de *Finlande* a été réduit à néant sous sa direction. La résolution du 13^e plénum ne mentionne nommément qu'un seul pays où il paraît que « la majorité de la classe ouvrière est unie derrière le parti communiste ». Il s'agit de la Bulgarie ! Mais, même là-bas, les ouvriers n'ont pas réagi du tout aux mesures terroristes adoptées contre le parti communiste. Tels sont les faits.

(10) Lors de la rupture, en 1923, du D.N.A. avec l'I.C., une fraction minoritaire, dirigée par Arvid HANSEN (né en 1894), Olav SCHEFLO (1883-1959) et le dirigeant des J.C. Peder FURUBOTN (né en 1890), avait constitué un nouveau parti communiste (N.K.P.) affilié à l'I.C.

(11) Le P.P.S. (Polska Partia Socjalistyczna), fondé en 1906, avait été affaibli par la scission de sa gauche procommuniste en 1918, puis par l'établissement de la dictature militaire sous son ancien dirigeant Josef Pilsudski en 1926.

(12) Otto W. KUUSINEN (1881-1964), professeur, avait été l'un des dirigeants du parti social-démocrate lors de la révolution finlandaise en 1918, puis l'un des fondateurs du P.C. Depuis 1933, il dirigeait à Copenhague le bureau d'Europe occidentale de l'I.C.

7. Les « Almanachs » du Comintern d'il y a quelques années donnaient sur la force numérique des partis communistes les chiffres suivants :

	Allemagne	Gr. Bret.	France	Tchécosl.	Norvège
1921	360 000	10 000	90 000	360 000 (?)	97 000
1923	400 000	4 000	52 000	154 000	20 000
					(après scission)
1926	150 000	5 000	83 000	93 000	7 000

Après cela, les statistiques du Comintern, de même que la publication des almanachs, ont cessé : devant un abîme, le mieux est de fermer les yeux. Mais le véritable déclin n'a commencé qu'en 1925-1926, pour prendre un caractère irrésistible au cours de la « troisième période ». En dehors de l'Union soviétique, où le parti a été liquidé, étranglé bureaucratiquement, il n'y a aucune exagération à dire que le nombre total des membres du Comintern est maintenant environ 10 fois moindre qu'à la période de son apogée. En ce qui concerne le Profintern, il faudrait donner une proportion encore plus accablante. Le « Krestintern » (13) a déjà trépassé depuis longtemps et son nom même a disparu de la circulation. Les chiffres cités ci-dessus sont néanmoins très loin de donner une image complète de l'effondrement théorique du Comintern et du déclin de son prestige révolutionnaire.

8. Comment le Comintern lui-même explique-t-il ces faits ? Il ne les explique pas, il les passe sous silence. Le 13^e plénum remarque seulement en passant, à propos des tâches du « travail de masse » des partis communistes, que « le travail dans les entreprises et les syndicats est encore (!) leur point faible ». *Le point faible* du Comintern est le travail dans les entreprises et dans les syndicats, c'est-à-dire dans le prolétariat. Où est donc son point fort ? De toute évidence dans la force de Münzenberg et dans l'Hôtel Lux de Moscou. Que signifie le mot « encore » ? En fait, la période où les partis communistes gagnaient des syndicats et des comités d'usine, tandis que le Profintern représentait une force considérable, cette période appartient au passé, pas à l'avenir. On ne peut revenir en arrière. La politique de Zinoviev-Boukharine-Staline-Kuusinen-Manuilsky a ruiné le Comintern.

9. De la force gaspillée, il n'est resté qu'un optimisme artificiel, fabriqué sur commande. « Ce serait une erreur opportuniste de droite, proclame le 13^e plénum, que de ne pas voir aujourd'hui

(13) Il s'agit de l'Internationale paysanne.

les tendances objectives de la maturation grandissante de la crise révolutionnaire dans le monde capitaliste. » Que signifie « grandissante » ? Est-ce en comparaison de la situation à l'époque où Hitler n'avait pas encore gagné ? Et cette catastrophe a-t-elle résulté de l'absence de « tendances objectives d'une crise révolutionnaire » ?

Si le Comintern avait mis, à partir de 1929, ou même de 1930 ou 1931, à la base de sa politique, l'incompatibilité objective entre la social-démocratie et le fascisme, ou, plus exactement, entre le fascisme et la social-démocratie, si, là-dessus, il avait bâti une politique systématique et constante de front unique, l'Allemagne, en quelques mois, aurait été couverte d'un puissant réseau de comités de défense prolétarienne, c'est-à-dire de soviets ouvriers en puissance. Si le gouvernement de l'U.R.S.S. avait annoncé en temps voulu qu'il considérerait la venue de Hitler au pouvoir comme la préparation d'une attaque à l'Est ; s'il avait, en mettant à profit la situation favorable en Europe, pris en même temps les nécessaires mesures militaires préparatoires, sur les frontières occidentales de l'U.R.S.S., il aurait inspiré une assurance deux fois plus grande aux ouvriers allemands, et l'Allemagne aurait eu toutes les chances de devenir une république soviétique. L'Europe et le monde entier auraient aujourd'hui un visage différent. Au lieu de cela, le Comintern stalinien, comme la diplomatie stalinienne, ont aidé des deux côtés Hitler à se mettre en selle. Après quoi Piatnitsky (14) s'est posé le doigt sur le front, et a expliqué : « Les ouvriers allemands se sont rendus au bourreau sans combat parce que... il n'y avait pas de situation révolutionnaire. » MM. les stratèges, combien de « situations révolutionnaires » êtes-vous encore prêts à gâcher ? Heureusement, vous aurez le bras moins long.

10. « Le développement révolutionnaire », nous apprend le 13^e plénum, est, simultanément, « rendu difficile et accéléré par la frénésie fasciste de la bourgeoisie. » A cette phrase équivoque est attaché le mélancolique post-scriptum suivant : « En ce moment, la haine révolutionnaire du prolétariat grandit sous des formes moins ouvertes (!) en Allemagne. » Et voilà ! Le lendemain de la prise du pouvoir par les fascistes, on nous avait promis une insurrection prolétarienne dans les tout prochains mois, sinon dans quelques semaines ; on nous prédisait carrément qu'elle coïncide-

(14) Iossip PIATNITSKY (1882-1939), militant socialiste en 1898, était un révolutionnaire professionnel qui était entré en 1921 dans l'appareil de l'I.C. et était depuis 1923 membre de son secrétariat.

rait avec Octobre. Quiconque refusait de le croire était stigmatisé comme contre-révolutionnaire. Après cela, le plébiscite a donné à Hitler quarante-trois millions de voix contre trois à l'opposition (15). « Il ne faut pas nous blâmer, ont répondu tous les Kuusinen, Hitler, voyez-vous, fait régner la terreur. » Comment donc ! Hitler s'est emparé du pouvoir précisément pour pouvoir agir par la terreur. Mais, si — comme ces Messieurs les faillis l'affirmaient au début — la prise du pouvoir par les fascistes contribuait à « accélérer la révolution », alors cela se serait manifesté avant tout dans l'impossibilité de faire plier les ouvriers par des mesures de terreur, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas encore de barricades, mais seulement de mettre dans les urnes des bulletins pour l'opposition. Mais il est apparu que le fascisme, après avoir recueilli dix-sept millions de voix sous la démocratie, terrorisait plus de vingt-cinq millions de personnes. Si c'est là une expression de l'« accélération » de la révolution, alors c'est qu'elle ne se distingue en rien de l'aggravation de la contre-révolution. « Pessimisme ! », « Défaitisme ! », « Capitulation ! », vont une fois de plus hurler ces parvenus qui sont précisément payés pour être prêts à appeler contre-révolution la révolution, au moment où leurs patrons l'exigent. Travailleurs, apprenez à mépriser cette tourbe de bureaucrates !

11. Les directives du Comintern, sans s'élever au-dessus du niveau de son analyse théorique, la contredisent cependant point par point. Le 13^e plénum prescrit aux partis communistes « d'expliquer minutieusement *l'asservissement politique et économique que réserve aux travailleurs la dictature fasciste* ». On venait juste de nous enseigner « minutieusement » qu'il n'existait pas de différence « de principe » entre la démocratie et la dictature fasciste, et que la social-démocratie ne cherche qu'à tromper les ouvriers en les effrayant avec la destruction fasciste de la démocratie. Tout d'un coup, et sans aucune transition logique, les dirigeants du Comintern, en chœur avec les social-démocrates, effraient « minutieusement » les ouvriers avec l'asservissement qu'apportera la victoire du fascisme. C'est une honte de lire ce galimatias politique qui est cependant la création achevée de la fameuse théorie des deux jumeaux : social-démocratie et fascisme (16).

(15) Il s'agit du plébiscite du 12 novembre 1933 (Cf. n. 2, p. 54).

(16) C'était à Staline que revenait l'origine de la formule sur « fascisme et social-démocratie frères jumeaux », qui avait ouvert la voie à la prétendue théorie de la « fascisation » de la social-démocratie et à l'emploi généralisé du terme de « social-fascisme » pour « social-démocratie » qui avait caractérisé la politique du K.P.D. et de l'I.C. avant 1933.

12. Le plénum charge les partis communistes de la tâche de « soulever les masses pour défendre en temps voulu les syndicats, la presse ouvrière, les locaux ouvriers, le droit de grève, le droit de tenir des réunions ouvrières... en créant des groupes d'auto-défense armés pour repousser les bandes terroristes ». De toute évidence, il s'agit de défendre non seulement les syndicats communistes, leurs journaux et leurs locaux, mais aussi ceux des organisations ouvrières en général. Et puisque la social-démocratie n'est pas moins profondément intéressée que le parti communiste à la défense de *ses propres* syndicats, journaux et locaux, alors il découle impérieusement de cela la politique du front unique. N'est-il pas nécessaire dès maintenant de se tourner vers les partis socialistes et les syndicats des pays où le fascisme n'en est encore qu'à se préparer à l'attaque, en leur proposant une défense en commun, en particulier des actions communes de détachements ouvriers ? Mais la résolution est muette sur ce point. Elle n'ose pas en parler, de peur de dérouler toute la chaîne des crimes commis par le Comintern.

13. Le comité exécutif recommande de lutter pour le droit de grève et le droit de tenir des réunions ouvrières, en d'autres termes, pour *les droits démocratiques du prolétariat*. Il faut y ajouter la défense d'élections libres et de l'inviolabilité des députés communistes — et, par conséquent, la défense du parlementarisme lui-même contre les assauts fascistes et bonapartistes. De quelle façon couarde, confuse, prudente et bafouillante les malheureux dirigeants du Comintern abordent la question de la défense des positions démocratiques du prolétariat ! Ces demi-concessions masquées ne sont absolument pas suffisantes pour une politique correcte, mais elles sont bien suffisantes pour constituer un réquisitoire contre le Comintern.

14. La résolution exige que les partis communistes « mettent fin à leur mépris opportuniste et capitulard (!) pour le travail syndical, et en particulier pour le travail à l'intérieur des syndicats réformistes ». Au 15^e anniversaire du Comintern, le plénum est obligé d'expliquer aux partis communistes qu'il n'est pas permis de nourrir du dédain pour les organisations ouvrières de masse. Ses ennemis les plus enragés n'ont jamais rien dit de plus accablant pour le Comintern que ces quelques mots. Le « mépris » du prolétariat et de ses organisations de masse, c'est le résultat de toute la politique de l'aventurisme bureaucratique, tel qu'il a imprégné les nerfs et le cerveau.

15. Les perspectives ? Sur ce point, la résolution nous ramène de nouveau à la question de savoir si la victoire du fascisme accélère la révolution prolétarienne. On pourrait avec un égal bonheur soutenir qu'un naufrage « accélère » le voyage d'Europe en Amérique. L'énorme importance de cette question est évidente : si le fascisme « accélère », alors on peut répéter en France, en Espagne, en Belgique, en Hollande, etc., la même politique qui a été appliquée avec un tel succès en Allemagne. On ne peut douter de ses heureux résultats. Les bolcheviks-léninistes doivent donc d'autant plus impitoyablement chasser la théorie et la pratique de l'aventurisme bureaucratique des rangs du mouvement ouvrier !

Il est incontestable que le prolétariat, écrasé par le fascisme, émergera finalement de sa défaite ; mais seulement au prix de terribles sacrifices, équivalant à la destruction politique d'une génération entière. L'expérience italienne l'atteste clairement.

Contre l'exemple italien, le plénum met en avant la conception suivante : « Contrairement à la première vague de la fascisation d'Etats capitalistes qui s'est produite au cours de la transition d'une crise révolutionnaire à une stabilisation partielle, le monde capitaliste aujourd'hui est en train de passer de la fin de la stabilisation capitaliste à la crise révolutionnaire. »... La faible portion de vérité contenue dans cette phrase est abondamment diluée dans les mensonges. La victoire de Hitler ne coïncide pas du tout avec la transition de la stabilisation à la crise, parce que la crise mondiale inouïe a commencé en 1929 et qu'Hitler l'a emporté cinq ans plus tard, au moment où la crise sociale générale du capitalisme pouvait être de nouveau atténuée pour un temps par une reprise conjoncturelle. En tout cas, une chose est incontestable : les contradictions du capitalisme, internes et internationales, se sont monstrueusement aggravées et tous les régimes bourgeois, fascistes compris, vont au-devant d'épreuves terribles.

Sur ce point, la résolution remarque : « A tout moment peut se produire le tournant qui signifierait la transformation de la crise économique en crise révolutionnaire. » Cette idée n'est pas nouvelle, les bolcheviks-léninistes ont expliqué depuis longtemps que notre époque était celle des tournants politiques brusques. Mais cette idée est moins que toute autre applicable, aujourd'hui précisément, à l'Allemagne. Une situation révolutionnaire peut se créer dans tous les autres pays d'Europe plus vite qu'en Allemagne, où le prolétariat a besoin d'une période considérable pour se remettre de son écrasement et de sa démoralisation, et reprendre

confiance en ses propres forces. Inutile de dire que la victoire du prolétariat dans n'importe quel autre pays accélérera le processus de renaissance révolutionnaire en Allemagne.

Le problème crucial n'est cependant pas de savoir dans quel ordre les pays parviendront à une situation révolutionnaire. Dans quelque pays qu'elle se produise, « la transformation de la crise économique en crise révolutionnaire » ne tranche pas totalement la question. Pour que la crise révolutionnaire puisse se transformer en révolution prolétarienne et non en nouvelle prise du pouvoir par les fascistes, il faut une politique juste et, par conséquent, un *parti révolutionnaire* authentique. Il faut une nouvelle Internationale !

16. Il n'y a pas lieu d'être fier, quinze ans après la fondation de la III^e Internationale, de devoir, d'une certaine manière, tout reprendre à zéro. Mais la responsabilité d'un pareil recul retombe sur les dirigeants du Comintern. On ne peut refaire le passé. Il faut partir des choses telles qu'elles sont réellement, afin de consolider l'avant-garde révolutionnaire internationale à une nouvelle étape historique.

C'est indispensable, aussi bien dans l'intérêt de la révolution mondiale que pour la sauvegarde de l'U.R.S.S. Rien ne menace autant aujourd'hui la position mondiale du premier Etat ouvrier que d'avoir foi dans le Comintern parasitaire. Au moment du danger pour l'U.R.S.S., on peut attendre autant d'aide de Cachin et de Jacquemotte que de Léon Blum et de Vandervelde (17).

17. Le plénum n'a pas été sans remarquer aussi la question de la nouvelle Internationale. Après avoir constaté « un glissement à gauche des ouvriers socialistes » et « des querelles entre dirigeants social-fascistes » qui en découlent, la résolution mentionne la tentative de « concocter une nouvelle Internationale 2 1/2 » à partir d'éléments de gauche. La pensée politique des dirigeants du Comintern ne va pas plus loin que ces phrases à bon marché. Pourtant, la question d'une nouvelle étape dans le mouvement ouvrier mondial est posée.

L'afflux des ouvriers vers la social-démocratie, doublé du danger mortel que constitue le fascisme, rompt le vieil équilibre du

(17) Marcel CACHIN (1869-1958), social-patriote pendant la guerre, chef de la majorité « centriste » de la S.F.I.O. en 1919, s'était rallié en 1920 à l'adhésion à l'I.C. et était resté depuis à la direction du P.C. français. Joseph JACQUEMOTTE (1883-1936) était le chef du parti communiste belge depuis l'exclusion en 1928 de la majorité du C.C. solidaire de l'Opposition russe persécutée. Léon BLUM (1872-1950) était le maître à penser de la S.F.I.O. depuis la scission de Tours du parti socialiste.

camp du réformisme et engendre en son sein de nouveaux courants et de nouvelles différenciations. La croissance actuelle de la social-démocratie ne fait que lui préparer une crise nouvelle et infiniment plus grave. Il faut aborder cette crise avec un plan stratégique clair, et non s'en débarrasser avec des mots d'esprit creux sur « les querelles entre dirigeants ».

Il faut comprendre que la social-démocratie n'a jamais été auparavant prise dans un étau aussi terrible qu'aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si, à la dernière minute précédant la catastrophe, Stampfer (18) a téléphoné à l'ambassade soviétique pour chercher du secours contre Hitler. La traditionnelle répartition des rôles entre Blum et Renaudel (19) s'est transformée en scission (20). Blum, qui a conduit une lutte venimeuse contre l'« impérialisme » soviétique, se sent maintenant obligé d'annoncer que la social-démocratie française mène désormais sa « lutte pour la paix » dans un front uni avec l'U.R.S.S. La social-démocratie belge met en avant, parmi ses principaux mots d'ordre, la reconnaissance de l'U.R.S.S. Dans les rangs de mencheviks russes, se renforcent des tendances en faveur de la reconnaissance de l'Etat soviétique comme Etat ouvrier. En même temps, dans les rangs de la bureaucratie réformiste de gauche, grandit un intérêt, en partie feint et en partie sincère, pour les bolcheviks-léninistes. Même chez les mencheviks russes apparaissent des « novateurs » qui découvrent les aspects positifs du... « trotskysme ».

Il serait puéril de prendre tout cela indistinctement pour argent comptant ; il faudrait être un Kuusinen pour n'y voir rien de plus que « des querelles entre dirigeants social-fascistes ». Il faut prendre au mot les réformistes qui se tortillent et pousser les masses réformistes dans la voie de l'action — battre l'ennemi avec ses propres armes.

De cette perspective il ne découle évidemment pas qu'il faille courtiser les bureaucrates social-démocrates, étouffer leurs crimes, exagérer leurs « services », ainsi de suite. Une telle politique

(18) Friedrich STAMPFER (1874-1957) était député social-démocrate en Allemagne depuis 1920, rédacteur en chef du *Vorwärts*, organe du S.P.D. depuis 1916. En 1933, il avait tenté de réaliser un front unique jusque-là refusé par son parti. Il vivait en exil.

(19) Pierre RENAUEL (1871-1935), collaborateur de Jaurès à *L'Humanité*, lui avait succédé à la direction de ce quotidien en 1914, et, après avoir été le chef de file de la droite social-patriote de 1914 à 1918, avait été l'un des principaux dirigeants des « néos ».

(20) Renaudel et les autres principaux dirigeants néos qui s'appuyaient sur le groupe parlementaire S.F.I.O. avaient été exclus de ce parti en octobre 1933.

est digne du centrisme de gauche qui ne se considère lui-même que comme l'ombre du réformisme et qui craint de s'opposer réellement à lui. Celui qui cherche un accès aux masses en s'adaptant aux dirigeants réformistes sera à coup sûr jeté par-dessus bord par les masses en même temps que les dirigeants compromis. Une lutte conséquente contre le réformisme, pas la moindre concession au centrisme, voilà ce qui est inscrit sur le drapeau de la IV^e Internationale.

18. Dans les conditions actuelles, le flanc gauche de la social-démocratie évoluerait rapidement vers le communisme si la voie n'était barrée par la bureaucratie stalinienne. Ne parvenant pas à comprendre la dialectique historique de la dégénérescence du Comintern, de nombreux groupes « de gauche » s'arrêtent à mi-chemin et chérissent l'idée de la fusion des deux Internationales, de la fondation d'une Internationale intermédiaire et autres fantasmagories réactionnaires de ce genre.

Mais, à côté de ces courants hybrides qu'attend une évolution difficile, avec d'inévitables scissions, se constituent, en ce moment même, des groupes plus progressistes qui se sont assigné comme tâche la création de la *IV^e Internationale*, c'est-à-dire la restauration de la politique de Marx et de Lénine à un niveau historique nouveau et supérieur.

Le 13^e plénum a daigné remarquer également cette tendance : « Le valet de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, Trotsky, avec ses efforts pitoyables pour créer une IV^e Internationale, s'efforce sans succès d'empêcher le passage des ouvriers social-démocrates dans le camp du communisme. » Cela va bien à des gens qui font passer la victoire de la contre-révolution pour l'« accélération » de la révolution, de faire passer les marxistes pour des contre-révolutionnaires. Mais cela ne vaut pas la peine de s'y arrêter. Un autre aspect de la question est plus intéressant. Il apparaît que « la bourgeoisie contre-révolutionnaire » (de toute évidence, il en existe également une révolutionnaire !), qui a la social-démocratie comme principal « soutien social », et qui, en même temps, charge le fascisme d'anéantir son « soutien principal », bien qu'il n'existe pas entre eux de différence « de principe », il apparaît donc que cette « bourgeoisie contre-révolutionnaire » a besoin en outre et surtout de... la IV^e Internationale. En tout cas, il existe une consolation dans le fait qu'en dépit des efforts des contre-révolutionnaires « le passage des ouvriers social-démocrates dans le camp du communisme » non seulement ne soit pas gêné, mais au contraire grandisse, non de jour en jour, mais d'heure en

heure... Seuls des gens qui méprisent l'opinion publique de la classe ouvrière peuvent mentir aussi crûment et aussi stupidement.

Les décisions du 13^e plénum sont imprégnées de l'esprit du cynisme bureaucratique. Le Comintern est mort pour la cause révolutionnaire. Et il ne sera pas ressuscité par le 7^e congrès qui a enfin été convoqué pour « la deuxième moitié » de cette année. Le mouvement révolutionnaire suivra d'autres voies. Les bolcheviks-léninistes ont le droit d'être fiers du fait que l'Histoire ait placé sur leurs épaules la mission d'ouvrir ces nouvelles voies.

A LA VEILLE DU DIX-SEPTIÈME CONGRÈS ⁽¹⁾

Les congrès bolcheviques, hier et aujourd'hui

(20 janvier 1934)

Le prochain congrès du parti dirigeant en Union soviétique a été convoqué pour donner son approbation à la direction politique, au plan économique et au travail du Comintern, conformément à une formule préparée à l'avance. Cependant, ces trois domaines étroitement liés entre eux posent un certain nombre de questions brûlantes auxquelles le congrès ne pourra, ni ne voudra répondre — non parce que ces questions entrent en conflit avec les intérêts de l'Etat ouvrier, mais parce que le fait même de les poser est incompatible avec les intérêts de la bureaucratie dominante.

Avant tout, pourquoi un congrès régulier n'a-t-il pas été convoqué pendant trois ans et huit mois ? Dans les conditions les plus pénibles de la lutte clandestine et de l'émigration de 1903 à 1907, quatre congrès ont eu lieu : à Bruxelles-Londres, Genève, Stockholm et de nouveau à Londres. Les années de réaction qui suivirent et le complet déclin du parti interrompirent la succession régulière des congrès. Ce n'est qu'en 1912 qu'une conférence bolchevique se réunit à Prague, d'une importance équivalente à celle d'un congrès. Mais à peine le mouvement révolutionnaire venait-il de renaître (1912-1914) que la guerre éclata.

En avril 1917 fut convoquée une nouvelle conférence du parti qui eut, là encore, valeur de congrès, étant donné son importance. Quatre mois plus tard, à la fin de juillet 1917, dans des conditions de semi-légalité, le 6^e congrès se réunit et posa les prémisses politiques de l'insurrection d'Octobre. Huit mois plus tard, un nouveau congrès du parti était convoqué pour trancher les désaccords au sujet de Brest-Litovsk. Les cinq congrès suivants furent convoqués régulièrement tous les ans, et chacun d'entre eux marqua une époque importante dans le développement du parti et de la politi-

(1) T 3643, *La Vérité*, 26 janvier 1934. Titre primitif : « Les congrès bolcheviques autrefois et aujourd'hui. »

que soviétiques. Chaque congrès était précédé par une discussion qui se déroulait dans une liberté totale.

Tel était le régime avant la mort de Lénine et la déclaration de guerre au « trotskysme ». Les 13^e et 14^e congrès n'avaient déjà eu lieu qu'après des retards considérables dus aux manœuvres bureaucratiques de couloirs. Le 15^e congrès, contrairement aux statuts du parti, fut convoqué un peu plus de deux ans après le 14^e : il fallait d'abord écraser l'opposition. A l'automne 1927, le comité central décida — bien que les statuts ne lui en aient pas donné et ne puissent lui en donner le droit — de convoquer à l'avenir les congrès tous les deux ans. Cette décision ne fut pas prise sans frictions à l'intérieur de l'appareil lui-même ; il était trop difficile d'expliquer ouvertement pourquoi le parti bolchevique, en tant que parti dirigeant, se voyait refuser le droit dont il avait joui dans la clandestinité révolutionnaire, le droit de contrôler son appareil et de lui donner des instructions pour l'avenir. Le 16^e congrès (juin 1930) ne fut néanmoins pas convoqué deux ans après le 15^e (janvier 1928), mais deux ans et demi après, c'est-à-dire déjà en violation des nouveaux statuts. Enfin, trois ans et huit mois se sont écoulés entre le 16^e et le 17^e congrès. Pendant les vingt mois où le comité central a régné en usurpateur, non seulement en fait, mais aussi selon la lettre des statuts, pas une voix de protestation ne s'est élevée dans le parti. Il y avait deux raisons : 1) personne ne croit qu'un congrès de l'appareil soit capable de changer quoi que ce soit à l'activité du groupe dirigeant ; 2) si quelqu'un, dans sa naïveté, essayait de protester, il serait immédiatement exclu du parti. « L'épuration » qui a précédé le congrès a exclu des dizaines de milliers de gens pour des péchés bien moindres. Si, dans la période classique du bolchevisme, le congrès était précédé par une discussion animée qui durait plusieurs semaines, le congrès actuel a été précédé par une épuration bureaucratique qui s'est étalée sur la moitié de l'année. Dans ces conditions, le congrès apparaîtra comme une pompeuse parade de la bureaucratie.

Libéraux et social-démocrates ont souvent établi une analogie extrêmement superficielle entre bolchevisme et fascisme. Feu Serrati (2), ancien dirigeant des maximalistes italiens et communiste dans les dernières années de sa vie, me disait en 1924 : « A notre grande honte, Mussolini a plus appris du bolchevisme que nous. »

(2) Giacinto SERRATI (1872-1926) avait dirigé le P.S. italien qui avait adhéré à l'I.C. en 1919, et avait refusé au congrès de Livourne d'exclure sa droite réformatrice. Exclu du P.S.I. en 1923, il était revenu au parti communiste peu avant sa mort.

Il n'est pas nécessaire d'expliquer le caractère inconciliable des objectifs que poursuivent ces deux courants fondamentaux dans le monde actuel : l'un veut perpétuer la société capitaliste décadente par un règne policier universel, l'autre veut liquider les classes et les Etats par les méthodes de la dictature révolutionnaire, libérant ainsi la société et la personne humaine. Mais, au cours du combat, des ennemis mortels échangent fréquemment leurs armes. Le fait est que si, dans sa lutte pour le pouvoir, le fascisme a beaucoup emprunté au bolchevisme, au cours de la dernière période, la bureaucratie soviétique s'est familiarisée avec bien des traits du fascisme victorieux, avant tout en se débarrassant du contrôle du parti et en instaurant le culte du chef.

Il est impossible de lire sans un sentiment de gêne et parfois de honte la presse soviétique où, dans chaque colonne, chaque article, chaque télégramme et compte rendu de réunion, on célèbre et on glorifie le « chef » avec exactement les mêmes expressions universellement obligatoires. Même un journaliste comme Louis Fischer (3), qui n'est pas très critique vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, a jugé utile de souligner le caractère intolérable de ces panégyriques standardisés.

Le lien est absolument évident entre la déification du chef et des chefs (les chefs locaux sont défiés dans les limites d'un territoire donné) et la violation des statuts, l'abolition de la critique de la direction, la convocation des congrès à des intervalles arbitraires après des purges plus arbitraires encore. Tous ces phénomènes, dans leur ensemble, signifient la liquidation du parti en tant que totalité politique active qui contrôle, élit et renouvelle son appareil. La première question qui se pose à propos de ce congrès est la suivante : quand et comment le parti bolchevique a-t-il disparu ?

La bureaucratisation de la dictature et les contradictions sociales

On ne peut prescrire un cours et des normes purement rationnels au développement social en général et à la dictature prolétarienne en particulier. Il est naïf de dire que l'Etat soviétique n'est pas une dictature du prolétariat en se fondant simplement sur la différence entre nos conceptions *a priori* et une forme *donnée* de dictature. Mais si on ne peut juger la réalité en fonction de normes idéales, il est tout aussi inadmissible et non moins dangereux

(3) Louis FISCHER (1896-1970) avait été longtemps correspondant à Moscou du journal américain *The Nation* et Trotsky le considérait comme un compagnon de route très sûr des staliniens.

d'élever la réalité soviétique à la hauteur d'une norme idéale. L'effondrement historique du Comintern est causé avant tout par le fait qu'il a fait de l'Etat soviétique, plus précisément de la bureaucratie soviétique, un impératif catégorique. Alors que le prolétariat international, et l'Etat soviétique lui-même, n'ont besoin de rien de plus urgent que de la critique marxiste libre et sans entraves.

La dureté de la dictature résulte du besoin de supprimer la résistance des classes dominantes renversées et de saper leurs racines économiques. Mais, selon la théorie officielle, la tâche fondamentale de l'Etat ouvrier est, pour l'essentiel, réalisée. Le second plan quinquennal aura seulement à la terminer. La 17^e conférence du parti a déjà décidé — cette décision est maintenant répétée jour après jour — que la tâche du second plan quinquennal est non seulement « la liquidation des éléments capitalistes et des classes en général », mais « la complète élimination des causes qui engendrent les distinctions de classe et l'exploitation ». Dans les conditions que le second plan quinquennal doit créer, le pouvoir d'Etat n'aura plus rien à faire. La lutte contre les dangers extérieurs exige bien entendu, y compris dans une société socialiste, une puissante organisation militaire, mais en aucun cas ni la coercition gouvernementale à l'intérieur, ni un régime de dictature de classe. Là où les causes disparaissent, les conséquences disparaissent aussi.

En réalité, aucun des maîtres de l'U.R.S.S. ne croit en une telle perspective. Le second plan quinquennal, élaboré en vue de la liquidation totale et complète des distinctions de classe, ne prévoit absolument pas une atténuation de la coercition gouvernementale, ni une diminution du budget du G.P.U. La bureaucratie dirigeante ne se prépare pas le moins du monde à abandonner ses postes de commande ; au contraire, elle s'entoure sans cesse de nouvelles garanties matérielles. La coercition, y compris dans les cadres formels du parti, a déjà pris un caractère de dureté qu'elle n'a jamais eu pendant les années de guerre civile. De plus, dans tous les discours et articles officiels, se dessine la perspective d'une intensification ultérieure des méthodes de la dictature. Les divergences criantes entre les deux perspectives, économique et politique, démontrent de façon irréfutable que la bureaucratie régnante ignore, de toute évidence, comment unir théoriquement ces deux objectifs.

Il est vrai que de jeunes théoriciens soviétiques ont essayé de présenter la question comme si la croissance socialiste du pays et la liquidation des classes conduisaient sous nos yeux à l'adoucisse-

ment et à l'affaiblissement des fonctions purement étatiques. Il y a quelques personnes pour les croire. Louis Fischer, dans l'une de ses incursions, généralement pas très heureuses, dans le domaine de la théorie, a essayé de présenter la fusion du commissariat au travail et des syndicats comme le début de la liquidation de l'Etat. En réalité, il n'y a là que la fusion de deux appareils bureaucratiques. Les nouveaux statuts du parti, qui doivent être ratifiés par le 17^e congrès, opèrent un tournant décisif vers la fusion du parti et de l'Etat — mais comment ? —... par un remplacement formel du parti aussi bien que des soviets de masse par un seul appareil bureaucratique. Il ne s'agit pas du « dépérissement » de l'Etat au sens qu'Engels donnait à ce terme, mais au contraire de la poursuite de la concentration bureaucratique. Il n'est pas étonnant que la clique dirigeante ait sévèrement rabroué les jeunes théoriciens insoucians qui avaient essayé de tirer des conclusions politiques de la « liquidation des classes ».

Le dépérissement du parti au sens *socialiste* du terme présuppose la liquidation de la politique en général, donc également de la coercition d'Etat, et signifie l'approche d'une société anarchiste et en aucun cas d'un régime bureaucratique. Est-ce là ce que nous voyons en réalité ? Si « la politique » a disparu en U.R.S.S., elle n'a disparu que pour les masses. Toute la politique est monopolisée, centralisée, personnalisée. Ce serait de la plus grande naïveté que de penser que la constante « déification » du chef est engendrée par son mauvais goût personnel ou par la servilité officielle. Une telle explication purement psychologique n'explique rien. En réalité, la déification du chef constitue un élément nécessaire à l'actuel régime politique de l'U.R.S.S. Dans la mesure où l'on refuse aux ouvriers la possibilité de réélire et de diriger leur appareil, il faut bien quelque autre instance pour régler les problèmes de l'Etat. Les divergences à l'intérieur de la bureaucratie incontrôlée doivent être réglées d'en haut, par le « chef », qui n'est rien d'autre que la personnification de l'appareil.

Mais, s'il ne s'agit pas aujourd'hui du dépérissement de la violence d'Etat, mais de son renforcement maximal, il doit bien exister de profondes contradictions sociales qui donnent naissance à ce processus. Dans quelle direction faut-il les chercher ?

Polémiquant en 1932 contre l'auteur de ces lignes dans les colonnes du *Berliner Tageblatt*, Radek nous expliquait avec son enjouement habituel que le socialisme signifie la collectivisation des moyens de production et de distribution, et rien de plus, et que si les enfants de la classe ouvrière n'ont pas encore assez de lait,

cela s'explique par le manque de vaches mais non par l'absence de socialisme. En dépit de sa séduisante simplicité, cette théorie est radicalement fautive. Le socialisme ne présuppose pas seulement la collectivisation des moyens de production, mais aussi leur capacité de satisfaire tous les besoins humains. Précisément pour cette raison, les vieux livres disaient que la société socialiste n'est possible que sur la base d'un certain développement des forces productives.

Il est vrai que les social-démocrates ont tiré de cette proposition la conclusion réactionnaire que de façon générale le prolétariat russe ne devait pas prendre le pouvoir. Ils en sont venus à la même conclusion également pour l'Allemagne de 1918, et se sont servis des officiers de Noske (4) pour enseigner énergiquement ce précepte à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg (5). Mais les conclusions de la social-démocratie ne sont pas moins erronées que celles de Radek. La théorie de Kautsky (6), Otto Bauer, Léon Blum et autres suppose une évolution extrêmement harmonieuse des formes sociales : ayant atteint la maturité nécessaire, les forces productives invitent messieurs les dirigeants socialistes au pouvoir. Tout se déroule dans le cadre de la démocratie, pour le plus grand confort de tous les participants. En réalité, la caractéristique fondamentale du développement historique est la rupture constante de l'équilibre entre les forces productives et la politique, entre les forces productives elles-mêmes, par exemple entre l'industrie et l'agriculture, entre le poids social de la bourgeoisie et celui du prolétariat, entre la puissance potentielle du prolétariat et la force réelle de son parti, etc. Des conditions historiques contradictoires ont *contraint* le prolétariat russe à prendre le pouvoir le premier, bien que, du point de vue de la comptabilité socialiste « raisonnable », il eût été sans doute infiniment plus avantageux que le prolétariat des Etats-Unis, de l'Angleterre ou de l'Allema-

(4) Gustav NOSKE (1868-1946), social-démocrate d'origine ouvrière, ministre de la défense du gouvernement Ebert après décembre 1918, utilisa les corps-francs, troupe de guerre civile, pour écraser la révolution les armes à la main dans les grandes villes allemandes dans la première moitié de 1919.

(5) Karl LIEBKNECHT (1871-1919) et Rosa LUXEMBURG (1870-1919) furent assassinés par les hommes d'un corps-franc quelques heures après avoir été arrêtés ; Noske avait fait appel aux corps-francs pour rétablir l'ordre à Berlin. Tous deux anciens militants très en vue du parti social-démocrate avant-guerre, symbole de son passé révolutionnaire à des titres divers, ils avaient fondé pendant la guerre le groupe Spartakus et étaient devenus depuis quelques jours les fondateurs et dirigeants du K.P.D. (S).

(6) Karl KAUTSKY (1854-1938) avait été le principal théoricien du marxisme après la mort d'Engels, et avait conduit le débat contre le révisionnisme de Bernstein. Inspirateur du « centre » après 1910, il avait combattu les bolcheviks à partir de 1917.

gne ait pris le pouvoir le premier. Si le prolétariat russe, cependant, avait obéi aux mencheviks et n'avait pas pris le pouvoir en 1917 et n'avait pas nationalisé les moyens de production, la Russie aurait été vouée au destin de la Chine.

Cependant, le développement économique et culturel tardif, qui s'est fait par à-coups, comprenait des disproportions qui n'ont pas disparu sous la dictature du prolétariat. Elles apparaissaient simplement sous un aspect méconnaissable. Les forces productives de l'U.R.S.S. se développent maintenant sous une forme collectivisée, mais franchissent encore des étapes qui sont très en arrière des pays avancés — surtout si on en dresse le bilan par tête. C'est de cela que découlent, malgré la « liquidation des classes », les contradictions de la société soviétique, aussi bien que la grande confusion théorique de ses dirigeants.

Le socialisme, c'est-à-dire une société de production et de distribution harmonieuses, présuppose au moins que tous les enfants aient leur content de lait. Si les vaches sont collectivisées, mais qu'il n'y en a pas assez et que les pis sont à sec, il n'y a pas encore le socialisme, parce que le manque de lait provoque des conflits : entre la ville et le village, entre les kolkhozes, les sovkhozes et les paysans individuels, entre les différentes couches du prolétariat, entre tous les travailleurs et la bureaucratie. Ce sont précisément ces conflits aigus permanents qui revêtent un caractère social et, tendanciellement, de classe, qui exigent une puissante intervention d'en haut, c'est-à-dire une coercition étatique. On voit parfois comment un conflit à propos du lait aboutit à la destruction criminelle du bétail laitier, ce qui oblige les autorités gouvernementales à décollectiviser les vaches et à les rendre aux paysans comme propriété privée. Très récemment encore, le gouvernement a dû, pour les mêmes raisons, transférer les chevaux aux paysans en leur donnant « le droit de les utiliser leur vie durant ». La véritable clé de l'énigme de la toute-puissance bureaucratique se trouve dans ces simples faits. Nous disons, et pas du tout par goût du paradoxe, que si certaines religions antiques, du fait également de l'insuffisance du bétail, étaient fondées sur le bœuf Apis, la religion de la souveraineté bureaucratique repose également sur la vache — pas sur celle qui existe, sur celle qui manque.

La question n'est évidemment pas épuisée par le lait ; elle ne fait que commencer avec le lait et le pain. Les contradictions pénètrent de part en part l'ensemble du système des rapports économiques et sociaux. Mais cette question, trop complexe, exige un article particulier.

PROBLÈMES POSÉS A LA MINORITÉ BRITANNIQUE (1)

(23 janvier 1934)

Chers Camarades (2),

Je suis entièrement d'accord avec la proposition du S.I. que vous critiquez dans votre lettre du 5 janvier.

Nous étions tous d'accord sur le fait qu'après son entrée dans l'I.L.P. la section britannique devait mettre fin à son existence indépendante d'organisation. Mais vous avez scissionné. Il n'est pas question maintenant d'une section, mais de sa tâche. L'existence d'une organisation de bolcheviks-léninistes ne peut en rien vous retenir si vous déclarez ouvertement que vous scissionnez d'avec cette organisation, que vous n'en acceptez plus sa discipline et n'êtes de façon générale plus liés à elle. Une semblable affirmation, totalement conforme à la situation actuelle, doit démontrer d'autant plus clairement à tous les membres de l'I.L.P. l'honnêteté de vos intentions.

Vous écrivez que vous ne voyez pas clairement ce que seront à l'avenir vos rapports avec la majorité de la section. D'après la lettre du secrétariat, il est clair qu'on n'envisage *aucune relation organisationnelle*.

Jusqu'à présent, vous n'êtes pas encore entrés dans l'I.L.P., et, apparemment, vous n'avez fait aucun effort en ce sens. Voilà qui montre bien que vous perdez du temps à des considérations

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre aux dirigeants de la minorité britannique.

(2) La minorité de la section britannique — une quinzaine de militants — était animée par Denzil D. HARBER (1909-1965) et Margaret JOHNS (née en 1912). Ils s'étaient prononcés pour l'entrée dans l'I.L.P. proposée par Trotsky et le S.I. et refusée par la majorité. La scission s'était produite en décembre. Nous ne possédons pas les documents mentionnés ci-dessus, mais on peut supposer que la minorité britannique avait fait appel à Trotsky des décisions du S.I. qui conservait des rapports avec la majorité.

purement fictives. Pouvez-vous exiger du S.I. qu'il rompe avec la majorité de la section alors que vous n'avez pas fourni la preuve, dans la pratique, que vous pouvez réellement entrer à l'I.L.P. et y faire montre d'une activité fructueuse ? Et si, pour une raison ou pour une autre, l'I.L.P. ne vous acceptait pas ? Dans ce cas, une réunification avec la majorité serait nécessaire. Il est par conséquent tout à fait faux d'exiger une rupture avec le groupe qui reste en dehors de l'I.L.P.

— Votre critique du projet de déclaration proposé par le S.I. (3) ne me semble pas juste. Tout d'abord, le S.I., bien entendu, n'avait pas l'intention de vous lier au moindre terme. Au lieu d'engager une correspondance et de perdre du temps, vous auriez dû faire certaines modifications dans la déclaration. Mais votre critique des points b) et f) ne me semble pas juste non plus. Vous affirmez aussi que vous avez avec la majorité d'autres différends, outre l'attitude vis-à-vis de l'I.L.P. C'est possible. Mais ils ne menaient pas à une scission. C'est la question de l'I.L.P., et elle seule, qui a donné aux désaccords leur caractère extrêmement aigu. Pour l'I.L.P., même ce désaccord est de la plus haute importance. En fin de compte, le S.I. n'aurait pas fait d'objection si vous aviez ajouté : « et aussi des divergences sur d'autres points ». Inutile d'engager une correspondance sur de pareils détails.

Vos objections au point f) sont plus futiles encore. Vous ne prenez aucune responsabilité pour la majorité. Il est faux d'affirmer d'avance qu'elle n'est pas capable de tirer des leçons de l'expérience. Si tous n'en tirent pas, peut-être certains le feront, etc.

La scission ne peut se justifier que par un succès de fait à l'intérieur de l'I.L.P. Autrement, la scission se révélerait avoir été une lourde erreur dont vous porteriez la responsabilité (4). Voilà ce dont il faut que vous preniez clairement conscience. Pour le moment, vous devriez oublier l'existence de la majorité de la section, entrer à l'I.L.P. et y manifester une activité énergique. Les difficultés, alors, se résoudre d'elles-mêmes.

(3) Il s'agit d'un projet de déclaration d'entrée dans l'I.L.P.

(4) Le ton de Trotsky peut paraître sec. Mais on peut comprendre son mécontentement que, alors que la question avait provoqué une scission, les partisans de l'entrée n'aient pas réalisé leur projet. On peut noter qu'il refuse de cautionner la scission et laisse à l'avenir le soin de trancher.

SUR LA DÉCLARATION DE LA MAJORITÉ DU COMITÉ NATIONAL DE LA SECTION BRITANNIQUE DU 17 DÉCEMBRE

— Projet — (1)

(23 janvier 1934)

La majorité de la section britannique a exprimé le désir que sa déclaration politique soit transmise à toutes les sections (2). Comme cette déclaration contient de nombreuses erreurs graves, nous jugeons nécessaire d'y joindre les critiques suivantes.

Le comité national travaille essentiellement sur le thème : la discipline dans une organisation devrait reposer sur la subordination de la minorité à la majorité. Cette idée, généralement exprimée de cette façon, ne se discute pas, parce qu'elle est vide. La discipline ne tombe pas du ciel. Il faut la cultiver. La véritable discipline n'est possible que sous une direction jouissant d'une autorité et qui ait démontré, à travers plusieurs phases importantes de développement, sa capacité à estimer les situations et à en tirer les conclusions pratiques nécessaires. La section britannique est l'une des plus récentes (3). Son action consiste essentiellement en une action de propagande individuelle. Dans ces conditions, il est impossible de parler de la construction d'une organisation forte et ayant de l'autorité ; nous en sommes bien loin encore.

(1) Archives James P. Cannon, Institut d'Histoire sociale, New York. Projet de lettre à la majorité du comité national britannique, à propos de sa déclaration du 17 décembre. La majorité de la section britannique, dirigée par Reg GROVES (né en 1908) et Hugo DEWAR (né en 1908), comprenait tout le vieux noyau appelé dans le P.C. le « groupe de Balham », qui en avait été exclu en 1932. Elle s'était opposée à la proposition, formulée par Trotsky et prise à son compte par le S.I., de l'entrée des militants de la section britannique dans l'I.L.P.

(2) La déclaration du 17 décembre était une justification de la politique de la majorité britannique, mais aussi une accusation contre les « méthodes » du S.I.

(3) Les contacts n'avaient été pris qu'en 1931 entre le « groupe de Balham » et le trotskyste américain Max Shachtman, qui lui avait rendu visite en Grande-Bretagne. Le texte définitif adopté par le S.I. ajoute à cet endroit que la section britannique ne compte que quarante membres.

En mettant au tout premier plan la question d'une discipline stricte, qui est en soi très importante, le comité national oublie que la discipline ne se limite pas au cadre national. Le secrétariat international, qui représente l'ensemble de nos sections, lesquelles comptent maintenant plusieurs milliers de membres, s'est prononcé à l'unanimité en faveur de l'entrée de la section britannique dans l'I.L.P. (4). Le secrétariat international, avec le soutien, sur cette question, de toutes les sections, aurait pu l'aborder, dès le début, sur le terrain de la discipline formelle. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Parce que, ayant d'avance apprécié les limites de l'expérience politique de la section britannique, il a voulu éviter tout ce qui était susceptible de provoquer une discussion âpre et de rejeter la section britannique de notre organisation. Le secrétariat international voulait au contraire donner à la section britannique une chance d'opérer une transition avec le moins possible de heurts entre une période de groupe d'études et de propagande et une période d'activité politique beaucoup plus large. Malheureusement, le comité national n'a pas compris la situation en Grande-Bretagne, a fait preuve d'un conservatisme sectaire et a provoqué une scission sur cette question (5). La responsabilité politique de cette scission repose entièrement sur la majorité qui a méprisé les recommandations unanimes de notre organisation internationale. Il faut y ajouter que la conduite du comité national rend plus difficile encore pour la minorité, qui est solidaire de la majorité de notre Internationale, de mener à bien ses tâches.

Le ton sur lequel le comité national se réfère aux autres sections et à notre organisation internationale dans son ensemble est particulièrement surprenant et désagréable. Il voit partout un prétendu manque de compréhension des principes du bolchevisme qui serait la cause des heurts fractionnels, etc., alors que, par ailleurs, le comité national de la section britannique serait le seul à mener une politique d'organisation correcte.

L'incapacité à saisir les proportions de la réalité politique, caractéristique de tout groupe conservateur, fait peser sur le développement à venir de la majorité une lourde menace. Éviter une lutte fractionnelle en provoquant une scission, c'est une technique

(4) Cette décision avait été prise en août par le S.I. Trotsky souligne l'unanimité, parce que Vitte, membre du S.I., avait présenté aux Britanniques cette décision comme une proposition de Trotsky à laquelle il aurait été personnellement opposé.

(5) Notons que Trotsky semble ici attribuer la responsabilité de la scission à la majorité, alors qu'il a semblé la reprocher à la minorité. Il devait penser en tout cas que cette scission était évitable.

très simple, mais qui n'a rien de commun avec le bolchevisme et le marxisme. C'est au contraire un produit de la caricature du bolchevisme fabriquée par ses épigones. C'est précisément par de telles méthodes que le Comintern s'est détruit lui-même ainsi que toutes ses sections. Le parti communiste britannique a toujours été la section la plus faible du Comintern, et nos camarades britanniques n'ont jamais eu d'autre expérience que celle du parti communiste britannique. Ils devraient donc faire plus que jamais attention à la voix des autres sections qui travaillent sur une arène plus vaste et ont acquis beaucoup plus d'expérience sérieuse.

En tout cas, la scission est un fait. Et elle signifie qu'il n'y aura entre les deux groupes aucun lien d'organisation. Il ne peut être question d'un contrôle du travail de la minorité par le comité national, puisque ce contrôle rendrait son travail impossible. A partir de maintenant, les deux groupes auront des droits égaux et seront indépendants l'un de l'autre dans leur affiliation à l'Opposition de gauche internationale. Le destin de chacun de ces deux groupes se définira à travers le déroulement de son activité future. Le secrétariat international suivra avec attention le travail de chacun des groupes afin d'être prêt au cas où une réunification s'avérerait possible à une autre étape politique.

UN RÉEL SUCCÈS (1)

(24 janvier 1934)

La transformation d'*Unser Wort* en hebdomadaire est un réel succès, non seulement pour l'aile révolutionnaire de l'émigration allemande, non seulement pour le nouveau parti du prolétariat allemand en train d'être construit, mais également pour la IV^e Internationale. La force d'*Unser Wort* réside dans le fait qu'il sert simultanément à des tâches nationales et internationales.

Quelques malins, qui ne comprennent rien au caractère de notre époque et n'ont rien appris, ni des victoires, ni des défaites du prolétariat, essaient de raisonner comme suit : « Nous allons construire d'abord un parti national, puis, sur des bases solides et assurées, nous construirons l'Internationale. » L'argument paraît très sérieux, prudent, solide, mais il révèle pourtant une courte vue de philistin. Le mouvement ouvrier, en train de se régénérer, ne recommence pas l'Histoire ; il a un passé colossal, identique dans ses grandes lignes dans tous les pays. Le prolétariat du monde entier a été rassemblé pendant des décennies par la II^e Internationale et les syndicats. Au lendemain de la guerre mondiale, l'avant-garde s'est rassemblée sous le drapeau de la III^e Internationale. La crise mondiale, le fascisme et le danger de guerre ont un caractère international, mais le déclin du Comintern aussi. Il est clair que, sous l'influence des mêmes causes, les éléments avancés du prolétariat de tous les pays doivent chercher une issue dans la même direction. Peuvent-ils, dans ces conditions, se refuser à nouer des liens internationaux, à élaborer sur les ques-

(1) T 3647. *The Militant*, 10 février 1934. *Unser Wort* avait succédé à *Die permanente Revolution*, interdit par les hitlériens, et avait été d'abord publié à Prague. Depuis septembre 1933, il paraissait deux fois par mois à Paris. Son directeur politique était Otto SCHUESSLER, dit Oskar FISCHER (né en 1905), un ouvrier emballer de Leipzig qui avait été d'abord un dirigeant de l'Opposition de gauche allemande, puis secrétaire de Trotsky à Prinkipo. La transformation d'*Unser Wort* en hebdomadaire exprimait la nécessité pour l'I.K.D. qui l'éditait, de mener contre le S.A.P. et ses réticences un combat plus vigoureux.

tions de programme et de stratégie, à échanger des expériences politiques, et finalement à se soutenir mutuellement les uns et les autres en pratique, pour les premiers pas de leur travail ?

Quelques malins, lents à se remuer, vont même plus loin et disent : « Nous ne voulons pas scinder nos rangs à cause de questions comme le caractère de l'Etat soviétique, la stratégie du Comintern dans la révolution chinoise, la politique du comité anglo-russe, etc. Nous voulons simplement aider les ouvriers de notre pays dans leur lutte de classe. » C'est ainsi que raisonnent, par exemple, les fondateurs du nouveau American Workers Party (C.P.L.A., Muste et autres) (2). Partagent également cette opinion les dirigeants du parti communiste suédois (Kilbom et autres), l'I.L.P. britannique (Fenner Brockway et autres), etc. (3). Si l'on veut, on peut même dire que les auteurs de la brochure allemande *Neu Beginnen* (4) développent même une position pire encore. Peut-on concevoir un médecin qui dirait n'avoir aucun intérêt pour les théories fondamentales d'anatomie, de physiologie et de pathologie, n'avoir aucune envie de discuter des théories nouvelles sur le cancer ou la malaria, mais préférer « simplement » soigner les malades de sa localité ? Aucun ouvrier doué de raison ne confierait la vie de son enfant ou la sienne propre à un aussi pitoyable crétin. Par ailleurs, aucun capitaliste ne confierait la construction d'une usine à un ingénieur qui ne maîtriserait pas les théories fondamentales de la technologie du bâtiment. Ce n'est que dans le domaine de la politique, et même de la politique « révolutionnaire », qu'un charlatanisme d'ignorantins continue avec autant de prétention à discuter et argumenter contre la méthode scientifique. Il est parfois difficile de réaliser qu'il y a quatre-vingt-cinq ans que le *Manifeste du parti communiste* a été écrit.

(2) Les militants de l'organisation de Muste (le C.P.L.A. puis l'A.W.P.), en majorité syndicalistes d'origine, étaient très réservés devant les préoccupations d'ordre théorique, voire historique, des militants de la section américaine. Mais en même temps, ils étaient tentés de collaborer plus étroitement avec eux sur le terrain des luttes de classes, où ils affrontaient les mêmes adversaires et avaient à surmonter les mêmes obstacles.

(3) Karl KILBOM (1885-1961), ouvrier métallurgiste, ancien dirigeant des J.S. suédoises, avait été l'un des fondateurs du P.C. suédois ; ce dernier avait refusé en 1929 de l'exclure comme le lui demandait l'exécutif de l'I.C. et était resté « indépendant ». Après avoir adhéré à l'I.V.K.O., le P.C. « indépendant » de Suède avait participé à la conférence de Paris en août 1933. Archibald FENNER BROCKWAY (né en 1888), membre de l'I.L.P. depuis 1907, en était redevenu secrétaire général en 1933.

(4) Cf. p. 138.

Les questions en discussion qui divisent le mouvement ouvrier n'ont pas un caractère épisodique ou tactique ; elles ont un caractère principal, stratégique, et, par là, international. Indépendamment de l'ampleur des traits particuliers de tel ou tel pays, ces traits, à notre époque, ne déterminent que la tactique et non la stratégie de la classe ouvrière. L'importance de la tactique est, bien entendu, énorme, et, en dernière analyse, toute stratégie se réduit à une tactique. Mais il est impossible de prendre une seule initiative tactique juste, si l'on n'a pas en main un compas stratégique. On ne peut s'orienter dans une situation nationale si l'on n'a pas évalué correctement sur le plan théorique la situation mondiale, si l'on n'a pas tiré les conclusions de l'expérience internationale de la classe ouvrière, si l'on n'a pas esquissé une perspective internationale, c'est-à-dire si l'on n'a pas le programme d'une nouvelle Internationale.

Quand de profonds penseurs nous disent : « Ne vous précipitez pas, le temps n'est pas encore venu pour la IV^e Internationale », ils pourraient dire avec un égal bonheur : « Ne vous précipitez pas, le temps n'est pas encore venu pour la lutte de classes. » Ce dont il s'agit, ce n'est pas de la proclamation formelle de la nouvelle Internationale, mais de la construction d'un nouveau parti, non pas comme une entité nationale isolée, mais en tant que partie de l'Internationale.

Le petit *Unser Wort* est maintenant l'*unique* organe, dans tout le champ du mouvement de la classe ouvrière allemande, qui réalise correctement, avec sérieux, de façon marxiste, l'interrelation entre la tactique et la stratégie, un parti national et une nouvelle Internationale. C'est précisément en cela que réside la garantie de son succès. A notre époque de décomposition, de fermentation et de confusion, l'irrésolution politique peut enregistrer parfois de grands succès qui constituent pour elle d'énormes surprises et qui l'aveuglent : mais il n'est pas possible de compter sur eux, car ils disparaissent avec la conjoncture politique qui les a permis. Les succès d'*Unser Wort* sont d'un ordre différent : ce sont ceux de la méthode, du système et de la clarté marxistes ; ce sont là des succès solides.

Nos amis d'*Unser Wort* ne doivent pas épargner leurs efforts pour maintenir la parution hebdomadaire de leur journal (5), enri-

(5) Il semble que l'effort financier qui avait permis la transformation d'*Unser Wort* en hebdomadaire avait été rendu possible par l'héritage fait récemment par un de ses jeunes dirigeants, Willy SCHMUSCHKOVITZ, dit SCHMIDT (né en 1905), qui, selon la tradition bolchevique, l'avait mis à la disposition de son organisation.

chir son contenu, agrandir son format, augmenter sa diffusion, faciliter sa pénétration en Allemagne, et se préparer à publier, à côté d'*Unser Wort*, un mensuel théorique pour l'élaboration des principales questions de notre époque, c'est-à-dire le programme de la IV^e Internationale.

Salutations, de tout cœur, aux éditeurs, au personnel, à l'administration, aux lecteurs et aux amis d'*Unser Wort* hebdomadaire !

SUR LE PROBLÈME JUIF (1)

(28 janvier 1934)

Cher Camarade Kling (2),

J'ai été très heureux d'apprendre par votre lettre que vous étiez devenu au cours de l'année dernière militant actif de l'American League et membre du comité de rédaction d'*Unzer Kamf* (3).

Un des représentants les plus actifs de notre organisation polonaise juive se trouve en ce moment à Paris (4). Je l'ai rencontré une fois. Nous avons longuement parlé de la situation en Pologne ainsi que du travail parmi les ouvriers juifs, et, en particulier, je lui ai fait part de votre idée sur une certaine centralisation de la propagande parmi les ouvriers juifs. Je parle de *propagande*, parce qu'il est bien entendu impossible de centraliser le travail politique actif dans les différents pays. Le camarade de Varsovie a promis de réfléchir à cette question et de présenter votre sugges-

(1) Archives du Bund, New York.

(2) Le journaliste LAZAR KLING (-) avait connu Trotsky à New York en 1917. Il avait passé plusieurs années à Moscou au cours des années vingt et repris avec lui des relations qui l'avaient conduit à sympathiser avec l'Opposition de gauche russe. Revenu aux Etats-Unis, il avait recommencé en 1932 à correspondre avec Trotsky.

(3) *Unzer Kamf* était un périodique en langue yiddisch édité par la Communist League of America.

(4) L'homme en question était Herschl STOCKFISCH (1890-1968), dont les pseudonymes de l'époque étaient BELMAN et KATZ. Tout jeune et sympathisant anarchiste, il avait participé à la révolution de 1905, puis vécu quelques années à Paris en émigration. Revenu en Russie en 1917, il avait adhéré au parti bolchevique et fait partie de l'Armée rouge. En 1920, il avait été membre du comité révolutionnaire militaire, chargé des préparatifs de l'insurrection de Varsovie, puis responsable de l'appareil militaire clandestin du P.C., ce qui lui avait valu une condamnation à mort. Réfugié en U.R.S.S., il avait travaillé pour le compte de l'I.C. Revenu en Pologne à la fin des années vingt, il avait été l'un des organisateurs de l'Opposition de gauche en 1932, avec le jeune journaliste Isaac Deutscher. Il militait essentiellement en Pologne parmi les ouvriers juifs.

tion au comité exécutif (5). Vous serez bien entendu tenu au courant de tout fait nouveau à ce sujet.

En ce qui concerne la question juive dans son ensemble, moins que toute autre en ce moment, elle ne saurait être résolue par la « réforme ». La question juive est devenue plus que jamais une composante de la révolution prolétarienne mondiale.

Pour ce qui est du Birobidjan (6), son destin est lié à l'ensemble de celui de l'Union soviétique. En tout cas, nous ne traitons pas ici d'une solution du problème juif dans son ensemble, mais d'une tentative de solution pour une certaine partie des Juifs vivant en U.R.S.S. La question juive, en tant que résultat de l'ensemble du destin historique du judaïsme, est devenue internationale. Elle ne peut se résoudre par le « socialisme dans un seul pays ». Les travailleurs juifs peuvent et doivent, dans les conditions actuelles de persécutions et de pogroms antisémites les plus abjectes, tirer une fierté révolutionnaire de la conscience que le destin du peuple juif ne peut se régler que par la victoire finale totale du prolétariat.

(5) L'idée de L. Kling était de publier un périodique en yiddisch qui pouvait évidemment atteindre des travailleurs juifs dans presque tous les pays.

(6) Trotsky appelle Birobidjan, du nom de son centre administratif, le territoire autonome qui avait été créé pour le peuplement des Juifs — reconnu en U.R.S.S. comme une « nationalité » — en Extrême-Orient, le long du Transsibérien à une centaine de kilomètres à l'ouest de Khabarovsk.

D'IMPORTANTES QUESTIONS (1)

(29 janvier 1934)

Cher Camarade Held,

Où en est la conférence de la jeunesse ? La commission des quatre d'Amsterdam, qui avait été décidée à Paris pour la préparation de la conférence de la jeunesse, a-t-elle été créée, ou le conflit hollandais a-t-il enterré tout le reste ? Ce serait un crime (2).

Insistez pour savoir, je vous prie, ce qu'il en est de Maria Reese, de son éventuel établissement en Hollande. Il semble aussi qu'elle attende en vain, mais pas dans l'indifférence, de percevoir ses honoraires pour ses articles.

De nouveaux événements doivent-ils être signalés dans le développement de la question du N.A.S. ?

La suite de l'article de De Kadt est-elle parue ? Si oui, je voudrais bien l'avoir, car j'ai promis à Sneevliet de répondre à De Kadt (3).

Les thèses *La IV^e Internationale et la Guerre* (4) sont-elles discutées d'une façon ou d'une autre ? Si ce n'est pas le cas, il vous faut prendre vous-même la chose en main et nous faire parvenir l'opinion, éventuellement les propositions des Hollandais. Dans les prochains jours, vous recevrez un complément à ces thèses à propos de l'U.R.S.S.

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) La « commission des Quatre » avait bien été constituée, mais il est exact que le « conflit hollandais » avait « enterré tout le reste ».

(3) L'article de De Kadt devait être publié dans plusieurs numéros successifs de *De Nieuwe Weg*. Trotsky n'en avait eu, par l'intermédiaire de Held, que la première partie.

(4) Trotsky avait rédigé trois projets successifs de ces thèses, dont le troisième avait été terminé le 27 décembre 1933. Le texte ayant encore été amendé par la suite, nous avons décidé de ne le publier que sous sa forme définitive, avec la date du 10 juin 1934, dans le volume correspondant. Il y avait eu au S.I. une discussion serrée à ce sujet : Trotsky n'avait pas repris les thèses et le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire » défendues par Lénine et les bolcheviks au cours de la première guerre mondiale, et l'Allemand Bauer le lui reprocha vivement. Après un échange de lettres — dont nous ne disposons pas encore — Trotsky se rangea à l'avis de Bauer (Témoignages d'E. Ackerknecht et A. Leonetti).

SUR LE « PROBLÈME JUIF » (1)

(février 1934)

L'Opposition de gauche doit-elle formuler des revendications particulières pour gagner la classe ouvrière juive aux Etats-Unis ?

— Le rôle de l'ouvrier juif émigré aux Etats-Unis sera grand et même à certains égards décisif dans la révolution prolétarienne américaine. Il n'y a pas de doute que l'Opposition de gauche doit faire tout son possible pour pénétrer dans la vie de l'ouvrier juif (2).

Quelle est votre position par rapport à la langue yiddish ? Dans votre autobiographie, pourquoi l'avez-vous caractérisée comme un « jargon » ?

— J'ai la même position par rapport à la langue yiddish que par rapport à toutes les autres langues. Si j'ai vraiment employé dans mon autobiographie le mot de « jargon », c'est parce que, dans les années de mon enfance à Odessa, la langue yiddish ne s'appelait pas yiddish, comme aujourd'hui, mais « jargon ». C'était l'expression des Juifs eux-mêmes qui n'y voyaient pas un signe de mépris. Le mot yiddish est employé universellement depuis les quinze ou vingt dernières années, je peux le constater même en France.

(1) *Class Struggle*, février 1934. *Class Struggle* était la revue du groupe d'Albert Weisbord, la Communist League of Struggle, que Trotsky espérait gagner à une fusion avec la Communist League of America. Cette organisation avait envoyé un représentant à la conférence de la jeunesse prévue en Hollande, et c'est vraisemblablement lui qui fit cette interview.

(2) Les Juifs en général et les ouvriers juifs en particulier jouaient un rôle important dans différentes sections de l'Opposition de gauche. Nous avons déjà mentionné le fait que l'organisation polonaise était formée d'une majorité de travailleurs et intellectuels juifs. Le rôle du « groupe de langue juive » du P.C. avait été important en France dans la fondation de l'Opposition. Trotsky allait revenir sur cette question en 1940 dans ses entretiens avec le Noir C.L.R. James.

*Dans les milieux juifs, vous êtes considéré comme un « assimila-
teur ». Quelle est votre position sur l'assimilation ?*

— Je ne comprends pas pourquoi on me considérerait comme un « assimilateur ». De façon générale, je ne sais pas ce que veut dire ce mot. Je suis, bien entendu, opposé au sionisme et à toute forme semblable d'auto-isolement de la part des ouvriers juifs. J'appelle les ouvriers juifs de France à mieux apprendre à connaître les problèmes de la vie française et de la classe ouvrière française. Sans cela, il leur serait difficile de participer au mouvement ouvrier du pays où ils sont exploités. Du fait que le prolétariat juif est dispersé dans plusieurs pays, il faut que l'ouvrier juif, outre sa propre langue, cherche à apprendre la langue du pays où il vit comme une arme dans la lutte de classes. Qu'est-ce que cela a à voir avec l'assimilation ?

Le parti communiste officiel a caractérisé incontestablement les événements entre Juifs et Arabes de 1929 en Palestine comme un soulèvement révolutionnaire des masses arabes opprimées (3). Que pensez-vous de cette politique ?

— Malheureusement, je ne connais pas assez les faits pour me risquer à donner une opinion catégorique. Je suis en train d'étudier cette question. Il me sera plus facile ensuite de déterminer dans quelle proportion et dans quelle mesure sont représentés des éléments comme, d'une part, des partisans de la libération nationale — anti-impérialistes — et, de l'autre, des musulmans réactionnaires et des pogromistes antisémites. Apparemment, il me semble que tous ces éléments étaient présents.

Quelle est votre position sur la Palestine en tant qu'éventuel « foyer national » pour les Juifs, et de façon générale, sur un pays pour les Juifs ? Ne croyez-vous pas que l'antisémitisme du fascisme allemand oblige les communistes à aborder de façon différente la question juive ?

— Aussi bien l'Etat fasciste en Allemagne que la lutte arabo-juive fournissent de nouvelles occasions de vérifier le principe sui-

(3) En 1929 éclatèrent dans la population arabe de Palestine des émeutes qui furent accompagnées du massacre de Juifs dans plusieurs villes, ainsi que de razias sur des villages juifs. Le parti communiste palestinien, avec l'appui du délégué de l'I.C., le Tchèque Bohumir SMERAL (1880-1941), souligna que ces violences n'étaient pas dirigées contre « l'impérialisme britannique », mais contre les Juifs en tant que tels, et les caractérisa comme des manifestations chauvines et réactionnaires. L'exécutif de l'Internationale communiste condamna cette prise de position et affirma qu'il s'agissait de mouvements anti-impérialistes provoqués par l'impérialisme anglais et son agence sioniste.

vant lequel la question juive ne peut pas être résolue dans le cadre du capitalisme. J'ignore si le judaïsme peut être reconstruit en tant que nation. Mais il n'est pas douteux que les conditions matérielles pour l'existence du judaïsme en tant que nation indépendante ne peuvent être créées que par la révolution prolétarienne. Il n'y a pas place sur notre planète pour l'idée que l'un aurait plus de droit que l'autre à un pays.

L'établissement d'une base territoriale pour le peuple juif en Palestine ou dans tout autre pays n'est concevable que par une immigration de masse. Le socialisme victorieux peut seul prendre en charge une telle tâche. On peut prévoir que cela pourrait se réaliser soit sur la base d'une entente mutuelle, soit par le recours à quelque tribunal international qui prendrait en main cette question et la réglerait.

L'impasse dans laquelle se trouvent les Juifs d'Allemagne, comme l'impasse dans laquelle se trouve le sionisme, sont inséparables de l'impasse du capitalisme mondial dans son ensemble. Ce n'est que quand les ouvriers juifs verront clairement ce rapport mutuel qu'ils seront immunisés contre le pessimisme et le désespoir.

LA MILICE OUVRIÈRE (1)

(6 février 1934)

La milice ouvrière est l'arme la plus acérée de la lutte de classes. La lutte de classes trouve son expression la plus consciente dans le parti. Le rôle du parti, de même que le rôle de la milice ouvrière, croît en même temps que l'exacerbation de la lutte de classes.

Dans la milice entrent les éléments les plus combattifs, les plus révolutionnaires, les plus dévoués du prolétariat et, avant tout, du parti lui-même. C'est pourquoi le parti révolutionnaire ne peut donner procuration pour des détachements de combat à une autre organisation qui agit avec d'autres méthodes, et qui poursuit d'autres buts.

Actuellement, il est vrai, la tâche de la milice ouvrière a un caractère non pas offensif, mais défensif, vu le régime fasciste qui menace non seulement les partis révolutionnaires, mais aussi les partis réformistes. Cependant cela ne change rien à l'affaire. La milice ouvrière n'est pas une simple organisation technique qui se trouverait « en dehors de la politique ». Le parti révolutionnaire et le parti réformiste comprennent que la milice ouvrière est, au contraire, l'arme la plus acérée de la politique. Entre organisations révolutionnaires et réformistes, cela va parfois jusqu'à la guerre civile. C'est pourquoi ni le parti révolutionnaire, ni le parti réformiste, ne veulent ni ne peuvent confondre les rangs de leurs partisans dans une même milice commune.

Les réformistes diront à leurs propres ouvriers : « Nous sommes d'accord pour nous défendre, avec les communistes, contre les fascistes, mais nous ne pouvons pas permettre aux communis-

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. C'est une contribution de Trotsky à une discussion entre militants B.L., dans laquelle il s'opposait entre autres aux militants jeunes et en particulier à Yvan Craipeau.

tes de nous entraîner dans quelque aventure, nous voulons décider nous-mêmes quand et avec qui nous nous battons. »

Les communistes diront (devraient dire) : « Nous sommes prêts, les armes à la main, la main dans la main avec les réformistes, à défendre, s'il le faut, la rédaction du *Populaire* ou le local de la C.G.T. Mais pour nous c'est seulement une étape dans la lutte pour le pouvoir. Nous voulons apprendre graduellement à nos partisans à manœuvrer et à lutter, à battre en retraite, à se défendre et à attaquer. C'est pourquoi nous ne pouvons confondre nos partisans avec les réformistes dans une même masse indistincte, ni mettre nos partisans pour un temps indéterminé sous le commandement réformiste. »

Plus le mouvement pour la milice ouvrière se déploiera largement et avec succès, plus rapidement et plus résolument nous entendrons les arguments cités plus haut. S'ils ne se font pas encore entendre maintenant, c'est uniquement parce que le mouvement lui-même est encore dans les langes. Nous sommes pourtant tenus de prévoir le lendemain, afin que nos partisans ne soient pas pris au dépourvu.

*

* *

Il existe certains milieux ouvriers, déçus par les partis et la politique, mais qui se rendent compte du danger fasciste : d'anciens communistes, des anarcho-syndicalistes, ou simplement de jeunes ouvriers combattifs, jusqu'auxquels s'est étendue la déception de la vieille génération dans les partis. Des éléments de ce genre, particulièrement nombreux à Paris, sont enclins à répondre par le mot d'ordre de la « milice commune ». Ils rattachent à ce mot d'ordre toutes sortes d'illusions (on se débarrasse des partis, des scissions, des discussions, etc.). Nos jeunes camarades de la Jeunesse léniniste ont fait la tentative de faire naître un mouvement pour l'armement des ouvriers sous le mot d'ordre de la « milice commune ». En d'autres termes, ils veulent utiliser les illusions d'une certaine partie des ouvriers pour les pousser en fin de compte sur une voie progressive. On ne peut admettre une telle expérience qu'à la condition que :

1) *La Vérité* explique que le mot d'ordre de la milice commune n'est en aucun cas un ultimatum à l'égard des socialistes, des réformistes, des staliniens, etc. Nous organisons une milice commune avec ceux qui ont de la sympathie pour ce mot d'ordre ;

nous sommes prêts à venir à des accords pratiques avec les organisations qui créent leur propre milice.

2) A l'intérieur de la milice commune, si elle se crée en fait, les membres de la Ligue créeront un noyau de leur organisation qui agira absolument et entièrement sous la direction de la commission exécutive de la Ligue (2).

(2) La C.E. de la Ligue communiste préféra la formule préconisée par Craipeau de « milice du peuple ». Dans son livre *Le Mouvement trotskyste en France*, ce dernier note : « L'exemple est mineur, mais il montre que les jeunes "trotskystes" gardaient leur esprit critique devant "le Vieux". » Et il ajoute : « Toutes ces remarques n'ont bien entendu d'autre valeur que de faire justice de l'"ultimatum" prétendu de Trotsky » (p. 115).

DES TÂCHES CONCRÈTES (1)

(12 février 1934)

Cher Camarade Glotzer,

Je suis très content que vous soyez venu en Europe, et justement à un moment qui est d'un grand intérêt politique, pour vous comme pour nous tous. Vous pourrez annoncer à New York que, dans le pays le plus conservateur d'Europe, la France, les choses — et entre autres la Ligue aussi (2) — se sont mises en mouvement. Bien entendu, vous pourrez fournir ici un peu plus tard, quand les choses se seront un peu tassées, un rapport à la Ligue sur l'activité et les succès de la Ligue américaine.

Cependant le plus important, bien entendu, est votre participation à la conférence de la jeunesse. Je suis sûr que votre présence sera d'une grande utilité. Si vous rencontrez en Hollande le représentant des jeunes de l'organisation de Weisbord (3), je me permets de vous conseiller de traiter ce camarade de façon tout à fait objective et amicale, et de lui expliquer nettement l'absurdité de la politique de Weisbord.

(1) Archives Glotzer, New York. Lettre à Albert Glotzer qui venait d'arriver en Europe et se préparait à participer à la conférence de la jeunesse.

(2) La propagande de la Ligue française en faveur du front unique débouchait, depuis le 6 février, sur des résultats concrets, et une insertion dans le mouvement des masses. Les orateurs de la L.C.I., Pierre Frank, Gérard Rosenthal, Raymond Molinier, avaient parlé à la même tribune que les dirigeants de la fédération S.F.I.O. de la Seine la semaine précédente dans de nombreux arrondissements, participant à la fondation de comités d'initiative, voire de comités d'alliance ouvrière. Les militants de la Ligue avaient le sentiment de « déboucher » enfin.

(3) Albert WEISBORD (1900-1977), étudiant à New York, avait adhéré au parti socialiste en 1920 et était secrétaire des J.S. en 1922. Étudiant à Harvard ensuite, il était passé au P.C. en 1924 et avait dirigé en 1926 la grève des ouvriers du textile de Passaic qui lui avait valu une grande notoriété. Exclu en 1929, il avait fondé en 1932 la Communist League of Struggle, qui était candidate à l'adhésion à l'Opposition de gauche internationale, et polémiquait vigoureusement avec la section américaine. Trotsky ne désespérait pas de le gagner avec son organisation et souhaitait mettre à profit la présence de l'un des dirigeants jeunes de son organisation à la conférence d'Amsterdam.

Ne croyez-vous pas que, par une pression de tous côtés, on pourrait obliger Weisbord à :

- 1) publier un organe théorique en commun avec nous,
- 2) cesser toute attaque publique contre la League,
- 3) entreprendre un partage des tâches avec la League ?

Sur cette proposition, ou plutôt cette suggestion, je n'ai reçu aucune réponse des camarades américains.

Bien entendu, nous nous reverrons et discuterons en détail de toutes les questions pendantes. Pour finir, quelques points pratiques :

1. Avez-vous vu la camarade Maria Reese (4) ? Il faut absolument que vous alliez la voir et discutiez avec elle des modalités de son voyage en Amérique.

2. Vous avez certainement entendu dire que Maslow et Ruth Fischer sont sur le point de se joindre à nous (5). (Cette nouvelle n'est en aucun cas destinée à publication !) Comme ils s'occupent tous deux d'affaires anglo-saxonnes, j'estime très souhaitable que vous alliez les voir pour leur apporter une contribution sur l'Amérique. Vous pouvez le faire par l'entremise du camarade Schwartz (6). De mon côté, j'écris à ces camarades pour leur parler de vous.

(4) Trotsky continuait à accorder beaucoup d'importance à l'adhésion de Maria Reese (Cf. n. 2, p. 42) symbolique à ses yeux.

(5) Elfriede EISLER, dite Ruth FISCHER (1895-1961), née en Autriche, avait été à l'origine des premiers groupes communistes dans ce pays. Installée à Berlin en 1919, elle y devint rapidement l'inspiratrice de la « gauche » du K.P.D., puis, sous la protection de Zinoviev, la principale dirigeante de ce parti. Exclue en 1926, elle avait participé en 1928 à la fondation du Leninbund qu'elle avait presque aussitôt quitté à la suite de la capitulation de Zinoviev devant Staline. Son compagnon, le Russe Isaac TCHERÉMINSKY, dit Arkadi MASLOW (1891-1941), avait eu le même itinéraire politique. Tous deux s'étaient réfugiés à Prague après l'arrivée de Hitler au pouvoir puis s'étaient rendus à Paris. Trotsky estimait qu'il était possible — et souhaitable — de les gagner tous les deux à l'Opposition de gauche. Il les avait rencontrés en janvier à Paris, au grand mécontentement de Bauer et des autres dirigeants de la section allemande, qui n'avaient en eux aucune confiance et les considéraient comme des capitulards, et en outre n'admettaient pas d'avoir été tenus à l'écart de cette rencontre (lettre de Bauer à Held, entre le 10 et le 20 janvier 1934, Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam). C'est à peu près au moment où Trotsky adressait cette lettre à Glotzer que la direction des I.K.D. à l'étranger décidait de refuser la demande d'adhésion de Ruth Fischer et Maslow, une décision qui ouvrait une crise appelée à se prolonger pendant plus de deux ans.

(6) Schwartz — Léon Sedov — avait donc apparemment gardé un contact avec Ruth Fischer et Maslow : il semble, en fait, qu'il les avait plus ou moins associés à son travail au S.I., ou qu'il était sur le point de le faire, comme l'atteste une lettre de Naville, de septembre 1934.

SUR LE PROJET DE TEXTE DES HOLLANDAIS POUR LA CONFÉRENCE DE LA JEUNESSE (1)

(15 février 1934)

Cher Ami,

Je viens de lire les textes préparatoires à la discussion fournis par le S.J.V. (2) de Hollande. Ils me font très triste impression. Si c'était un essai dû à des jeunes, on pourrait invoquer le manque de maturité théorique et politique, et ne considérer ce document que d'un strict point de vue pédagogique. Malheureusement, on dirait que c'est là l'émanation du centrisme incarné (plutôt deux fois et demie qu'une), centrisme qui s'abrite çà et là sous des formules générales, abstraites, d'un radicalisme de façade. Je ne peux soumettre ce document à une critique complète, car chaque phrase suscite la critique. Je ne relèverai que les exemples les plus importants de centrisme et de confusionnisme :

1) « Désarmement national et international aujourd'hui » (page 2). Ce mot d'ordre pacifiste-kautskyste n'a rien à voir avec le marxisme.

2) On donne comme causes du fascisme « les défauts de la République démocratique et les fautes graves commises par les partis communistes et la social-démocratie » (page 2). Pas le caractère de classe de la république capitaliste, mais ses « défauts » ! Pas l'orientation réformiste et pro-impérialiste de la social-démocratie, ni l'orientation bureaucratique et centriste du Comintern, mais leurs « fautes » ! Mais des fautes, les vrais marxistes en font aussi ! Il est également intéressant de noter la gradation : d'abord les partis communistes, et seulement ensuite la social-démocratie.

(1) Archives A. Glotzer, New York. Lettre à Albert Glotzer.

(2) La Socialist Jeugd-Verbond, organisation de jeunesse en principe autonome, mais liée à l'O.S.P. et qui avait été à l'origine de la convocation de la conférence de la jeunesse, venait de présenter les thèses qu'elle se proposait de lui soumettre.

3) La caractérisation de la II^e Internationale (pages 4 et 5) est en partie insuffisante et en partie fausse. La social-démocratie n'est caractérisée que comme un parti réformiste, puisqu'on qualifie le réformisme d'« insuffisant » par rapport à la révolution sociale. On ne dit rien du fait que l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières se sont intégrées à l'Etat capitaliste par tous leurs intérêts, et — ce qui est plus important — que la ruine du capitalisme a complètement retiré le tapis sous les pieds des réformateurs, ce qui a entraîné la ruine de la II^e Internationale.

4) La caractérisation des communistes officiels est plus fausse encore (pages 5 et 8). Pas un mot sur la tendance politique, sur l'orientation politique : le centrisme bureaucratique qui, sous l'effet de contradictions monstrueuses, se développe en zigzags aigus. Quant aux bases sociales de ce centrisme bureaucratique, on ne peut bien sûr en lire un traître mot. Tout est expliqué d'une façon parfaitement brandlérienne et lovestonienne (3) : leur politique est dictée à Moscou, et Moscou ne peut pas tout superviser, et c'est de là que proviennent les « fautes ». Mais pourquoi ces « fautes » ont-elles le même caractère dans tous les pays, et pourquoi, contre ces « fautes », deux formes d'opposition ont-elles pris naissance, celle de droite et celle de gauche, qui ont un caractère *international* ? Cette question ne se pose absolument pas pour le rédacteur des thèses.

La seule allusion à une explication politique consiste en ce que le Comintern est conduit par les « intérêts » de l'Union soviétique. Là, on concède à Brandler que le Comintern comprend et défend correctement les intérêts de l'Union soviétique.

Ce qui est dit sur le mauvais fonctionnement du Comintern est idéaliste-menchevique. Ce fonctionnement est considéré comme une chose en soi, non comme une conséquence de la contradiction entre l'orientation politique (le centrisme bureaucratique) et les intérêts historiques du prolétariat, y compris de l'Union soviétique.

5) Le chapitre sur la politique de front unique (page 8) pourrait être écrit par Balabanov, Paul Louis, etc. (4). Le front unique

(3) Jakob LIEBSTEIN, devenu Jay LOVESTONE (né en 1898), émigré aux Etats-Unis à neuf ans, avait été l'un des fondateurs et dirigeants du Communist Labor Party of America, puis du parti unifié où il dirigeait l'une des trois fractions. Devenu secrétaire général en mars 1929 par décision de l'I.C., il était exclu deux mois plus tard et fondait la Communist Party Opposition (C.P.O.) liée à la K.P.O. brandlérienne. Comme ses amis brandlériens, il se refusait à prendre partie dans les « questions russes ».

(4) Sur Balabanov et Paul Louis, cf. n. 10, p. 119, et n. 5, p. 64. Tous deux, comme leurs partis, le P.S.I. et le P.U.P., étaient partisans de l'unité organique.

y est fondé sur le fait qu'« en dépit de nombreuses divergences tactiques » on doit marcher ensemble sur le terrain de la pratique. Comme si les marxistes n'étaient séparés des réformistes et des staliniens que par des « divergences tactiques » ! Il fallait dire : en dépit des oppositions irréductibles sur les principes, le programme et la stratégie, dans de nombreuses questions *tactiques*, le front unique est imposé par la lutte de classe de la classe ouvrière.

Mais plus loin tout va de mal en pis. La décadence « morale » du prolétariat est expliquée, dans un langage de philistin sentimental, par « la scission, et la guerre fratricide qui en a résulté ». Comme si, au contraire, la scission n'avait pas pour la première fois soustrait l'avant-garde ouvrière au désespoir du social-impérialisme !

Plus loin, le front unique est fondé sur « les plus nobles sentiments », et autres fadaïses du même genre. On dirait qu'on a sous les yeux une dissertation des « vrais socialistes » d'avant Marx.

« Les communistes ne connaissent pas le principe de loyauté et de fidélité » (page 8). C'est prouvé par le fait que les communistes ne pratiquent pas le front unique en soi et pour soi, mais poursuivent le but égoïste d'accroître leur propre influence. Il n'est pas possible de poser cette question de manière plus ridicule. Comme si ce n'était pas le droit et le devoir de chaque parti de chercher, y compris par le front unique, à attirer à soi les ouvriers ! Comme si ce n'était pas pour le parti révolutionnaire un devoir, une obligation sacrée, même pendant le cours du front unique, de démasquer et de dénoncer les canailles et les renégats de la social-démocratie et les misérables pantins centristes ! On ne peut pas faire plus grand plaisir aux staliniens qu'en les accusant, avec Wels, Léon Blum, Tranmael et autres traîtres, de chercher à « intriguer dans les autres organisations ».

Ce n'est pas un marxiste qui parle ici, mais un centriste apeuré. Nous accusons les staliniens de s'être montrés incapables, par leur politique radicalement fautive, de faire éclater la social-démocratie, de dénoncer ses dirigeants, et de gagner les masses.

Toutes les déclamations qui suivent (pages 9 et 10) sur le front unique « honnête » et « loyal » sont idéalistes-mencheviques. On ne dit rien du contenu de la politique, on ne fait que chanter les louanges de la forme abstraite du front unique. Et on ne la fait pas peser plus lourd d'un milligramme en la recouvrant d'un vernis clinquant de vocabulaire éthique.

C'est un bien mauvais signe que de trop s'attarder à parler de morale abstraite : la morale de classe ne peut se fonder que sur une politique révolutionnaire de classe correcte. Il n'existe pas d'instance suprême, de catégorie, au sens des kantien, qui règne souverainement sur la réalité sociale.

6) Le chapitre « attitude vis-à-vis de l'Union soviétique » (pages 10 à 13) est parfaitement écœurant, purement descriptif (énumératif), et fourmille d'erreurs plus ou moins grosses. Ainsi, par exemple, le paragraphe qui commence par une comparaison entre la révolution d'Octobre, conçue comme une transformation sociale, et les « révolutions bourgeoises, qui ne visent qu'à une transformation politique ». Conception absolument erronée, libérale et conservatrice ! Les vraies révolutions bourgeoises ont été aussi des révolutions sociales : elles ont transformé les rapports féodaux de propriété en rapports bourgeois, tandis que la révolution d'Octobre a transformé les rapports économiques bourgeois en rapports socialistes.

Les contradictions réelles de l'économie soviétique, mises à jour depuis longtemps et de façon précise par l'Opposition de gauche, apparaissent dans ce document sous une forme tout à fait confuse et incohérente. De plus, le rédacteur parle de temps en temps du « fiasco » de l'économie soviétique, ce qui est totalement faux.

Tout ce chapitre se réduit à une pathétique accusation contre l'Union soviétique pour n'avoir pas soutenu le boycottage économique de l'Allemagne. Comme si l'on ne pouvait mentionner de faits plus graves et plus importants ! L'O.S.P. a cherché à animer ce mouvement pour le boycottage de façon très superficielle et fautive, et il a évidemment fait fiasco dans ce domaine : il veut maintenant se couvrir par le moyen d'une critique tout à fait superficielle et même fautive de la politique soviétique.

7) A propos de la *politique coloniale* (page 13), les thèses affirment qu'« il ne reste plus aux peuples opprimés d'autre moyen de se libérer que le combat sans merci, y compris la résistance passive et l'insurrection ». En dépit des meilleures intentions, le centrisme transparaît dans cette phrase de la façon la plus grossière. Le « combat implacable » n'inclut pas, mais exclut la résistance passive. Bien entendu, nous défendons aussi la résistance passive contre la soldatesque impérialiste. Mais, en même temps, nous dénonçons devant les masses coloniales le caractère

insuffisant et trompeur du gandhisme (5) dont la fonction consiste à freiner la lutte révolutionnaire des masses, et à l'utiliser dans l'intérêt de la bourgeoisie « nationale ».

8) Le chapitre sur l'organisation de jeunesse est extrêmement maigre, et pourtant il s'agit d'une conférence de la jeunesse ! De plus, ce chapitre est erroné en plusieurs points sur le plan des principes. On donne comme base sociale de l'organisation de jeunesse « les jeunes travailleurs, chômeurs et étudiants ». Encore une fois, c'est un point de vue purement descriptif et non social. Il s'agit pour nous de la jeunesse prolétarienne, et des éléments de la jeunesse étudiante qui penchent du côté du prolétariat. Jeunes travailleurs, jeunes chômeurs et jeunes étudiants ne sont en aucune façon, pour un marxiste, des maillons équivalents de la chaîne sociale.

Selon les thèses, l'organisation de jeunesse combat, sur le plan culturel, « contre "l'éducation" capitaliste bourgeoise, pour une culture prolétarienne ». Abstraction, grandiloquence, idéalisme et futilité ! Il n'empêche que la culture bourgeoise contient aussi l'incalculable trésor des sciences positives. Le but de la classe ouvrière, c'est de s'approprier ce trésor. Cela ne peut réussir, « sur le plan culturel », que dans une mesure tout à fait insuffisante. Ce n'est que par la révolution prolétarienne que le prolétariat pourra avoir accès aux trésors de la culture bourgeoise, pour construire sur cette base — en éliminant toutes les falsifications — une nouvelle culture socialiste. On ne voit guère ce que, sous ce rapport, la culture prolétarienne peut exactement représenter, surtout si on l'oppose abstraitement à la culture bourgeoise dans son ensemble.

L'idée que la jeunesse devrait remplir sa « tâche historique » « avant tout (!) en faisant de la propagande pour le front unique » est radicalement fautive. Le front unique n'est qu'un élément secondaire et tactique du combat révolutionnaire. La jeunesse doit « avant tout » se préparer aux combats les plus acharnés, combats défensifs contre le fascisme, combats offensifs contre le capitalisme.

Plus loin (toujours page 14), il est dit que la jeunesse socialiste révolutionnaire doit collaborer avec l'O.S.P. S'agit-il de la jeunesse internationale ? Pourtant les thèses sont présentées comme base de la discussion préparatoire à la conférence interna-

(5) L'idéologie « au-dessus des classes » du mouvement nationaliste indien inspiré par Gandhi (Cf. n 5, p. 112).

tionale. Pourquoi l'O.S.P. est-il le seul à être nommé, c'est-à-dire précisément ce parti qui n'a pas eu encore le temps, jusqu'à maintenant, d'adopter une position stratégique et programmatique claire ?

9) Les conditions d'appartenance à la nouvelle Internationale sont absolument insuffisantes, et en partie fausses. La déclaration des quatre à Paris dépasse de cent coudées, par sa précision, les six points confus du document que je critique ici. Les deux premiers paragraphes, dans leur rédaction générale, sont tout à fait justes, et admis par tous — y compris Wels et Manuilsky. Le troisième paragraphe exige le rejet du réformisme et du stalinisme. Pour les marxistes, le réformisme est un concept très précis. Il n'est malheureusement pas possible de saisir ce que les thèses entendent par stalinisme. Le quatrième paragraphe, sur le front unique loyal, est tout à fait creux, et même dangereux, après ce qui a été dit plus haut, car il est dirigé contre la « lutte fratricide » et contre la scission, et ne peut en aucune façon définir les fondements d'une nouvelle Internationale. Le cinquième point parle en faveur de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Pas un mot sur la conquête du pouvoir, pas un mot sur les conseils ouvriers en tant que forme historiquement donnée du rassemblement de la classe ouvrière pour la conquête et l'exercice du pouvoir. Le sixième point parle de la « défense d'un Etat vraiment prolétarien ». Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Il s'agit d'une question tout à fait concrète, celle de savoir si oui ou non nous sommes d'accord avec la nécessité de défendre l'U.R.S.S. telle qu'elle est. Quand on parle d'un Etat vraiment prolétarien, on esquive cette question vitale.

*

* *

Cette critique est destinée à nos amis politiques (les communistes internationalistes) pour les seconder dans leur tâche de critique sans concession. Nos délégués doivent, à mon avis, présenter leur critique sous une forme tout à fait sereine, propagandiste et pédagogique, sans rien lâcher, évidemment, sur les principes.

C'est une excellente chose que l'O.S.P. (De Kadt ?) ait eu l'imprudence de proposer ces thèses confuses et pleines de contradictions. Il faut consacrer toute la conférence à la critique de ces thèses, et les contredire phrase par phrase. Pour cette confrontation, il faut s'appuyer sur :

- a) les onze points de l'Opposition de gauche (la déclaration des quatre) ;
- b) les thèses contre la guerre ;
- c) les thèses sur l'U.R.S.S. (deux brochures) ;
- d) les documents récemment élaborés pour la conférence.

De la littérature de l'Internationale, nos délégués doivent extraire les meilleures formulations et les opposer à celles qu'on trouve dans les textes préparatoires à la discussion. Ce travail doit être fait dès maintenant, dans le cours de la période de préparation, pour que notre délégation se montre prête à chaque instant à la riposte.

Les vieux philistins lâcheront leurs chiens contre nos délégués, car ils se sentiront gravement offensés par nos critiques. Nos amis devront répondre très poliment et amicalement aux jeunes : « Nous ne faisons qu'exercer le droit à nous critiquer mutuellement dont il est par ailleurs largement disserté dans les thèses, par exemple page 15. »

*

* *

Le seul point positif de ces thèses consiste en ce qu'elles se prononcent nettement pour une nouvelle Internationale, et s'opposent ainsi aux réformistes et aux staliniens. Nous devons l'utiliser contre le D.N.A., les dirigeants de l'I.L.P., etc. Il ne faut faire là-dessus aucune concession. Si les gens de l'O.S.P. abandonnent la nouvelle Internationale pour mettre en place leur « front unique honnête et loyal » avec Tranmael et Fenner Brockway (6), nous devons mettre en garde contre les thèses dans une déclaration de protestation énergique : ne pas dire aujourd'hui publiquement aux travailleurs que le salut réside dans la création d'une nouvelle Internationale, c'est tromper les travailleurs.

Si nous faisons passer des amendements sur toutes les questions importantes, nous pouvons voter pour les thèses, avec une déclaration dans laquelle nous mentionnerons, sous une forme générale, tous leurs points faibles et leurs insuffisances.

(6) Archibald Fenner Brockway était simultanément secrétaire général de l'I.L.P. et secrétaire du bureau (de Londres) de l'I.A.G.

Dans tous les cas, nos délégués doivent réserver leur décision finale jusqu'aux délibérations qui auront lieu dans la commission internationale des jeunesses communistes internationalistes.

La question du D.N.A. jouera un grand rôle dans la discussion, de même que celle du bureau de Londres, aujourd'hui d'Amsterdam. Il faut que nos délégués soient bien armés sur cette question. Il faudrait que quelqu'un se spécialise là-dessus. Nous ajoutons quelques documents qui se rapportent au D.N.A. Le camarade Glotzer m'obligerait en me les restituant après la conférence.

*

* *

P.-S. : Quant aux six conditions pour l'appartenance à la nouvelle Internationale, le mieux est de leur opposer la déclaration de principe des quatre organisations. Si le S.A.P. et l'O.S.P. regimbent contre cela, ils se compromettront terriblement. Mais le mieux serait, comme précédemment, d'obtenir gain de cause là-dessus.

P.P.-S. : Dans tout le document, le mot de centrisme n'apparaît pas une seule fois. C'est tout à fait caractéristique, et il faut particulièrement le souligner. Le réformisme conséquent n'ose plus en général maintenant se montrer ouvertement tel qu'il est. Wels, Hilferding (7), Blum, De Man reconnaissent, au moins du bout des lèvres, la faillite du réformisme. Tous se dissimulent derrière des conceptions, ou au moins une terminologie, apparemment révolutionnaires, c'est-à-dire centristes. Le centrisme domine maintenant presque en entier le domaine du mouvement ouvrier. C'est contre le centrisme qu'il faut maintenant mener le véritable combat. Mais alors, pourquoi les thèses ne soufflent-elles pas mot de l'existence et du danger que constitue le centrisme ? Parce qu'elles-mêmes se situent dans le cadre du centrisme.

(7) Rudolf HILFERDING (1877-1941), né en Autriche, était devenu l'un des économistes marxistes les plus renommés avec son livre de 1910 sur le capital financier. Membre de l'U.S.P.D. en 1917, il avait été l'inspirateur de son aile droite et son porte-parole face à Zinoviev au congrès de Halle en septembre 1920. Revenu au parti social-démocrate, il avait été ministre de l'économie et des finances dans un gouvernement de coalition en été 1923.

LA RESPONSABILITÉ D'UN TRADUCTEUR (1)

(20 février 1934)

Cher Camarade Parijanine (2),

Mon ouvrage sur Lénine n'est pas encore sorti et ne sortira pas de sitôt de la phase préparatoire (3). Je ne pourrai guère donner à traduire les premiers chapitres avant juillet.

En aucun cas, je ne considère qu'une traduction de Bounine (4) faite par vous puisse politiquement vous compromettre. Il s'agit d'une littérature artistique et non politique, et puis, en somme, un traducteur n'est pas responsable du tout du contenu de l'œuvre qu'il traduit, autrement il faudrait rendre Lénine responsable des tendances opportunistes des Webb (5).

Je vous remercie de m'avoir envoyé *Les Humbles*.

(1) *Les Humbles*, n° 5/6, avril-mai 1934. Lettre à Maurice Parijanine.

(2) Maurice DONZEL, dit PARIJANINE (1885-1937), avait connu Trotsky en Union soviétique où il avait séjourné au cours des années vingt. Il était son principal traducteur pour ses grands ouvrages en français et avait eu avec lui d'homériques démêlés pour les commentaires qu'il s'était permis dans les notes de *Ma Vie*.

(3) Trotsky n'achèvera pas cette biographie de Lénine dont il va parler tout au cours des années suivantes.

(4) Ivan A. BOUNINE (1870-1954) était un romancier qui se rattachait à l'école réaliste du XIX^e siècle, et, dans sa jeunesse, avait fait partie du cercle de Gorki. Il avait émigré à Paris en 1920, et c'est sans doute pour cette raison que Parajanine hésitait à accepter la proposition qui lui était faite de le traduire en français.

(5) Sydney WEBB (1859-1947) et sa sœur Beatrice POTTER (1858-1943) avaient été parmi les fondateurs et les animateurs de la société fabienne qui constituait l'aile la plus modérée, ouvertement réformiste, du socialisme britannique, et s'étaient également fait connaître par leurs travaux d'économie et d'histoire du mouvement ouvrier britannique, dont Lénine avait traduit certains en russe.

LE VÉRITABLE SENS DE LA DÉCLARATION DE RAKOVSKY (1)

(21 février 1934)

Chers Camarades,

Le télégramme concernant la déclaration de Rakovsky (2) va indubitablement provoquer une grande impression. Il faut parer à son influence négative par une déclaration immédiate de notre part. Et, comme toujours, le meilleur moyen est de dire ce qui est.

Rakovsky n'a nullement « capitulé » dans le sens de Zinoviev, Kamenev et consorts (3). Il n'a pas renié un seul mot des idées au nom desquelles il combattait avec nous. Il n'a pas reconnu de prétendues fautes commises par l'Opposition de gauche. Il n'a pas proclamé la justesse de la politique dirigeante. Dans

(1) Lettre au secrétariat international. Archives James P. Cannon. Bibliothèque d'Histoire sociale. New York.

(2) Christian G. RAKOVSKY (1873-1941), né en Bulgarie, avait été avant la guerre l'un des plus éminents socialistes des pays balkaniques, habitué des congrès de la II^e Internationale, lié d'une amitié personnelle avec Trotsky. Internationaliste en 1914, emprisonné, il avait été libéré par la révolution. Il avait rejoint le parti bolchevique en 1917 et avait été ensuite président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine de 1919 à 1923, membre du C.C. de 1919 à 1925. A partir de 1923 — y compris pendant qu'il était ambassadeur à Paris —, il avait été l'un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche, et du dernier carré des irréductibles pendant et après le 15^e congrès, orateur de l'Opposition de gauche à sa dernière manifestation publique lors de l'enterrement de Joffé. Déporté à Astrakhan, puis à Barnaoul, il avait vécu dans des conditions effroyables, et avait vraisemblablement été repris après une tentative d'évasion. Il symbolisait la résistance opiniâtre de l'Opposition de gauche. Le 19 février, *L'Humanité* avait publié une dépêche Tass annonçant qu'il se soumettait à la discipline. Ceci est la première réaction de Trotsky, pas encore publique.

(3) Grigori RADOMYLSKI dit ZINOVIEV (1883-1936), bolchevik en 1903, avait été le lieutenant de Lénine en émigration. Membre du B.P. et président de l'I.C., il avait en alliance avec Staline et Kamenev combattu Trotsky et l'Opposition de gauche avant de rejoindre Trotsky dans l'Opposition unifiée contre Staline-Boukharine en 1926-1927. Il avait capitulé en 1928 et été réintégré dans le parti, avait été exclu de nouveau, puis réintégré en 1933. Dans ses diverses « capitulations », il avait purement et simplement renié les idées défendues auparavant et s'était littéralement aplati devant Staline.

les conditions de l'U.R.S.S. que nous connaissons tous, ce trait essentiel de la déclaration de Rakovsky est d'une éloquence exceptionnelle. Il ne fait qu'accentuer le fait que Rakovsky, théoriquement et politiquement, n'a rien à abdiquer ni à abjurer de son passé.

Rakovsky déclare cesser sa lutte et se soumettre à la discipline. Voilà le seul contenu de sa déclaration. Pour apprécier cette déclaration à sa juste valeur — et naturellement nous la condamnons —, il faut bien comprendre la situation dans laquelle se trouvait Rakovsky. En fait, il avait cessé la lutte active depuis trois ou quatre ans. Il ne pouvait ni communiquer avec ses amis, ni écrire d'articles, ni recevoir la littérature de l'Opposition de gauche, ni en général d'informations sur le mouvement ouvrier international. Dans son isolement absolu, il restait sans perspective aucune.

La déclaration de Rakovsky, bien loin d'être une capitulation idéologique ou politique, est tout de même un fait non seulement hautement regrettable, mais condamnable. Cet exemple sera sans doute largement utilisé par la bureaucratie stalinienne pour entraîner beaucoup de jeunes enfermés et isolés comme Rakovsky sur la voie de la capitulation, peut-être même pas à la manière de Rakovsky, mais à celle de Zinoviev.

Nous avons maintes fois répété que la restauration du parti communiste en U.R.S.S. ne peut se faire que par la voie internationale. Le cas Rakovsky le confirme d'une manière négative, mais éclatante. Les bolcheviks-léninistes en U.R.S.S. ne connaissent par la *Pravda* que les faits bruts de la vie internationale : la victoire de Hitler, la menace de guerre, maintenant l'écrasement du prolétariat autrichien. Ils n'ont aucune possibilité de s'orienter dans les vraies causes de ces événements, ni de discerner les différentes formations dans le mouvement ouvrier.

Pour recréer un puissant mouvement communiste internationaliste en U.R.S.S., il faut que la lutte pour la IV^e Internationale prenne corps, qu'elle devienne un facteur puissant que la bureaucratie stalinienne ne pourra plus cacher aux yeux des ouvriers soviétiques, y compris les bolcheviks-léninistes. Nous enregistrons la déclaration purement formelle du vieux lutteur qui, par toute sa vie, a démontré son dévouement inébranlable à la cause révolutionnaire, nous l'enregistrons avec douleur, et nous passons à l'ordre du jour, c'est-à-dire à la lutte doublement vigoureuse pour de nouveaux partis de la nouvelle Internationale (4).

(4) *The Militant*, du 10 mars 1934, devait publier, sous la forme d'une interview, ce texte, amputé de ses deux premiers paragraphes.

CENTRISME ET QUATRIÈME INTERNATIONALE (1)

(22 février 1934)

1 — Les événements d'Autriche (2), après ceux d'Allemagne, mettent définitivement une croix sur le réformisme « classique ». Désormais, seuls les chefs obtus du trade-unionisme anglais et américain, leur disciple Jouhaux (3), le président de la II^e Internationale, Vandervelde, et autres ichtyosaures politiques oseront parler ouvertement des perspectives d'un développement pacifique, de réformes démocratiques, etc. La majorité écrasante des réformistes se repeint aujourd'hui délibérément de couleurs nouvelles. Le réformisme fait place aux innombrables nuances de centrisme qui couvrent aujourd'hui le champ du mouvement ouvrier dans la majorité des pays. Ainsi se crée une situation nouvelle, à sa manière sans précédent, pour un travail dans l'esprit du marxisme révolutionnaire (bolchevisme). La nouvelle Internationale se développera surtout aux dépens des tendances et des organisations centristes actuellement dominantes. En même temps, l'Internationale révolutionnaire ne peut se former autrement que dans la lutte conséquente contre le centrisme. L'intransigeance politique et une politique souple du front unique constituent dans ces conditions deux armes pour atteindre un seul et même but.

(1) T 3649. *The Militant*, 17 mars 1934. Cet article marque un tournant dans l'analyse que fait Trotsky des organisations « réformistes » et du poids du « centrisme » : il s'esquisse ici une analyse qui débouchera bientôt sur ce que l'on a appelé le « tournant français », lequel reposait sur une analyse internationale.

(2) Répondant aux provocations du gouvernement Dollfuss, sans mot d'ordre d'action du parti social-démocrate, les miliciens de ce parti, les *Schutzbundler*, ripostèrent par les armes à la police, et livrèrent, notamment à Vienne, des combats acharnés du 11 au 16 février 1934 : ils furent finalement écrasés par l'armée. La défaite des ouvriers de Vienne — après un véritable combat, cette fois — confirmait aux yeux de Trotsky le rôle historique des social-démocrates.

(3) Léon JOUHAUX (1879-1954), ancien syndicaliste révolutionnaire, était depuis 1909 secrétaire général de la C.G.T. française. Il s'était rallié à l'union sacrée en 1914, et avait préféré la scission à la prise de l'organisation par les révolutionnaires au lendemain de la guerre.

2 — Il faut d'abord comprendre les traits les plus caractéristiques du centrisme moderne. Ce n'est pas facile : premièrement, parce que le centrisme, à cause de son amorphisme organique, se soumet difficilement à une définition positive ; il se caractérise beaucoup plus par ce qui lui manque que par ce qu'il contient. Deuxièmement, jamais encore le centrisme n'a autant qu'aujourd'hui scintillé de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, parce que jamais encore les rangs de la classe ouvrière n'ont connu une telle *fermentation* politique qu'actuellement. La fermentation politique, au sens précis du terme, signifie un réalignement, un déplacement entre deux pôles, marxisme et réformisme, c'est-à-dire le passage par les stades divers du centrisme.

3 — Aussi difficile qu'il soit de donner une définition générale du centrisme, lequel a toujours nécessairement un caractère « conjoncturel », on peut et on doit tout de même dégager les principaux traits et particularités des groupements centristes qui sont nés de l'effondrement de la II^e et de la III^e Internationales.

a) Dans le domaine de la théorie, le centrisme est informe et éclectique ; il se soustrait, autant que possible, aux obligations d'ordre théorique et est enclin (en paroles) à préférer à la théorie la « pratique révolutionnaire », sans comprendre que seule la théorie marxiste est capable de donner à la pratique une direction révolutionnaire.

b) Dans le domaine des idées, le centrisme mène une existence parasitaire : il répète contre les marxistes révolutionnaires les vieux arguments mencheviques de Martov, Axelrod et Plékhanov (4), d'ordinaire sans s'en apercevoir ; d'autre part, c'est aux marxistes, c'est-à-dire avant tout aux bolcheviks-léninistes, qu'il emprunte ses principaux arguments contre la droite, en émoussant pourtant le tranchant de leur critique, en se soustrayant aux conclusions pratiques et en privant ainsi leur critique de tout objet.

c) Un centriste proclame volontiers son hostilité au réformisme, mais ne parle pas du centrisme ; mieux, il pense que la notion

(4) Iouli O. CEDERBAUM, dit MARTOV (1873-1923), social-démocrate en 1892, avait été à partir de 1903 l'un des dirigeants mencheviques. Internationaliste pendant la guerre, il avait quitté la Russie en 1920. Pavel B. AXELROD (1850-1928), co-éditeur de l'*Iskra* avec Lénine et Martov, menchevik en 1903, avait depuis combattu avec constance le bolchevisme. Gueorgui V. PLEKHANOV (1856-1918), fondateur du groupe l'Emancipation du Travail, avait introduit le marxisme en Russie et combattu sur le plan des idées l'idéologie populiste alors dominante dans le camp socialiste. Il avait travaillé avec Lénine à l'*Iskra*, s'était séparé de lui en 1903 pour devenir le penseur des mencheviks, mais, avec la tendance des « mencheviks du parti », avait collaboré avec les bolcheviks à partir de 1912. Il s'était rallié à la défense nationale en 1914 et avait combattu les bolcheviks au pouvoir.

même de centrisme est « peu claire », « arbitraire », etc. En d'autres termes, le centriste n'aime pas être appelé par son nom.

d) Un centriste, jamais sûr ni de ses positions, ni de ses méthodes, éprouve de la haine pour le principe révolutionnaire : *dire ce qui est*. Il est enclin à substituer à la politique principielle des combinaisons personnelles et une médiocre diplomatie entre organisations.

e) Un centriste reste toujours dans la dépendance spirituelle des groupes de droite, est enclin à rechercher les grâces des plus modérés, à se taire sur leurs péchés opportunistes et à couvrir leurs actions aux yeux des ouvriers.

f) Il n'est pas rare que le centriste s'efforce de dissimuler son aspect de flâneur dilettante en invoquant le danger du « sectarisme » : il entend par là non la passivité propagandiste abstraite du type bordiguiste, mais le souci actif d'avoir une pureté de principes, une clarté de position, un esprit de conséquence en politique, de perfection dans l'organisation.

g) Un centriste occupe entre un opportuniste et un marxiste une position un peu analogue à celle du petit-bourgeois entre un capitaliste et un prolétaire : il fait des courbettes au premier et n'a que mépris pour le second.

h) Sur l'arène internationale, le centriste se distingue sinon par sa cécité, du moins par sa myopie. Il ne comprend pas qu'à l'époque actuelle on ne peut construire un parti révolutionnaire que comme partie intégrante d'un parti international. Dans le choix de ses alliés sur le plan international, le centrisme est moins difficile encore que dans son propre pays.

i) Un centriste ne voit dans la politique de l'I.C. que les déviations « ultra-gauchistes », l'aventurisme, le putschisme, et ignore complètement les zigzags droitiers opportunistes (Kuomintang, comité anglo-russe, politique extérieure pacifiste, bloc antifasciste, etc.).

j) Un centriste jure volontiers par la politique du front unique, mais il la vide de tout son contenu révolutionnaire, en la transformant de méthode tactique en principe suprême.

k) Un centriste recourt volontiers à de pathétiques leçons de morale pour dissimuler son propre vide idéologique ; il ne comprend pas que la moralité révolutionnaire ne peut se former que sur la base de la doctrine révolutionnaire et de la politique révolutionnaire.

Sous la pression des circonstances, le centriste peut même aller jusqu'à accepter les conclusions les plus extrêmes, mais seulement pour battre en retraite et les abandonner ensuite en pratique. S'il reconnaît la dictature du prolétariat, il laissera un vaste espace pour ses interprétations opportunistes ; s'il a proclamé la nécessité de la IV^e Internationale, il va travailler à construire une Internationale 2 1/2, etc.

4 — Le pire *exemple* de centrisme est, si l'on veut, le groupe allemand *Neu Beginnen*. Répétant de façon superficielle la critique marxiste du réformisme, il parvient à la conclusion que tous les malheurs du prolétariat proviennent des scissions et que le salut réside dans le maintien de l'unité des partis social-démocrates. Ces messieurs placent la discipline d'organisation de Wels et compagnie au-dessus des intérêts historiques du prolétariat. Et, puisque Wels et compagnie soumettent le parti à la discipline de la bourgeoisie, le groupe *Neu Beginnen*, drapé dans une critique de gauche volée au marxisme, représente en réalité une malfaisante agence de l'ordre bourgeois, bien que de second ordre.

5 — Ce qu'on appelle le bureau de Londres (maintenant d'Amsterdam) (5) constitue une tentative de créer un centre international de rassemblement pour l'éclectisme centriste sous le drapeau duquel tentent de s'unir les centristes de droite et de gauche qui n'osent pas choisir définitivement une orientation et un drapeau. Là, comme ailleurs, les centristes tentent de diriger le mouvement en oblique, le long de la diagonale. Les éléments qui constituent ce bloc tirent dans des directions opposées : le D.N.A. se rapproche avec prudence de la II^e Internationale, l'I.L.P. en partie de la III^e et en partie de la IV^e, le S.A.P. et l'O.S.P., en titubant et en oscillant, se rapprochent de la IV^e. En exploitant et en conservant l'amorphisme idéologique de ses membres, et en tentant de faire concurrence au travail de création de la nouvelle Internationale, le bloc du bureau de Londres joue un rôle réactionnaire. L'échec de ce groupement est absolument inévitable.

(5) L'I.A.G. — organisation coordonnée jusque-là par son « bureau de Londres » — avait tenu en février une conférence à Londres. Le secrétariat, assuré jusque-là par l'I.L.P., avait été transféré en Hollande où l'O.S.P. l'assurait, Peter J. Schmidt étant devenu son secrétaire : d'où l'expression « bureau d'Amsterdam ». En revanche, la commission permanente des quatre ne s'était pas réunie. L'O.S.P., le 21 février, et le S.A.P. le 24, avaient fait connaître à leurs alliés qu'ils se refusaient à toute collaboration ultérieure hors du cadre de l'I.A.G. Ils sommaient ainsi la L.C.I., sinon d'adhérer à l'I.A.G., du moins de cesser de la critiquer. C'était évidemment le glas de l'entreprise des quatre, mais Trotsky considérait que bien des développements étaient encore possibles dans l'I.A.G. caractérisée par son hétérogénéité.

6 — La définition de la politique de l'I.C. comme celle d'un centrisme *bureaucratique* conserve aujourd'hui également toute sa force. En fait, seul un *centrisme* peut sauter constamment des trahisons opportunistes à l'aventurisme ultra-gauche ; seule *la bureaucratie soviétique* a pu, pendant dix ans, donner une base stable à cette catastrophique politique de zigzags.

Le centrisme bureaucratique, à la différence des groupes centristes qui se sont cristallisés à partir de la social-démocratie, est le produit de la dégénérescence du bolchevisme ; il en conserve — sous une forme caricaturale — certains traits, a derrière lui un nombre encore considérable d'ouvriers révolutionnaires et dispose de moyens matériels et techniques extraordinaires, mais, par son influence politique, il constitue maintenant l'espèce la plus misérable, la plus désorganisatrice et la plus néfaste du centrisme. Il est clair pour le monde entier que l'effondrement politique de l'I.C. signifie nécessairement la décomposition ultérieure du centrisme bureaucratique. Dans ce domaine, notre tâche est de sauver les meilleurs éléments pour la cause de la révolution prolétarienne. Avec la critique principielle inlassable, notre arme principale pour influencer les travailleurs qui sont encore rangés sous le drapeau de l'I.C. sera la pénétration à l'avenir de nos idées et de nos méthodes dans ces larges masses qui sont maintenant dans leur écrasante majorité hors de l'influence de l'I.C. (6).

7 — C'est précisément maintenant, au moment où le réformisme est obligé de se renier, de se transformer ou de se teindre en centrisme, que quelques groupes du centrisme *de gauche*, au contraire, s'arrêtent dans leur développement ou font marche arrière. Il leur semble que les réformistes ont déjà presque tout compris, qu'il faut seulement ne pas abuser de revendications exorbitantes, de critique et de phraséologie extrémiste, susceptibles de les effrayer, et qu'alors, d'un seul coup, on créera un parti « révolutionnaire » de masse.

En réalité, le réformisme, contraint par les événements à se renier, n'ayant ni programme, ni tactique révolutionnaires, n'est capable que d'endormir les ouvriers avancés en leur donnant l'idée que la régénération révolutionnaire de leur parti est un fait acquis.

8 — Pour un marxiste révolutionnaire, la lutte contre le réformisme est maintenant presque totalement remplacée par la

(6) La formule est nette : les bolcheviks-léninistes doivent désormais travailler en direction des masses non influencées par les P.C. C'est-à-dire qu'ils doivent se tourner avant tout vers les masses influencées par la social-démocratie.

lutte contre le centrisme. Le simple fait d'opposer la lutte légale à la lutte illégale, les moyens pacifiques à la violence, la démocratie à la dictature, passe, dans la majorité des cas, à côté de l'objectif, parce que les réformistes effrayés, se désavouant eux-mêmes, sont prêts à accepter les formules les plus « révolutionnaires » pourvu qu'elles ne les obligent pas aujourd'hui à une rupture décisive avec leur propre irrésolution, leur propre indécision et leur propre attentisme. C'est pourquoi la lutte contre les opportunistes cachés ou masqués doit être transférée principalement dans le domaine des *conclusions pratiques à partir de prémisses révolutionnaires* (7).

Avant de prendre au sérieux les bavardages centristes sur la « dictature du prolétariat », il nous faut exiger une défense sérieuse contre le fascisme, une rupture complète avec la bourgeoisie, la construction systématique d'une milice ouvrière, son entraînement dans un état d'esprit militant, la création de centre de défense entre partis, d'états-majors antifascistes, l'expulsion de leurs rangs des traîtres parlementaires, syndicalistes et autres, des laquais de la bourgeoisie, des carriéristes aussi. C'est précisément là-dessus qu'il faut aujourd'hui mener les principaux combats contre le centrisme. Pour mener à bien ce combat, il faut avoir les mains libres, c'est-à-dire conserver non seulement sa totale indépendance d'organisation, mais aussi l'intransigeance critique vis-à-vis des ramifications les plus « à gauche » du centrisme.

9 — Les bolcheviks-léninistes de tous les pays doivent comprendre clairement les particularités de cette étape nouvelle dans la lutte pour la IV^e Internationale. Les événements d'Autriche et de France ont donné un puissant élan au réalignment des forces du prolétariat dans une direction révolutionnaire. Mais, précisément, le fait que, partout, le réformisme ouvert soit supplanté par le centrisme, donne à ce dernier une puissante force d'attraction vis-à-vis des groupes centristes de gauche qui, hier encore, étaient sur le point de s'unir aux bolcheviks-léninistes. Ce processus dialectique peut donner en surface l'impression que l'aile marxiste est de nouveau « isolée » des masses. Profonde erreur ! Les oscillations du centrisme à droite et à gauche procèdent de sa nature même. Il se produira sur notre route, par dizaines et par centaines, encore de semblables épisodes. Ce serait la plus misérable pusillanimité que d'avoir peur d'avancer précisément parce que la route

(7) L'illustration la plus claire de la situation en train de se développer au sein des partis socialistes est fournie par l'exemple espagnol. Francisco Largo Caballero est sans doute le prototype même de ce que Trotsky appelle un « centriste de gauche ».

est jonchée d'obstacles ou parce que tous nos compagnons de route n'iront pas jusqu'au bout.

Que les nouvelles oscillations opportunistes de nos alliés centristes se révèlent conjoncturelles ou définitives (en réalité elles seront des deux types), les conditions générales de la formation de la IV^e Internationale sur la base du bolchevisme authentique sont de plus en plus favorables. La chasse que font les centristes d'« extrême gauche » à ceux qui sont simplement de gauche, de ceux de gauche aux modérés, des modérés à ceux de droite, comme la chasse d'un homme à son ombre, ne peut créer aucune organisation stable de masse ; la malheureuse expérience du parti indépendant allemand (U.S.P.D.) conserve aujourd'hui encore toute sa force (8). Sous la pression des événements, avec l'aide de notre critique et de nos mots d'ordre, les ouvriers avancés passeront par-dessus les hésitations des chefs centristes les plus à gauche, et, si nécessaire, par-dessus ces chefs eux-mêmes.

Sur la voie de la nouvelle Internationale, l'avant-garde prolétarienne ne trouvera pas d'autres réponses que celles qui ont été élaborées et continuent de l'être par les bolcheviks-léninistes sur la base de l'expérience internationale de dix années de lutte théorique et pratique ininterrompue.

10 — Au cours de l'année écoulée, notre influence politique s'est beaucoup accrue dans plusieurs pays. Nous ne pourrions développer et élargir ces succès dans un délai relativement court qu'aux conditions suivantes :

a) Ne pas ruser avec le processus historique, ne pas jouer à cache-cache avec lui, mais dire ce qui est.

b) Rendre compte théoriquement de tous les changements dans la situation générale, lesquels, à l'époque actuelle, prennent souvent la forme de tournants brusques.

c) Prêter l'oreille avec attention aux sentiments des masses, sans idée préconçue, sans illusions, sans se tromper soi-même, afin

(8) Fondé à Pâques 1917, à la suite de l'exclusion du parti social-démocrate allemand des organisations et militants de l'opposition pacifiste et révolutionnaire, l'U.S.P.D. — parti social-démocrate indépendant d'Allemagne — était devenu en 1920 un parti de masse, de presque un million de membres, caractérisé par les oscillations de sa direction qui avait participé en 1918 au gouvernement social-démocrate de Ebert, refusé en 1920 le gouvernement « purement socialiste » que proposaient les syndicats au lendemain du putsch de Kapp, hésité longuement entre la « reconstruction » de la II^e Internationale, celle d'une Internationale centriste et l'adhésion à la III^e. Sa majorité décida en septembre 1920 au congrès de Halle d'adhérer à l'I.C. et d'accepter les fameuses « 21 conditions ». La minorité avait « maintenu » le parti, dont le gros était revenu en 1923 à la II^e Internationale.

d'être capables, sur la base d'une appréciation juste du rapport de forces à l'intérieur du prolétariat, d'éviter l'opportunisme autant que l'aventurisme et de conduire les masses en avant, non de les rejeter en arrière.

d) Tous les jours et à toutes les heures, se dire clairement à nous-mêmes quelle sera notre prochaine *initiative pratique*, la préparer inlassablement, et, sur la base de l'expérience vivante, expliquer aux ouvriers la différence principielle entre le bolchevisme et l'ensemble des autres partis et courants.

e) Ne pas confondre les tâches tactiques du front unique avec la tâche historique fondamentale : la création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale.

f) Ne pas négliger même l'allié le plus faible en vue d'une action *pratique*.

g) Suivre d'un œil critique l'allié le plus « à gauche » en tant qu'adversaire possible.

h) Traiter avec la plus extrême attention ces groupes qui avancent effectivement vers nous, prêter l'oreille attentivement et patiemment à leurs critiques, doutes et hésitations ; les aider à évoluer vers le marxisme ; ne pas s'effrayer de leurs caprices, de leurs menaces, de leurs ultimatums (les centristes sont toujours capricieux et susceptibles) ; ne leur faire aucune concession sur les principes. Et, encore une fois, ne pas craindre de dire ce qui est.

C'EST AU TOUR
DE LA FRANCE !
POUR
LA IV^e INTERNATIONALE
(mars 1934)

Ce texte a été publié dans le recueil : L. TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, op. cit., pp. 424-432.

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME (1)

(2 mars 1934)

Chers Amis,

Etant en Suisse (2), je ne puis suivre de près les événements de France. Je ne puis juger que d'après les journaux et les lettres. Mais permettez-moi de vous dire qu'avant d'émigrer en Suisse, j'avais accumulé une certaine expérience dans ces questions en Allemagne, et l'affaire de Ménilmontant (3) me remplit des pires pressentiments. Si les choses se développent sur cette ligne, la catastrophe est inévitable.

De quoi s'agit-il, non seulement pour l'instant, mais pour toute la prochaine période ? D'entraîner les ouvriers dans la lutte contre les fascistes avant que ceux-ci ne soient devenus la force dominante de l'Etat, habituer les ouvriers à ne pas avoir peur devant les fascistes, leur apprendre à donner des coups aux fascistes et les persuader que, eux, sont plus nombreux et plus audacieux, etc.

(1) V 107. Collège de Harvard. Non signée. Lettre adressée aux dirigeants de la Ligue française.

(2) Naturellement il s'agit d'une précaution de clandestinité destinée à égarer éventuellement la police, puisque Trotsky se trouvait à cette époque à Barbizon et venait à Paris environ une fois par semaine.

(3) L'organisation d'extrême droite des Croix de Feu du colonel de La Rocque avait annoncé une réunion publique le 26 février 1934 dans le quartier ouvrier de Belleville. L'appel du P.C. à une contre-manifestation entraîna deux séries de conséquences. D'une part, la réunion Croix de Feu fut déplacée dans une brasserie de la rue des Pyrénées et eut lieu devant une assistance de quelques dizaines de personnes sous la surveillance de la police. D'autre part, la contre-manifestation en question fut marquée notamment par la construction d'une barricade entre cette rue et le boulevard de Ménilmontant. La police donna l'assaut et fit usage de ses armes, faisant de nombreux blessés et tuant un jeune ouvrier communiste de dix-neuf ans, Henri Willemin. Il y avait donc eu affrontement, non entre fascistes et contre-manifestants ouvriers, mais entre ces derniers et la police : c'est cette situation que relève Trotsky.

Dans cette période, il faut bien distinguer entre les fascistes et l'Etat qui ne veut pas encore se livrer aux fascistes, qui se veut l'« arbitre ». Nous savons ce que cela signifie au point de vue sociologique. Mais il ne s'agit pas de sociologie. Il s'agit de donner des coups et d'en encaisser. Politiquement, l'Etat pré-bonapartiste, l'Etat « arbitre », signifie que la police hésite, tergiverse, louvoie, en somme est loin de s'identifier avec les bandes fascistes. Notre tâche stratégique est de renforcer les hésitations et les appréhensions de l'« arbitre », de son armée, de sa police. Comment ? En démontrant que nous sommes plus forts que les fascistes, c'est-à-dire en rossant les fascistes sous les yeux de Monsieur l'arbitre, sans engager ce dernier directement, autant que nous n'y sommes pas entièrement forcés. Toute la sagesse est là.

Or, à Ménilmontant, autant que je puis en juger d'ici, on a agi d'une manière tout à fait contraire. *L'Humanité* affirme qu'il n'y avait pas plus de 50 fascistes — dans un quartier foncièrement ouvrier ! La tâche tactique, ou, si vous voulez, « technique », était bien simple : prendre chaque fasciste ou chaque groupe isolé au collet, le confronter quelques fois avec le pavé, le priver de ses insignes, et de ses papiers de fasciste, et, sans aggraver le conflit, le laisser avec sa frousse et quelques bons bleus. L'arbitre a défendu la liberté de réunion (pour l'instant, il défend aussi les réunions ouvrières contre les fascistes). En ce cas, il était absolument stupide de vouloir provoquer un conflit armé avec la police. C'est précisément ce qu'on a fait. *L'Humanité* triomphe : on a élevé une barricade ! Pour quoi faire ? Les fascistes ne se trouvaient pas de l'autre côté de la barricade et on venait précisément pour battre les fascistes. Mais c'était peut-être l'insurrection armée ? Pour instaurer la dictature du prolétariat à Ménilmontant... On n'y comprend rien. Marx a dit : « On ne joue pas avec l'insurrection. » Cela signifie « on ne joue pas avec les barricades ». Même quand il s'agit de l'insurrection, on n'élève pas des barricades n'importe où et n'importe quand (là-dessus, on peut apprendre quelque chose chez Blanqui. Voir les documents publiés dans *La Critique sociale* (4)).

(4) Louis Auguste BLANQUI (1805-1881), surnommé l'Enfermé à cause des années qu'il passa en prison, était passé des rangs des conspirateurs républicains au mouvement socialiste. Convaincu de la nécessité de prendre le pouvoir par la force, il a consacré plusieurs études techniques aux problèmes de l'insurrection et de la guerre de rue, et réuni et critiqué notamment de nombreux documents sur la construction des barricades, leur emplacement, etc. Ces manuscrits, rédigés pour la plupart à l'époque du Second Empire, classés par leur auteur en 1872, avaient été publiés dans les deux tomes d'un de ses ouvrages posthumes, *Critique sociale* (1885, Alcan éditeur). Trotsky, en tant que marxiste, avait beaucoup de réticences pour sa philosophie de la prise du pouvoir par une minorité agissante, et il emploie

On a réussi : a) à laisser les fils à papa rentrer chez eux en bon état, b) on a provoqué la police et on a fait tuer un ouvrier, c) on a donné aux fascistes un argument important : les communistes commencent à élever des barricades.

Les bureaucrates idiots diront : « Eh bien, c'est par peur des fascistes et par amitié pour la police que nous devons renoncer aux barricades ? » C'est une trahison de renoncer aux barricades quand la situation politique les exige, et quand on est assez fort pour les bâtir et les défendre. Mais c'est une provocation écœurante de faire des simulacres de barricades à propos d'une petite réunion fasciste, et de déformer toutes les proportions politiques, et de désorienter le prolétariat.

Il s'agit d'*entraîner* les ouvriers en nombre croissant dans la lutte contre le fascisme. L'aventure de Ménilmontant ne peut qu'isoler une petite minorité combative. Cent ouvriers, mille ouvriers, qui seraient prêts à donner quelques coups aux jeunes bourgeois arrogants, diront après cette expérience : « Ah non, je ne veux pas qu'on me brise la tête à propos de rien ! » Le résultat de toute l'entreprise est absolument contraire à son but. Et pour vous dire toute ma pensée, je ne serai pas très étonné si on apprend dans quelque temps que les plus grands braillards sur les barricades étaient des agents fascistes dans les rangs staliniens, qui voulaient dégager leurs amis et provoquer un conflit avec la police. Si c'est cela, ils ont bien réussi.

Qu'auraient dû faire sur place les éléments les plus actifs et les plus entreprenants ? Improviser un petit état-major en s'adjoignant un socialiste, un stalinien, si c'était possible (en même temps, il aurait fallu expliquer aux ouvriers que l'état-major du quartier aurait dû fonctionner la veille de la manifestation, comme organisme permanent). Cet état-major improvisé, avec la carte de l'arrondissement sous les yeux, aurait dû tracer le plan le plus simple du monde, regrouper une ou deux centaines de manifestants en équipes de 3 à 5 gars avec un chef pour chacune, et les laisser faire leur besogne en obligeant les chefs à se réunir après les coups pour tirer le bilan et les leçons nécessaires pour l'avenir. Cette seconde réunion serait un bon noyau d'un état-major permanent, un bon appui pour la milice ouvrière dans le quartier. Naturellement, on aurait dû avoir des tracts expliquant la nécessité d'un état-major permanent.

généralement le mot « blanquiste » avec un sens péjoratif. Mais il appréciait l'homme, le militant irréprochable et son sérieux, comme le prouve cette référence à un ouvrage très technique.

Le bilan, pour les éléments révolutionnaires et perspicaces, est :

- a) avoir son propre petit état-major pour de pareilles occasions ;
- b) envisager par avance les possibilités et éventualités du conflit ;
- c) établir quelques plans approximatifs (plusieurs variantes) ;
- d) avoir une carte du quartier ;
- e) avoir des tracts répondant à la situation.

Voilà ce que je puis dire pour l'instant. Je suis presque sûr que ces suggestions coïncideront tout à fait avec vos propres idées. Tant mieux.

UN APPEL POUR UN NOUVEAU DRAPEAU (1)

(13 mars 1934)

La brochure de la camarade Reese (2) repose plus sur son expérience politique immédiate et ce qu'elle a personnellement vécu que sur des considérations historiques et théoriques générales — et c'est précisément là ce qui fait l'intérêt de ce texte. A sa lecture, le travailleur qui réfléchit revivra une fois de plus les grands événements d'Allemagne et vérifiera les conséquences politiques qu'il en a tirées pour lui-même. C'était certes bien nécessaire pour l'ouvrier allemand, mais cette brochure sera particulièrement utile pour les ouvriers des pays où le fascisme s'apprête pour la première fois à faire du pouvoir d'Etat une force meurtrière pour écraser le prolétariat. Il ne sera possible de désarmer la réaction déchaînée que si l'avant-garde prolétarienne internationale touche du doigt les causes qui ont provoqué la monstrueuse défaite du prolétariat allemand, les étudie avec soin et se les assimile parfaitement.

Le travail de la camarade Reese est un acte d'accusation contre les deux appareils qui, dans le sabotage de la révolution prolétarienne, ont joué des rôles certes très différents par leurs motifs et leurs méthodes, mais également funestes par leurs résultats : les sections allemandes de la II^e et de la III^e. Comme l'armée dans la guerre, le parti prolétarien fait ses preuves dans la situation révolutionnaire. Pour le parti social-démocrate, le seul fait que les contradictions de la démocratie bourgeoise s'étaient concentrées en une crise impossible à résoudre par des moyens démocratiques signifiait déjà la mort politique. Que le parti communiste ait abordé cette exacerbation inouïe des contradictions dans l'impuissance, l'indétermination, l'irréflexion, c'est là la preuve irréfuta-

(1) T 3654-55. Il s'agit d'une préface pour une brochure de Maria Reese qui ne semble pas avoir été publiée.

(2) Cf. p. 42 et pp. 45 à 47.

ble que son attitude et sa formation politique et théorique antérieures étaient insuffisantes et fausses.

Les réactions de la social-démocratie autrichienne après l'expérience allemande ont prouvé que les partis « de gauche » de la II^e Internationale étaient eux aussi complètement sclérosés et décomposés, et qu'ils ne pouvaient tirer aucun enseignement révolutionnaire de la terrible expérience du prolétariat allemand. Les courageux combats des travailleurs autrichiens montrent seulement que le prolétariat, même dans les conditions les plus défavorables et avec la plus mauvaise direction, peut se montrer courageux et capable de combattre. Que quelques chefs social-démocrates aient pris part à ces combats, ce n'est, dans le meilleur des cas, qu'une preuve de leur bravoure personnelle. Mais la classe ouvrière exige de sa direction la compréhension politique et le courage révolutionnaire, dont l'absence ne peut être comblée par des vertus personnelles, suscitées d'ailleurs par les événements. Le bourgeois moyen lui-même est souvent capable, quand on menace de le déranger dans ses habitudes et ses aises, de faire parler la poudre. Mais il s'agit de donner systématiquement à l'avant-garde une éducation révolutionnaire, et de gagner la confiance de la majorité de la classe ouvrière à la clarté de vues et à l'audace de l'état-major prolétarien. En dehors de cela, la victoire est absolument impossible. La social-démocratie autrichienne, pendant des années, a menacé de répondre par la violence *si* on portait atteinte à ses droits démocratiques. Ce faisant, elle a transformé l'action révolutionnaire en une menace juridico-littéraire qu'elle ne prenait même pas au sérieux elle-même. Seule une direction qui prévoit que la révolution est inévitable, qui fait de cette prévision le principe de base de son action, et qui en tire toutes les conséquences pratiques, peut être à la hauteur du moment critique de la situation. C'est pourquoi, en dépit des actions héroïques du prolétariat autrichien — et dans une certaine mesure, grâce à ces actions héroïques —, la faillite de la II^e Internationale en Autriche n'est ni moins évidente, ni moins définitive qu'en Allemagne.

Tournons par exemple nos regards vers la petite Norvège : nous y trouvons également un parti social-démocrate (3) qui n'est « puissant » que par le nombre, et qui, certes, sous la direction de Tranmael, a été empêché jusqu'à maintenant, par des événements contraires, de se joindre officiellement à la II^e Internationale, mais qui exécute sa « marche triomphale » en cinglant dans le sillage de l'austro-marxisme, et qui, par conséquent, ouvre, de toutes ses forces, la voie au fascisme norvégien.

(3) L'attaque vise le D.N.A.

Mais, du côté de la III^e Internationale, non plus, cela ne s'annonce pas mieux. Des gens qui ne tirent de l'expérience allemande et autrichienne que la confirmation du prétendu « pronostic » de la direction du Comintern, ne représentent rien de plus qu'un bouillon de culture d'abrutissement bureaucratique. Si la passivité, le fatalisme démoralisant du parti communiste allemand, l'abandon complet du parti autrichien au moment décisif, ne leur apprennent rien, qu'est-ce qui pourrait bien, je vous le demande, leur apprendre encore quelque chose ? Aussi bien, nous constatons que, dans les sections française, anglaise, et dans toutes les autres sections du malheureux Comintern, la théorie du « social-fascisme » pousse aujourd'hui encore ses fleurons les plus beaux. Les bureaucrates communistes ont la gueule remplie de mots d'ordre comme « la révolution d'Octobre », « les soviets partout », etc. Mais, de l'alphabet de la révolution prolétarienne, ils n'ont même pas compris les premières lettres. Les soviets se développent à partir des formes d'organisation du front unique combattant de la classe ouvrière. C'est à partir des organisations d'autodéfense, des manifestations de rue, des grandes grèves, etc., que se constitue la concentration organisationnelle des masses laborieuses qui contraint même les organisations conservatrices à prendre part à cette organisation, même si c'est dans l'intention cachée de la détruire ultérieurement (les mencheviks russes en 1917, les social-démocrates allemands et autrichiens en 1918-1919, etc.). Les partis staliniens qui entravent, sabotent, mettent en pièces toutes les formes organisées du front unique, barrent politiquement la route à la création des soviets. Et la doctrine du social-fascisme a été et reste le couronnement théorique de ce sabotage de la révolution.

Aussi ne peut-on tirer des événements aucun autre enseignement que la nécessité de créer une nouvelle élite révolutionnaire, de rassembler l'avant-garde prolétarienne sous un nouveau drapeau, c'est-à-dire de former de nouveaux partis et une nouvelle Internationale. Et que la brochure de Maria Reese s'achève sur un appel en ce sens, c'est ce qu'elle a de politiquement positif.

L'ARMÉE ROUGE (1)

(13 mars 1934)

Il est clair que l'humanité est en train d'être entraînée dans une nouvelle guerre par ce que l'on appelle la marche des événements, c'est-à-dire le facteur impersonnel qui, en cas d'urgence, permet aux politiciens responsables de forger leurs alibis. Deux des endroits où la guerre peut éclater se dessinent déjà avec une grande clarté : l'Extrême-Orient et l'Europe centrale. Dans les deux variantes qui peuvent évidemment facilement se combiner, l'Union soviétique devra inéluctablement être entraînée dans le tourbillon des événements. Cette perspective pose à quiconque réfléchit la question suivante : que représente exactement l'Armée rouge ? En outre, des passions politiques et une publicité tendancieuse ont bien trop souvent fait de cette question une énigme insoluble.

L'auteur de ces lignes a participé de très près à la construction et à l'entraînement de l'Armée rouge pendant les sept premières années de son existence ; au cours des quatre suivantes, il a suivi son développement soit personnellement, soit par l'accès dont il disposait aux sources originales ; pendant la dernière période — c'est-à-dire ses cinq années d'exil — , il n'a pu suivre son évolution que comme lecteur attentif. Inutile de le rappeler, son exil forcé est lié à son attitude profondément critique vis-à-vis de la politique de la couche dirigeante actuelle de la bureaucratie soviétique.

N'ayant nullement l'intention de renoncer à ses propres conclusions et appréciations, l'auteur désire néanmoins avant tout donner au lecteur une revue rapide des éléments psychologiques et matériels fondamentaux du problème, en lui fournissant les critères généraux qui lui permettront de saisir la véritable essence de

(1) T 3651-3, *Saturday Evening Post*, 26 mai 1934. Il s'agissait pour Trotsky d'un article « alimentaire », mais dont les préoccupations politiques ne sont pas absentes.

l'Armée rouge derrière les voiles de l'énigme.

Si l'on exclut les deux années qui précèdent le service militaire, dix-neuf et vingt ans, l'Armée rouge compte dix-neuf classes d'âge, de vingt-et-un à quarante ans ; le temps du service actif est de cinq ans, avec quatorze années dans la réserve, première et seconde classes. Cela signifie que, parmi ceux qui sont aujourd'hui incorporés, parmi ceux qui sont soumis au service militaire, il y a encore les quatre classes les plus jeunes de la guerre impérialiste, les trois plus jeunes de la période de la guerre civile — beaucoup en réalité, car les jeunes de vingt et même dix-neuf ans étaient souvent appelés — et douze classes qui ont reçu ou reçoivent une formation militaire dans les conditions de la paix.

Augmentant au taux annuel de presque trois millions, la population de l'U.R.S.S. approche aujourd'hui les 170 000 000. Une seule classe compte aujourd'hui quelque 1 300 000 hommes. Du fait de l'examen physique et politique le plus strict, il n'en est pas éliminé plus de 400 000. En conséquence, une armée active avec deux ans de service dépasserait largement les 2 000 000 d'hommes. Mais aucune économie nationale, dans les conditions modernes de la technologie militaire, ne saurait supporter un pareil fardeau.

Depuis le début, le gouvernement soviétique a tendu vers l'institution d'un système de milices territoriales. Dès le 8^e congrès du parti bolchevique, au printemps de 1919, les règlements adoptés conformément au rapport militaire présenté par l'auteur de l'article stipulaient : « Nous voulons avoir l'armée la meilleure possible en la créant sur la base de l'entraînement militaire obligatoire des ouvriers et des paysans, dans des conditions très proches de leur activité quotidienne au travail. Le redressement général de l'industrie, l'essor de la collectivisation et de la productivité du travail agricole constitueront pour l'Armée la base la plus saine, régiments et divisions correspondant aux usines, districts, etc. C'est vers ce type d'armée que nous tendons, et nous y arriverons tôt ou tard. »

Mais la milice, sous sa forme pure, a son propre talon d'Achille. Il faut plusieurs semaines et même plusieurs mois de mobilisation avant de pouvoir mettre en marche l'armée territoriale. Pendant cette période critique, il faut protéger les frontières du pays. Ainsi la corrélation entre le système de milices territoriales et une armée active est-elle dictée par la position d'un pays dont les immenses frontières sont séparées les unes des autres par une distance de 10 000 kilomètres. Les proportions dans lesquelles

ces deux systèmes se complètent aujourd'hui n'ont pas été atteintes d'un seul coup, et elles continuent à changer sous l'influence des progrès de la technologie et de l'expérience.

L'armée active tsariste, avec 1 300 000 soldats, dont le gros étaient illettrés et pauvrement équipés, fut totalement dissoute dans la masse des 18 000 000 de recrues mobilisées pendant la guerre. La succession des défaites et, ultérieurement, les deux révolutions de 1917 l'ont balayée de la surface de la terre. Les soviets devaient bâtir à nouveau. Partie de 100 000 hommes, l'Armée rouge, dans le cours de la guerre civile, s'est élevée à 5 000 000. L'Armée rouge active, ou le cadre, fut précisément constituée à partir de cette armée, au moyen de constantes réductions. Aujourd'hui elle compte, tout compris, 562 000, avec les troupes du G.P.U. 620 000 soldats, et 40 000 officiers. Les réductions ont été opérées de telle sorte que l'armée, tout en conservant intégralement sa fonction de bouclier militaire, soit capable de l'expansion ultérieure maximale. Ainsi, une division d'infanterie sur la base du temps de paix ne compte que six à sept mille soldats, à peu près un tiers de ses effectifs de temps de guerre. Mais c'est précisément pour cette raison que l'Armée rouge n'est pas capable d'absorber plus de 260 000 soldats dont la durée de service dépend de la nature de ce dernier — deux ans dans l'infanterie, quatre dans la marine. Le reste des plus de 600 000 recrues devrait être totalement absorbé par les troupes territoriales où la durée de l'entraînement va de huit à onze mois. Mais les corps de type milice pure exigent également des cadres actifs, 1 500 hommes environ pour une division de fusiliers, c'est-à-dire 10 % de leur effectif de temps de guerre. Afin d'être capable d'absorber toute la masse du matériel humain disponible, les cadres des divisions territoriales à eux seuls devraient dépasser les effectifs actuels de l'armée — 620 000 hommes — et dans ce cas, le pays, une fois de plus, serait privé de son bouclier militaire. C'est pour cette raison que les cadres des corps territoriaux sont déterminés de façon à ce qu'on puisse absorber un peu plus de 200 000 hommes par an. Les 3 à 400 000 jeunes qui restent auront à effectuer leur entraînement militaire sous la surveillance de ces mêmes cadres, mais en dehors des rangs de l'armée régulière, dans des bataillons et régiments d'entraînement improvisés.

Jusqu'à présent, cette dernière catégorie de conscrits est loin d'avoir effectué la période prescrite de six mois de formation militaire, et ce n'est que récemment qu'elle a été entièrement réalisée. Mais en outre, surtout, les jeunes de 19 et 20 ans reçoivent l'entraînement d'avant conscription, lequel dure généralement

deux mois, hors des rangs de l'armée régulière. Il reste à mentionner les manœuvres, les exercices pour la population civile — femmes comprises — dans la guerre chimique, et le rapide développement des sports militaires. Il existe dans ce domaine particulièrement important une organisation publique, l'*Ossoaviakhim* (2) qui compte 12 000 000 de membres. La préparation militaire, les manœuvres, l'entraînement militaire en dehors du corps territorial et de l'armée régulière — tels sont les éléments fondamentaux d'un système complexe et d'une certaine manière éclectique. En automne, quand les effectifs suppléants des divisions territoriales sont rassemblés et que les manœuvres se déroulent, il y a jusqu'à 1 500 000 hommes sous les drapeaux.

S'il fallait donner ici une analyse détaillée de l'Armée rouge, arme par arme, cet article serait encombré d'une masse de chiffres approximatifs que l'on peut trouver dans n'importe quel ouvrage de référence. La structure générale des diverses branches militaires est déterminée bien plus directement par la technologie militaire que par la nature du régime social. Une division de l'Armée rouge est proche du type moyen qui fut développé dans les armées avancées du monde entier après la guerre. Il n'est peut-être pas superflu de souligner que la force numérique générale de l'Armée rouge en temps de paix est dans une certaine mesure élastique. Si le besoin s'en fait sentir, le commissariat à la guerre a le droit de garder les soldats pour une période supplémentaire de quatre mois. En général, le caractère éclectique du système permet de renforcer les secteurs les plus menacés sans sortir du cadre de temps de paix. Aussi n'y aurait-il rien de surprenant si la nouvelle transpirait qu'après le renforcement de la frontière de l'Amour ou la fortification des abords d'un chemin de fer le ministère de la guerre avait créé des unités militaires spéciales pour défendre ces positions ainsi renforcées.

En ce qui concerne la dimension probable de l'armée de temps de guerre, on peut au mieux indiquer les faits les plus généraux permettant de s'orienter. Dans ses évaluations récentes, l'état-major soviétique prenait comme point de départ une Allemagne désarmée et plus ou moins amicale. Du fait de raisons géographiques seulement, il y avait, et il y a, une mince probabilité que des troupes françaises ou anglaises apparaissent sur le théâtre russe de la guerre. En conséquence, un coup venant de l'Ouest ne

(2) *Ossoaviakhim* est l'abréviation russe de la « société pour l'approfondissement de la défense, de l'aviation et de la guerre chimique », fondée en 1927 pour l'entraînement militaire des civils. Le président de son conseil central était Robert P. EIDEMAN (1895-1937), commandant d'armée pendant la guerre civile. Elle comptait officiellement treize millions d'adhérents environ.

pourrait être porté que par les voisins immédiats de l'U.R.S.S., la Roumanie, la Pologne, la Lithuanie, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande, avec le soutien matériel d'ennemis beaucoup plus puissants. Pendant la première période de la guerre, les nations limitrophes pourraient réunir 120 divisions d'infanterie. En situant de façon générale, comme hypothèse, à 3 500 000 hommes la force numérique des armées ennemies, le plan de mobilisation de l'Armée rouge aurait assuré pour la frontière occidentale une armée initiale d'environ 4 000 000 d'hommes. Pour une seule année de guerre, pour chaque 1 000 soldats combattant sur le front, 750 sont nécessaires pour combler les trous. En négligeant ceux qui reviennent des hôpitaux au front, deux années de guerre tireraient du pays 10 000 000 d'hommes environs.

Quelles que soient les réserves à faire sur ces chiffres, ils sont aujourd'hui totalement abstraits ; l'Allemagne se réarme fiévreusement et, en outre, principalement contre l'U.R.S.S. De l'autre côté, les Etats voisins de second et troisième ordre, tout en continuant à osciller en général, cherchent doublement une assurance en se rapprochant de leur voisin oriental. Pourtant les anciennes évaluations conservent aujourd'hui encore quelque intérêt puisque, dans l'intervalle, une seule grande question peut être placée à la base de nouvelles estimations. En ce qui concerne la frontière extrême-orientale — là, dans les deux ou trois ans qui viennent, en tout cas — , le combat ne peut englober que des centaines de milliers, non des millions de combattants, à cause de l'ensemble des conditions du champ de bataille. Le caractère combiné de son système militaire a eu pour résultat l'hétérogénéité qualitative des éléments composites de l'Armée rouge et des millions d'hommes qui constituent ses réserves. Le fait en lui-même ne comporte cependant aucun danger : une armée en action représente une sorte d'immense chaîne qui sort progressivement du matériel semi-fini et le perfectionne en route. En tout cas, une chose est indubitable : la capacité de mobilisation de l'U.R.S.S. a pour limites, non ses ressources humaines, mais ses ressources techniques.

Entre 1928 et 1933, le budget militaire de l'armée et de la marine est passé de 744 000 000 à 1 450 000 000 de roubles, c'est-à-dire qu'il a presque doublé. Ces chiffres ne comportent pas les dépenses qui sont à la charge des organisations soviétiques locales et des organisations publiques — *Ossoaviakhim* et autres. En ce qui concerne les investissements en capital pour les industries de guerre, ils sont inclus dans les évaluations des commissariats économiques nationaux, non dans ceux du ministère de la Guerre.

Les chiffres qui concernent l'industrie soviétique sont devenus le domaine public du monde civilisé. A vrai dire, ces chiffres de croissance qui frappent l'imagination se sont plus d'une fois heurtés à l'objection que les disproportions entre les diverses branches de l'économie réduisent considérablement le coefficient de fonctionnement effectif des nouveaux géants industriels. L'auteur a d'autant moins tendance à sous-estimer une telle critique qu'il l'a lui-même mise en avant plus d'une fois et opposée aux excès des estimations optimistes officielles. Mais, par rapport à la question qui nous intéresse ici, il faut sérieusement limiter l'argument. D'abord, la loi qui prévaut maintenant dans l'économie du monde entier est la profonde remise en question de toutes les proportions, nationales et internationales. Deuxièmement, la question générale de l'équilibre de l'économie nationale de temps de paix perd beaucoup de son acuité précisément du point de vue des nécessités militaires. La mobilisation, introduite par en haut dans la vie économique nationale et qui la soumet de force, est elle-même une perturbation organisée de toutes les proportions du temps de paix. En tout cas, la centralisation étatique comportera des avantages énormes pour les objectifs de guerre ; et ils l'emporteront de beaucoup sur les disproportions conjoncturelles et même organiques de l'économie nationale. Du fait qu'il concentre en outre dans ses mains les plans économiques et militaires, le gouvernement soviétique a la possibilité de placer les conditions de la militarisation à venir dans l'équipement des entreprises les plus importantes.

Pour apprécier les efforts militaro-industriels du pouvoir soviétique au cours des dernières années, il faut glaner quelque argument de l'annonce faite par Staline selon laquelle le premier plan quinquennal a été rempli non à 100 %, mais à 94 % essentiellement à cause du transfert d'un nombre important d'usines de la production de temps de paix à la production militaire. Le bilan officiel du plan quinquennal — « 94 % du plan » — peut être contesté, et il l'a été par l'auteur de ces lignes. Mais c'est un autre aspect de la question qui nous intéresse ici. Staline estime possible d'évaluer publiquement les pertes qui ont résulté de l'adaptation des usines de temps de paix aux besoins militaires à 6 % de la production totale. Nous pouvons en déduire une évaluation indirecte mais claire des sacrifices supplémentaires qui ont été faits en vue de la défense — 6 % équivalent à environ 6 000 000 000 de roubles, une somme quatre fois supérieure au budget annuel propre de l'Armée rouge.

Dans le domaine du rééquipement de l'armée en artillerie, des succès décisifs ont été remportés même avant 1932. Au cours des deux dernières années, les principaux efforts ont été dirigés vers la production de camions, de véhicules blindés, de chars et d'avions. En ce qui concerne la construction des chars, on peut prendre comme point de départ la production des tracteurs, également très importants pour l'armée. Partie pratiquement de zéro, la production de tracteurs a fait un bond en avant gigantesque pendant le premier plan quinquennal. Au début de cette année, il y avait déjà dans le pays plus de 200 000 tracteurs ; la production annuelle actuelle des usines dépasse 40 000. La production des chars a suivi une courbe parallèle, atteignant une dimension très impressionnante, comme le démontrent les revues officielles et les manœuvres. Les plans de mobilisation de l'Armée rouge reposent sur la nécessité d'avoir de trente à quarante-cinq chars par kilomètre de front actif. Selon une déclaration de Vorochilov (3), commissaire du peuple à l'armée et à la marine, « des tanks tout à fait modernes sont disponibles en nombre suffisant ». Nous n'avons aucune raison de mettre en doute cette déclaration.

C'est un fait bien connu qu'à la suite de la guerre mondiale la marine a été réduite à de plus que modestes proportions. Des 518 000 tonnes de 1917, il n'en restait que 82 000 en 1923. Et même aujourd'hui, la flotte, qui, il est vrai, a réussi à atteindre 140 000 tonnes, ne peut prétendre qu'à un rôle auxiliaire dans la défense des frontières maritimes. Des efforts considérables sont faits cependant par l'industrie de guerre pour renforcer les branches matérielles de la flotte, en particulier les sous-marins.

L'aviation tient une place infiniment plus importante. Pendant la guerre civile, il y avait environ 300 avions, très largement vieillissés et abîmés, au service de l'Armée rouge. L'industrie aéronautique a dû commencer pratiquement à zéro, surtout à l'aide de la technologie et des ingénieurs allemands. En 1932, on a produit environ 2 300 avions et 4 000 moteurs pour l'aviation civile et militaire à la fois. Selon la dépêche reproduite par l'officieux *Le Temps*, très avare de compliments vis-à-vis de l'Union soviétique, la délégation des techniciens français qui accompagnaient le

(3) Klementi E. VOROCHILOV (1881-1969), ouvrier métallurgiste et vieux-bolchevik, faisait partie pendant la guerre civile du « groupe de Tsaritsyne » autour de Staline. Il était membre du politburo depuis 1926 et président du comité militaire révolutionnaire depuis 1925. C'était plus un entraîneur d'hommes qu'un technicien de la guerre moderne.

ministre de l'aviation, Cot (4), l'automne dernier, a été « stupéfaite et enthousiasmée » par les succès obtenus.

Les spécialistes français ont eu en particulier l'occasion de se convaincre que l'Armée rouge produisait des bombardiers lourds capables d'un raid de croisière de 1 200 kilomètres ; dans l'éventualité d'une guerre en Extrême-Orient, tous les centres politiques et militaires du Japon seraient à la portée d'un coup parti des provinces maritimes. Au début de mars, le *Daily Mail* de Londres a publié une dépêche suivant laquelle un bombardier lourd était produit par jour en U.R.S.S. et des mesures étaient prises pour assurer la production de plus de 10 000 avions par an. Inutile de l'expliquer, ce que voulait démontrer la dépêche était dicté par des considérations de politique intérieure britannique. Mais nous ne trouvons rien de fantastique dans ces chiffres du *Daily Mail*. Le secteur arriéré de l'aviation est l'aéronavale où dominant encore des modèles étrangers. Mais même là des réalisations considérables ont été faites au cours de la dernière période.

Dans son rapport à la commission de désarmement de la S.D.N., le gouvernement de l'U.R.S.S. a précisé le chiffre de 750 avions militaires pour le 1^{er} janvier 1932. Si on le tient pour un chiffre minimum — et, en tout cas, il n'est pas excessif — et si on part du fait qu'au cours des dernières années le coefficient de croissance de l'aviation a considérablement dépassé le coefficient moyen donné par Vorochilov pour la technologie militaire dans son ensemble, 200 % — et ce ne peut guère être discuté —, il n'est pas difficile d'en conclure qu'il y a aujourd'hui plus de 2 500 avions en service dans l'armée et la marine. En tout cas, la capacité de production de l'industrie aéronautique des soviets est infiniment supérieure à celle du Japon.

L'aviation est indissolublement liée à l'industrie chimique et, par conséquent, à cette branche industrielle qui n'existait pratiquement pas dans la Russie tsariste. Au cours du premier plan quinquennal, 1 500 000 000 de roubles ont été investis dans l'industrie chimique. Au cours de l'année dernière, le gros de la production chimique a été évalué à 1 750 000 000 de roubles. En comparaison de l'époque tsariste, la production d'acide sulfurique a augmenté cinq fois, la production de super-phosphates de vingt-cinq fois.

(4) Pierre Cot (1895-1977), juriste, député radical, ministre de l'air en 1932, s'était rendu en U.R.S.S. accompagné de nombreux techniciens et spécialistes de l'aviation pour une mission dont le caractère diplomatique était indiscutable.

Ce n'est pas un secret que le gouvernement soviétique — soit dit en passant, de même que tous les autres gouvernements dans le monde — n'a pas cru une minute aux déclarations d'intention réitérées de mettre hors la loi l'industrie chimique de guerre. Toujours, depuis 1921, les premiers laboratoires soviétiques fabriquant des gaz asphyxiants et autres substances ont fonctionné systématiquement sur la base d'une information internationale toujours plus abondante et avec l'aide de spécialistes qualifiés. Ce travail n'a pas cessé une seule journée. Il est plus que tout difficile de se risquer à des prophéties dans ces domaines très secrets et inquiétants. Sans pécher le moins du monde contre la prudence, il est possible, à mon avis, d'affirmer cela : l'Armée rouge est équipée, sinon mieux, du moins pas plus mal que les armées avancées de l'Occident contre toute sorte de surprises catastrophiques dans le domaine de la guerre chimique, et, je peux ajouter, de la guerre bactériologique.

Pourtant, les faits concernant les impressionnantes réalisations quantitatives dans les domaines de la production d'artillerie, de mitrailleuses, d'automobiles, de chars et d'avions, exigent une réponse à une question supplémentaire : quelle est la qualité de ces produits militaires ? On sait généralement que les chiffres industriels records ont été souvent obtenus par un affaiblissement de la qualité dans les manufactures soviétiques. Tukhatchevsky (5), l'un des commandants de l'Armée rouge qui accorde la plus grande attention aux exigences complexes de la technologie scientifique, a parlé avec beaucoup de prudence, mais en réalité de façon très nette dans le sens de la critique de la production à la chaîne dans le plan.

L'affirmation du *Daily Mail* selon laquelle les avions militaires soviétiques seraient supérieurs aux avions anglais contredit les déclarations récentes non seulement de Tukhatchevsky, mais aussi de Vorochilov. On peut considérer que c'est un fait incontestable que le moteur d'avion soviétique est très en retard par rapport aux meilleurs types occidentaux.

Pour éliminer toute exagération dans un sens ou un autre dans la question qui touche à la qualité de la technologie soviétique, il ne faut pas négliger quelques considérations de caractère général. Au cours du premier plan quinquennal et dans une large

(5) Mikhail N. TUKHATCHEVSKY (1893-1937), d'origine noble, ancien lieutenant de la Garde, prisonnier de guerre en Allemagne, avait rejoint l'Armée rouge dont il fut l'un des chefs les plus prestigieux pendant la guerre civile. Il était passionné par les problèmes techniques et scientifiques de l'art militaire et avait reçu en 1933 le titre de maréchal.

mesure aujourd'hui encore, l'attention des milieux dirigeants a été et est encore concentrée sur celles des branches de l'industrie qui produisent les moyens de production. Dans ce domaine, les réalisations quantitatives, mais aussi qualitatives sont beaucoup plus importantes que dans celui des biens de consommation. Bien que cela puisse paraître invraisemblable, les turbines et les transformateurs sont mieux faits en U.R.S.S. que les chaussures ou les tables de bois. Le dessin est en général mieux fait que le calicot sur lequel il figure.

En régime capitaliste, la pression des consommateurs sur les entrepreneurs par l'intermédiaire du marché assure la qualité des produits essentiels. Sous une économie planifiée, la concurrence ne peut être remplacée que par un contrôle organisé exercé par les consommateurs. La fonction du contrôle de masse est excessivement affaiblie par la dictature de fait de la bureaucratie soviétique, celle des trusts y compris. La très médiocre qualité des produits essentiels indique à quel point le régime soviétique est encore loin des objectifs qu'il s'est assignés. Tôt ou tard, la lutte de la population pour des biens de meilleure qualité sera dirigée contre la domination de la bureaucratie incontrôlée. Mais, lorsque les clients, sinon les consommateurs, constituent un groupe influent dans la bureaucratie elle-même, quand le trust travaille non pour les consommateurs mais pour d'autres trusts et où, par conséquent, les commandes sont subordonnées à des garanties précises, la qualité des produits est, même maintenant, satisfaisante. Et, incontestablement, le ministère de la guerre est le client le plus important. Il ne faut guère s'étonner d'une qualité supérieure non seulement aux biens de consommation mais aussi aux moyens de production.

Aussi étonnant que cela puisse apparaître, c'est réellement le cas : le point faible dans l'équipement de l'Armée rouge, actuellement, ce ne sont pas les fusils et les munitions, ni les chars, les avions et les gaz, mais les chevaux. Parallèlement à la tempétueuse industrialisation et à la construction fiévreuse de tracteurs, le nombre des chevaux dans le pays est tombé de 33 500 000 en 1928 à 16 600 000 aujourd'hui, exactement la moitié. La responsabilité de ce coup dur pour l'économie nationale repose intégralement sur la politique non préméditée et non préparée de collectivisation des terres des paysans. La perte de 17 000 000 de chevaux est loin d'avoir été compensée encore par les quelque 200 000 tracteurs avec un total de 3 100 000 chevaux-vapeur. En même temps, la demande de chevaux des armées modernes est restée presque intacte, malgré la motorisation du transport et de l'équipement

militaire ; aujourd'hui, de même qu'au temps de Napoléon, il faut un cheval pour trois soldats. Après avoir appris à produire chez lui des moteurs d'avion et des magnétos, le gouvernement soviétique s'est trouvé contraint d'acheter des chevaux à l'étranger pour l'armée, au cours des dernières années.

Mais, pour pénible que soit le déclin de l'élevage des chevaux, il serait erroné de surestimer l'influence de ce facteur sur le cours d'une guerre éventuelle, surtout à l'Est. Une armée de campagne de 1 000 000 de soldats aurait besoin de 300 000 chevaux. De toute façon, ce nombre est assuré, avec ultérieurement la quantité nécessaire pour compenser les pertes. Il faudrait aussi ajouter que le gouvernement, bien qu'avec un retard considérable, a pris une série de mesures pour relever le troupeau chevalin.

La question cependant ne se réduit pas seulement aux chevaux. Pendant la même période et pour les mêmes raisons, le pays a subi également une diminution aussi sérieuse de son bétail, gros et petit, et a souffert d'une importante pénurie de produits alimentaires. Ce fait a provoqué des déductions hâtives fréquemment exprimées dans la presse mondiale, sur l'incapacité totale des soviets à soutenir même une guerre défensive. Il est incontestable que l'attitude extrêmement accommodante de la diplomatie soviétique vis-à-vis du Japon, jusqu'à l'automne de l'année dernière, était dictée entre autres par la pénurie alimentaire. Cependant, comme l'a démontré la dernière année, l'acuité de cette crise était largement due à des circonstances transitoires. Une seule bonne récolte aurait relevé le niveau de subsistance du pays.

Mais, même dans le cas d'une mauvaise récolte, le gouvernement d'un pays qui a une population de 170 000 000 d'habitants et le monopole du commerce extérieur pourra toujours mobiliser pour le front d'importantes réserves alimentaires — de toute évidence, bien sûr, au détriment du reste de la population ; mais, de façon générale, la population civile de tous les pays, dans l'éventualité d'une nouvelle grande guerre, n'a rien à attendre sauf la famine et les gaz asphyxiants. En tout cas, les bases de ravitaillement militaire de l'Extrême-Orient ont été à nouveau remplies grâce à une magnifique récolte. Il n'y a aucune raison de penser que l'Armée rouge peut être prise par surprise en ce qui concerne ses ressources.

A partir de 1918, l'Armée rouge a intégré dans ses rangs 50 000 officiers tsaristes qui constituaient 40 % du corps d'encadrement, et environ 200 000 sous-officiers qui ont joué un rôle très important dans la guerre civile. Après la conclusion victo-

rieuse de la guerre civile, 80 000 officiers environ ont été mis dans la réserve. Aujourd'hui, les anciens officiers tsaristes dans l'Armée rouge ne dépassent même pas 10 %. Ils ont laissé leur place aux commandants rouges qui sont passés par la révolution et les écoles et académies militaires soviétiques.

Le parti, la ligue des jeunes communistes, les syndicats, les états-majors administratifs de l'industrie nationalisée, les coopératives, les kolkhozes et les sovkhozes servent à éduquer des cadres innombrables de jeunes administrateurs qui apprennent à opérer avec des masses d'hommes et de biens et à s'identifier à l'Etat ; ils constituent un réservoir hors de prix pour le corps des officiers. Un autre réservoir indépendant est constitué par l'entraînement prémilitaire supérieur donné à la jeunesse étudiante. Les étudiants sont enrôlés dans des bataillons d'entraînement spéciaux, parfois des régiments, hors de l'armée régulière. En cas de mobilisation, ces corps d'entraînement peuvent être très vite transformés en écoles d'officiers. Tous les diplômés des établissements supérieurs d'éducation doivent servir pendant neuf mois — un an dans la marine et l'aviation — dans des corps de troupes actifs, après quoi ils passent un examen pour le grade d'officier de réserve. Ceux qui ont la formation militaire des établissements secondaires sont autorisés à passer ces mêmes examens après douze mois de service — deux ans dans la marine. L'importance de ce réservoir peut être évaluée à partir du fait que le nombre d'étudiants des deux sexes est maintenant proche de 500 000, dont environ 40 000 diplômés par an, et le nombre d'étudiants des écoles secondaires proche de 7 000 000.

Les sous-officiers — 100 000 — ont été formés à partir de la masse de l'Armée rouge, au cours du service réel, grâce à un cours spécial de neuf mois dans des écoles de régiment. On rencontre des difficultés pour former des sous-officiers pour les corps territoriaux. Mais, outre qu'il peut compter sur les volontaires cadres de l'armée qui ont fait leur service, le commissariat à la guerre, en prenant appui sur tout un ensemble d'organisations auxiliaires, à sa disposition des ressources suffisantes pour assurer une formation à la fois large et intensive de cadres de sous-officiers, y compris les étudiants.

Dans les écrits des officiers émigrés, et en partie dans ceux de la littérature militaire à l'étranger, il est devenu habituel de parler avec un certain mépris de la stratégie de la guerre civile. L'auteur qui a eu pendant trois années à lutter quotidiennement contre le manque de discipline et le dilettantisme, ainsi que contre toutes les formes d'anarchie qui ont accompagné la guerre civile, n'a pas le

moins du monde tendance à idéaliser le niveau d'organisation ou de fonctionnement de l'Armée rouge au cours de ces terribles années. Il ne faut cependant pas négliger le fait que ce furent les années du grand baptême historique pour l'armée. De simples soldats, des sous-officiers, des enseignes et des lieutenants s'élevaient tout d'un coup au-dessus de la masse, révélaient leur talent d'organisation et leur aptitude au commandement militaire et trempaient leur volonté dans ce combat à grande échelle. Ces autodidactes devaient attaquer et battre en retraite ; ils ont connu et subi des défaites ; et, en définitive, ils en sont sortis vainqueurs. Ensuite, les meilleurs d'entre eux ont étudié longuement et assidûment. Parmi les officiers supérieurs, qui ont tous fait la guerre civile, 80 % sont passés par les académies ou ont suivi des cours spéciaux de perfectionnement. Parmi les cadres supérieurs, 50 % environ ont reçu une formation militaire supérieure et les autres une formation secondaire. La théorie militaire leur a permis de discipliner leurs esprits, mais n'a pas tué l'audace qu'ils avaient trempée dans les impétueuses manœuvres de la guerre civile. Aujourd'hui, cette génération a entre trente-cinq et quarante ans — l'âge où les forces physiques et spirituelles atteignent leur équilibre, auquel les initiatives audacieuses s'appuient sur l'expérience mais ne sont pas encore écrasées par elle.

Un officier rouge peut se voir confier un bataillon après huit ans de service, un régiment après treize ans et une division au bout de dix-sept ans. Ces délais sont encore raccourcis pour ceux qui sortent des académies militaires. La délégation française était stupéfaite de la jeunesse des officiers de l'aviation soviétique : il ne manque pas de généraux de l'armée de l'air qui sont au début de la trentaine. Les promotions ne sont acquises que par les mérites dans le service et celles à l'ancienneté ont été totalement supprimées. Ce système assure non seulement le corps de commandement le plus jeune du monde, mais aussi le choix des plus actifs et des plus capables parmi les jeunes.

Dans l'Armée rouge, la moitié des soldats et 70 % des officiers appartiennent au parti ou à la Jeunesse communiste. L'état-major est entièrement composé de membres du parti. Il est vrai qu'en cas de mobilisation le pourcentage des communistes baisserait considérablement, mais pas suffisamment pour affaiblir ce squelette politique de l'armée. Dans quelle mesure on peut appeler bolchevik ou communiste l'actuel parti dominant est une autre question. Mais le parti, tel qu'il est, dote incontestablement l'armée de son unité politique.

Tant que les officiers tsaristes occupaient la première place dans la couche des commandants, ils devaient être doublés par des commissaires politiques aux pouvoirs illimités. Le système de double pouvoir qui en découlait a dû être toléré comme un moindre mal, parce qu'il était avant tout nécessaire que le commandement gagne la confiance de l'armée révolutionnaire et que cette dernière se fonde dans l'unité d'une nouvelle doctrine. En son temps, Cromwell (6) répliqua aux pédants qui parlaient avec mépris de l'entraînement militaire du gros de ses officiers : « Et en dépit de tout cela, ce sont d'excellents prêcheurs ! » Et avec ces officiers recrutés parmi les artisans et les marchands, Cromwell a écrasé les brillants officiers du roi. L'Armée rouge avec son système de dualité de pouvoir ne s'est pas plus mal conduite face aux ennemis que celle de Cromwell. Aujourd'hui, grâce au fait que les officiers sont devenus communistes, le principe de l'unité de commandement, si indispensable dans l'armée, a été mis en vigueur. Officier et prêcheur se confondent maintenant en une seule et même personne.

C'est son aveugle instinct grégaire qui constituait le trait le plus caractéristique de l'ancien soldat russe, nourri dans les conditions de son univers villageois. Ce dont l'Occident parlait, en partie avec admiration, en partie avec mépris, en parlant de l'« âme slave », était le reflet des traits moyenâgeux informes et barbares de la Russie. L'armée « de l'Amour du Christ » qui donna pendant quelque temps une aura de toute-puissance au tsarisme était imprégnée jusqu'à la moelle des traditions du servage. En des temps depuis longtemps écoulés, dans des conditions d'une Europe semi-féodale, cette armée a pu avoir des aspects de supériorité en tant que type le plus achevé d'un type universellement prédominant. Suvorov (7), le généralissime de Catherine II et de Paul (8), était un maître incontestable d'une armée de serfs. La grande révolution française a pour toujours liquidé l'art militaire de la vieille Europe et de la Russie tsariste.

Il est vrai que, depuis, le tsarisme a pu encore inscrire dans son histoire l'annexion de vastes territoires, mais il n'a plus jamais

(6) Olivier CROMWELL (1599-1658), petit gentilhomme, avait organisé, en principe au service du Parlement britannique, le régiment des « Côtes de Fer » qui lui permit de vaincre l'armée royale. Il fut ensuite le chef de l'armée réorganisée sur le « nouveau modèle », qui lui permit d'établir son pouvoir personnel en Angleterre après la chute puis l'exécution du roi Charles 1^{er}.

(7) Alexandre V. SUVOROV (1729-1800) avait commandé en chef l'armée tsariste contre les Polonais (en 1768 et 1794), les Turcs, puis les Français.

(8) CATHERINE II était montée sur le trône en 1769. Son fils PAUL 1^{er} (1754-1801) lui avait succédé.

remporté de victoire sur les armées de nations civilisées. Il fallait une succession de grandes défaites et de grands bouleversements pour remodeler dans leurs flammes le caractère national. L'Armée rouge ne pouvait être formée que sur cette nouvelle base sociale et psychologique. Le guerrier rouge diffère infiniment plus du soldat tsariste que le grenadier de Napoléon ne différait du soldat des Bourbons. Le culte de la passivité et de la capitulation servile devant les obstacles a été remplacé par celui de l'audace sociale et de l'américanisme technologique (9). De l'âme slave, il ne reste plus qu'un souvenir littéraire.

L'énergie nationale en train de s'éveiller se manifeste dans de grandes et petites choses, et d'abord par le développement de la culture. Le pourcentage insignifiant de recrues illettrées diminue massivement ; l'Armée rouge ne laisse sortir de ses rangs aucun illettré. A l'intérieur comme à l'extérieur de l'armée, on assiste au développement de toutes sortes de sports. Au cours de l'année dernière, à Moscou seulement, 50 000 ouvriers dans des emplois civils et des écoles ont reçu des médailles de tireurs d'élite. L'armée manœuvre de plus en plus en raquettes, ce qui est d'une inestimable importance militaire, du fait des conditions climatiques. Dans le domaine du parachutisme, du vol à voile et de l'aviation, la jeunesse remporte de grands succès. On se souvient des vols records des soviétiques dans la stratosphère. Ces sommets permettent de caractériser toute la chaîne montagneuse des réalisations.

Pour apprécier la force de l'Armée rouge, il n'est pas du tout nécessaire d'idéaliser ce qui est. Il est trop tôt, pour ne pas dire plus, pour parler de la prospérité des peuples d'Union soviétique. Il y a encore trop de besoins, de misère, d'injustice, et par conséquent d'insatisfaction. Mais l'idée que les masses nationales soviétiques auraient tendance à attendre de l'aide des armées du Mikado ou de Hitler ne peut pas ne pas être considérée comme autre chose que du délire. Malgré toutes les difficultés du régime de transition, les liens politiques et moraux entre les peuples de l'U.R.S.S. sont suffisamment solides ; en tout cas, ils sont plus forts que ceux qui existent entre leurs ennemis probables. Ceci n'implique pas du tout qu'il serait dans les intérêts de l'Union soviétique de faire une guerre — même victorieuse. Au contraire, elle la rejeterait loin en arrière. Mais le maintien de la paix dépend au moins de deux côtés. Il faut prendre les faits tels qu'ils

(9) Le goût de l'« américanisme » — si l'on veut, de l'efficacité et de la technologie américaine — avait été au lendemain de la révolution l'un des traits caractéristiques de la jeunesse soviétique auxquels Trotsky avait été le plus sensible.

sont : non seulement la guerre n'est pas exclue, mais elle est inévitable. Celui qui peut et veut lire les livres d'histoire comprendra à l'avance que si la révolution russe qui a continué son flux et son reflux depuis presque trente ans — depuis 1905 — était obligée de diriger son flot dans le canal d'une guerre, cela déchaînerait une force terrifiante et qui submergerait tout.

UN ATTENTAT CENTRISTE CONTRE LE MARXISME (1)

(16 mars 1934)

Cher Camarade Sneevliet,

J'ai été très intéressé par l'article théorique du camarade De Kadt (2) (« Quelques réflexions sur le programme de la nouvelle Internationale »), parce qu'il constitue une confusion théorique extrêmement importante de la part d'un des dirigeants de l'O.S.P. J'avais d'abord pensé attendre la fin de sa publication dans *De Nieuwe Weg* (3), car, ainsi que je l'ai noté, il n'est pas encore achevé. Ce qui en a été publié suffit cependant. Nous savons que le centrisme refuse toujours, de toutes ses forces, de s'aventurer dans le domaine de la « grise théorie », de crainte de se démasquer clairement. Pourtant, l'ensemble de la situation a obligé De Kadt à prendre position sur les questions du programme de la nouvelle Internationale, et ce pas qu'il vient de franchir ne peut pas être considéré autrement que comme presque fatal pour lui.

Je ne voudrais aborder dans cette lettre que quelques points qui, bien que se situant sur des plans différents, sont tous également significatifs de la façon de penser des centristes.

« Ce n'est pas notre tâche, écrit De Kadt, de donner dès aujourd'hui les formulations que nous estimons nécessaires. Ces quelques remarques n'ont pour but que d'affirmer préalablement *notre droit* à défendre un point de vue non orthodoxe dans les discussions à venir sur le programme. » Il s'agit — ou non ? — d'élaborer les principes fondamentaux de la nouvelle Internatio-

(1) T 3656/7. *The Militant*, 14 avril 1934. Il s'agit d'un article, car la forme de lettre à Sneevliet est un simple procédé.

(2) Trotsky avait connu l'existence de cet article par Held, et lui avait à plusieurs reprises réclamé une traduction, car il voulait engager là-dessus la polémique avec De Kadt qui dirigeait dans l'O.S.P. l'aile hostile à la L.C.I. et à la construction de la nouvelle Internationale.

(3) *De Nieuwe Weg* était la revue théorique de l'O.S.P., élargie notamment aux militants du R.S.P.

nale. Il serait difficile d'imaginer un document d'une importance plus grande à notre époque. Dans ces conditions, quel devrait être le besoin le plus pressant, le plus immédiat, le plus profond, pour tout marxiste révolutionnaire ? Au minimum, celui de formuler des observations, généralisations, déclarations, mots d'ordre les plus importants qui devraient prendre place dans notre programme, précisément parce que c'est une question vitale que de donner aux ouvriers troublés, désorientés, déçus, et qui cherchent, une réponse aux questions brûlantes de notre époque. C'est du moins ainsi que la question nous apparaît à nous, marxistes « orthodoxes ».

Mais il en va tout autrement pour De Kadt qui aborde le problème de façon purement individualiste et subjective, en dilettante. Pour lui, ce n'est pas de formuler des idées précises qu'il s'agit, mais de son droit à lui d'exprimer à l'avenir des opinions « non orthodoxes ». La question du programme n'est pourtant pas une question de « droit ». Ce sont des *opinions* qu'il s'agit de défendre, pas *le droit de les avoir*. Dans le monde ouvrier, personne ne s'intéresse à la question de savoir si l'un de nous a « le droit » d'exprimer un jour ou l'autre des opinions non orthodoxes : ce qu'on veut connaître, ce sont les opinions elles-mêmes, pour pouvoir éprouver leur contenu réel. Mais le secret de l'affaire réside en ce que le centrisme n'a pas, de façon générale, d'opinions précises, claires, élaborées. C'est pourquoi il se contente du droit... de ne pas en avoir !

Tout de suite après les phrases que j'ai citées plus haut, De Kadt poursuit : « Pour donner un exemple : faut-il continuer de parler de "dictature du prolétariat", alors qu'en réalité cette dictature n'est exercée que par la partie socialiste du prolétariat et les éléments non prolétariens gagnés au socialisme ? Nous avons affaire en réalité à une "dictature socialiste", une dictature exercée par des socialistes, en vue du socialisme. » Bien dit, en vérité : « pour donner un exemple » !

Notre critique ne s'est pas rendu compte qu'avec cet « exemple », il tente, comme par hasard, de jeter bas tout l'ensemble de l'édifice du marxisme. Car il ne s'agit pas ici du *nom* de la dictature du prolétariat, mais de l'*essence* de la théorie de classe de la société. Marx, qui ne se satisfaisait en tout cas pas du simple droit aux idées, mais qui en eut plus d'une excellente, considérait précisément la théorie de la dictature du prolétariat comme sa contribution la plus importante à la science de la société.

Dès 1852, il écrivait à Weydemeyer (4) que la théorie de classe de la société avait déjà été découverte et formulée, bien avant lui, par des savants bourgeois, mais que lui, Marx, l'appliquait au développement ultérieur de la société capitaliste, la poussant jusqu'à ses conséquences extrêmes, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Lénine a écrit son livre *L'Etat et la Révolution* précisément pour dégager ce principe marxiste et le libérer du brouillard révisionniste « non orthodoxe » de Kautsky, Otto Bauer, etc.

Et, maintenant, De Kadt arrive, avec son « droit à une opinion », et il nous déclare « par exemple » à propos de la dictature du prolétariat qu'il « n'existe rien de tel », puisque, en réalité, la dictature est exercée seulement « par la partie socialiste du prolétariat », et en outre parce que des non-prolétaires y participent également. En d'autres termes, il ne s'agit pas de la dictature d'une classe, mais du gouvernement d'un groupe d'idées, d'un rassemblement de gens autour de l'idée socialiste. Ainsi ce ne sont pas les classes qui font l'Histoire, mais les idées. C'est également pourquoi tout homme qui se respecte doit préserver son droit aux idées. Et De Kadt oppose « par exemple » au marxisme une philosophie de l'histoire profondément idéaliste et métaphysique. Une dizaine de lignes lui suffisent pour rompre avec les principes du marxisme.

Mais nous, pauvres « orthodoxes », nous continuons à penser que ce ne sont pas les idées, mais les classes qui déterminent le sort de la société ; que les idées sociales — comme disait le vieux sage italien Antonio Labriola (5) — ne tombent pas du ciel, mais expriment les intérêts immédiats ou historiques des classes. L'« idée » du socialisme est l'expression de la tendance historique du prolétariat liée au développement logique de la société capitaliste.

Le rapport entre la classe et l'« idée » n'est pas mécanique, mais dialectique. La classe parvient à la conscience d'elle-même non à la suite d'une révélation, mais à travers une lutte âpre qui revêt également la forme d'une lutte à l'intérieur du prolétariat lui-même. Ainsi, si vous permettez, notre lutte contre le centrisme est une composante importante de la lutte de la classe ouvrière

(4) Joseph WEYDEMEYER (1818-1866), ami de Marx et d'Engels, avait combattu au cours de la révolution en Allemagne en 1848-1849, puis avait émigré aux Etats-Unis où il joua un rôle important dans l'introduction des idées marxistes et entretenit avec Marx une abondante et intéressante correspondance.

(5) Antonio LABRIOLA (1834-1904) — à ne pas confondre avec son homonyme Arturo Labriola — était, entre autres ouvrages, l'auteur des *Essais sur la conception matérialiste de l'Histoire*.

pour sa conscience de soi. C'est pourquoi il est inévitable que se produise, dans le cours du développement du prolétariat, une sélection des éléments les plus avancés, les plus lucides, les plus courageux, de l'élite, de la véritable avant-garde.

Et c'est seulement par l'intermédiaire de cet organe — le plus important — que le prolétariat peut remplir sa mission historique, c'est-à-dire s'emparer du pouvoir, et le conserver sous forme de dictature jusqu'à l'abolition complète de tous les antagonismes de classe. Le rapport entre la classe et son avant-garde prouve que c'est de la dictature d'une classe qu'il s'agit, car, sans l'appui de la grande majorité de la classe, il serait impossible d'édifier l'Etat ouvrier. Mais le fait que la révolution prolétarienne se réalise par l'intermédiaire de l'avant-garde s'explique par l'hétérogénéité du prolétariat, telle qu'elle nous a été donnée par l'Histoire. Marx n'opérait pas au moyen de simples abstractions, la « classe », le « socialisme », mais sur des réalités historiques, leurs véritables rapports et action réciproque.

Que des éléments venant d'autres classes participent à la dictature s'explique par le fait qu'on a affaire à une matière sociale vivante, dans laquelle les classes passent de l'une à l'autre, agissent l'une sur l'autre. Nous ne sommes pas ici devant les tiroirs d'une pharmacie où chaque préparation a son étiquette propre. C'est justement le rôle historique déterminant des classes qui confère à la classe progressive la capacité d'entraîner les meilleurs éléments des autres classes. Mais, décréter, sur cette base, la théorie des classes comme nulle et non avenue, comme le fait De Kadt, c'est comme si l'on voulait nier la loi de la pesanteur parce qu'une bulle d'air monte au lieu de descendre.

De Kadt prend un autre « exemple », cette fois pas contre Marx, mais contre Lénine : « Pourquoi, demande-t-il, devons-nous reconnaître dans notre programme le "principe des conseils", alors qu'il n'existe pas encore trace d'une preuve que les conseils soient autre chose (!) que des formes d'organisation temporaires (!) improvisées (!!!) dans lesquelles les masses se rassemblent immédiatement avant et immédiatement après la lutte pour le pouvoir. » L'idéaliste et le métaphysicien ne se sent guère enclin à attribuer une grande importance au « principe des conseils », car ceux-ci ne sont qu'une « forme d'organisation temporaire » et ne servent au prolétariat qu'« immédiatement avant et immédiatement après la lutte pour le pouvoir » !

Nous autres, marxistes, ne tenons nullement à inclure dans notre programme des valeurs « éternelles » et « impérissables », et nous nous contentons de choses « temporaires » comme les

conseils, lesquels sont — et De Kadt lui aussi l'admet — des *instruments de la prise du pouvoir et de la conservation du pouvoir du prolétariat*. Pour l'instant, cela nous suffit amplement. Nous voulons bien laisser à De Kadt et à ses amis d'idées le « droit » d'inventer à l'avenir des formes d'organisation beaucoup plus « éternelles ». Mais qu'ils essaient au moins de créer les conseils « temporaires » et de prendre le pouvoir !

Je pourrais de la même manière prendre phrase après phrase tout cet article afin de prouver que — si l'on fait abstraction de lieux communs insignifiants — l'article de De Kadt se réduit à des atteintes criantes aux principes du marxisme. De Kadt ne cite jamais les lumières qui l'ont inspiré. Pas Marx, Engels, ni Lénine, en tout cas. Mais, dans ses toutes dernières révélations révisionnistes, on ne trouve que des réminiscences de Bernstein (6), des néo-kantiens et des austro-marxistes. Tout cela doit-il servir à l'élaboration du programme de la nouvelle Internationale ? Mais non ! De Kadt devra chercher à en faire un autre usage.

Notre critique est très sévère pour le bolchevisme, même l'authentique — Lénine. Il ne veut pas l'« idéaliser ». Ce n'est d'ailleurs pas nécessaire du tout. Mais ce que De Kadt dit du léninisme est vraiment lamentable. Nous n'avons pas affaire ici à une critique principielle, mais à des faits déformés, des anachronismes, l'incompréhension des rapports, des appréciations fausses, personnelles, etc. Réfuter tout cela n'aurait pas une grande valeur, mais prendrait beaucoup trop de temps. Il suffira de constater ici que De Kadt critique très sévèrement le « système Lénine-Trotsky » afin de se lier au système... Tranmael. La main dans la main avec la social-démocratie norvégienne, qui n'est qu'une réédition diluée de l'austro-marxisme, De Kadt veut renouveler de façon « révolutionnaire » le mouvement ouvrier international sur la base de principes qu'on ne nous révélera que plus tard (7).

(6) Eduard BERNSTEIN (1850-1932), social-démocrate allemand, avait été en exil directeur du journal du parti, ami et proche collaborateur d'Engels ; à partir de 1896, il avait développé ses célèbres thèses « révisionnistes », qui, bien qu'officiellement condamnées, ont constitué le fondement théorique du cours réformiste de la social-démocratie.

(7) Dans ses souvenirs de cette période (Ci-dessus, n. 1, p. 132), Jacques De Kadt évoque ses propres articles, en disant qu'il y affirmait que Lénine et Trotsky n'étaient que des « communistes nationaux » et y émettait des « doutes sur la théorie de la lutte des classes ». Il répète qu'il y exprimait avant tout sa lassitude devant ce qui lui paraissait de la part de Trotsky des « affirmations archi-usées », tout en proclamant ses sentiments d'admiration pour l'évolution spirituelle de Simone Weil, alors au tout début d'un chemin qui allait la conduire au catholicisme.

Nous ne voulons contester à personne le « droit » d'avoir des idées fausses. Mais nous tenons à dire avec toute notre conviction aux travailleurs hollandais : bâtir un parti sur la philosophie de De Kadt, c'est bâtir sur du sable. Gardez-vous-en bien : bâtissez sur le granit marxiste.

QUELQUES REPROCHES AU R.S.P. (1) (17 mars 1934)

Cher Ami,

1. Je t'envoie ci-joint un violent article contre De Kadt sous la forme d'une lettre à ton adresse, pour souligner ainsi notre solidarité dans les questions de principe. J'espère que cet article te sera utile.

2. Je regrette fort que ton parti soit aussi irréductible sur la question du N.A.S. (l'été dernier, tu m'avais paru plus souple dans cette affaire). De toute façon, nous réglerons cette question en faisant en sorte que les centristes (O.S.P. et S.A.P.) n'en puissent tirer profit. Naturellement, cela implique autant de bonne volonté de ton côté que du nôtre.

3. L'extradition des quatre camarades allemands (2) est une affaire vraiment inouïe. Qu'ont fait le R.S.P. et le N.A.S. dans cette affaire ? Et toi personnellement, comme député ?

4. Le comportement du R.S.P. à l'égard du secrétariat international n'est pas tout à fait compréhensible. Le S.I. développe maintenant une activité importante. Mais il n'a pas du tout le soutien des sections, même les plus riches. Il ne s'agit pas pourtant de grosses sommes, mais seulement de contributions mensuelles

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Sneevliet. On notera l'emploi du tutoiement, rarissime de la part de Trotsky.

(2) Lors de la conférence de la jeunesse organisée par le S.J.V. hollandais qui s'était ouverte clandestinement à Laren, dans une auberge de jeunesse, la police hollandaise avait fait irruption dans le bâtiment qu'elle avait encerclé à l'aube, et arrêté tous les délégués. Quatre militants allemands des jeunesses du S.A.P., dont les papiers n'étaient pas en règle, avaient été livrés aussitôt après par le gouvernement Colijn à la Gestapo. Sneevliet avait interpellé là-dessus le gouvernement hollandais.

régulières. Tout cela ne peut quand même pas reposer sur les épaules des Français et du *Biulleten* russe (3).

A présent, il s'agit d'une question tout à fait brûlante : en Grèce, Vitte (4) a tenté de dresser sa section contre nous, mais il s'est heurté à une opposition énergique dans le bureau politique et spécialement dans l'organisation. La fraction de la direction qui marche avec nous demande que quelqu'un du secrétariat aille à Athènes pour le congrès du parti qui va se tenir. Je considère cela comme absolument nécessaire, car il s'agit du destin d'une importante organisation ouvrière. Mais, pour cela, il nous faut quelques milliers de francs. Nous comptons ici fermement sur une contribution du R.S.P. Mais cela doit se faire immédiatement, car il n'y a pas de temps à perdre.

Il serait très bon que Vereeken (5) puisse aller en Grèce. Mais je ne sais pas s'il est actuellement en mesure d'entreprendre ce voyage.

Je compte cette fois-ci sur une réponse *immédiate*.

P.-S. Ne pourrais-tu pas me dire ce que représente *Het Fundament* ? J'ai reçu de sa rédaction une invitation à écrire un article. Cela ne me semble pas très approprié.

(3) Les ressources financières du S.I. — qui n'avait même plus de permanent appointé — étaient médiocres ; le R.S.P., qui disposait sans doute de ressources qui lui auraient permis de le faire, ne l'aidait pratiquement pas.

(4) A la suite du tournant de l'Opposition de gauche vers la nouvelle Internationale, une crise s'était produite à l'été 1933 à l'intérieur de la section française avec laquelle une trentaine de militants, autour du noyau du « groupe juif », avaient rompu pour fonder l'Union communiste. Ils avaient bénéficié du soutien en coulisses d'un membre du S.I., qui avait été jusque-là son secrétaire permanent, le Grec Dimitri YOTOPOULOS, dit VITTE (1901-1965), qui était retourné en Grèce en octobre 1933. Il avait essayé d'entraîner avec lui dans sa rupture son organisation qui, avec 2 000 membres environ, était la plus importante numériquement de l'Opposition de gauche. Mais il s'était heurté à l'intérieur du bureau politique à une opposition qui refusait cette rupture et entendait rester affiliée à la L.C.I. : elle était dirigée par le comédien Georges VITSORIS (1899-1954). Ce dernier avait rencontré Trotsky à Prinkipo, et séjourné plusieurs mois à Paris en 1933 où il avait notamment été délégué au « congrès antifasciste » de la salle Pleyel en juin.

(5) Georges VEREEKEN (1898-1978), chauffeur de taxi à Bruxelles, avait été membre du C.C. du P.C. belge, puis l'un des fondateurs de l'Opposition en Belgique. Il avait été un des rares militants extérieurs à la fédération de Charleroi à suivre cette dernière dans sa rupture avec la L.C.I. de Hennaut (Cf. n. 3, p. 58). Trotsky l'avait connu en 1932, où il l'avait accompagné dans sa traversée de la France sur le chemin de Copenhague, et l'estimait énormément. Il n'ignorait pas non plus son amitié avec Sneevliet. Il est clair qu'à ce moment Trotsky n'était pas le moins du monde troublé par les désaccords qu'il avait eus avec Vereeken sur l'appréciation du plan De Man (Cf. n. 2, p. 61).

LA RUPTURE DE FIELD AVEC LA LIGUE AMÉRICAINE (1)

(18 mars 1934)

Trotsky ne peut en aucune manière se déclarer d'accord avec le point de vue de Field (2). En outre, il n'est pas en mesure de se former une opinion indépendante..

« Cependant, la Ligue est le noyau du nouveau parti et par conséquent de la nouvelle Internationale. A moi, il me paraît impardonnable de rompre avec son organisation à la première épreuve pratique. Vos explications à ce sujet sont malheureusement pleines de contradictions. Discutant la réorganisation par le comité national du bureau de la fraction de la Ligue du syndicat des hôtels, vous dites qu'il n'existe pas de raisons politiques à des divergences artificielles. Mais vous maintenez que la Ligue est sectaire, stérile, incapable dans l'action de masse, et même morte. Si, selon vous, la Ligue est morte, on peut comprendre la rupture avec son cadavre. Cela signifie pourtant que vous rompez avec notre courant. Mais dans la mesure où la Ligue ne se considère pas comme morte — et à juste titre, je le crois — elle ne peut pas permettre à ses membres d'agir en francs-tireurs. Plutôt, elle désire exercer un contrôle sur ses membres. Si elle ne le désirait pas, elle ne serait pas digne d'exister.

(1) Archives Glotzer, New York. Il s'agit de notes sur l'affaire Field, résumé et parfois citation de Trotsky, adressées par Glotzer à la section américaine.

(2) David GOULD, dit B.-J. FIELD (-) était un intellectuel américain, économiste de formation, qui avait rendu deux fois visite à Trotsky à Prinkipo. Il avait été une première fois exclu de la C.L.A. en mai 1932. Au début de 1934, la section américaine lui avait confié la tâche d'aider les militants engagés dans la grève des cuisiniers des hôtels de New York. Le rôle qu'il avait joué dans cette grève avait fait de lui une « vedette » dans la presse, et avait apparemment développé chez lui le goût de l'indépendance — ou si l'on préfère la tendance à l'indiscipline — qui lui avait valu sa première exclusion temporaire. En conflit avec la direction de la C.L.A., il refusa d'appliquer dans la grève la ligne qu'elle avait déterminée, et refusa également de venir s'en expliquer devant les militants de son organisation, ce qui lui valut d'être cette fois définitivement exclu. (CANNON, *History of American Trotskyism*, pp. 129-134.)

Dans les partis social-démocrates, c'était et c'est encore la règle que lorsque des membres talentueux du parti conquièrent avec son aide des postes importants dans une municipalité, le parlement ou le ministère, ils sont rapidement fatigués de la discipline du parti et déclarent que la direction officielle n'a pas la compétence pour appliquer sa propre ligne politique — toujours pour "sauver" le parti, bien sûr.

J'ignore si la Ligue a conclu des accords politiques avec les lovestonistes et les staliniens. En principe, cela me semble tout à fait acceptable. Dans les actions de masse, la situation exige souvent des accords pratiques entre groupements politiques différents. »

Trotsky écrit aussi à propos du camarade Caldis, dont il a une mauvaise impression. Caldis veut envoyer ses lettres à Trotsky par l'intermédiaire d'un certain Vitte (3), parce qu'il pense que ses lettres à Trotsky sont détournées.

« D'après votre lettre, je ne vois pas quels sont vos plans ultérieurs. Si notre section américaine est "morte", au nom de quelle organisation resterez-vous à la tête de l'Amalgamated Union ? Etes-vous en train de devenir un syndicaliste pur ? Il me semble, mon cher ami, que vous vous êtes engagé dans une impasse avec votre méthode profondément individualiste de travail. »

(3) Aristide Caldis était l'un des militants grecs de l'hôtellerie de New York venus à l'Opposition en 1932. Sur son compatriote Vitte (Yotopoulos), cf. n. 4, p. 278. C'est lui qui, grâce à ses fonctions syndicales, avait introduit Field dans le travail militant pour la grève de l'hôtellerie.

LA RÉOLUTION DE LA CONFÉRENCE DES JEUNES (1)

(19 mars 1934)

La résolution donne une impression tout à fait décevante. Tout le texte repose sur des demi-vérités, des ambiguïtés, des expressions qui ont l'air radicales et qui reculent devant les conséquences. Les documents de Martov (2) à Zimmerwald et à Kienthal étaient beaucoup plus radicaux. En un mot, le document est totalement *centriste*.

Je ne veux ici souligner que les points, peu nombreux, sur lesquels notre délégation a manifesté une tendance inadmissible à la conciliation.

1. Dès le titre, nous lisons : « Conférence des organisations de jeunesse révolutionnaires-socialistes. » Mais nous sommes communistes, et non socialistes. Pourquoi n'a-t-on pas mis dans le titre notre véritable nom : « Organisations de jeunesse socialistes et communistes » ? Nos délégués l'ont-ils exigé ? Ou bien ont-ils tout simplement glissé sur ce « détail » ? La politique, du moins dans les périodes de préparation, est faite de semblables détails.

2. La question du centrisme est complètement passée sous silence. Une seule fois, au paragraphe VII (page 4), nous trouvons le centrisme, cité entre le réformisme et le stalinisme. Mais on ne se sert du mot que comme alibi juridique. On ne dit rien du fait que non seulement les organisations indépendantes, mais égale-

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre au S.I. Trotsky commente la résolution de la conférence des jeunes. Cette dernière, commencée à Laren, interrompue par l'irruption de la police, s'était achevée à Bruxelles, dans une salle de l'Université libre, et le communiqué de presse avait déclaré qu'elle s'était tenue à Lille. Les documents internes l'appellent « conférence de Luxembourg ».

(2) Sur Martov, cf. n. 4, p. 240. Martov avait pris part aux conférences internationales de Zimmerwald et Kienthal pendant la guerre et s'y était rangé dans la majorité.

ment la II^e Internationale reflètent le centrisme dans toutes ses nuances, et que, pour cette raison, la construction de la IV^e Internationale doit se faire précisément à travers l'émancipation de la jeunesse ouvrière de la confusion centriste. Une de mes lettres à Glotzer était consacrée à cette très importante question, et, d'après ce qu'on m'en a dit, elle a été jugée tout à fait correcte par le S.I. On ne trouve pas la moindre trace de cette position dans le document. La critique « acérée », « implacable », du réformisme et du stalinisme ne fait qu'y servir en réalité de couverture à l'acceptation du centrisme. Et dans ce péché, nos délégués aussi sont tombés.

3. Je ne trouve pas le texte définitif traitant de la IV^e Internationale. Le texte de base est charlatanesque. « Dépasser la II^e et la III^e Internationales » (3), en se fixant pour but « la réalisation de l'unité prolétarienne », c'est ce que veulent non seulement Tranmael, mais Louis Sellier (4), qui figure par ailleurs dans les débats de la commission d'enquête (5) comme candidat à un gouvernement semi-fasciste. Dépasser les deux Internationales, c'est la formule charlatanesque de Tranmael : « Je ne veux pas de IV^e Internationale. Il y en a déjà trop de deux. » Alors Walcher lui répond : « Il ne s'agit pas de la IV^e Internationale, mais de dépasser celles qui existent. » Cette expression du « dépassement » est une expression menchevique classique. D'année en année, surtout pendant la guerre impérialiste, se poursuit le combat de Lénine contre la philosophie qui prétend qu'il faut « dépasser » les révisionnistes, les opportunistes, les chauvins, etc. Le mot chez Lénine est toujours entre guillemets, comme terme symbolique représentant tout un programme. Tout ce qu'écrivent les gens de Walcher est un plagiat inconscient de Martov.

4. Il est exact que le S.A.P., après que Finn Moe (6) ait été écarté, a accueilli favorablement la formule de la nouvelle Inter-

(3) La formule était évidemment plus qu'ambiguë, et très en retrait sur celles de la déclaration des quatre ; elle pouvait même recouvrir un ralliement à la perspective de l'unité organique.

(4) Louis SELLIER (1885-1978), ancien secrétaire général du P.C., avait rompu avec ce dernier en 1928 à cause de la tactique électorale dite « classe contre classe » et était devenu l'un des dirigeants du P.U.P!

(5) Il s'agit de la commission parlementaire d'enquête sur les événements du 6 février, devant laquelle Louis Sellier avait déposé, tout en exprimant ses propres perspectives politiques.

(6) Finn MOE (né en 1902) avait fait à Paris de brillantes études, puis était devenu journaliste à *Arbeiderbladet*, le quotidien d'Oslo du D.N.A. Il était le principal dirigeant de son organisation de jeunesse et conduisait sa délégation à la conférence internationale, qu'il avait quittée avant l'adoption de la résolution définitive.

nationale, mais en liaison avec le « dépassement ». Nous ne pouvons en aucun cas y souscrire : il ne s'agit pas simplement d'une nouvelle Internationale, car une Internationale 2 1/2 serait bien également une nouvelle Internationale, de même que la fusion de la II^e et la III^e. Il s'agit pour nous de quelque chose de tout à fait différent, de la IV^e Internationale, qui doit absolument être construite dans le cours du combat implacable contre les deux Internationales existantes, et contre les tendances centristes. Sur cette question, la plus petite concession est une trahison et un crime. Walcher ne se bat pas pour l'amour de la terminologie, il cherche une formule souple pour faire passer sa marchandise de contrebande, et c'est précisément ce que nous ne pouvons en aucun cas admettre.

Proposition : nous ne pouvons signer ce document (et sous réserves, c'est-à-dire avec une déclaration officielle particulière) que si :

1. Le titre est modifié.

2. Le « dépassement » de la II^e et de la III^e Internationales est écarté et remplacé par le combat implacable contre toutes les tendances et tous les courants opportunistes et centristes, pour affranchir les travailleurs de l'emprise de la II^e et de la III^e Internationales.

3. La création de la IV^e (et pas de la « nouvelle ») Internationale est affirmée en tant que but.

Il nous faut poser ces trois points sous forme d'ultimatum rigoureux, et ne pas en bouger d'un millimètre. Une scission ouverte vaudrait mille fois mieux qu'un mensonge conscient dans la fondation de l'Internationale de la jeunesse.

Une exigence qui n'est pas un ultimatum, mais qui est également très importante, c'est d'insérer dans ce document où il est question de la social-démocratie autrichienne une phrase indiquant que le parti ouvrier norvégien marche actuellement sur les traces de l'austro-marxisme et prépare au prolétariat norvégien une catastrophe identique.

Si le S.A.P. accepte les trois points mentionnés ci-dessus, nous signons le document. Mais nous faisons une déclaration écrite dans laquelle nous spécifions que les jeunes ne prennent pas plus que nous à leur compte la moindre ombre de responsabilité dans la politique nocive du bureau de Londres et d'Amsterdam, lequel n'est qu'une nouvelle mouture de l'austro-marxisme, etc.

P.-S. : Si nos jeunes délégués trouvent qu'en agissant ainsi nous les « désavouons », ce n'est qu'en partie vrai. Le S.I. a précisément pour fonction non seulement de bien désigner ses délégations, mais aussi de les désavouer. On fait la même remarque pour nombre de nos camarades : ils sont tout à fait capables d'expliquer la psychologie et le comportement des escrocs centristes, et de se moquer d'eux, mais ils sont dans la pratique incapables de parer leurs coups.

Sur la question de l'organisation. En ce qui concerne le secrétariat tripartite, il nous faut attendre pour le moment la position officielle des Jeunesses suédoises avant de nous porter sur ce terrain. La présence en Suède, où nous n'avons aucune organisation, d'un seul de nos camarades (7) ne constitue pas une garantie suffisante quant aux suites de notre politique dans le futur secrétariat. Il faut donc au moins que le terrain des principes soit préparé par une clarification comportant a) l'amélioration du document, b) la prise de position des Suédois.

(7) La conférence avait décidé la création d'un bureau international qui devait résider à Stockholm et comprenait un représentant des groupes jeunes de la L.C.I. Trotsky modère ici l'enthousiasme du S.I. qui comptait sur l'installation de Held en Suède pour influencer directement le parti de Kilbom.

SUR LA FUSION PROJETÉE AUX ETATS-UNIS (1)

(20 mars 1934)

La tentative de fusion est très intéressante et très symptomatique. Elle montre que l'affaire du S.A.P. et de l'O.S.P. n'était pas un hasard et ne l'est toujours pas, mais qu'elle se situe dans la voie du développement ultérieur du mouvement ouvrier révolutionnaire. Il nous a fallu, il nous faut et il nous faudra passer par de telles tentatives et expériences dans tous les pays, et même plusieurs fois dans la plupart des pays.

Politiquement, l'American Workers Party (2) ne vaut guère mieux que le S.A.P. Les dangers inhérents à la fusion prochaine sont évidents. Mais les camarades américains ne se bouchent pas les yeux là-dessus, comme on le voit d'après la lettre du camarade Swabeck (3). Ils comprennent parfaitement qu'il s'agit d'un parti centriste qui évolue vers la gauche. Le camarade Solow (4), un ami

(1) T 3661, Harvard. Lettre au secrétariat international.

(2) L'American Workers Party avait été créé un an auparavant à partir du Committee for Progressive Labor Action (C.P.L.A.) qu'animait A. J. Muste et qui était composé de militants syndicaux que la grande crise avait convaincus de la nécessité de l'action politique. Nouveau venu dans l'arène, il avait été l'objet de bien des sollicitations et tentatives de séduction, mais était en train de s'orienter vers la fusion avec la section américaine, la Communist League of America.

(3) Arne SWABECK (né en 1890), d'origine danoise, avait milité dans son pays, puis en Allemagne et en Roumanie avant d'émigrer aux Etats-Unis où il avait été membre des I.W.W. et du P.S., secrétaire de la Fédération scandinave social-démocrate et l'un des dirigeants de la grève de Seattle en 1919. Ouvrier peintre à Chicago, il y avait été l'un des fondateurs et dirigeants du P.C. Membre de l'Opposition de gauche depuis sa fondation, il avait séjourné à Prinkipo auprès de Trotsky plusieurs mois en 1933 et était en 1934 secrétaire de la section américaine.

(4) Herbert SOLOW (1903-1964) s'était lancé dans l'activité politique alors qu'il était étudiant à l'université de Columbia à New York. Rédacteur au *Menorah Journal*, il avait rompu avec le sionisme à la suite d'un reportage en Palestine. Sympathisant communiste, il avait été l'un des animateurs de la résistance au stalinisme parmi les intellectuels américains. Il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo en 1930 et venait d'adhérer à la C.L.A.

de la Ligue, m'écrit que Muste (5) serait, au sein du groupe dirigeant de l'A.W.P., le plus capable d'évoluer (c'est d'ailleurs un ancien compagnon de route). Les arguments avancés par le camarade Swabeck, au nom de la direction, en faveur de l'unification, sont d'un grand poids. Nos camarades sont plus nombreux, mieux formés théoriquement, et ne se font aucune illusion sur les difficultés à prévoir dans le travail en commun. D'ici, il est très difficile de donner un avis sans connaître tous les éléments de la situation, notamment les questions de personnes. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Cette décision, nos amis américains doivent la prendre eux-mêmes. Il suffit que nous leur exprimions notre confiance dans ce domaine. On pourrait peut-être formuler avant tout les souhaits suivants :

a) une concertation d'au moins deux mois, où nos camarades s'exprimeraient dans les réunions de l'A.W.P., et les gens de Muste chez nous ; il y aurait aussi des soirées de discussion commune.

b) l'unification formelle doit s'accompagner de conférences des deux organisations, avec représentations respectives, afin que nous puissions reconnaître en toute clarté les groupements internes de l'A.W.P. (6).

c) il faut que la rédaction de l'organe théorique soit correctement contrôlée, afin que le travail d'éducation soit conduit dans un esprit réellement marxiste.

d) il faut créer un bulletin intérieur sérieux et paraissant régulièrement, où l'on fera apparaître toutes les questions pendantes.

e) pour l'éducation commune des jeunes, il faudra trouver des formes correspondant à nos buts politiques.

f) il est souhaitable que la déclaration des quatre soit citée comme référence dans la plate-forme commune.

Tels sont à peu près les souhaits qu'on pourrait, à mon avis, formuler d'ici. Comment se présentera la position du parti une fois unifié sur le plan international ? Ou bien il rejoindra directement le secrétariat international, ou bien, si entre temps, l'A.W.P. n'y est pas favorable, le parti unifié pourra rejoindre

(5) Sur A. J. Muste, cf. n. 23, p. 137.

(6) Dans les rangs de l'A.W.P. se trouvaient des militants d'origines diverses, syndicalistes purs, mais aussi intellectuels plus ou moins « compagnons de route », exclus des partis socialiste et communiste qui n'inspiraient guère confiance aux B.L.

directement ce qu'on appelle le bloc des quatre, qui deviendra alors le bloc des cinq, et nous ouvrira de nouvelles possibilités au cas où le S.A.P. et l'O.S.P. continueraient leur sabotage passif. Le parti unifié pourrait entrer à la fois dans le S.I. et dans le bloc des quatre.

ENCORE UNE FOIS SUR LE CENTRISME (1)

(23 mars 1934)

La critique de *De Fakkell* (2) contre mon article « Le centrisme et la IV^e Internationale » est tout à fait caractéristique de l'état d'esprit de la direction de l'O.S.P., et de façon générale des centristes de gauche. C'est pourquoi elle mérite d'être analysée.

Est-il exact que la tendance principale dans le mouvement ouvrier mondial consiste aujourd'hui en la transformation du réformisme en centrisme ? *De Fakkell* le nie. Il pense qu'on peut constater partout simultanément la volonté d'orienter le mouvement à droite. Comme preuve, il renvoie aux néo-socialistes français, au parti ouvrier belge, au Labour Party anglais et à la social-démocratie hollandaise. Les faits mentionnés par *De Fakkell* — pour peu qu'on sache les interpréter de façon marxiste — ne font que confirmer mon appréciation.

Pourquoi les néo-socialistes ont-ils été éjectés du vieux parti (3) ? Parce que celui-ci s'habille en centriste. La droite se transforme en clique conservatrice nationaliste qui n'a plus rien à voir avec le mouvement ouvrier, tandis que la grande masse du parti, en pleine effervescence, reflète tout l'arc-en-ciel du centrisme. L'exemple belge en est une autre confirmation (4). *De Fakkell*

(1) T 3662. *The Militant*, 21 avril 1934.

(2) *De Fakkell* (La Torche) était l'organe de l'O.S.P. de Hollande où s'exprimaient ses dirigeants, P. J. Schmidt, J. De Kadt, S. Tas.

(3) Rappelons que les « néo-socialistes » étaient l'aile droite de la S.F.I.O. — autour de Pierre Renaudel, Marcel Déat, Adrien Marquet — qui s'appuyait sur le groupe parlementaire et préconisait une politique de participation « aux gouvernements radicaux ». Ils furent exclus fin octobre 1933. Cette politique — condamnée par le congrès du parti en France — était à peu de choses près celle de la direction des partis social-démocrates belge, hollandais et britannique.

(4) C'est à son congrès de Noël 1933 que le parti ouvrier belge, dont Vandervelde était le président, avait adopté le fameux « Plan du Travail » élaboré par H. De Man.

nous rappelle la déclaration récente de loyauté de Vandervelde vis-à-vis du roi. Mais il n'y a là rien de nouveau. Le plan De Man n'est pas nouveau. En substance, comme de l'aveu même de son auteur, le plan n'est rien d'autre qu'une tentative d'effacer la ligne de démarcation entre réforme et révolution. Et c'est précisément là l'essence du centrisme.

La servilité monarchiste prouve seulement qu'il faut savoir faire la distinction entre centrisme et centriste. Il y a l'état d'esprit centriste honnête des masses, et il y a les constructions centristes consciemment mensongères des vieux escrocs parlementaires. Mais ces constructions ne sont devenues nécessaires que du fait du glissement à gauche de la base du parti. *Au fond*, il n'en va pas autrement avec le Labour Party britannique, bien que rythme et formes y soient différents. Le passage à la réaction de la clique MacDonald d'une part (5), la rupture de l'I.L.P., de l'autre, constituent deux symptômes très significatifs du processus que nous venons d'indiquer. Au cours de la prochaine période, nous assisterons inévitablement à un développement de tendances centristes au sein du Labour Party.

Le fait que la direction social-démocrate allemande, avec Wels, ainsi que les dirigeants austro-marxistes (6) revêtent en ce moment leurs préjugés de philistins du langage de la révolution, est bien connu. Dans le pays où le développement politique est resté en arrière, l'appareil social-démocrate peut, face aux dangers qui menacent — la croissance du fascisme et, simultanément, celle de l'opposition centriste interne —, se permettre d'essayer de tenir ses positions en s'appuyant à droite sur l'Etat et en réprimant à gauche sa propre opposition. La naissance de l'O.S.P. en Hollande a été le premier pas dans la décomposition ouverte de la vieille social-démocratie hollandaise. C'est dans cette direction que se fera le développement.

Du point de vue de la politique pratique dans chaque pays, il est naturellement très important de ne pas perdre de vue non seulement la tendance générale du développement, mais aussi les phases qu'elle traverse. Mais, pour la Hollande, comme pour tout

(5) Ramsay MacDonald, chef du gouvernement travailliste, avait refusé les propositions de son propre parti et choisi d'appliquer le programme économique des banques internationales et des conservateurs. Exclu du Labour Party, il s'était présenté aux élections comme « socialiste national » et avait repris la direction d'un gouvernement appuyé sur la droite.

(6) Trotsky avait déjà souligné que le langage « gauche » des dirigeants social-démocrates d'Allemagne et d'Autriche ne pouvait être considéré comme la preuve d'une évolution à gauche.

autre pays, il est important de savoir reconnaître à temps le déguisement centrisme de l'ancien réformisme afin que le réformisme lui-même puisse être combattu par des méthodes marxistes, et pas par des méthodes centristes.

Du point de vue historique, le réformisme a complètement perdu sa base sociale. Sans réformes, pas de réformisme, sans capitalisme prospère, pas de réformes. L'aile réformiste de droite devient *antiréformiste* en ce sens qu'elle aide la bourgeoisie, directement ou indirectement, à écraser les anciennes conquêtes de la classe ouvrière. Il est faux de considérer les néo-socialistes comme un parti ouvrier. La scission n'a pas affaibli le vieux parti socialiste français, elle l'a renforcé, puisque, après cette épuration, il jouit d'une plus grande confiance de la part des ouvriers. Mais il lui faut s'adapter à cette confiance, et la forme de cette adaptation, c'est ce qu'on appelle le centrisme.

Les groupes centristes de gauche comme l'O.S.P. n'ont pas conscience de ce processus dont ils sont une composante. C'est précisément parce qu'ils ressentent leur propre faiblesse sur le terrain des principes et leur incapacité à donner une réponse claire à la classe ouvrière, qu'ils doivent chercher à détourner l'attention des ouvriers de la maladie centrisme vers le danger réformiste. En cela ils ressemblent à l'ancien libéralisme qui cherchait toujours à effrayer les ouvriers avec le spectre de la réaction afin de les empêcher de lutter contre le libéralisme lui-même. C'est aussi pourquoi, par exemple, les déclarations de l'O.S.P. et du S.A.P. à la conférence des jeunes (7) ne comportaient rien ou presque rien sur le centrisme. Cependant, il est bien connu que ce sont précisément les partis qui, dans le passé, n'ont pas reculé devant la lutte implacable contre les oscillations des libéraux qui se sont montrés les plus courageux des combattants contre la réaction. Le même est vrai aujourd'hui. Les révolutionnaires qui combattront le mieux le réformisme sont ceux qui sont totalement indépendants du centrisme et le considèrent de façon critique et intransigeante.

Le bureau de Londres-Amsterdam est incapable de combattre le réformisme, dans la mesure où il est une société de secours mutuel pour ceux qui hésitent et restent à mi-chemin. *De Fakkkel* dit : « L'objectif de ce bureau est de gagner à la IV^e Internationale autant d'adhésions que possible. » Mais, avec la même justification, l'O.S.P. aurait pu rallier aussi la II^e Internationale. Il est évident qu'il nous faut lutter pour la IV^e Internationale partout où

(7) Trotsky avait déjà formulé la même critique vis-à-vis du projet de thèses soumis à cette conférence par l'organisation de jeunesse liée à l'O.S.P.

c'est possible. Mais cette tâche implique une lutte irréductible contre la politique de trahison de Tranmael, et certainement pas une fraternité d'armes avec lui. Qu'en même temps ils « critiquent » Tranmael ne fait qu'aggraver les choses, car on ne le critique que dans la mesure où l'accord de travail avec lui n'est pas brisé, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'un *semblant de critique* qui ne sert qu'à couvrir un bloc foncièrement réactionnaire. Le brave acteur shakespearien qui devait jouer à la cour le rôle du lion craignait d'effrayer les belles dames et rugissait donc aussi doucement, aussi tendrement qu'une colombe. Nos très honorables centristes de gauche ne sont devenus rudes qu'à l'égard des « sectaires » bolcheviks. Vis-à-vis des Tranmael, ils roucoulent.

De Fakkell admet notre caractérisation du Comintern comme un centrisme bureaucratique. Mais seulement du bout des lèvres, puisque toute la communauté de travail avec le bureau d'Amsterdam n'est rien d'autre qu'une réédition fanée et débile de l'infâme comité anglo-russe. Là aussi, il y avait une « gauche » britannique du type de Finn Moe (8) dont les véritables dirigeants se servaient comme d'un appât. Dans la défense de sa fraternité avec Tranmael, *De Fakkell* aussi bien que *Die Neue Front* (9) répètent tous les vieux arguments de Staline et de Boukharine (« les masses », « les masses », et encore « les masses »), mais sous une forme pire, si c'est possible.

Ainsi je ne puis admettre la validité d'aucun des arguments de *De Fakkell* contre mon article, et je ne veux évidemment pas dire par là qu'il n'y avait pas de défaut dans cet article. Ainsi pourrait-on, par exemple, souligner à juste titre que mon article ne révèle pas suffisamment l'insuffisance pratique et organisationnelle du centrisme. Les centristes aiment à parler d'illégalité, de méthodes clandestines conspiratives. En règle générale, pourtant, ils ne prennent pas au sérieux leurs propres paroles. Ils aiment se moquer de la démocratie bourgeoise ; en pratique, pourtant, ils manifestent toujours une naïve confiance en elle. Par exemple, lorsqu'ils convoquent une conférence internationale, ils traitent la question comme s'il s'agissait d'un pique-nique, et le résultat est

(8) Finn Moe, représentant du parti de Tranmael à la conférence, passait pour le porte-parole de la « gauche » de ce parti qui évoluait vers la droite. Trotsky, poursuivant sa comparaison avec le comité anglo-russe, compare Finn Moe à la « gauche » d'A. A. Purcell (Cf. n. 14, p. 181).

(9) *Die Neue Front*, qui paraissait à Paris, était l'organe du S.A.P. en émigration.

une catastrophe qui coûte beaucoup de morts (10). Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit toujours qu'il y a un rapport entre une telle négligence sur le plan organisationnel et le flou idéologique du centrisme. Malheur à ceux qui ne peuvent pas tirer les leçons de l'expérience !

Il est vrai que la base organisationnelle de la IV^e Internationale est encore très étroite. En 1914, pourtant, celle de la III^e Internationale l'était plus encore. Mais le travail de sa construction n'a pas consisté à faire le beau devant des organisations opportunistes du genre du D.N.A., mais au contraire à lutter pour affranchir les ouvriers de l'influence d'organisations de ce type. Les initiateurs véritables de la IV^e Internationale commencent par la *qualité* marxiste pour pouvoir ensuite la transformer en *quantité* de masse. La hache, petite, mais bien trempée et tranchante, coupe, divise, fend et débite de gros troncs. Il nous faut commencer avec une hache d'acier. Même là, ce sont les moyens de production qui sont décisifs.

En ce qui concerne l'O.S.P., comme dans tous les autres cas, nous opérons la distinction entre le centrisme des ouvriers, qui n'est pour eux qu'une étape transitoire, et le centrisme professionnel de nombreux dirigeants, parmi lesquels certains sont incurables. Nous nous retrouverons avec la majorité des ouvriers de l'O.S.P. sur le chemin de la IV^e Internationale : nous en sommes tout à fait certains.

(10) Il y avait à l'ouverture de la conférence, à Laren, des représentants des groupes jeunes de la L.C.I. (Etats-Unis, Belgique, Suisse, France, Allemagne, Canada, Hollande), de l'O.S.P., du S.A.P., du D.N.A. et du Mot Dag de Norvège, des J.C. indépendants de Suède. Le fait que la police hollandaise ait pu encercler tranquillement l'auberge de jeunesse où elle se tenait et prendre pratiquement « au filet » tous les délégués dont nombre d'étrangers sans papiers, était révélateur d'une légèreté et d'une impréparation graves : Trotsky n'exagère pas en parlant de morts, puisque deux des jeunes délégués du S.A.P. allaient mourir en camp de concentration. Parmi les autres Allemands présents, Walter Held et Willy Brandt durent leur salut à des papiers en règle. Le caractère « secret » de la conférence ne permit même pas aux organisateurs hollandais de réagir à temps et de mobiliser même une partie de l'opinion publique.

SALUT A LA VERITÀ (1)

(25 mars 1934)

Chers Camarades,

Oui, le prolétariat italien a besoin d'un authentique journal marxiste. Rien ne démontre plus clairement la corruption totale de la social-démocratie et du parti stalinien que le fait qu'une organisation comme *Giustizia e Libertà* (2) peut revendiquer un rôle révolutionnaire indépendant. Il y a près d'un siècle que Marx a impitoyablement chassé la justice, la liberté, etc., de la mythologie démocratique, et maintenant, dans la trente-quatrième année du vingtième siècle, les intellectuels bourgeois, antifascistes, italiens peuvent dire, et non sans succès, qu'il faut réinstaller sur leurs trônes, dans toute leur splendeur, les divinités détrônées. Ils sont

(1) T 3660. *La Verità*, mars 1934. Ce journal en langue italienne édité en France était l'œuvre du petit noyau de la « nouvelle opposition italienne », qui ne se remettait que lentement de sa grave crise de 1933. Blasco l'avait définitivement quittée — après son exclusion, annulée par décision du S.I. — pour se consacrer à la Ligue française. Paolo RAVAZZOLI, dit LINO, dit SANTINI (1884-1940), l'un des « trois » dirigeants du P.C.I. qui l'avaient fondée, étaient en train de passer au parti socialiste italien. Quant à Leonetti, des bruits alarmants circulaient sur les contacts qu'il aurait repris à cette époque avec le P.C. italien, ce qu'il devait démentir. Un autre des pionniers de la N.O.I., Mario BAVASSANO dit GIACOMI (1895-1964), était passé à l'Union communiste en 1933 avec sa compagne Teresa RECCHIA (1899-1935). L'ancien bordiguiste Nicola DI BARTOLOMEO dit FOSCO (1901-1946) dirigeait le petit groupe dissident qui éditait *Nostra Parola*. Pourtant, la N.O.I. venait de recevoir un renfort, celui d'un petit groupe italien clandestin animé par le Florentin Angiolino LUCHI, dit METALLO, ainsi que l'adhésion d'un jeune militant récemment condamné à la prison, Veniero SPINELLI, dit Spartaco TRAVAGLI (né en 1909).

(2) Le mouvement « *Giustizia e Libertà* » avait été fondé en 1927 à Paris par un groupe de jeunes intellectuels italiens. Son principal animateur, Carlo ROSSELLI (1899-1937), avait participé à des actions contre le régime fasciste — par exemple l'évasion de Turati — et aux discussions des années 1923-1926 dans les organisations socialistes. Déporté aux îles Lipari, il avait écrit *Socialismo liberale*, un livre dans lequel, rejetant la lutte de classes et la révolution prolétarienne, il tentait d'opérer une synthèse entre le socialisme et le libéralisme. Le groupe éditait à Paris *Giustizia e Libertà* et cherchait à regrouper toutes les forces politiques opposées au fascisme.

moins experts quand ils parlent ouvertement de la nécessité d'un « mythe de la liberté ». Le mythe est toujours une version contrefaite, déformée de la réalité ; dans son application politique, un mensonge. Comme les prêtres de l'Eglise, les antifascistes républicains s'emploient à sauver l'âme par des mensonges.

Comment expliquons-nous cette rechute inouïe ? Simplement par la monstrueuse faillite des deux partis ouvriers.

J'aimerais rappeler ici un épisode intéressant. Les 15 et 16 juin 1932, le conseil communal social-démocrate de Zürich a réprimé à coups de feu une manifestation ouvrière révolutionnaire. Pour se justifier, la social-démocratie suisse écrivait : « Lénine et Trotsky n'ont pas agi autrement avec leurs ennemis. » Dans une lettre aux ouvriers de Zürich (3), je me suis permis de rappeler cette « bagatelle » que nous défendions l'Etat ouvrier et la propriété socialiste tandis que les social-démocrates défendaient l'Etat bourgeois et la propriété capitaliste. Le chef de la social-démocratie italienne, Nenni (4), répliqua alors en disant que nos commentaires n'étaient que des « sophismes », puisque les bolcheviks défendaient leur pouvoir dans l'Etat et les social-démocrates faisaient la même chose dans la ville de Zürich, la seule différence entre eux étant quantitative. Je me suis alors dit en moi-même : à quel piteux niveau théorique et politique se trouve le signor Nenni ! Après la leçon donnée par Mussolini, il croit possible de conquérir des morceaux de pouvoir. Il ne comprend pas que le capital ne tolère le « pouvoir » social-démocrate dans les conseils communaux et cantonaux qu'aussi longtemps que les amis de Nenni, dans l'exercice de ce pouvoir, sont prêts à tirer sur toute révolte contre l'Etat capitaliste et la propriété capitaliste.

Les succès municipaux et parlementaires sont une chose, la conquête du pouvoir d'Etat en est une autre, tout différente. Le sort de la commune de Vienne donnera sur ce point une leçon suffisamment importante. Le fascisme italien pourra, en vérité, faire face à l'avenir sans tracas s'il ne se heurte pas à d'autres ennemis que Nenni et son parti.

(3) Cette lettre, datée du 25 juin 1932, avait été publiée en français dans *La Vérité*.

(4) Pietro NENNI (né en 1891), vieil adversaire de l'affiliation du P.S. italien à l'I.C., avait été l'un des principaux artisans de la réunification, en 1930, de ses deux principaux tronçons, « réformiste » et « unitaire ».

En ce qui concerne le parti stalinien, on peut dire qu'il a tout fait pour compromettre les principes, le drapeau et le nom du communisme. Sur les franges de la démocratie, pour quelque temps au moins, il pourra mener une existence militante, même avec une politique complètement fautive, surtout parce qu'il dispose de certaines ressources financières. Mais dans l'illégalité ce n'est pas suffisant. Dans l'illégalité, le parti ne peut se construire que sur le dévouement, la loyauté, l'opiniâtreté, l'esprit de sacrifice. Et ces qualités-là ne peuvent être suscitées, mobilisées, éprouvées, que lorsque la politique du parti inspire confiance, c'est-à-dire quand elle démontre qu'elle est juste dans des épreuves plus difficiles encore. L'exemple italien démontre qu'il est impossible à un parti illégal de durer longtemps avec une politique fautive.

Giustizia e Libertà ne peut qu'occuper le vide qui est apparu entre l'effondrement des anciens partis et la construction d'un nouveau et authentique parti bolchevique. Le fascisme ne peut être abattu que par la révolution prolétarienne. Pour réaliser cette insurrection et vaincre, le prolétariat est plein de débris et d'éclats. Mais le travail doit être fait. Vous voulez rassembler les éléments bolcheviques authentiques sous le drapeau du nouveau parti. Sous ce signe, je salue chaleureusement votre journal.

ENCORE SUR LE PROJET DE FUSION AUX ETATS-UNIS (1)

(29 mars 1934)

Cher Camarade Swabeck (2),

J'espère que vous avez déjà reçu l'opinion du secrétariat international au sujet de vos plans de fusion avec l'American Workers Party (3).

Vous savez que nos tentatives de fusion ici avec le S.A.P. et avec l'O.S.P. ont toutes les deux échoué. Avec le S.A.P. parce qu'il n'en voulait pas, avec l'O.S.P. parce que notre section refusait (4). En Angleterre, notre tentative d'entrer dans l'I.L.P. a abouti à une scission dans notre propre section (5). Si vous pouviez réaliser cette fusion avec l'A.W.P., nous nous enrichirions en tout cas d'une importante expérience, et, à cette époque, nous devons, dans une certaine mesure, faire des expériences. Nous sommes suffisamment fermes sur le terrain des principes et suffisamment centralisés aussi sur le plan international pour nous permettre une telle expérience. Proposer ou conseiller d'ici la fusion avec l'A.W.P. serait impossible : nous sommes trop loin et connaissons trop mal la situation concrète (6). Mais puisque vous,

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre aux dirigeants de la section américaine.

(2) Sur Arne Swabeck, cf. n. 3, p. 285.

(3) La direction de la C.L.A. considérait que la fusion avec l'A.W.P. était la version américaine du tournant vers le « nouveau parti », et elle avait consulté sur ce point Trotsky et le S.I. L'A.W.P. comptait dans ses rangs des militants syndicaux expérimentés — dont beaucoup formés par Muste au collège ouvrier de Brookwood — et la majorité des cadres organisateurs de « ligues » de chômeurs, ainsi que des étudiants recrutés sur les campus. Il comptait 1 500 membres environ, et la C.L.A. 500.

(4) Cf. pp. 132 à 149.

(5) Cf. n. 14, p. 135.

(6) Cette réponse prouve, contrairement à des affirmations réitérées, que Trotsky n'avait pas la prétention de « tout diriger de loin ».

cependant, vous avez déjà entrepris cette fusion de votre propre initiative, nous pouvons d'ici exprimer notre confiance que vous mènerez à bien cette affaire jusqu'à son terme.

J'apprécierai beaucoup de recevoir d'autres nouvelles de la Ligue et de ses rapports avec l'A.W.P.

DE GRAVES ERREURS POLITIQUES (1)

(29 mars 1934)

Cher Camarade Held,

1) D'après les premières informations, plutôt vagues et tardives, que j'ai reçues sur la conférence de la jeunesse (2), j'ai cru comprendre qu'on vous avait chargés, Brandt et vous, de la rédaction définitive de l'appel, et cela — comme il arrive toujours dans ces cas-là — dans l'espoir que ce malheureux document pourrait devenir un peu moins mauvais grâce à la « rédaction », à la condition d'exercer d'opportunes pressions. Mais comme cela s'avère impossible, il ne reste plus, me semble-t-il, à notre organisation internationale qu'à caractériser ouvertement ne serait-ce que les mauvaises pages de ce document.

2) La nécessité de se montrer « souple » avec la jeunesse capable de progresser ne signifie nullement que l'on doive passer sous silence ses erreurs de principes. Mais la faute réside en ce que notre délégation a totalement négligé les instructions que nous lui avions données. Sans parler du fait que nous pouvions attendre de nos camarades, beaucoup plus instruits théoriquement que les autres délégués, une initiative dans le sens de l'intransigeance marxiste.

3) Je m'étonne que vous ne reconnaissiez pas la faute qui éclate dès le titre même de la résolution. Pourquoi ne faut-il pas nous appeler par notre nom, au même titre que les organisations socialistes (3) ? C'est tout à fait incompréhensible pour moi.

(1) Archives Albert M. Glotzer, New York. Lettre à Heinz Epe.

(2) La résolution en question avait été adoptée par la conférence à Bruxelles le 28 février. La première réaction de Trotsky — dont les réactions étaient généralement rapides — était datée du 19 mars. Mais il semble qu'il y avait eu entre eux un premier échange dont nous n'avons pas retrouvé trace, et que Held n'avait pas accepté les critiques que lui adressait Trotsky.

(3) La résolution adoptée ne faisait pas allusion à la présence, à la conférence, d'organisations *communistes* de jeunesse.

L'avez-vous au moins exigé ? Vous l'a-t-on refusé ? Pour quels motifs ? Avez-vous accepté en silence ce refus et ces motifs ? Le nom d'une organisation est aussi son drapeau. On ne renonce pas à son drapeau avec autant de légèreté.

Au lieu de reconnaître tout simplement le comportement inadmissible de notre délégation sur ce point, vous vous appuyez sur le fait que nous avons admis dans nos rangs le R.S.P. hollandais (4). C'est un pur sophisme, et, de plus, pas très habile ! Avons-nous modifié le nom de notre organisation internationale en faveur du R.S.P. ? Avons-nous accepté son programme ? Lui avons-nous fait une quelconque concession de principe ? Bien au contraire. A l'échelle internationale, le R.S.P. appartient à la Ligue *communiste*. En quoi consiste alors l'analogie ? Mais personne ne demande qu'on force l'O.S.P. et le S.A.P. à s'appeler communistes. Nous voulons simplement qu'ils ne nous confondent pas avec les socialistes en nous baptisant de leur nom à eux. N'aurions-nous aucun droit là-dessus ?

J'ai naguère écrit que le centrisme se comporte vis-à-vis du marxiste comme un petit-bourgeois vis-à-vis du prolétaire, c'est-à-dire avec mépris. Mais malheur au prolétaire qui, dans ses rapports avec le petit-bourgeois, ne sait pas défendre l'honneur de sa classe !

Vous prenez également la défense de la formule, historiquement condamnée, du « dépassement » (5), en suggérant qu'on pourrait aussi l'interpréter « en bien ». Mais un manifeste politique ne doit pas être une vaticination à double sens, mais servir à éclairer, non à tromper les travailleurs. Mieux vaut pas de manifeste du tout qu'un manifeste à double sens. Dans tous les cas, vous aviez le devoir d'opposer par écrit votre formule sans ambiguïté à la formule équivoque, pour la faire connaître ensuite à toute la classe ouvrière comme l'expression authentique de nos conceptions.

4) Vous répétez toujours que l'on ne saurait demander ni à l'O.S.P., ni au S.A.P. de se reconnaître eux-mêmes comme des centristes. A cela je réponds :

(4) On peut supposer que Held s'était défendu de ne pas avoir insisté pour que soient mentionnées les organisations *communistes*, en invoquant le fait que le R.S.P. hollandais était simultanément un parti *socialiste* et membre de la Ligue *communiste* internationale.

(5) Il s'agit de la formule sur le « dépassement des deux Internationales existantes ».

a) il s'agissait de la jeunesse, et l'on peut attendre et espérer d'elle qu'elle montre aussi une attitude de « souplesse » vis-à-vis de son propre parti.

b) en politique, il s'agit en premier lieu d'affirmer son propre point de vue, et non de se hâter de passer sur les positions de l'adversaire.

Vous aviez le devoir de proposer des motions additionnelles sur le centrisme, sur le D.N.A., sur le bureau d'Amsterdam (6), et de les faire voter. Si les autres refusaient sans appel ces motions, vous aviez au moins l'avantage de la clarté : vous pouviez les publier et illustrer ainsi vos propres positions. La question de savoir si, ensuite, nous signons ou non la résolution est une question en soi, dont, depuis le début, nous avons réservé au secrétariat international la solution définitive.

5) Vos appréciations sur la situation générale en Hollande sont tout aussi incorrectes. Vous estimez que l'unification était nécessaire et aurait ouvert de grandes perspectives. Vous considérez la politique syndicale du R.S.P. comme désastreuse et que cette question a été une des questions décisives dans l'entreprise d'unification. Vous accusez notre centre de n'avoir pas obligé le R.S.P. à modifier sa politique syndicale. D'un côté, il vous paraît impossible de proposer une motion additionnelle à la résolution, c'est-à-dire d'entreprendre une simple modification du texte ; de l'autre, vous pensez qu'on pourrait, par je ne sais quelles mystérieuses mesures, mettre à genoux d'un seul coup une organisation qui a quarante ans d'âge (7). Notre point de vue sur la question syndicale est très clair, pour le R.S.P. aussi. La preuve en est que le R.S.P. déclare officiellement vouloir modifier le point de vue de la Ligue communiste internationaliste sur la question syndicale. Avec toutes nos sections, même les plus petites, nous avons appris par l'expérience qu'on ne peut pas changer grand-chose avec des décisions purement formelles, qu'un travail d'éducation, et surtout une expérience personnelle sont indispensables, et que la

(6) Lors de la conférence de février 1934 du bureau de l'I.A.G., le secrétariat avait été transféré de Grande-Bretagne en Hollande. Peter J. Schmidt, le dirigeant de l'O.S.P., avait remplacé au secrétariat l'Anglais de l'I.L.P. Fenner Brockway. Le « bureau de Londres » était ainsi devenu le « bureau d'Amsterdam ».

(7) La correspondance antérieure de Held, conservée à Amsterdam dans les archives Sneevliet, le montre très préoccupé du fait que la politique syndicale du R.S.P. et son soutien du N.A.S. — qu'il juge faux — constituent l'une des cibles favorites de l'O.S.P. dont il pense qu'il a raison sur ce point.

création d'une réelle communauté d'idées ne peut se faire qu'au travers de crises longues et pénibles (voyez, par exemple, la Grèce) (8).

Si vous considérez la politique du N.A.S. comme désastreuse, comment pouvez-vous estimer possible que le R.S.P. absorbe l'O.S.P. au cours de la fusion ? Vous faites allusion à Lénine, qui avait lui aussi amené dans le parti des éléments non bolcheviques. Mais nous ne possédons pas en Hollande de parti bolchevique fort, et la direction hollandaise a un accord avec le N.A.S. dont on ne peut venir à bout par quelques lettres impatientes. Que proposez-vous donc de faire *post festum* ? Envoyer un ultimatum au R.S.P. et aller à une rupture inévitable ? Ce serait complètement fou, car nous avons là une organisation amie et capable de progresser. Ou bien faudrait-il que nous soutenions, contre le R.S.P., l'O.S.P. qui a raison, d'un point de vue purement formel, dans la question syndicale (sur le fond, il ne peut avoir raison, car il est opportuniste) ? Il en découlerait immédiatement une rupture avec le R.S.P.

Je vous ai longuement expliqué toutes ces perspectives l'été dernier, je me suis efforcé d'attirer votre attention sur le fait qu'il ne faut préparer de points d'appui pour notre politique que par un travail infatigable dans le détail, particulièrement au sein de l'O.S.P. Vous n'avez malheureusement pas beaucoup à nous apprendre de ce travail d'éducation des jeunes membres du parti. Vous indiquez que la question du N.A.S. vous a rendu beaucoup plus difficile le travail d'éducation parmi les jeunes de l'O.S.P. (mais si vous abordez la question de la fusion, alors vous écarterez complètement, sans en avoir l'air, la question du N.A.S.). Evidemment, il est difficile de développer une propagande marxiste, quand, dans des organisations, la direction n'est pas marxiste. C'est pourtant en cela que consistait notre tâche, et je ne crois pas que la question du N.A.S. pouvait être aussi gênante dans ce travail. Un cours systématique sur l'histoire de l'Opposition de gauche, en relation avec l'histoire de la III^e Internationale, pourrait à coup sûr éduquer un groupe de jeunes dans un esprit véritablement marxiste, et ce serait là l'unique voie juste.

6) J'ai entendu dire par des camarades qu'il existait un projet selon lequel vous devriez aller en Suède représenter l'Opposition de gauche. C'est une mission très importante. Il faut cependant, à

(8) Allusion à la scission en Grèce, la rupture de la majorité de l'organisation archéomarxiste avec le S.I. et la reconnaissance par ce dernier de la minorité dirigée par Vitsoris.

notre avis, nous mettre d'accord de façon très précise cette fois sur ce en quoi consistera exactement votre tâche. Je la vois dans un travail systématique d'éducation de la jeunesse. Si, au bout de six mois, vous avez autour de vous dix jeunes qui connaissent à fond nos conceptions et nos méthodes dans toutes les questions importantes, et qui sont capables de les appliquer plus ou moins d'eux-mêmes aux circonstances suédoises, ce sera un grand résultat. Mais si d'aventure vous partez pour la Suède avec l'idée d'ouvrir là-bas, d'un seul coup, de grandes perspectives grâce à des prodiges d'efficacité et de combinaisons personnelles (9), vous connaîtrez en retour des déceptions, et vous transformerez ces déceptions en accusations contre notre centre. En d'autres termes, et pour parler en toute franchise : pour que les heureuses dispositions qui sont les vôtres profitent à notre cause commune, il faut que vous vous tourniez résolument vers le travail. Il serait vraiment utile que vous — comme tout autre représentant officiel de notre section — nous fassiez parvenir chaque mois un rapport, bref, mais très précis, sur votre propre travail. C'est ainsi que l'on pourra vous aider en temps voulu, de façon juste et efficace. J'espère que vous ne prendrez pas mal cette franche déclaration de ma part, qui ne vise pas à mettre en danger, mais au contraire à renforcer nos liens amicaux.

(9) Trotsky, ici, ne ménage pas Walter Held, à qui ses camarades reprochaient généralement de pécher par présomption.

QUE SIGNIFIE LA CAPITULATION DE RAKOVSKY ? (1)

(31 mars 1934)

La déclaration de Rakovsky, dans laquelle il annonce qu'il est prêt, en raison de la recrudescence des activités de la réaction internationale, à laisser de côté ses divergences avec le « parti » et à se soumettre intégralement à sa discipline, a constitué, pour beaucoup d'entre nous, un coup de tonnerre dans un ciel serein (2). Ce n'est pas étonnant ! Au cours de ses nombreuses années d'exil (3), le vieux combattant était devenu un symbole, non seulement pour l'Opposition de gauche internationale, mais également pour de larges couches de la classe ouvrière en général.

Le jugement du lecteur moyen sur la capitulation de Rakovsky sera le suivant : c'est une victoire pour la bureaucratie,

(1) *La Vérité*, 27 avril 1934. Depuis l'article du 21 février (Cf. p. 237), les *Izvestija* avaient publié le 23 février le texte intégral de la déclaration de Rakovsky. Est-ce pour cette raison que Trotsky, qui avait d'abord parlé de « trêve », emploie le mot de « capitulation » ? Georges Luciani, le correspondant du *Temps* à Moscou, avait, semble-t-il, correctement évalué le geste de Rakovsky en écrivant le 24 février : « Ce geste, auquel la fierté naturelle de M. Rakovsky donne l'apparence d'un acte de solidarité plutôt que de soumission, est cependant considéré comme un succès pour la direction actuelle du parti, M. Rakovsky étant le dernier trotskyste à rallier la politique de M. Staline. »

(2) Les capitulations s'étaient succédées depuis 1928 dans les rangs de la vieille génération de l'Opposition de gauche, mais Rakovsky, qui les avait vertement fustigées, paraissait à beaucoup indestructible. C'est d'ailleurs vraisemblablement pour cette raison que le G.P.U. accordait un tel prix à sa capitulation.

(3) Rappelons que Christian Rakovsky avait été déporté d'abord le 20 janvier 1928 à Astrakhan où il était resté jusqu'à l'automne, dans des conditions relativement bénignes, puisqu'il avait pu emporter ses archives et continuer sa correspondance avec les autres déportés qui faisait de lui le véritable « centre ». Mais il avait été ultérieurement transféré d'abord à Saratov, en 1928-1929, puis à la fin de 1929, à Barnaoul dans des conditions terribles : isolement total, froid élevé particulièrement dangereux pour le cardiaque qu'il était. En juillet 1932, il avait été ramené dans un lieu au climat plus clément, d'où il avait sans doute tenté de s'évader (Cf. n. 2, p. 237). On sait qu'en 1933 il se trouvait quelque part dans la province de Yakoutsk — qui connaît des températures de — 45°. Sa trace se perd ensuite jusqu'à sa « déclaration » et son retour à Moscou.

ou, si l'on veut donner à cette couche un pseudonyme personnel, c'est une victoire pour Staline. Il est vrai que Rakovsky n'a pas renié ses opinions, ni chanté les louanges de la bureaucratie (*) (4), mais il n'en a pas moins reconnu dans sa déclaration qu'il était utile et même nécessaire de suspendre la lutte contre la bureaucratie stalinienne afin de combattre la réaction internationale. Si, du point de vue personnel, cette déclaration ne contient pas ces auto-accusations honteuses, ces répugnantes humiliations volontaires qui sont devenues aujourd'hui la condition nécessaire du repentir « bolchevique », elle apparaît, à première vue, comme d'autant plus convaincante du point de vue politique.

Mais il serait tout à fait erroné de ne s'attacher qu'aux impressions immédiates et aux seuls effets psychologiques de l'événement. Le devoir d'un marxiste est d'apprécier le cas Rakovsky non comme un cas isolé, mais en tant que symptôme politique, c'est-à-dire de le relier aux processus profonds du développement.

Nous écrivions, il y a plus de six mois :

« Les conditions d'une difficulté absolument exceptionnelle, dans lesquelles travaillent les bolcheviks-léninistes russes, excluent pour eux la possibilité d'un rôle dirigeant à l'échelle internationale. Plus que cela : le groupement de l'« Opposition de gauche » ne pourra se développer en un nouveau parti que comme résultat de la formation victorieuse et de la croissance de la nouvelle Internationale. Le centre de gravité révolutionnaire est définitivement passé en Occident, où les possibilités immédiates pour construire de nouveaux partis sont incomparablement plus larges », (5). (« La nature de classe de l'Etat soviétique », *Bulletin de l'Opposition* n° 36-37, p. 11.)

Ces lignes n'exprimaient pas des remarques fortuites, elles dressaient le bilan de l'expérience de la dernière décennie. L'Opposition de gauche russe, qui s'était d'abord fixé comme tâche immédiate la reconstruction du parti bolchevique et la réorientation de sa politique sur la voie de la révolution internatio-

(*) Cet article est écrit avant la deuxième déclaration de Rakovsky. La rédaction. [Note de l'édition russe.]

(4) La phrase clé de la déclaration de Rakovsky publiée dans les *Izvestija* du 23 février était celle-ci : « Devant la montée de la réaction internationale, dirigée en dernière analyse contre la révolution d'Octobre, mes anciens désaccords avec le parti ont perdu toute signification. Je considère comme le devoir d'un communiste bolchevique de se soumettre entièrement et sans réticence à la ligne générale du parti. »

(5) Cf. *Œuvres 1933, juillet-octobre*, pp. 265-266.

nale, a échoué dans ce combat. On peut subir une défaite parce qu'on a suivi une politique radicalement fausse. Mais on peut aussi, avec une politique juste, être victime d'un rapport de forces défavorable. Engels a plus d'une fois indiqué qu'un parti révolutionnaire qui perdait une bataille historique était inéluctablement perdu en tant qu'organisation. A première vue, on pourrait lui opposer l'exemple du parti bolchevique qui, malgré la défaite de 1905, a remporté, douze ans plus tard, la plus grande victoire révolutionnaire de l'histoire du monde. Mais si on l'examine de plus près, cet exemple ne fait que confirmer le jugement d'Engels. Le parti bolchevique a disparu de la scène en tant qu'organisation de masse dans les années 1907-1910. Il n'en restait que des cadres, très peu nombreux, dispersés et, pour leur majorité, très hésitants ; il restait une tradition ; il restait avant tout l'état-major de l'émigration, dirigé par Lénine. Le flux de 1912-1914 fit se lever une génération révolutionnaire nouvelle, arracha une partie des vieux-bolcheviks à leur léthargie, créa une organisation *nouvelle* qui était, d'un point de vue historique, mais pas en tant qu'organisation, la continuation du vieux parti bolchevique. Cet exemple n'épuise nullement la question qui nous intéresse, mais nous donne des éléments pour la comprendre.

L'Opposition de gauche a commencé son action par la lutte pour l'industrialisation et la collectivisation agraire de l'Union soviétique. Et, d'une certaine façon, elle a mené ce combat victorieusement : toute la politique du gouvernement soviétique depuis 1928 consiste en une application, bureaucratiquement déformée, des principes de l'Opposition de gauche. S'il en avait été autrement, d'ailleurs, il n'y aurait plus de pouvoir soviétique. Mais les problèmes économiques de l'U.R.S.S ne constituaient qu'une partie — et même une partie secondaire — de notre programme, dont le centre de gravité était la révolution mondiale. Et là, avec le prolétariat mondial, nous n'avons fait qu'essuyer des défaites au cours des onze dernières années : en 1923 en Bulgarie et en Allemagne, en 1924 en Estonie, en 1925-1927 en Chine, en 1926 en Angleterre et en Pologne (6). En 1928-1932 s'est achevée la dégénérescence bureaucratique du Comintern, en 1933, c'est la victoire des nazis en Allemagne, en 1934 la catastrophe autrichienne. L'analyse et le programme de l'Opposition de gauche se sont trou-

(6) En 1923, Bulgarie et Allemagne avaient été le théâtre de « révolutions manquées ». En Estonie, la contre-révolution avait frappé préventivement. L'écrasement de la révolution chinoise était, selon Trotsky, la conséquence de la politique opportuniste de l'I.C. qui avait enchaîné le P.C. chinois au Kuomintang nationaliste. L'année 1926 était celle de la défaite de la grève générale britannique, et de la victoire du coup d'Etat militaire de Pilsudski en Pologne.

vés entièrement confirmés par tous ces événements et ces procès, mais ils l'ont malheureusement été de façon « négative ». Il suffit de lire par exemple les deux derniers romans de l'écrivain français Malraux (7), *Les Conquérants* et *La Condition humaine* : sans bien se rendre compte des interactions et des conséquences politiques, l'auteur y dresse contre la politique du Comintern en Chine un réquisitoire accablant et confirme de la façon la plus frappante, à travers ses descriptions et ses personnages, tout ce que l'Opposition de gauche avait formulé avant même ces événements dans ses thèses et ses analyses. Personne ne pourra nous contester ces victoires théoriques inestimables de la méthode marxiste ! De même, en 1905, c'était le parti bolchevique qui était brisé, pas la méthode marxiste. La justesse de cette méthode a été démontrée triomphalement quelques années plus tard. Cependant, tout de suite après la défaite, 99 % des cadres, y compris des membres du comité central, quittèrent les rangs du parti pour devenir des citoyens paisibles et même, parfois, des petits-bourgeois ordinaires.

Ce n'est pas un hasard si la réaction nationale a triomphé en U.R.S.S. sur la base des conquêtes sociales de la révolution prolétarienne. Comme nous l'avons montré, le prolétariat d'Europe occidentale, ainsi que les peuples opprimés d'Orient, n'a cessé d'essuyer des défaites. Au lieu de la dictature du prolétariat, c'est celle du fascisme qui se répand. Quelles qu'en soient les raisons, l'idée de la révolution mondiale devait pâlir dans la conscience des ouvriers soviétiques, cependant que la révolution elle-même était rejetée dans un lointain indéterminé. L'Opposition de gauche, en tant qu'elle représentait les principes de la révolution mondiale, n'a pu que perdre de la même façon la confiance des masses laborieuses en Union soviétique. Telle est la cause véritable de la croissance du pouvoir absolu de l'appareil bureaucratique en Union soviétique et de sa dégénérescence nationale conservatrice.

Chaque ouvrier russe est aujourd'hui de tout cœur avec le prolétariat du reste du monde et espère en son triomphe final. Mais la révolution mondiale en tant que *facteur pratique* a peu à peu disparu de l'horizon de la masse ouvrière russe. Ses espérances, elles les a placées dans les succès économiques de l'Union soviétique ; elle discute avec passion des questions de subsistance et de logement, elle devient optimiste à l'annonce d'une bonne récolte, etc. Quant au mouvement ouvrier international, il ne con-

(7) Sur l'opinion de Trotsky sur André Malraux, cf. p. 43. On trouvera en outre dans *Littérature et Révolution* (10/18) deux articles critiques de Trotsky, consacrés à son roman *Les Conquérants*.

cerne plus que le département des Manuïlsky-Kuusinen-Lozovsky, que personne dans le pays ne prend plus au sérieux.

Pour caractériser l'état d'esprit de la couche dominante en Union soviétique, une phrase prononcée par Kirov au dernier congrès du parti est très significative : « Notre réussite est véritablement fantastique. Du diable si je suis capable de dire à quel point il fait bon vivre ici ! » Kirov n'est pas n'importe qui, il est membre du Politburo, politiquement il est le gouverneur-général de Léninegrad, c'est-à-dire qu'il occupe dans le parti la place qui était celle de Zinoviev lorsqu'il était au sommet de sa puissance (8). On comprend que Kirov se réjouisse des succès techniques et de l'amélioration des conditions de vie. Pas un seul ouvrier honnête dans le monde qui ne s'en réjouisse aussi. Mais ce qui est monstrueux, c'est que Kirov ne voie que ces résultats partiels sur le plan national et néglige l'ensemble du mouvement ouvrier international. En Pologne, la dictature militaire règne, et dans les Etats voisins la réaction la plus noire ; Moscou est obligée d'entretenir avec Mussolini des relations « amicales » alors que le prolétariat italien, après douze ans de fascisme, est toujours complètement épuisé et démoralisé ; la révolution chinoise a subi une défaite dont le prolétariat ne s'est pas encore remis : le Japon règne sur la Mandchourie et l'Union soviétique se voit obligée de lui livrer le chemin de fer oriental qui constitue une voie stratégique importante pour la révolution en Orient ; en Allemagne, les nazis ont vaincu sans combat et il ne se trouvera plus aucun bureaucrate prestidigitateur ou filou pour oser présenter cette victoire comme une « accélération » de la révolution prolétarienne ; en Autriche, le prolétariat est exsangue et enchaîné ; le Comintern, irrémédiablement compromis, est devenu un frein pour la révolution ; malgré ses crimes innombrables, la social-démocratie est redevenue le parti le plus puissant de la classe ouvrière, et, dans tous les pays, elle fraie la voie à l'esclavage fasciste. Thorez poursuit en France la politique de Thälmann. Pendant qu'en Allemagne l'élite du prolétariat se consume dans les camps de concentration et les prisons, la bureaucratie du Comintern, comme si elle agissait de concert avec la social-démocratie, fait tout son possible pour trans-

(8) Sergei M. KOSTRIKOV, dit KIROV (1886-1934), était un vieux-bolchevik, entré au C.C. en 1923 et qui avait dirigé le parti en Azerbaïdjan. En 1925, il avait dirigé au compte de l'appareil la bataille pour l'élimination à Léninegrad des partisans de Zinoviev et de la « nouvelle opposition ». Il avait été nommé à sa place premier secrétaire du parti à Léninegrad, et était devenu suppléant du Politburo. Les commentateurs considéraient généralement qu'il était en 1934 « l'homme qui montait ». Il semble qu'il ait été lié aux « conciliateurs » — que Trotsky appelait également « bureaucrates libéraux » — et qu'il était en tout cas leur candidat pour un éventuel remplacement de Staline au secrétariat général.

former l'Europe et même le monde entier en camp de concentration fasciste. Et Kirov, membre des sommités dirigeantes du premier Etat ouvrier du monde, confesse qu'il ne peut trouver les mots pour exprimer à quel point la vie est belle en ce moment ! Est-ce simplé bêtise ? Non. Cet homme n'est pas un imbécile, et, de plus, ce ne sont pas seulement ses propres sentiments qu'il exprime ainsi. Cette phrase est devenue en quelque sorte proverbiale, elle a été répétée, diffusée, célébrée dans toute la presse soviétique. L'orateur, de même que ses auditeurs du congrès, ont tout simplement oublié le reste du monde : ils agissent, pensent et ressentent uniquement « en russes », et même dans ce cadre, uniquement en bureaucrates.

Les déclarations de capitulation de Sosnovsky et de Préobrajensky (9) reflètent le même état d'esprit. Ils ferment les yeux sur la situation du prolétariat mondial. C'est cela seulement qui leur permet de se réconcilier avec la perspective nationale de la bureaucratie soviétique. Ils aspirent à la réconciliation, ils en ont besoin, car, dans les tourmentes qui se succèdent, au milieu des catastrophes qui frappent le prolétariat en Occident, ils ne voient aucun point d'appui, aucun levier, aucune grande possibilité historique.

Après la victoire de Hitler qui a mis fin à l'époque de la pré-histoire de la IV^e Internationale (« l'Opposition de gauche »), nous avons eu beaucoup de peine à comprendre — telle est la loi de l'inertie, qui règne dans tous les domaines — qu'aussi bien en Allemagne que dans l'ensemble de l'Europe en général, ce qui était à l'ordre du jour, c'était la création de partis prolétariens nouveaux qui passait par une lutte implacable contre les anciens. Si nous ne nous étions pas engagés à temps dans cette voie, non

(9) Sur Sosnovsky, cf. n. , p. . Sosnovsky avait criblé de son ironie cuisante et de ses sarcasmes les hommes qui avaient capitulé. Il semble qu'il ait été très durement traité en déportation. On est resté sans nouvelles de lui pendant des années. Sa « déclaration » de ralliement était datée du 27 février 1934. Evgenii A. PRÉOBRAJENSKY (1886-1938) avait rejoint le parti bolchevique alors qu'il était encore lycéen, en 1903. Il avait participé à la révolution de 1905 et connu plusieurs fois la prison. Il avait émigré et voyagé en Europe. Dirigeant du parti dans l'Oural en 1917, il avait été élu au C.C., avait fait partie, en 1918, des « communistes de gauche », était devenu en 1920 secrétaire du comité central, jusqu'en 1921. Membre de l'Opposition de gauche dès sa formation en 1923, il avait été son porte-parole en plusieurs circonstances importantes. Il avait été, contre Boukharine, l'un des protagonistes du « débat économique » où il s'était opposé aux partisans de l'accentuation de la Nep (Cf. *La Nouvelle Economique*, E.D.I., 1966). Le tournant de Staline vers la collectivisation et l'industrialisation — qu'il comprenait comme un ralliement « objectif » de la direction à la partie économique du programme de l'Opposition de gauche — l'avait convaincu de la nécessité de capituler, et il avait signé sa « déclaration » le 12 juillet 1929. Réintégré depuis, mais exclu à nouveau, il descendait peu à peu les marches de l'humiliation et avait en janvier 1934 signé une nouvelle « déclaration ».

seulement l'Opposition de gauche n'aurait pas réussi à dépasser le stade de sa préhistoire pour entrer dans celui de l'histoire véritable, mais encore elle aurait disparu totalement de la scène politique. Combien il est plus difficile, pour les vieux cadres de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., dispersés, isolés, absolument pas informés, ou, ce qui est pire, systématiquement mal informés, de s'engager dans la nouvelle voie ! Rakovsky est une grande figure révolutionnaire, un homme de caractère, un esprit lucide. Mais il ne faut idolâtrer personne. Et Rakovsky n'est qu'un homme. Complètement isolé pendant des années, coupé des grandes perspectives historiques qui animent les cadres de la IV^e Internationale, cet homme est victime de « l'humain ». Nous ne cherchons nullement, en disant cela, à excuser l'attitude de Rakovsky. Pour des révolutionnaires, expliquer ne signifie pas pardonner, mais seulement renforcer sa propre conscience révolutionnaire.

Le « nivellement » (Gleichshaltung) (10) s'est opéré pendant des années vers le bas, de l'internationalisme révolutionnaire vers le national-réformisme, de Lénine vers Kirov. Ainsi la victoire remportée sur Rakovsky n'est-elle que le symptôme le plus évident de la dégradation et de l'effondrement du marxisme dans le pays même qui est devenu un Etat ouvrier grâce au marxisme. Dialectique singulière, dialectique amère, mais réelle, à laquelle on ne saurait échapper par une pirouette de l'esprit.

La déclaration de Rakovsky est l'expression d'un désespoir et d'un pessimisme subjectif. Est-il possible de lutter pour le marxisme sur l'arène mondiale quand la réaction (***) triomphe sur toute la ligne ? On peut, sans aucune exagération, dire que c'est grâce à Hitler que Staline a vaincu Rakovsky. Cependant, cela signifie seulement que la voie choisie par Rakovsky conduit au néant politique. Son exemple peut encore entraîner une dizaine ou plus de jeunes prisonniers (11). Cela ne changera rien à la politique internationale du prolétariat. Tâches et méthodes resteront inchangées.

(10) En allemand dans le texte.

(**) En russe : *tchernosotienstvo*, de *tchernocotiéniets* : membre des Cent-Noirs. [Note du traducteur.]

(11) Les informations arrivées ultérieurement d'Union soviétique montrent en réalité que l'effet de la capitulation de Rakovsky fut pratiquement nul dans les rangs des déportés trotskystes qui étaient, mieux que quiconque, à même de comprendre que ce combattant avait été brisé, et comment. On sait, notamment par Victor Serge, qu'un cadre de l'Opposition en Ukraine, l'ouvrier tanneur Yakov Byk, ancien dirigeant des JC et combattant de la guerre civile, déclara aux autorités qu'il était prêt à imiter Rakovsky. Conduit aussitôt en avion à Moscou, il comprit ce dont il s'agissait et demanda à revenir en déportation.

En Rakovsky, nous regrettons l'ami politique perdu. Mais nous ne nous sentons pas affaiblis par sa défection, laquelle, bien qu'elle constitue une tragédie personnelle, apporte une confirmation politique irréfutable de la justesse de notre analyse. Le Comintern est mort en tant que facteur révolutionnaire. Il n'est capable que de corrompre les idées et les caractères. Le prolétariat mondial ne peut s'attendre de la part de Moscou qu'à de nouveaux obstacles, de nouvelles difficultés, et au sabotage direct. La situation est plus difficile qu'elle ne l'a jamais été, mais elle n'est pas du tout sans issue, car nos difficultés représentent celles du capitalisme mondial telles qu'elles se réfractent à travers les deux bureaucraties. Deux processus différents avancent parallèlement, s'entrecroisent et se mêlent : d'un côté, la décomposition de l'ancien état de choses, la renonciation aux convictions, les capitulations devant Hitler, et, comme une ombre, les capitulations devant Staline ; et, de l'autre, le réveil de la critique, la recherche fébrile de la grande voie révolutionnaire, le rassemblement des cadres de la IV^e Internationale.

La tendance léniniste en Union soviétique ne peut ressusciter que par des grands succès révolutionnaires en Occident. Les bolcheviks russes qui, sous le poids inouï, écrasant, du joug de la réaction nationale, demeurent fidèles à notre cause — et ils sont plus nombreux sans doute que nous ne le pensons — seront récompensés au centuple par l'évolution ultérieure des événements. Mais c'est maintenant d'Occident et non plus d'Orient que viendra la lumière. Et le léninisme en U.R.S.S., comme la révolution chinoise honteusement trahie, attendent le nouvel élan que leur donnera le prolétariat mondial.

Nous n'avons pas le temps heureusement de nous lamenter sur nos amis perdus, même quand il s'agit de compagnons d'une lutte de trente années. Que chaque bolchevik se dise : « Un combattant de soixante ans, plein d'expérience et d'autorité, a quitté nos rangs ; à sa place, il me faut gagner trois jeunes de vingt ans, et la brèche sera colmatée. Parmi ces jeunes, il y aura de nouveaux Rakovsky qui continueront la lutte pour notre cause, avec nous ou après nous. »

LA CRISE DE LA SECTION GRECQUE (1)

(5 avril 1934)

Chers Camarades,

Le conflit qui a opposé la section grecque à toutes les autres sections de la L.C.I. a conduit, avec une logique implacable, à une lutte interne aiguë au sein de la section grecque elle-même (2). En raison de l'énorme importance de cette question, j'estime de mon devoir de vous exprimer ici en toute franchise mon point de vue.

Tout d'abord, j'ai été frappé du fait que, pendant de nombreux mois, votre comité central ne répondait pas aux lettres du secrétariat international, qu'il semblait ignorer ses demandes d'information et ses propositions, en d'autres termes, qu'il se comportait comme s'il avait déjà rompu de fait et de droit avec la Ligue internationale. Il est donc superflu de dire que j'ai été heureux de la lettre de la majorité de votre comité central du 10 mars, car j'y ai vu l'expression de velléités des camarades Vitte, Manos et autres pour renouer le lien international qu'ils avaient brisé (3). Mais, à mon grand regret, le contenu de cette lettre s'est révélé au plus haut point décevant. Elle est écrite avec une animosité inouïe et un acharnement extrême. Son ton — profondément venimeux — ne pourrait se comprendre que si la majorité de votre comité central avait décidé de rompre avec la Ligue internationale des bolcheviks-léninistes. Mais je me refuse à le croire. La tentative de la majorité de votre comité central de faire croire que ses coups ne

(1) *Internal Bulletin*, C.L.A., n° 15, 1934. Lettre signée Gourov aux membres de la section grecque de la L.C.I. (b.l.).

(2) C'est en septembre 1933 qu'avait explosé au grand jour dans la Ligue française le conflit entre la direction et une minorité qui fut soutenue par un membre grec du S.I., Dimitri Yotopoulos, dit Vitte (cf. n 4, p). Revenu en Grèce, Vitte avait rallié contre le S.I. la majorité du comité central de la section grecque.

(3) Vitte avait, semble-t-il, menacé, avant son départ, d'entraîner sa section à rompre avec le S.I. Manos, ouvrier boulanger, était un militant de Kavalla.

sont dirigés que contre le seul secrétariat international ne tient pas debout. Le S.I. est composé de représentants des sections européennes les plus importantes. Si la section grecque n'y est pas représentée — ce que personnellement je regrette beaucoup —, ce n'est que parce que des difficultés matérielles ne permettent pas à votre section d'entretenir un représentant à l'étranger (4). Nous avons un secrétariat international qui correspond à notre force. Au cours de la dernière période, les sections les plus importantes ont remporté de grands succès dans plusieurs pays. De grandes perspectives s'ouvrent devant nous. Il va sans dire que le S.I. ne prétend pas être infaillible, mais il peut y avoir une critique amicale, ayant pour objectif d'améliorer le travail commun, et aussi une critique hostile, faite d'insultes à l'égard de nos sections et tendant à détruire l'organisation. La lettre de votre comité central est tout entière pénétrée d'un état d'esprit d'animosité. Ce n'est pas contre le S.I. qu'elle est dirigée, mais contre toute notre organisation internationale, contre toutes nos sections.

D'où vient cette animosité ? A l'origine, on le sait, le conflit s'est produit à l'intérieur du S.I. et de la section française (5). Le déroulement des événements n'a pas tardé à en apporter la preuve. Après que la Ligue française se fût épurée d'éléments décomposés (6), elle a obtenu la possibilité de développer un travail large. Ses succès dans ce domaine sont très importants, et son influence sur de larges couches d'ouvriers avancés ne cesse de grandir. Au contraire, le groupe qui s'est détaché d'elle sous l'influence de Vitte vient de connaître déjà une scission et continue à tomber en pièces. Il n'a aucune activité politique. Tels sont les faits. Et contre les faits, les jugements abstraits sont impuissants.

Où en sommes-nous avec le S.I. ? Pendant un certain temps, toutes les sections, sans exception, se plaignaient de la passivité du S.I. qui, en dépit de la présence d'un secrétaire permanent, n'assurait même pas la correspondance courante. Au cours des derniers mois, malgré l'aggravation des difficultés financières et l'absence d'un secrétaire permanent, le travail a été systématiquement

(4) Vitte avait été, pendant environ une année, secrétaire permanent du S.I., donc appointé par le mouvement, mais les difficultés financières n'avaient plus permis l'emploi d'un permanent.

(5) Le gros des opposants dans la Ligue était composé par le « groupe juif », qui avait été l'un des éléments constituants de la Ligue, et qui était issu d'un « groupe de langue juive » du P.C.

(6) La rupture s'était produite à la conférence de la Ligue d'octobre 1933, avec le départ de la Ligue de trente-quatre militants, dont le groupe juif, et quelques étudiants dont Jean LASTÉRADE (né en 1910). Ils allaient ensemble organiser presque aussitôt l'Union communiste qui publiait le mensuel *L'Internationale*.

accompli (7). Non seulement le S.I. a entretenu avec toutes les sections une correspondance régulière, mais encore il a édité plusieurs numéros du *Bulletin*, élaboré un projet de thèses sur la question de la guerre, édité un manifeste, organisé une conférence internationale des jeunes, etc. Tels sont les faits. Si on veut bien les examiner consciencieusement, on ne peut que reconnaître que le S.I., au cours des six derniers mois, a fait un formidable pas en avant.

Le fait que le camarade Vitte ait pris à l'intérieur du S.I. et de la Ligue française une position erronée ne constitue évidemment pas en lui-même un crime. Qui ne commet dans le travail politique aucune faute ? Mais, après qu'une position fautive ait été réfutée par des faits certains et indiscutables, insister plus longtemps pour elle et tenter de l'étendre à d'autres sections signifie qu'on place son ambition personnelle au-dessus des intérêts de la révolution et du socialisme. C'est tout à fait inadmissible. Dans de tels cas, c'est à la base de corriger les chefs.

La deuxième phase de la lutte s'est déjà développée à l'intérieur de la section grecque. Là-dessus, il m'est beaucoup plus difficile de formuler un jugement, car je ne lis pas le grec. Mais la majorité de votre comité central écrit qu'en Grèce il y va de la même défense des mêmes principes que le camarade Vitte a pratiquée dans le S.I. et dans la Ligue (8). Si tel est le cas, alors il n'y a aucun doute pour moi qu'il s'agit des principes même qui ont précisément fait naufrage. Je ne parle évidemment pas de la période pendant laquelle le camarade Vitte était d'accord avec notre direction internationale sur toutes les questions fondamentales et ne prétendait à aucune politique *personnelle* en dehors de cette direction. Je parle de la dernière période, où le camarade Vitte, à partir de questions mineures et secondaires, s'est brusquement opposé à notre direction générale et à toutes les sections les plus importantes. Et là, il ne s'agissait déjà plus de fautes particulières, mais de la ligne principielle erronée du camarade Vitte. Après l'expérience de la Ligue française, pour aucun marxiste ayant une connaissance des faits, il ne saurait y avoir le moindre doute.

Cherchant à donner une explication de sa politique d'hostilité à l'égard de la Ligue internationale, la majorité de votre comité

(7) Depuis le mois de mars 1933, où Vitte, venu de Berlin à Paris, était secrétaire permanent du S.I., Trotsky s'était plaint de la faiblesse du travail fourni. Le S.I. avait été renforcé depuis, bien que le poste de permanent ait été supprimé.

(8) Vitte dirigeait depuis 1924 son organisation d'une main de fer. La minorité, qui était dirigée par le comédien Georges Vitsoris (cf. n. 4, p. 278), s'était vu dénier le droit de s'adresser à l'ensemble du parti.

central se réfère à la scission de 1903 entre bolcheviks et mencheviks. Le groupe hétéroclite qui s'est détaché de la Ligue française sous la direction du camarade Vitte s'est également réclamé de l'année 1903 dans sa déclaration (voir *L'Internationale*, n° 1, 11 novembre 1933). Nous avons ici une espèce de système qu'on ne peut désigner autrement que comme un système de scission préventive, car celui qui se réclame de l'année 1903 reconnaît par là même qu'il existe des divergences irréconciliables, et que la seule issue réside dans la scission. Les membres de notre section grecque sont-ils d'accord avec cette conclusion ?

La majorité de votre comité central dit que la lutte met en jeu des *principes organisationnels*. Quels sont-ils ? En France, le camarade Vitte défendait en fait le droit de chaque membre de ne pas se soumettre à la discipline de son organisation ; le droit d'un membre du S.I. de mener dans son dos une politique dirigée contre lui ; le droit de la minorité de l'organisation de ne pas se soumettre à la décision de l'écrasante majorité de la conférence, en un mot, les pires principes de l'individualisme et de l'anarchisme. En Grèce, autant que je puisse en juger, la majorité du comité central défend et applique maintenant des principes directement opposés, en refusant à la minorité les droits et la possibilité de défendre librement sa position devant tous les membres de l'organisation. Ainsi, *l'anarchisme individualiste s'est transformé en son contraire, le centralisme bureaucratique*. Mais ces deux extrêmes, qui, en général, passent facilement de l'un à l'autre, n'ont rien de commun avec le bolchevisme qui bâtit l'organisation sur la base des principes du centralisme démocratique, et par surcroît non seulement à l'échelle nationale, mais aussi internationale.

La majorité de votre comité central se trompe lourdement dans son interprétation de l'expérience de l'année 1903. Les principes d'organisation ne se suffisent pas à eux-mêmes. A travers les formes d'organisation, la politique se manifeste ; à travers la politique se dévoile le programme, et dans le programme notre théorie trouve son expression. Il arrive d'ailleurs souvent que des divergences politiques et programmatiques non encore développées, encore informes, ne se manifestent au début que dans le domaine de l'organisation. Il en fut ainsi en 1903. Mais c'est précisément pour cette raison que les bolcheviks ne jugeaient pas alors la scission admissible. Ils exigeaient au contraire le maintien de l'unité, de la discipline, et un nouveau congrès honnêtement convoqué. Ce n'est qu'après que se furent manifestées de profondes divergences dans le domaine de la pratique et du programme qu'a effectivement commencé la formation des deux fractions qui les a

amenées à la scission définitive en 1912, c'est-à-dire neuf ans après le congrès de 1903.

Qu'en résulte-t-il ? Il est clair qu'il ne suffit pas des seuls conflits organisationnels pour déterminer la profondeur des divergences, et encore moins pour la scission. Jusqu'à ce que de profondes divergences politiques et programmatiques se soient manifestées, il est du devoir de chaque révolutionnaire de sauvegarder l'unité de l'organisation sur la base du centralisme démocratique. C'est précisément cela que le S.I. exige.

J'ajouterai encore que la référence à l'année 1903 est tout à fait fâcheuse pour la majorité de votre comité central. Les mencheviks ont commencé en 1903 par défendre des principes super-démocratiques proches parfois de l'anarchisme. J'ai personnellement écrit à cette époque plusieurs articles erronés contre le centralisme, quoique je n'aie jamais poussé si loin que, par exemple, le camarade Vitte vis-à-vis de la Ligue française. Lorsque les mêmes mencheviks ont pris en main, l'année suivante, avec l'appui de Plekhanov, la majorité des instances centrales du parti, ils ont aussitôt changé de cours et ont commencé à commander le parti d'en haut, s'opposant par tous les moyens à la convocation du congrès du parti. Après plusieurs mois de lutte, les bolcheviks se sont vus forcés de créer, hors du comité central et contre lui, leur propre comité pour la convocation du congrès. J'espère fermement que la majorité de votre comité central ne prendra pas la voie des mencheviks et garantira un congrès unique.

En conséquence, nous voyons qu'en interprétant de façon juste et sérieuse les leçons de l'année 1903, nous devons arriver aux conclusions suivantes :

a) au stade actuel des divergences, c'est-à-dire tant qu'elles ne sont pas sorties du domaine des conflits d'organisation, on ne peut encore tirer de conclusion ni sur la profondeur des divergences, ni sur leur sort ultérieur.

b) il est donc nécessaire, d'un côté, de sauvegarder l'unité de l'organisation, et, de l'autre, de prendre toutes les mesures pour une sérieuse et honnête *vérification des divergences*, non seulement dans le domaine de l'organisation, mais dans celui de la politique et du programme.

c) on ne peut atteindre ces deux buts que par la méthode du centralisme démocratique, c'est-à-dire au moyen d'une large *discussion*, d'un *congrès honnêtement convoqué*, de la *soumission de la minorité à la majorité*.

d) une discussion de parti loyale suppose que les deux groupes soumettent *dans les mêmes conditions* à la connaissance de tout le parti, par écrit et oralement, leurs points de vue sur les questions litigieuses ; chaque cellule doit avoir la possibilité d'entendre aussi bien le représentant de la majorité du comité central que celui de la minorité. Cette possibilité doit être assurée par le comité central. C'est ainsi, invariablement, que les choses se passaient dans le parti bolchevique avant sa dégénérescence bureaucratique.

e) le congrès du parti doit être le miroir du parti. Cela veut dire que, du moment qu'une discussion sur les plates-formes a surgi dans l'organisation, le congrès doit être convoqué sur la base de la *représentation proportionnelle*. C'est là l'ABC de la démocratie ouvrière, que tout révolutionnaire honnête doit respecter.

f) notre organisation n'est pas seulement par son nom, mais aussi par son fond, une organisation internationale. Cela signifie que non seulement elle met la discipline nationale au-dessus de la discipline locale, mais la *discipline internationale au-dessus de la discipline nationale*. Il s'ensuit en particulier la nécessité de fournir à temps les thèses des deux groupes en présence à toutes nos sections, afin qu'elles aient la possibilité d'exprimer leur opinion avant le congrès.

Autant que je puisse en juger d'après ses lettres, notre S.I. a la même opinion.

Je ne doute pas que l'écrasante majorité des membres de votre section tiennent à son lien avec la Ligue internationale. Sa rupture signifierait le retour dans un cadre national, la perte de l'horizon international, le refus de la division internationale du travail dans le domaine de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Vous ne laisserez pas votre section arriver à semblable catastrophe, qui vous conduirait à votre perte. Vous appellerez votre comité central à reconstituer avec le S.I. des rapports fraternels normaux, et à préparer avec son aide un congrès démocratiquement organisé. Ce n'est que de cette façon que l'on peut sortir de la crise. Dans ce travail, vous pouvez compter sans aucun doute sur le soutien chaleureux de toutes nos sections.

Sur cette voie, je vous souhaite de tout cœur le succès.

Vivent les bolcheviks-léninistes de Grèce !

Vive la Ligue internationale !

Vive la IV^e Internationale !

PROBLÈMES AMÉRICAINS (1)

(10 avril 1934)

Cher Camarade Glotzer,

J'ai lu avec un grand intérêt votre lettre à Shachtman du 26 mars. Ce que vous dites de nos expériences avec les centristes en Europe est tout à fait juste, et il faut que cette expérience soit suivie avec beaucoup d'attention et prise en considération par nos camarades américains. Mais je voudrais d'abord attirer votre attention sur le point suivant : en ce qui concerne le S.A.P., nous avons insisté, et j'ai personnellement insisté pour l'unification immédiate. Après une brève hésitation, le S.A.P. s'est opposé à l'unification. Dans le cas de l'O.S.P., le cours de l'évolution a été inverse : l'O.S.P. a insisté pour l'unification immédiate, et le R.S.P. a regimbé contre cette perspective. Ces deux exemples prouvent que, quand nous maintenons intégralement notre position de principe par rapport au centrisme, les moyens pratiques de rapprochement avec la tendance centriste (et en même temps de combat contre elle) peuvent prendre des tournures très variées. Quand on se sent assez fort sur les plans théorique et pratique (numérique aussi), on peut alors absorber directement une organisation centriste, et continuer l'éducation de ses meilleurs militants à l'intérieur de l'organisation unifiée. Il n'existe pour ce genre de choses aucune recette générale.

Il doit y avoir dans l'A.W.P. (2) des éléments révolutionnaires qui poussent dans notre direction, sinon l'on ne comprendrait pas pourquoi la direction s'est engagée si loin. Il faut utiliser cette situation. Si nous nous déclarons prêts à l'unification et que l'aile

(1) Archives A. Glotzer, New York. Lettre à Glotzer.

(2) L'American Workers Party, dirigé par A. J. Muste, accueillait favorablement les propositions de fusion de la C.L.A., et Trotsky cherchait comment expliquer cette situation favorable, mais un peu surprenante.

droite de l'A.W.P. commence à la freiner ou à s'efforcer de l'empêcher de quelque manière que ce soit, cela nous fournira une base de départ très favorable vis-à-vis de l'aile gauche.

En vous disant cela, je ne veux vous proposer aucune « recette » pour l'Amérique : pour cela, je suis vraiment trop loin, et trop mal informé. Je voudrais seulement attirer votre attention sur l'idée que l'intransigeance principielle doit être combinée avec une certaine souplesse organisationnelle. Il ne suffit pas que nous comprenions et critiquions théoriquement le centrisme, que nous le mettions politiquement à l'épreuve, il faut aussi que nous sachions manœuvrer vis-à-vis de lui sur le plan de l'organisation. L'unification constitue, dans certaines conditions, la meilleure des manœuvres. Il faut seulement éviter de considérer, avec une excessive superstition, l'unification comme la conclusion du processus (du combat contre le centrisme). L'unification peut seulement, le cas échéant, fournir de meilleures conditions pour continuer le combat contre le centrisme. Evidemment, il faut alors adapter les méthodes du combat au cadre du parti unifié.

Et, maintenant, sur la conférence de la jeunesse. Vous n'y avez pas été, tant s'en faut, ni suffisamment critiques, ni assez exigeants. J'ai déjà écrit beaucoup de choses là-dessus au secrétariat international et au camarade Held. Je vous envoie ci-joint des copies. Pourriez-vous, s'il vous plaît, et si vous en avez l'occasion, communiquer la teneur de cette lettre à Shachtman et à d'autres camarades ?

P.-S. : Qu'en est-il des thèses contre la guerre ? Autant que je sache, Sara (3) les a traduites en anglais. Mais il faudrait les photocopier et les envoyer aux autres sections pour qu'elles en discutent. En premier lieu, le comité national devrait prendre position là-dessus. La question est très importante. Les thèses sont en cours de discussion actuellement dans les sections européennes. Il vous faut répondre très prochainement, avant que le S.I. les ait adoptées sous leur forme définitive.

(3) L'Américaine Sara JACOBS, dite Sara WEBER (1900-1976), était arrivée à Prinkipo en juin 1933 et venait de repartir brusquement aux Etats-Unis. Elle était d'origine russe et traduisait en anglais les documents et lettres.

DÉCLARATION A PROPOS DE L'ENQUÊTE A BARBIZON (1)

(14 ou 15 avril 1934)

1. Les magistrats ne sont venus formellement que pour m'interroger comme « témoin » dans l'affaire de la motocyclette qui n'aurait pas été en règle (2).

2. C'est pendant l'interrogatoire concernant la motocyclette que le procureur de la République m'a dit que je n'ai reçu le permis de séjour que pour la Corse, ma présence à Barbizon étant irrégulière (3). J'ai protesté de la manière la plus catégorique con-

(1) V 110, Bibliothèque du Collège de Harvard. Cette déclaration a été écrite le 14 ou le 15 avril, tout au début de l'affaire qui allait aboutir à l'expulsion de Trotsky par le gouvernement français. Selon le « dossier Trotsky » des Archives nationales, l'origine de l'affaire était la suivante : alertés par des dénonciations répétées d'habitants de Barbizon, les gendarmes de Ponthierry exerçaient une surveillance continue — et peut-être peu discrète — des allées et venues des habitants de la villa. Le 12 avril, vers 22 h 45, les gendarmes avaient interpellé sur la route le secrétaire de Trotsky, Rudolf Klement, et lui avaient dressé procès-verbal pour « défaut d'éclairage ». Klement, qui n'avait pu présenter de papiers pour la motocyclette, avait été gardé à vue. La police en avait profité pour examiner le courrier dont il était porteur et avait découvert des lettres de Bruxelles concernant la liaison avec l'U.R.S.S., une lettre de l'O.S.P., une lettre du groupe de Pilsen, un rapport d'Athènes, une lettre de Swabeck, des bulletins intérieurs, des lettres et des « documents volumineux en russe ». L'ensemble était adressé poste restante, rue du Louvre, au nom de Sedov ou de Trotsky. Le procureur de la République de Melun s'était immédiatement adressé par téléphone au contrôleur général des services administratifs pour s'enquérir des conditions du séjour de Trotsky en France, et il lui avait été répondu « que Trotsky avait été autorisé à résider en France, pour raisons de santé, mais à condition de se fixer en Corse ».

(2) Après consultation du directeur de la Sûreté générale, du contrôleur général des services administratifs, du contrôleur général des recherches et du préfet de Seine-et-Marne, le 13 avril, la décision avait été prise de s'assurer de l'identité réelle des habitants de la villa, et pour cela d'ouvrir « une information contre Klement et autres du chef de vol, complicité et recel ». C'est ainsi que le 14 au matin — sous le prétexte de cette enquête pour vol d'une motocyclette — s'étaient présentés à la villa Ker-Monique le juge d'instruction, le procureur de la République, un greffier, un inspecteur du commissariat de Melun, deux inspecteurs du Contrôle général des services administratifs, un inspecteur du Contrôle général des recherches judiciaires et plusieurs gendarmes.

(3) Le procureur de la République lui donnait la version qui lui avait été donnée à lui-même la veille par téléphone par le contrôleur général des services admi-

tre cette accusation arbitraire, qui n'était d'ailleurs aucunement en question avec l'affaire de la motocyclette.

Entre parenthèses, il faut constater que c'est dans mes lettres à M. Parijanine — écrivain français et traducteur de mes livres (4) — que j'ai écrit sur l'éventualité de mon séjour en Corse, et, autant que je sache, M. Parijanine a montré cette lettre à M. Guernut qui était intervenu à cette époque en faveur du visa (5). Mais les autorités compétentes n'ont jamais parlé de la Corse comme d'un lieu assigné pour un séjour en France. Le consul général de France à Istanbul m'a délivré un visa sans aucune restriction. Le commissaire de la Sûreté générale qui m'a accueilli à Marseille m'a fait signer une notification qui m'accordait le séjour en France aux mêmes conditions qu'à tout autre étranger, à mes propres risques et périls et sans aucune restriction. Je ne suis jamais allé en Corse. J'ai passé quelques mois en Charente-Inférieure. Je suis passé en Seine-et-Marne, mettant toujours au courant les autorités compétentes. Toutes les affirmations contraires sont fantaisistes et dénuées de tout fondement.

3. La presse relate le contenu de mon interrogatoire en tant que témoin d'une façon tout à fait fantaisiste et malveillante. Mais, ce qui m'étonne le plus, c'est que, dans ce prétendu compte

nistratifs. Mais il n'en était rien, et la présence de Trotsky à Barbizon était pourtant connue notamment de la Sûreté générale dont l'un des responsables, M. Cado, avait négocié avec Henri Molinier les conditions de l'installation à Barbizon. Il est donc vraisemblable que cet « accroc » n'était pas accidentel et que l'affaire de la moto fut utilisée pour lancer la presse sur l'« affaire » de la présence de Trotsky. Selon André Billy, *Les beaux jours de Barbizon* (Pavois, 1947), c'est lui-même, informé par le maire, qui aurait informé la presse parisienne (p. 178).

(4) Maurice DONZEL, dit PARIJANINE (1885-1937), avait pris de lui-même l'initiative de démarches en vue de l'obtention pour Trotsky d'un visa de séjour en France (Cf. *Œuvres*, mars-juillet 1933, p. 162).

(5) Député radical, plusieurs fois ministre, Henri GUERNUT (1876-1943) était intervenu à la demande de Parijanine, auprès du ministre de l'intérieur de l'époque, Camille Chautemps, en suggérant une éventuelle autorisation de résider en Corse, ce qui était une idée de la Sûreté générale. (Cf. *Œuvres*, mars-juillet 1933, lettre à H. Guernut du 31 mai 1933, p. 196, et lettre à Henri Molinier sur les problèmes posés par le séjour en Corse, du 7 juillet 1933, pp. 228-230.) Mais le ministre avait répondu à Henri Guernut par lettre datée du 29 juin 1933 que l'arrêté d'expulsion concernant Trotsky avait été annulé et qu'il n'y avait donc plus de problème pour son visa. C'est alors que la Sûreté générale — en la personne de M. Cado — et Henri Molinier s'étaient orientés vers la résidence dans la région de Royan. Le rapport du procureur de la République de Melun au garde des Sceaux relève d'ailleurs que, « contrairement aux renseignements fournis par la sûreté », Trotsky avait été « autorisé à résider dans le département de Seine-et-Marne, aux termes d'une mention expresse inscrite sur son passeport en date du 16 décembre 1933 ». Il précise d'ailleurs, dans ce rapport du 15 avril 1934, qu'il a été surpris de cette constatation « en contradiction formelle avec les indications transmises par le service du contrôle général des services administratifs », et qu'il a été d'accord avec le juge d'instruction pour mettre un terme à l'enquête.

rendu, on trouve tout de même des citations plus ou moins exactes des phrases prononcées par moi, et des faits observés par les magistrats. Sans entrer dans la question de savoir si les observations des magistrats, entrés dans la maison en tant que magistrats chez un témoin, peuvent être divulguées dans la presse, je me borne à constater : je n'avais rien à cacher. Ainsi la presse parle de deux revolvers qui se trouvaient sur ma table (6). C'est juste. Ayant vu la police pénétrer dans notre maison, j'ai non seulement laissé mon revolver là où il était, mais j'ai mis sur la table le revolver de ma femme, comme les seuls objets auxquels la police aurait pu prêter attention.

4. On parle dans la presse de la question de la IV^e Internationale (7). Ce thème n'a pas été du tout soulevé par les magistrats qui m'ont honoré de leur visite. Personne n'a nommé aucune des Internationales, ni celles qui meurent, ni celle qui naît. Si quelqu'un m'avait posé une question là-dessus, je lui aurais sans doute remis quelques brochures ou articles que j'ai rédigés en différentes langues sur la IV^e Internationale.

On a cité une phrase de moi : « Je suis un vieux conspirateur (8) ». Mais on la cite d'une manière déformée. Devant les instances réitérées concernant l'« irrégularité » commise par mon collaborateur au sujet de la motocyclette, j'ai fait l'observation qu'on ne peut pas tout prévoir, et que, moi, personnellement, je ne m'étais pas intéressé à cette question. J'ai ajouté que si j'avais eu quelque chose à cacher aux autorités françaises, j'aurais peut-être, en « vieux conspirateur », prêté plus d'attention, y compris à la question de la motocyclette.

5. On écrit beaucoup sur la vie « étrange » des habitants de la villa de Barbizon (9). C'est juste. On y passait le temps non pas en villégiaturiste au repos, mais en y travaillant assidûment. On n'y entendait ni piano, ni radio, mais d'ordinaire la machine à écrire.

(6) Par exemple, *Le Matin* du 16 avril 1934 écrit : « Au premier étage, assis derrière un bureau, un homme qui avait à côté de lui deux impressionnants revolvers. » Il s'agit du récit de la visite des magistrats !

(7) *L'Echo de Paris* du 16 avril 1934 écrit par exemple que Trotsky a répondu aux magistrats : « J'espérais vivre en paix, à l'abri de la vengeance des Russes blancs. Mais je suis un vieux conspirateur. Je prépare la IV^e Internationale. »

(8) Cf. n. 7.

(9) *L'Œuvre* du 17 avril jette dans cette campagne de presse assez répugnante de bassesse une note d'humour, quand elle écrit, après avoir relaté la montée de l'inquiétude dans la population de Barbizon : « On écrit aux autorités que "des individus à mine patibulaire" rôdent autour de la villa, qu'il y en a partout dans les arbres : les autorités répondent que les particuliers en question sont "des agents de la force publique". »

Je m'occupe d'un livre sur Lénine, qui doit être remis le 1^{er} janvier 1935 à des éditions de différents pays, y compris la France. J'ai besoin d'une ample documentation. Mon fils et mes collaborateurs m'apportaient de Paris un courrier volumineux, parfois des dizaines de gros volumes ou des copies, selon mes indications.

Il faut ajouter que je recevais chaque jour des lettres et des documents de tous les coins du monde, envoyés spontanément par des personnes dont la plupart me restent inconnues. Il s'agit d'ordinaire de questions concernant la situation économique et politique mondiale, le phénomène fasciste, le mouvement ouvrier, etc. Etant absorbé par mon livre, je ne puis malheureusement pas, non seulement répondre, mais même lire le dixième des lettres et documents que je reçois.

Il est évident que je n'avais aucun intérêt à divulguer mon domicile et provoquer ainsi telle ou telle complication qui ne pourrait que gêner mon travail régulier. La nécessité de conserver l'incognito m'obligeait à ne pas recevoir mon courrier, volumineux et international, à mon adresse de Barbizon. Mes collaborateurs me l'apportaient deux ou trois fois par semaine de Paris, et c'est de cette manière que le courrier fut saisi sur mon collaborateur à cause de la lanterne éteinte de sa motocyclette.

Quant à l'imprimerie clandestine et autres bêtises dont parle la partie la moins intelligente de la presse, ce n'est pas la peine de s'y arrêter.

DÉCLARATION SUR L'ARRÊTÉ D'EXPULSION (1)

(18 avril 1934)

La presse donne de source quasi officielle l'explication de l'arrêté gouvernemental qui me prive du droit de séjour en France. Cette explication est fautive, tout comme la déclaration que la presse attribue à M. le Ministre de l'intérieur (2).

1) Il est exact que, dans des lettres adressées aux personnes privées qui s'intéressèrent à mon visa, j'avais déclaré nettement avoir le ferme dessein de m'abstenir de toute activité politique dans le sens propre du mot, c'est-à-dire paraître à une tribune, participer aux manifestations publiques, faire des tracts ou être membre de quelque organisation de combat (3). Qui dit que j'ai enfreint cette déclaration, faite d'ailleurs de ma propre initiative et jamais exigée par personne, celui-là dit une contre-vérité.

2) Quant aux autorités françaises, aucune ne m'avait imposé de restrictions spéciales. Tout au contraire, à mon arrivée en France, j'ai signé une notification m'annonçant que j'étais admis sur le territoire français aux mêmes conditions que tout autre étranger. Je ne connais aucune loi qui interdise à un étranger d'exprimer ses opinions sous la forme de livres ou d'articles. Personne ne m'a indiqué que mes écrits publiés pendant mon séjour en France sortaient du cadre de la légalité.

(1) V 111. Bibliothèque du Collège de Harvard. Déclaration rédigée après la publication de la décision d'expulser de nouveau Trotsky de France.

(2) *L'Intransigeant* du 17 avril écrivait ainsi : « M. Albert Sarraut, ministre de l'intérieur, a entretenu le Conseil de la question soulevée par le séjour de M. Trotsky sur le territoire français. Le Conseil a décidé, sur sa proposition, de retirer l'autorisation précédemment accordée à l'ancien commissaire du peuple, ce dernier n'ayant pas observé les devoirs de neutralité politique comme il s'y était engagé au moment où on lui accordait l'hospitalité en France. »

(3) Cf. n. 5, p. 320, renvoyant aux textes de 1933 sur ce point.

3) La presse cite la Ligue communiste et son organe *La Vérité* (4). On y oublie d'ajouter que la Ligue, comme *La Vérité*, existent depuis bientôt cinq années. Il y a dans une vingtaine de pays des organisations et des organes analogues, c'est-à-dire se réclamant des idées que je défends aussi dans mes écrits. La Ligue existait avant mon arrivée en France, elle publiait mes articles et mes brochures dont beaucoup concernaient la situation politique en France. C'est précisément depuis que je suis entré en France que je me suis abstenu de me prononcer dans la presse sur les questions de la politique française. Les articles parus dans *La Vérité* pendant les neuf mois de mon séjour en France ont tous été traduits par la rédaction, de sa propre initiative, du russe ou de l'allemand, et concernaient des questions extérieures.

Telle est la situation de fait : le motif quasi officiel de l'expulsion ne tient pas debout. Les vraies raisons sont tout autres. Il y en a deux :

La faillite du radicalisme français en est la première et la plus immédiate. C'était un gouvernement radical qui, aux semaines de miel de son règne, m'avait accordé l'autorisation. Il n'y avait aucune raison d'espérer que le droit d'asile pour un révolutionnaire soit respecté après la défaillance complète du radicalisme devant la vague de la réaction. Il y a d'autres droits, touchant plus immédiatement les masses laborieuses du peuple français lui-même, qui sont menacés.

La seconde raison est l'idée de la IV^e Internationale. Ce n'est pas par hasard que presque toute la presse aux ordres m'a imputé une déclaration incohérente sur la IV^e Internationale lors de mon entretien avec les magistrats de Melun. En réalité, je n'ai eu aucune occasion de me prononcer devant le procureur de la République et le juge d'instruction sur les questions brûlantes du mouvement révolutionnaire international. Mais il est exact — je n'ai aucune raison de le cacher, au contraire, j'ai tout intérêt à le proclamer hautement — que je suis un partisan décidé de la création de la IV^e Internationale sur les bases de Marx et Lénine. Il est également exact que la Ligue communiste de France, comme une vingtaine d'autres organisations, travaillent dans le même esprit. Le communiqué officieux souligne la faiblesse de la Ligue et affirme même que le tirage de *La Vérité* ne dépasse pas 500 exem-

(4) *Liberté* du 19 avril 1934 titre : « Comment Trotsky préparait en France une dictature révolutionnaire. La Ligue communiste internationale qu'il avait créée prit une part active à l'émeute subversive du 9 février. » *Le Journal* du 18 avril reproduisait un titre de *La Vérité* sous une manchette intitulée « Les projets criminels de Trotsky ». Ces titres ne faisaient que copier ceux de la presse nazie consacrée à l'activité de Trotsky en France, en particulier depuis février.

plaires (5). Du fait de ma vie retirée, je n'ai pas eu la possibilité de participer à la vie de la Ligue et de son organe. Je suis absolument sûr qu'il faudrait multiplier par 20 ou 30 le chiffre cité, pour approcher de la réalité. Ce n'est pas beaucoup. Je ne vois aucun besoin de cacher ou de masquer la faiblesse des groupements de la IV^e Internationale : la politique révolutionnaire n'a rien de commun avec le bluff. Mais, le fait même que, malgré cette faiblesse officieusement exagérée et le manque d'accusations valables qu'on puisse m'imputer, le gouvernement a trouvé nécessaire de prendre une mesure à mon égard, démontre que l'idée de la IV^e Internationale est devenue une force que l'on redoute.

Et avec raison ! Ce qui manqua aux classes ouvrières en Allemagne, en Autriche pendant les luttes décisives, c'est la ligne claire et juste, une direction ferme et souple, le véritable drapeau de la révolution mondiale. La III^e Internationale, après la II^e, s'est définitivement compromise. Asservie à la bureaucratie stalinienne conservatrice, elle s'efforce de boucher par des mensonges et des calomnies extravagantes le vide de ses idées et de ses méthodes. Il n'y a que la IV^e qui puisse regrouper, nationalement comme internationalement, les cadres révolutionnaires pour barrer la route au fascisme, pour guider le prolétariat à la conquête du pouvoir et à la transformation socialiste de la société.

Le petit épisode qu'est mon expulsion tombe dans ce cadre politique. Je suis chassé comme partisan de la IV^e Internationale, c'est-à-dire des idées de Marx et de Lénine : telle est la vérité, qui ne peut être obscurcie ou déformée par tous les commentaires malhonnêtes ou malveillants (6).

(5) *Le Matin* du 18 avril donne par exemple ce chiffre de 500 exemplaires pour la circulation de *La Vérité* : il est selon toute vraisemblance tiré du rapport de synthèse établi le 16 avril par la police sur « L'activité de Trotsky en France » (« dossier Trotsky », Archives nationales).

(6) Trotsky — on le comprend — traite ici par le mépris les commentaires de presse les plus vils. L'historien se doit d'être plus précis, et nous nous excusons de donner ci-dessous quelques exemples. *Le Jour*, qui a repris la vieille antienne de la rencontre de Royat entre Trotsky et Litvinov, écrit « la rencontre entre les deux rouges ». *L'Ami du Peuple* évoque « le sol de la Patrie souillé par le plus vil et le plus redoutable des agitateurs bolcheviques », ainsi que « les mains rouges de sang de ce prototype de la conspiration et de l'assassinat », le traite de « bête fauve » et parle de « sa fourberie, sa lâcheté et son ambition féroce » (18 avril 1934). *Le 19, Liberté* surenchérit en le déclarant « doublement félon » : « une première fois à Brest-Litovsk où il trahit l'alliance franco-russe, la deuxième fois aux portes de Paris où il s'efforça d'imposer chez nous une dictature révolutionnaire ». Pourtant, à la suite de la presse hitlérienne (voir notamment *Deutsche Wochenschau* du 14 avril avec en titre couvrant la une : « Trotsky derrière les troubles en France ») et du *Journal* du 18 avril, l'accent est mis sur le rôle de Trotsky dans la manifestation parisienne du... 9 février, et la nécessité d'éloigner cet homme dangereux en cette période de crise politique et d'incertitude. C'est bien là, en effet, que se trouve la clé de l'affaire.

DERRIÈRE LA CAPITULATION DE RAKOVSKY (1)

(19 avril 1934)

Tass, pour la seconde fois au cours de ce mois, publie un communiqué sur la capitulation de Rakovsky devant Staline.

Nous avons reçu de source absolument sûre des informations indiquant comment cela est arrivé. Au début de 1929, l'ancien président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine et ambassadeur soviétique à Paris fut déporté à Barnaoul, en Asie centrale, où il resta plus de cinq ans. Le G.P.U. refermait sur lui un étau qui ne cessait de se resserrer. Au cours des deux dernières années, sa femme, qui partageait son exil, était privée de la possibilité de correspondre avec son fils, un jeune médecin exerçant à Paris.

A la fin de 1929, le vieux révolutionnaire tenta courageusement de s'évader, et, malgré une surveillance sans précédent, réussit à atteindre la frontière où il fut blessé par les gardes soviétiques.

C'est à cette époque que la presse du monde entier parla de la maladie et même de la mort de Rakovsky. En réalité, le blessé était soigné dans l'hôpital du Kremlin. Là, en dépit de soins attentifs, on exerça sur lui une formidable pression morale.

Mais Rakovsky ne céda pas.

Ses blessures à peine cicatrisées, il fut renvoyé à Barnaoul et placé sous une surveillance redoublée. Il avait perdu toute perspective. Ebranlé par l'échec de sa dernière tentative, malade, le moral brisé, c'est cet homme de soixante-cinq ans qui a signé la déclaration de capitulation. Tant que Rakovsky restait à Barnaoul, ses amis des milieux qu'on appelle « trotskystes » ne souhaitaient pas divulguer ces faits pour ne nuire en rien au déporté.

(1) *La Vérité*, 27 avril 1934. Non signé. L'article fut rédigé à Lagny, premier refuge de Trotsky après son départ de Barbizon.

Maintenant que la capitulation s'est produite, les mêmes milieux estiment nécessaire de faire connaître la signification véritable de la capitulation de Rakovsky.

Demain, les autorités soviétiques feront peut-être pression sur Rakovsky pour qu'il démente. Ce ne sera pas le premier exemple d'actes semblables de la part de Staline. Mais de tels procédés n'abusent personne (2).

(2) Selon son biographe, Francis CONTE (*Christian Rakovski*, t. II, pp. 768-769), Rakovsky, après sa déclaration, avait été envoyé dans une station thermale pour une cure de repos. Il allait bientôt se voir proposer le poste de commissaire-adjoint à la santé publique.

ANNEXES

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS

- Academia Stefan Gheorghiu.— *Dictionar politic*.— Bucurest, Editura politica, 1975.— 662 p.
- ALLES Wolfgang.— *Zur Politik und Geschichte der deutschen Troztkisten ab 1930*.— Université de Mannheim, 1978.— 295 p.
- BLACK Robert.— *Fascism in Germany*.— London, 1975.
- BALABANOV Angelica.— *My life as a rebel*.— London, Hamish Hamilton, 1938.— 358 p.
- BROUÉ Pierre.— *Le parti bolchevique. Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.*— Paris, Ed. de Minuit 1963.— 631 p. (Arguments 16).
- BROUÉ Pierre.— *Révolution en Allemagne (1917-1923)*.— Paris, Ed. de Minuit, 1971.— 942 p. (Arguments 51).
- CALHOUN Daniel F.— *The United front. The T.U.C. and the Russians 1923-1928*.— Cambridge, Cambridge University Press, 1976.— 450 p.
- CANNON James Patrick.— *History of American trotskyism. Reports of a participant*.— New York, Pionner Publishers, 1944.— 268 p.
- CORVISIERI Silverio.— *Trotskij e il comunismo italiano*.— Roma, Samona e Savelli, 1969.— 360 p.
- DE BEULE Nadya.— *Onstaan en aktie van de Trotskistische beweging in Belgie (1928-1935)*.— Thèse, Fakulteit Letteren en Wijsbegeerte, 1976.
- DOBBS Farrell.— *Teamsters Rebellion*.— New York, Monad Press, 1972.— 192 p.
- DONNEUR André.— *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (1920-1923)*.— Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1967.— 436 p.
- DOWSE Robert.— *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940)*.— London, Longmans, 1966.— 231 p.
- DRECHSLER Hanno.— *Der Sozialistische Arbeiter Partei Deutschlands (S.A.P.). Ein Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende des Weimarer Republik*.— Meisenheim an Glam, A. Hain, 1965.— 406 p.
- DREYFUS Michel.— *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*.— Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978.— VII-418 p.
- Encyclopaedia judaica*.— New York, Mac Millan, 1972.
- ERBE Otto.— *Der Sieg des Fascismus in Deutschland und die Aufgaben des Arbeiterklasse*.— Herausgeben von der S.A.P., 1934.— 68 p.
- FENNER BROCKWAY Archibald.— *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament*.— London, Allen and Unwin, 1942.— 352 p.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, NOVEMBRE 1933 - AVRIL 1934

- [GOLDENBERG Boris].— *Trotskismus oder Revolutionäre Realpolitik ? Eine notwendige Auseinandersetzung.*— Herausgeben von der Aus-landzentrale der Sozialistischen Arbeiter Partei Deutschlands
- GROVES Reg.— *The Balham group. How British trotskyism began.*— London, Pluto Press, 1974.— 112 p.
- HAUPT Georges, MARIE Jean-Jacques.— *Les bolcheviks par eux-mêmes.*— Paris, Maspero, 1969.— 398 p. (Bibliothèque socialiste. 13).
- HEIJENOORT Jean van.— *De Prinkipo à Coyoacan. Sept ans auprès de Léon Trotsky.*— Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978.— 240 p.
- KAWECKA Krystyna.— *Niezależna socjalistyczna partia pracy (1921-1937).*— Warszawa, Książka i Wiedza, 1969.— 356 p.
- KELLER Fritz.— *Gegen den Strom. Fraktionkämpfe in der K.P.Ö. Trotz-kisten und andere gruppen 1919-1945.* Wien, Europ Verlag, 1978.
- MARTINS Roderick.— *Communism and the british Trade-Unions, A study of the National Minority Movement.*— Clarendon, Oxford, 1969.
- PAGES Pelai.— *El movimiento trotskista en Espana (1930-1935). La Izquierda comunista de España y las disidencias comunistas durante la segunda republica.*— Barcelona, Ediciones Peninsula, 1977.— 312 p.
- PATON John.— *Left turn ! The autobiography of John Paton.*— Lon-don, Secker and Warburg, 1936.—
- PERTHUS Max (P.P. van't HART).— *Henck Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa un Asië.* Nimègue, Sun, 1976.
- PLUET Jacqueline.— *Prolétariat et avant-garde. Les étapes du mouve-ment trotskyste en France de 1929 à 1944* — Thèse de 3^e cycle, Paris I, 1975.
- SINCLAIR Louis.— *Léon Trotsky : a bibliography.*— Stanford, Hoover Institution Press, 1972.— 1 092 p.
- TJADEN Karl-Hermann.— *Struktur und Funktion der « K.P.D. Opposi-tion » (K.P.O.). Eine organisationsoziologische Untersuchung zu « Rechts » Opposition in Kommunismus zur Zeit des Weimarer Republik.*— Meisenheim an Glam, Anton Hain, 1964.— 236 p.
- TICHELMAN Frijtof.— *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.*— Amsterdam, Van Gennep, 1974.— 136 p.
- TROTSKY Léon.— *L'I.C. après Lénine.*— Paris, P.U.F. 1969, 2 vol.— 596 p.
- TROTSKY Léon.— *Le mouvement communiste en France (1919-1939).* Textes présentés et annotés par Pierre Broué.— Paris, Ed. de Minuit, 1967.— 724 p. (Arguments. 31).
- TROTSKY Léon.— *Œuvres, mars-juillet 1933.— Œuvres 2, juillet-novembre 1933.*— Paris, E.D.I., 1978. 320 p, 320 p.
- TROTSKY Léon.— *La Révolution espagnole 1930-1940.* Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué.— Paris, Ed. de Minuit, 1975.— 791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon.— *Writings.*— Edités par George Breitman et autres.— New York, Pathfinder Press, 12 volumes.— Vol 1933-34 : 380 p.
- WEBER Hermann.— *Die Wandlung der deutschen Kommunismus.*
- WALD Allan M.— « The Menorah Group Moves Left », *Jewish Social Studies*, vol XXXVIII, Summer - Fall, 1976, n° 3 - 4.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Action socialiste (L')*, 166, 172, 174.
Adelante, 71.
Ami du peuple (L'), 85, 325.
Arbeiderbladet, 282.
Arbeiterstimme (Die), 66.
Arbeiterzeitung, 81, 135.
Avanti !, 136.

Banner (Das), 182.
Bataille socialiste (La), 136.
Berliner Tageblatt, 205.
Biulleten Oppositsii, 77, 121, 132, 150, 278, 304.
Bolletino, 21.
Bulletin de la commission de la préparation de la IV^e Internationale, 148, 176.
Bulletin intérieur de l'Opposition communiste de gauche, 313.
Bulletin international, 67.
Bulletin des quatre, 152.

Clarté, 132.
Class Struggle, 217, 220.
Contrat social (Le), 132, 148.

Daily Herald, 156.
Daily Mail, 262, 263.
De Baanbreker, 63, 66, 70.
De Fakkkel, 288, 290, 291.
De Nieuwe Fakkkel, 130.
De Nieuwe Weg, 34, 70, 147, 219, 271.
De Socialist, 63.
Deutsche Wochenschau, 325.
Documents et discussions, supplément au Bulletin publié par la L.C.I. (b.l.), 284.

Echo de Paris (L'), 321.
Funke (Der), 23.
Het Fundament, 278.
Humanité (L'), 198, 237, 249.
Humbles (Les), 236.
Internal Bulletin (C.L.A.), 311.
International Bulletin (I.C.L.), 58.
International Bulletin, Communist League of America, 311.
Internationale (L'), 21, 312, 314.
Intransigent (L'), 323.
Iskra, 240.
Izvestija, 303, 304.
Jiskra, 132.
Jour (Le), 325.
Journal (Le), 324, 325.
Leviatán, 27, 136.
Liberté (La), 325.
Lutte de classes (La), 132.
Manchester Guardian, 88.
Matin (Le), 321, 325.
Menorah Journal, 43, 48, 285.
Militant (The), 75, 77, 154, 213, 238, 239, 288.
Mot Dag, 292.

Nation (The), 203.
Neue Front (Die), 291.
Neue Mahnruf (Der), 66.
Neue Weltbühne (Die), 20, 26, 71, 92.
Neue Weg (Die), 70.
New International, 163.
New Leader (The), 156.
New Masses, 48.
New York Times, 48.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, NOVEMBRE 1933 - AVRIL 1934

Nostra Parola, 293.

Nouvelle Tribune, 134.

Œuvre (L'), 321.

Ordine Nuovo, 67, 74.

Permanente Revolution (Die), 213.

Peuple (Le), 161, 173.

Populaire (Le), 224.

Pravda, 122, 123, 124, 126, 128, 238.

Red Flag (The), 22.

Révolution prolétarienne (La), 34.

Rote Fahne (Die), 144, 186.

Rudé Pravo, 136.

Saturday Evening Post, 255.

Temps (Le), 261, 303.

Unser Wort, 22, 23, 33, 42, 45, 66,
75, 213, 215, 216.

Unzer Kampf, 217.

Verità (La), 21, 293.

Vérité (La), 36, 45, 67, 75, 87, 132,
186, 205, 225, 294, 303, 324-
326.

Vorwärts, 198.

Weltbühne (Die), 87.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ABERN Martin, 72.
 ACHILLE, 256.
 ACKERKNECHT Erwin H., dit Eugen
 BAUER, 42, 63, *65*, 130, 132,
 133, 138, 146, 219, 227.
 ALBERT I^{er} (de Belgique), *169*.
 ARAQUISTÁIN QUEVEDO Luis, 27,
 136.
 ARCHIMÈDE, 108.
 AXELROD Pavel B., *240*.
 BALABANOV Angelica, *119*, 229.
 BAUER Eugen, cf. Erwin H.
 ACKERKNECHT.
 BAUER Otto, *172*, 206, 273.
 BAVASSANO Mario, dit GIACOMI, 21,
 293.
 BEILIS Menahem T., *92*.
 BERNSTEIN Eduard, 206, 275.
 BLANC Louis, *139*, 140.
 BLANQUI Louis Auguste, *249*.
 BLASCO, cf. Pietro TRESSO.
 BLUM Léon, *171*, *197*, 198, 206, 230,
 235.
 BORDIGA Amadeo, *60*.
 BOUKHARINE Nicolas, *113*, 124, 181,
 192, 237, 291, 308.
 BOUNINE Ivan A., *236*.
 BOURBON (dynastie des), 269.
 BRANDLER Heinrich, 24, *31*, 66, 71,
 144, 229.
 BRANDT Willy, Herbert FRAHM dit,
 23, 134, *139*, 182, 292, 298.
 BRAUN Otto, *187*.
 BRENNER Anita, 48, 49, 50, 51, 52.
 BRIAND Aristide, *104*.
 BRINGOLF Walter, *135*.
 BRÜNING Heinrich, *187*, 188.
 BUDZISLAWSKI Hermann, 26.
 BUR Jan, 23.
 BYK Yakóv, 309.
 CACHIN Marcel, *197*.
 CADO, 320.
 CAILLAUX Joseph, 105, *106*.
 CALDIS Aristide, 280.
 CANNON James Patrick, 63, 72.
 CARRILLO SOLARES Santiago, *136*.
 CATHERINE II, 268.
 CHANG KAI-CHEK, 46, 112, 128,
 129.
 CHARLES I^{er}, 268.
 CHAUTEMPS Camille, 320.
 CHEN DU-XIU, 130.
 CITRINE Walter McLLELLAN, 46, 181.
 COLIJN Hendryk, *277*.
 COLOMB Christophe, 101.
 COT Pierre, *262*.
 CRAIPEAU Yvan, 85, 223, 225.
 CROMWELL Olivier, *268*.
 CRUX, pseudonyme de TROTSKY,
 132, 138, 143, 145, 146, 147,
 148.
 DALADIER Edouard, 84.
 DÉAT Marcel, 84, 288.
 DE KADT Jacques, 63, 67, 72, 130,
 131, 142, 146, 147, 148, 219,
 233, 271, 272, 273, 275, 276,
 277, 288.
 DE LEE Léon, 58, 135.
 DE MAN Hendrik, *161*, 163-173,
 235, 278, 288, 289.
 DEUTSCHER Isaac, 217.
 DEWAR Hugo, 135, *210*.
 Di BARTOLOMEO Nicola, *293*.
 DIMITROV Georgui, dit HELMUTH,
 dit Dr HEDIGER, 88, 92, 93, 96,
 97, 123.
 DITTBENDER Walter, *123*.
 DOLLFUSS Engelbert, 48, 239.
 DOPPLER Josef, 135.
 DORIOT Jacques, 27, 42.
 DREYFUS Alfred, 92.
 EBERT Friedrich, 206, 245.
 EIDEMAN Robert P., *258*.
 ENGELS Friedrich, 177, 179, 205,
 206, 273, 275, 305.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, NOVEMBRE 1933 - AVRIL 1934

- EPE Heinz, dit Walter HELD, 25, 33, 42, 65, 74, 79, 80, 99, 100, 130, 135, 219, 227, 271, 284, 292, 298, 299, 300, 302, 318.
- EROSTRATE, 95.
- FADIMAN Clifton, 43.
- FALK Erling, 134.
- FENNER BROCKWAY Archibald, 137, 142, 214, 234, 300.
- FEROCI, cf. Alfonso LEONETTI.
- FIELD B. J., cf. David GOULD.
- FISCHER Louis, 203, 205.
- FISCHER Oskar, cf. Otto SCHÜSSLER.
- FISCHER Ruth, Elfriede EISLER-FRIEDLÄNDER dite, 20, 23, 42, 227.
- FOSTER William Z., 72.
- FRANK Jakob, dit Max GRÄF, 67.
- FRANK Pierre, 63, 132, 226.
- FRANKEL Jan, 20, 28, 84.
- FREY Josef, 66.
- FRIEDBERG Karl, 22.
- FRIEDMAN Otto, 135, 136.
- FRÖLICH Paul, 134.
- FROSSARD Louis Olivier, dit Ludovic Oscar, 84.
- FURUBOTN Peter, 191.
- GANDHI Mohandas, 112, 232.
- GIACOMI, cf. Mario BAVASSANO.
- GITLOW Benjamin, 137.
- GLOTZER Albert M., 74, 75, 79, 226-228, 235, 282, 317.
- GODEFROID Fernand, 173.
- GOLDENBERG Boris, dit Bernhard THOMAS, dit Boris GILBERT, 24, 86, 132, 136, 137, 140, 145, 148.
- GÖRING Hermann, 45, 88, 92, 95, 98.
- GORKY Maxim, 236.
- GORTER Hermann, 96.
- GOTTWALD Klement, 135, 136.
- GOULD David, dit B. J. FIELD, 279.
- GOUROV G., pseudonyme de TROTSKY, 58, 311.
- GRAU SAN-MARTIN Ramon, 77.
- GROVES Reg, 135, 210.
- GUERNUT Henri, 320.
- GUMPERZ Julian, 24, 31, 144-146, 149.
- GUTTMAN Josef, 136.
- HANSEN Arvid, 191.
- HARBER Denzil D., 135, 208.
- HECKERT Fritz, 46.
- HEIJENOORT Jean van, 29, 68.
- HEIN Wilhelm, 124.
- HELD Walter, cf. Heinz EPE.
- HENDERSON Arthur, 156.
- HENNAUT Adhémar, 58, 59, 60, 61, 62, 278.
- HENRI IV, 91.
- HILFERDING Rudolf, 235.
- HINDENBURG Paul von BENECKENDORFF und von, 89, 168.
- HITLER Adolf, 19, 25, 45, 46, 47, 53, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 97, 101, 102, 104, 106, 168, 171, 186, 187, 188, 193, 194, 196, 198, 227, 238, 269, 308, 309, 310.
- JACOBS Louis, dit Jack WEBER, 73.
- JACOBS Sara, dite Sara WEBER, 73, 318.
- JACQUEMOTTE Joseph, 197.
- JAMES Cyrus Lionel Robert, 220.
- JÉSUS-CHRIST, 268.
- JOFFÉ Adolphe, KRYMSKI dit, 237.
- JOHNS Margaret, 135, 208.
- JOUHAUX Léon, 239.
- KAMENEV Lev Borissovitch, ROSENFELD dit, 61, 178, 237.
- KAPP Wolfgang, 104, 245.
- KARWAHNE Berthold, 123, 124, 125.
- KATTNER Alfred, 124.
- KATZ Iwan, 123, 124.
- KAUTSKY Karl, 206, 273.
- KERFF Willi, 123.
- KILBOM Karl, 67, 118, 214, 284.
- KIROV, Sergei M. KOSTRIKOV dit, 307, 308, 309.
- KLEMENT Rudolf, dit Walter STEEN, 29, 133, 148, 319.
- KLING Lazar, 217, 218.
- KOLTSOV, Mihail M. GUINZBOURG dit, 123, 124, 125.
- KOPP Jiří, 136.
- KRAUS Werner, 124.
- KUUSINEN Otto W., 188, 191, 192, 194, 198, 307.
- LABRIOLA Antonio, 273.
- LABRIOLA Arturo, 273.
- LANDAU Kurt, 21, 23, 24, 60, 66, 182.
- LANSBURY George, 156.

- LARGO CABALLERO Francisco, 27, 136, 244.
- LA ROCQUE François, comte de, 248.
- LASSALLE Ferdinand, 160.
- LASTÉRADE de CHAVIGNY Jean, 20, 312.
- LÉNINE Vladimir Illitch, OULIANOV dit, 61, 110, 111, 112, 113, 131, 140, 146, 150, 160, 179, 190, 199, 219, 236, 237, 240, 273, 274, 275, 282, 294, 301, 305, 309, 322, 324, 325.
- LENOROVIC Hynek, 110.
- LEONETTI Alfonso, dit FEROCI, dit SOUZO, 20, 21, 63, 67, 74, 79, 80, 132, 219, 293.
- LESOIL Léon, 58.
- LESTEMINSKY Josef, dit CHMURNER, 136.
- LIEBKNECHT Karl, 206.
- LITVINOV Maxim, WALLACH, dit, 325.
- LORE Ludwig, 137.
- LOUIS Paul, Paul LÉVI dit, 64, 119, 229.
- LOVESTONE Jay, LIEBSTEIN Jacob dit, 137, 229.
- LÖWENHEIM Walter, dit MILES, 138, 139, 145.
- LOZOVSKY Alexandre, Salomon A. DRIDZO, 181, 307.
- LUCHI Angiolino, dit METALLO, 21, 293.
- LUCIANI Georges, 303.
- LUDENDORFF Erich, 103.
- LUNATCHARSKY Anatole Vassiliévitch, 153.
- LUXEMBURG Rosa, 206.
- MACDONALD James Ramsay, 57, 157, 289.
- MACGOVERN John, 156.
- MACIA y LLUSA Francisco, 71.
- MAISKY Ivan, 188.
- MALRAUX André, 43, 306.
- MANDEL Moritz, 135.
- MANOS Christos, 311.
- MANUEL, dit René Van RIEL, 134.
- MANUILSKY Dimitri Z., 144, 192, 233, 307.
- MARQUET Adrien, 84, 288.
- MARTOV Léon, Iouli O. CEDERBAUM dit, 148, 240, 281, 282.
- MARX Karl, 59, 150, 160, 177, 179, 199, 230, 249, 272, 273, 274, 275, 293, 324, 325.
- MASLOW Arkadi, Isaac TCHEREMINSKI dit, 20, 23, 227.
- MAURIN JULIA Joaquim, 70, 71, 143, 145, 182.
- MAXTON James, 158.
- METALLO, cf. Angiolino LUCHI.
- MIKADO, 269.
- MILES, cf. Walter LÖWENHEIM.
- MOE Finn, 282, 291.
- MOLIÈRE, Jean-Baptiste POQUELIN dit, 169.
- MOLINIER Henri, 320.
- MOLINIER Raymond, 67, 132, 226.
- MORROW Felix, MAYROWITZ dit, 43.
- MÜLLER Hermann, 188.
- MÜNZENBERG Willi, 25, 26, 46.
- MUSSOLINI Benito, 21, 101, 102, 104, 294, 307.
- MUSTE Abraham Johannes, 25, 137, 138, 214, 285, 286, 296, 317.
- NAPOLÉON I^{er}, 265, 269.
- NATALIA, cf. Natalia SEDOVA.
- NAVILLE Pierre, 132, 133, 144, 227.
- NELZ Walter, 81.
- NENNI Pietro, 294.
- NEUMANN Heinz, 186.
- NEURATH Alois, 110.
- NICOLAS II, 111.
- NIN PÉREZ Andrés, 70.
- NOSKE Gustav, 206.
- OSSIETSKY Carl von, 26, 87, 90.
- PANNEKOEK Anton, 96.
- PAPEN Franz von, 87, 88, 89, 90.
- PARIJANINE, Maurice DONZEL dit, 236, 320.
- PATON John, 144.
- PAUL I^{er}, 268.
- PERRONE Ottorino, dit VERCESI, 58.
- PERRY Matthew Galbraith, 101.
- PETLJURA Simon V., 124.
- PIANITSKY Iossip, 22, 193.
- PIECK Wilhelm, 186.
- PILSUDSKI Jozef, 46, 116, 178, 191, 305.
- PIVERT Marceau, 27, 136.
- PLEKHANOV Gueorghis V., 240, 315.
- PLEUCHOT, 42.
- POLK Lodewijk, 65, 135.

- POLLITT Harry, 186.
 POPOV Blagoi, 96.
 POTTER Beatrice, 236.
 PORZSOLT Ladislav, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 119, 120.
 PRÉOBRAJENSKY Evgenii, 71, 308.
 PROCUSTE, 104.
 PURCELL Albert Arthur, 181, 291.
 RADEK Karl, SOBELSOHN dit, 71, 111, 205, 206.
 RAKOVSKY Christian G., 28, 42, 130, 237, 238, 303, 304, 309, 310, 326, 327.
 RAVAZZOLI Paolo, dit LINO, dit SANTINI, 21, 293.
 RECCHIA Teresa, 21, 293.
 REED John, 137.
 REESE Maria, 22, 42, 45-47, 97, 219, 227, 252, 254.
 REICH Yakov S., dit THOMAS ou J. THOMAS, ou « camarade » THOMAS, cf. THOMAS.
 REMMELE Hermann, 186.
 RENAUDEL Pierre, 84, 198, 288.
 ROMANOV (dynastie des), 111.
 ROOSEVELT Franklin Delano, 121.
 ROSENFELD Kurt, 66.
 ROSENTHAL Gérard, 226.
 ROSMER Alfred, GRIOT dit, 132.
 ROSSELLI Carlo, 293.
 ROY Manabendra Nath, 130.
 SALTAS, cf. Sal TAS.
 SARRAUT Albert, 29, 323.
 SCHEFLO Olav, 191.
 SCHER John, 124.
 SCHLAMM Willi, 20, 26.
 SCHLESINGER Thérèse, 67.
 SCHMIDT Petrus Johannes, dit Peter J., 63, 65, 67, 72, 130, 131, 140, 242, 288, 300.
 SCHMUSCHKOVITZ Willy, dit SCHMIDT, 215.
 SCHÜSSLER Otto, dit Oskar FISCHER, 63, 213.
 SCHAWB Jim, cf. Jakob WALCHER.
 SCHWARTZ, cf. Léon SEDOV.
 SEDOFF, cf. Léon SEDOV.
 SEDOV Léon (Liova), dit SCHWARTZ, 63, 68, 72, 80, 132, 227, 319.
 SEDOVA Natalia, 19.
 SÉGAL Maurice, 68.
 SELLIER Louis, 282.
 SERGE Victor, V. Lvovitch KIBALT-CHITCH dit, 42, 130, 309.
 SERRATI Giacinto Menotti, 202.
 SEVERING Karl, 187, 188.
 SEYDEWITZ Max, 66, 145.
 SHACHTMAN Max, 72, 210, 317, 318.
 SMERAL Bohumir, 221.
 SNEEVLIET Henricus, dit MARING, 23, 33, 34, 35, 42, 58, 63, 65, 66, 68, 71, 74, 75, 99, 130, 131, 132, 135, 143, 144, 147, 148, 219, 271, 277, 278, 300.
 SOLOW Herbert, 48, 285.
 SOSNOVSKY Léon S., 124, 125, 308.
 SOUVARINE Boris, LIFCHITZ dit, 59, 60, 71, 148.
 SOUZO, cf. Alfonso LEONETTI.
 SPAAK Paul Henri, 20, 163, 169, 172, 173.
 SPINELLI Venerio, dit Spartaco TRAVAGLI, 21, 293.
 STALINE Joseph, DJOUGACHVILI dit, 61, 71, 111, 125, 178, 181, 187, 192, 194, 227, 237, 260, 261, 291, 303, 307, 308, 309, 310, 326, 327.
 STAMPFER Friedrich, 198.
 STEEN Walter, cf. Rudolf KLEMENT.
 STERNBERG Fritz, 23, 72.
 STOCKFISCH Herschl Mendel, dit BELMAN, dit KATZ, 22, 217.
 SUN YAT-SEN, 112.
 SUVOROV Alexandre V., 268.
 SUZO, cf. Alfonso LEONETTI.
 ŠVERMA Jan, 133, 136.
 SWABECK Arne, 74, 285, 286, 296, 319.
 TAITTINGER Pierre, 85.
 TANEV Vassil, 96.
 TAS Sal, 63, 100, 288.
 THÄLMANN Ernst, 124, 186, 187, 307.
 THALMANN Paul, 81, 135.
 THOMAS Bernhard, cf. Boris GOLDENBERG
 THOMAS J. ou « camarade » THOMAS, cf. Yakov S. REICH, 24.
 THOREZ Maurice, 307.
 TORGLER Ernst, 45, 96.
 TRANMAEL Martin, 24, 64, 66, 70, 118, 119, 131, 139, 141, 143, 144, 145, 146, 158, 181, 182,

LEON TROTSKY, ŒUVRES, NOVEMBRE 1933 - AVRIL 1934

- 184, 191, 230, 234, 253, 275,
282, 291.
- TRESSO Pietro, dit BLASCO, dit
JULIEN, 133, 144, 293.
- TUKHATCHEVSKI Mikhail N., 263.
- TURATI Filippo, 293.
- URBAHNS Hugo, 60.
- VAN DER LUBBE Marinus, 96.
- VANDERVELDE Emile, 39, 162, 164,
169, 170, 173, 190, 197, 239,
288, 289.
- VAN OVERSTRAETEN Edouard, dit
War, 58.
- VAN RIEL René, cf. MANUEL.
- VANZLER Joseph, dit John G.
WRIGHT, 77.
- VERCESI, cf. Ottorino PERRONE.
- VEREEKEN Georges, 63, 163, 164,
166, 168, 169, 171, 173, 174,
278.
- VITSORIS Georges, 21, 278, 301, 313.
- VITTE, cf. Dimitri YOTOPOULOS
- VOROCHILOV Klementi E., 261, 262,
263.
- WALCHER Jakob, dit Jim SCHWAB,
23, 24, 31, 65, 66, 86, 117, 130,
132, 134, 139, 140, 141, 143,
144, 146, 176, 177, 179, 182,
282, 283.
- WEBB Beatrice, cf. Béatrice POTTER
- WEBB Sydney, 236.
- WEBER Jack, cf. Louis JACOBS.
- WEBER Sara, cf. Sara JACOBS.
- WEIL Simone, 20, 34, 132, 275.
- WEISBORD Albert, 220, 226.
- WELS Otto, 46, 138, 230, 233, 235,
242.
- WEYDEMEYER Joseph, 273.
- WILLEMEN Henri, 248.
- WOLF Felix, 22.
- WOLLENBERG Erich, 22.
- WOULDT D., 80.
- WRIGHT John G., cf. Joseph VANZ-
LER.
- YOTOPOULOS Dimitri, dit VITTE 21,
211, 278, 311, 312, 313, 314,
315.
- ZIMINE, 127.
- ZINOVIEV Grigori, RADOMYLSKI dit,
178, 192, 227, 235, 237, 238,
307.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS,
INSTITUTIONS, etc. (*)
DES INSTANCES, CONGRES, REUNIONS,
etc. (**)

- Action socialiste, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- American federation of Labor, A.F.L., cf. Fédération américaine du travail.
- American Workers Party (A.W.P.), cf. Parti des travailleurs américains.
- Archéomarxistes, cf. Opposition de gauche grecque.
- Balham Group, cf. Opposition de gauche britannique.
- Bloc Obrier i Camperol (Bloc ouvrier et paysan, Catalogne), 70.
- Bolchevik-léniniste (Opposition de gauche), 56-58, 65, 196, 198, 200, 223, 238-240, 243, 244, 245, 304, 311.
- Bond van Kommunistische Strijd en Propagandaclubs, B.K.S.P., 63.
- Bordiguistes, cf. Fraction bordiguiste (*Prometeo*).
- Brandlériens, cf. Opposition brandlérienne.
- Bund, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lithuanie et de Pologne, « Bund ».
- Bureau d'Amsterdam (créé à la suite du congrès d'Amsterdam, 1932), 145.
- Bureau international des partis socialistes révolutionnaires ou bureau de Paris, 30, 31, 37, 119.
- Bureau de Londres, (cf. I.A.G.).
- Bureau international des Jeunes, 25.
- Centre catholique allemand, Zentrum, 250.
- Cent Noirs, 309.
- Cercle communiste démocratique, 59.
- Commission permanente des quatre, 151, 152, 242.
- Comintern, cf. Internationale, troisième.
- Comité anglo-russe, cf. Comité syndical anglo-russe.
- Comité national pour la défense des prisonniers politiques (américain) N.C.D.P.P., 48.
- Comité syndical anglo-russe, 64, 139, 156, 181, 241, 291.
- Committee for progressive Labor Action (C.P.L.A.), 137, 214, 285.
- Communist Labor Party of America, (cf. Parti ouvrier communiste d'Amérique).
- Communist League of America, C.L.A., cf. Opposition de gauche d'Amérique et Ligue communiste internationaliste, section américaine.
- Communist League, british section of I.L.O., cf. Opposition de gauche de Grande-Bretagne et Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Communist League of Struggle, 220 227.
- Communist Party of America, cf. Parti communiste d'Amérique.

*En caractère gras. Pour faciliter l'utilisation de cet index, nous avons rassemblé, sous la traduction française de leur dénomination, les organisations ou partis, sections des II^e et III^e Internationales. Quant aux « Oppositions », fraction des P.C., étant donné leur complexité et le caractère souvent informel de leur organisation ou dénomination, elles ont été rassemblées, d'une part, à Opposition brandlérienne ou K.P.O., et à Opposition de gauche de l'autre, mais ont été traitées différemment : les Oppositions brandlériennes renvoient aux appellations précises (en général, K.P.O.), alors que les références des Oppositions de gauche sont toutes regroupées sous ce vocable ou, à partir du 13 septembre 1933, sous celui de Ligue communiste internationaliste.

**En italique et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

- Communist Party of Great-Britain**, cf. Parti communiste de Grande-Bretagne.
- Communist Party (Opposition)** (groupe Lovestone, opposition brandlérienne), 26, 137, 229.
- Confederación nacional del trabajo**, C.N.T., cf. Confédération nationale du travail (Espagne).
- Confédération générale du travail**, C.G.T., 224, 239.
- Confédération nationale du travail** (Espagne), *Confederación nacional del trabajo*, C.N.T., 70.
- Conférence (prévue à) Amsterdam de la jeunesse révolutionnaire socialiste et communiste* (février 1934, cf. *Conférence de Laren*, 25, 34.
- Conférence de Kienthal* (mars 1916), 119, 281.
- Conférence de la jeunesse de Laren (dite de Luxembourg)*, (février 1934), 25, 34, 74-76, 79, 130, 133, 142, 149, 152, 220, 226, 227, 281, 290, 292, 298.
- Conférence de Londres* (février 1934), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft (I.A.G.)
- Conférence de Paris* (6 février 1933), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft, (I.A.G.).
- Conférence de Paris* (27-28 août 1933), 19, 24, 60, 64-67, 71, 118, 140, 144, 148, 150, 158, 234.
- Conférence des Quatre*, (cf. Préconférence du 30 décembre 1933).
- Conférence des Quatre*, 71, 72, 148.
- Conférence de Zimmerwald* (septembre 1915), 119, 281.
- Congrès antifasciste de Pleyel* (Paris, juin 1933) (prévu à Prague puis à Copenhague), 69, 278.
- Congrès international d'Amsterdam contre la guerre* (août 1932), 69.
- Croix de feu**, 248.
- Det Norske Arbeiderparti**, D.N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
- Entente des jeunesses**, 27.
- Fabian Society**, 156, 236.
- Federación comunista ibérica**, F.C.I. cf. Fédération communiste ibérique.
- Fédération américaine du travail**, *American federation of Labor*, A.F.L., 137.
- Fédération communiste catalano-baléares**, 70.
- Fédération communiste ibérique**, *Federación comunista ibérica*, F.C.I., 70, 143.
- Fédération de l'enseignement** (C.G.-T.U) ou **fédération unitaire de l'enseignement**, (F.U.E.), 42.
- Fédération scandinave social-démocrate**, 285.
- Fraction bordiguiste** (*Prometeo*), 58, 60.
- Gauche communiste** (groupe de la) (France), 60.
- Gauche communiste espagnole**, *Izquierda comunista de España*, cf. Opposition de gauche espagnole.
- Gauche social-démocrate de Hollande**, cf. Parti social-démocrate de Hollande.
- Gestapo**, *Geheime Staatspolizei* (police secrète d'Etat), 124.
- G.P.U.** ou **Guépéou**, *Gosudarstvennoie politicheskoe Oupravlenié*, (Administration politique d'Etat), 26, 67, 188, 204, 257, 277, 303, 326.
- Groupe de Balham**, **Balham group**, cf. Opposition de gauche britannique et Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Groupe d'Anvers**, 135.
- Groupe Frey**, 66.
- Groupe Friedman**, cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste tchécoslovaque.
- Groupe de la Gauche communiste**, cf. Gauche communiste.
- Groupe Hennaut**, cf. aussi Ligue des communistes internationalistes, 134.

- Groupe juif de la Ligue communiste**, cf. Opposition communiste de gauche, Ligue communiste et Ligue communiste internationaliste.
- Groupe de Kilbom**, cf. parti communiste suédois (Kilbom).
- Groupe de langue juive du parti communiste S.F.I.C.**, cf. Parti communiste S.F.I.C.
- Groupe Lovestone**, cf. Communist Party (Opposition).
- Groupe *Mot Dag*** (Norvège), 134, 292.
- Groupe Neu Beginnen**, 242.
- Groupe *Der Neue Mahnruf***, cf. Opposition de gauche autrichienne.
- Groupe « L'émancipation du travail »**, 240.
- Giustizia e Libertà**, 293, 295.
- Guild of Youth**, 34.
- Independent Labour Party, I.L.P.**, cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
- Industrial Workers of the World, I.W.W.**, cf. Travailleurs industriels du Monde.
- Internationales :**
- Deuxième Internationale ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière**, 1889-1923, **Internationale ouvrière socialiste**, après 1923 (Internationale réformiste...), 39, 56, 64, 72, 138, 145, 146, 152, 157-160, 181, 183, 199, 213, 229, 237, 239, 240, 242, 245, 252, 253, 282, 283, 290, 299, 321, 325.
- Internationale Deux et demi**, cf. Union des partis socialistes pour l'action internationale (U.P.S.) (1921-1923).
- Troisième Internationale ou Internationale Communiste ou Comintern**, 19, 22, 25, 26, 37, 39, 42, 45-47, 53, 56, 57, 59, 61, 62, 64, 67, 69, 71, 72, 84, 93, 96, 97, 110, 113, 116, 119, 120, 129, 134, 136-141, 143, 145, 146, 153, 157-160, 164-166, 178, 181, 183, 187-195, 197, 199-202, 204, 212, 214, 217, 221, 229, 234, 237, 240-243, 245, 252, 254, 282, 284, 291, 292, 294, 299, 301, 305-307, 310, 321, 325. **1^{er} congrès** (mars 1919), 59, 61 ; — **2^e congrès** (juillet-août 1920), 59 ; — **3^e congrès** (juin-juillet 1921), 59, 60 ; — **4^e congrès** (nov.-déc. 1922), 59 ; — **7^e congrès** (juillet-août 1935), 147, 200 ; — **13^e plénum** (janvier 1934), 128, 186, 188, 190-192, 194-197, 199, 200. — Bureau d'Europe occidentale de Copenhague, 191.
- Internationale paysanne rouge ou Krestintern**, 116, 192.
- Quatrième Internationale**, cf. aussi, dans l'index des sujets et thèmes, à nouvelle Internationale, 22, 28, 46, 61, 66, 67-69, 72, 85, 117, 119, 133, 135-138, 140, 142, 144, 145, 149-151, 154, 158-160, 176, 177, 179, 180, 183, 184, 185, 199, 213, 215, 216, 219, 236, 242, 244, 245, 247, 282, 283, 288, 290, 292, 308, 309, 310, 316, 321, 324, 325.
- Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.**, (Communauté internationale de travail), 24, 64, 68, 69, 137-139, 141-143, 146, 147, 158, 180-182, 234, 242, 283, 290, 291, 300. — **conférence de Paris** du 6 février 1933, 133 ; — **conférence de Londres** (février 1934), 242.
- Internationale communiste**, cf. Internationale, troisième.
- Internationale communiste des jeunes**, 25, 34, 46, 96.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, Bremen (Communistes internationaux d'Allemagne, radicaux de gauche de Brême), 141.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, cf. Opposition de gauche allemande ou

- Ligue communiste internationale, section allemande.
- International Left Opposition, I.L.O.**, cf. Opposition de gauche internationale.
- Internationale ouvrière socialiste, I.O.S.**, cf. Internationale, deuxième.
- Internationale socialiste des jeunes**, 46.
- Internationale syndicale rouge, I.S.R. ou Profintern**, 181, 190, 192.
- Internationale Vereinigung den Kommunistischen Opposition, I.V.K.O.** (Union internationale d'opposition communiste) et courant brandlérien international, 31, 67, 118, 134, 135, 214.
- Jeunesse anarchistes**, 27.
- Jeunes gardes socialistes**, 172, 173.
- Jeunesse bulgares**, 96.
- Jeunesses communistes américaines**, 74.
- Jeunesses communistes françaises**, 27, 85, 136.
- Jeunesses communistes russes**, 267, 309.
- Jeunesses communistes suédoises (Kilbom)**, 25, 214, 284, 292.
- Jeunesses communistes tchécoslovaques**, 136.
- Jeunesses léninistes**, 27, 224.
- Jeunesse patriotes, J.P.** 85.
- Jeunesses prolétariennes unitaires, J.P.U.**, 136.
- Jeunesses socialistes américaines**, 226.
- Jeunesses socialistes espagnoles**, 27, 136.
- Jeunesses socialistes françaises (Fédération de la Seine)**, 27.
- Jeunesses socialistes hollandaises**, cf. Socialistic Jeugd Verbond.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), K.P.D.** (S), cf. Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).
- Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition, K.P.O.**, (Opposition brandlérienne), 24, 31, 38, 71, 116-118, 132, 134, 140, 176, 229 ; minorité (Walcher), 66, 176, 177.
- Kommunistische Partei-Opposition, K.P.O.** (Opposition brandlérienne suisse), 81, 135.
- Kommunistische Partei-Opposition, K.P.O.** (Opposition brandlérienne tchécoslovaque) (Groupe Neurath), 110.
- Kommunistischen Links Opposition, K.L.O.** (Opposition communiste de gauche), cf. Opposition de gauche internationale.
- Kuomintang**, (Parti du peuple du pays), 46, 112, 128, 129, 241, 305.
- Labour Party**, cf. Parti travailliste.
- Leninbund**, 60, 143, 227.
- Liga der Kommunisten Internationalisten**, cf. Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Ligue communiste**, cf. Opposition communiste de gauche et Ligue communiste internationaliste.
- Ligue communiste internationaliste (B.L.) ou internationale, L.C.I.** (nouveau nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 21 août 1933), cf. aussi à Opposition de gauche internationale, 20, 21, 23, 24, 26, 65, 81, 110, 132-134, 142, 146-150, 158, 176, 183-185, 208, 211, 242, 271, 277, 278, 281-283, 287, 296, 299, 300, 311-313, 316, 324. — *plénum* du 19/21 août 1933, 20 ; *plénum* du 18/19 novembre 1933, 63, 68, 74, 75 ; secrétariat international, 20-22, 25, 28, 34, 65, 99, 130, 133, 135, 144, 151, 208, 210, 211, 219, 227, 277, 278, 281-283, 293, 296, 301, 313-316, 318.

Ligue communiste internationaliste ou internationale (B.L.), sections, cf. aussi *Opposition de gauche*, sections :

— allemande, **Internationale Kommunisten Deutschlands (I.K.D.)**, **Liga der Kommunisten internationalisten, L.K.I.**, 22, 23, 65, 150, 176, 182.

— américaine, **Communist League of America, C.L.A.**, 22, 26, 72, 73, 151, 154, 176, 217 ; *conférence du 14 janvier 1934*, 174, 220, 226, 227, 279, 280, 285, 296, 297, 317.

— belge, 58, 60, 65, 66, 151, 174, 175 ; groupe d'Anvers, 135.

— britannique, **Communist League, british section of CLI**, 22, 56, 57, 135, 208, 210, 212.

— française, **Ligue communiste, L.C.**, 20, 21, 26, 27, 67, 71, 223, 225, 226, 248, 293, 312-315, 324 ; comité exécutif, 20 ; groupe juif, 20, 312 ; groupe jeunes, 292.

— grecque, organisation archéiomarxiste, 301, 311-314, 316.

— hollandaise, cf. aussi parti socialiste révolutionnaire, **R.S.P.**

— italienne, 151, 293.

— polonaise, 22, 220.

— tchécoslovaque, 319 ; groupe *Delnicka Politika* (Friedman), 135, 136.

Ligue des communistes internationalistes (Belgique), (**Groupe Hennaut**), 58, 134, 135.

Ligue socialiste de la jeunesse, cf. **Socialisties Jeugd Verbond, S.J.V.**

Ligue Spartacus, Spartakusbund, 141.

Mencheviks, 111, 198, 254, 314, 315. cf. aussi parti menchevique et **P.O.S.D.R.**

Mot Dag, cf. Groupe *Mot Dag*.

Mouvement Amsterdam-Pleyel, 69.

Mouvement séparatiste catalan, 71.

Nationaal Arbeids-Secretariaat, N.A.S. (Secrétariat national du travail, Hollande), 75, 81-83, 100, 147, 219, 277, 300, 301.

National committee for the Defense of Political Prisoners (N.C.D.P.P.), cf. Comité national pour la défense des prisonniers politiques.

National Minority Movement, 190.

Néos ou Néo-socialistes, cf. parti socialiste, **S.F.I.O.**

National sozialistische Partei Deutschlands, cf. Parti national socialiste allemand.

Niezalezna Socialistyczna partia pracy, cf. Parti socialiste ouvrier indépendant (Pologne).

Nouvelle Opposition, cf. **P.C.U.S.**

Nuova Opposizione italiana, N.O.I., cf. *Opposition de gauche italienne* ou *Ligue communiste internationaliste*, section italienne.

Onafhankelijk socialistische Partij, O.S.P., cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).

Opposition brandlérienne ou Opposition de droite ou K.P.O.

— internationale, cf. *Internationale Vereinigung des Kommunistische Opposition*, **I.V.K.O.**

— allemande, cf. *Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition*, **K.P.O.**

— américaine, cf. **Communist Party (Opposition)** ou groupe de Lovestone.

— autrichienne, cf. *Kommunistische Partei Österreichs (Opposition)*, **K.P.Ö. (O)**.

— suédoise, cf. **P.C. suédois (Kilbom)** ou Groupe de Kilbom.

— suisse, cf. *Kommunistische Partei Opposition*, **K.P.O.** (*Opposition brandlérienne suisse*).

— tchécoslovaque, cf. *Kommunistische Partei Opposition*, **K.P.O.** (*Opposition brandlérienne tchécoslovaque*).

Opposition de gauche internationale, International Left Oppo-

- sition, I.L.O. **Kommunistischen Links Opposition, K.L.O.**, cf. aussi Ligue communiste internationaliste (à partir du 21 août 1933), 19, 20, 26, 63, 67-71, 74, 76, 79, 85, 110, 117, 119, 120, 124, 133, 135, 140-144, 156, 178-182, 184, 212, 220, 226, 227, 231, 237, 238, 278, 280, 285, 301, 303, 305, 306, 308, 309. *Plénum*, 19 août 1933, 20 ; secrétariat international, S.I., 21, 74, 84, 132, 133, 211, 278. Comité national, 74.
- Opposition de gauche, sections de l'Opposition internationale ou groupes d'Opposition de gauche :**
- allemande ou **Opposition de gauche unifiée** (fusion d'une partie du Leninbund et de l'Opposition de Wedding, printemps 1930) éditant *Die Permanente Revolution*, 133, 146, 147, 213 ; *Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.*, 1933, éditant *Unser Wort*, 22, 31, 33, 213, 227.
 - américaine, **Communist League of America, C.L.A.**, 72, 73, 77, 226, 285, 286.
 - autrichienne, **Groupe Der Neue Mahnruf**, 60, 66 ; **Linke Opposition der K.P.Ö. (B.L.)**, 67 ; **Groupe Frey**, 66.
 - belge, 58, 278 ; **fédération de Charleroi**, 58, 278.
 - britannique, **Balham Group**, 210 ; **Communist League, british section of I.L.O.**, 22, 135.
 - française, **Ligue communiste**, 278 ; **fraction de gauche**, 21 ; **groupe juif de la Ligue communiste**, 278 ; **aile marxiste**, 132.
 - grecque, **organisation archéio-marxiste**, 21, 278.
 - italienne, **Nuova Opposizione italiana, N.O.I.**, 21, 133, 293.
 - polonaise, 22, 217.
 - russe, 125, 198, 217, 304, 305, 308, 309. cf. aussi P.C.-U.S.
 - tchécoslovaque, 84 ; **groupe de Slovaquie (Lenorovic)**, 110 ; **fraction sudète**, 110 ; **groupe Delnicka Politica**, ou **Friedman**, 135, 136.
- Opposition unifiée allemande**, cf. Leninbund. Cf. aussi **Opposition de gauche allemande**.
- Opposition unifiée russe**, cf. P.C.U.S.
- Organisation archéio-marxiste**, cf. **Opposition de gauche grecque**.
- Osoaviakhim** (Société pour l'approfondissement de la défense, de l'aviation et de la guerre chimique), 258, 259.
- Parti bolchevique**, cf. aussi P.O.S.D.R., P.C. russe et P.C.U.S., 39, 61, 93, 111, 113, 140, 144, 181, 202, 203, 217, 237, 305, 306, 308, 314, 315 ; *conférence bolchevique* (avril 1917), 140.
- Parti ouvrier communiste** (américain), **Communist Labor Party of America**, 137, 229.
- Partis communistes (Les)**, 37, 38, 178, 192, 194, 195, 228, 243, 254.
- Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus)**, **Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund) K.P.D. (S)**, 141, 206.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, 19, 20, 22, 23, 31, 42, 45, 46, 60, 93, 95-97, 123, 124, 132, 138, 141, 144, 146, 147, 178, 182, 186, 187, 192, 194, 227, 252, 254 ; **fraction B.L. en Sarre**, 22.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America**, 43, 48, 72, 137, 226, 285, 286 ; **Fraction Foster-Cannon**, 72.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö.**, 48, 190, 254.
- Parti communiste de Belgique**, 58, 163, 190, 197, 278.

- Parti communiste de Bulgarie, Balgarska komunističeska Partija**, 93, 96, 191.
- Parti communiste chinois**, 46, 305.
- Parti communiste de Cuba, Partido comunista de Cuba**, 77.
- Parti communiste du Danemark**, 190
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de España**, 70, 191.
- Parti communiste de Finlande, Suoma kommunistinen Puolvö**, 191.
- Parti communiste, section française de l'I.C., P.C., S.F.I.C.**, 27, 59, 64, 85, 132, 190, 192, 197, 248, 254 ; *congrès de Tours* (déc 1920), 120 ; groupe de langue juive, 220, 312 ; rayon de Saint-Denis, 27.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great-Britain**, 56, 154, 157, 181, 190, 192, 210, 212, 254.
- Parti communiste hollandais, Communistische partij van Nederland**, 33, 63, 134.
- Parti communiste italien, Partito comunista italiano, P.C.I.**, 21, 60, 74, 132, 133, 202, 293.
- Parti communiste norvégien**, 191, 192.
- Parti communiste palestinien**, 221.
- Parti communiste de Pologne, Komunistyczna Partia Polsky, K.P.P.**, 22, 116, 191, 217.
- Parti communiste de Russie, cf. P.C.U.S.**
- Parti communiste suédois (Kilbom), Sveriges Kommunistiska Parti (S.K.P.) (Kilbom)**, ou groupe de Kilbom, 25, 67, 72, 118, 119, 134, 143, 191, 214.
- Parti communiste suédois (I.C.)**, 214.
- Parti communiste de Suisse, Communistische Partei der Schweiz**, 81, 135, 191.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie, Komunistička štrana Československa**, 110, 135, 136, 192.
- Parti communiste d'Union soviétique, P.C.U.S. ou Parti communiste russe, Rossijskaja komunističeskaja partija (b), R.K.P. (b)**, de 1918 à 1925, *Vserossijskaja Kommunističeskaja Partija, V.K.P.*, après 1925, cf. aussi parti bolchevique, 39, 121, 126, 192, 201, 205, 268, 303, 304 ; bureau politique (Politburo), 307 ; comité central, 307, 308 ; communiste de gauche, 113 ; opposition de gauche, 61, 71, 111, 113, 116, 177, 178 ; opposition de gauche unifiée, 28, 61, 116, 139 ; *VI^e congrès*, 1917, 201 ; *VIII^e congrès*, 1919, 256 ; *XIII^e congrès*, 1924, 202 ; *XIV^e congrès*, 202 ; *XV^e congrès*, 1927, 202, 237 ; *XVI^e congrès*, 1930, 202 ; *XVII^e congrès*, 1934, 202, 204, 205.
- Parti menchevique**, cf. aussi P.O.S.D.R., 39, 61.
- Parti national-socialiste allemand**, 46, 89, 92, 188.
- Parti ouvrier belge, P.O.B.** 37, 161-167, 171-173, 288 ; Fédération de Charleroi, 163, 172.
- Parti ouvrier communiste d'Amérique, Communist Labour Party of America**, 137, 229.
- Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne), Independent Labour Party, I.L.P.**, 22, 34, 56, 57, 65, 67, 72, 81, 135, 137, 139, 143, 144, 146, 154-157, 159, 160, 181, 208-211, 214, 234, 242, 289, 296, 300 ; comité pour une politique révolutionnaire, 157.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A.**, 23, 24, 42, 64, 65, 68-70, 72, 118, 134, 136, 138, 139, 141-144, 146, 147, 158, 178, 180-182, 191, 234, 235, 242, 253, 282, 291, 292, 300.
- Parti ouvrier paysan, P.O.P.**, 64.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozial-demokratische Arbeiter Partei Öster-**

- reichs S.D.A.P.Ö., 48, 67, 172, 239, 253, 289 ; gauche, 135.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie**, *Balgarska Rabotničeska social-demokratičeska Partija*, Tesnjaki (« étroits »), 93.
- Parti ouvrier social-démocrate (Hollande)**, *Sociaal-Democratische Arbeiders Partij*, S.D.A.P., 63.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie**, P.O.S.D.R., *Rossijskaja social-demokratičeskaja rabočaja partija*, cf. aussi parti bolchevique, parti menchevique, 315 ; mencheviques du parti, 240.
- Parti ouvrier social-démocrate de Suède**, *Sveriges socialdemokratiska Arbetareparti*, 191.
- Partis social-démocrates**, 194, 195, 198, 206, 228, 229, 242, 243, 275, 280, 307.
- Parti social-démocrate d'Allemagne**, *Sozialdemokratische-partei Deutschlands*, S.P.D., 46, 66, 87, 111, 117, 132, 138, 141, 160, 171, 186-190, 198, 235, 245, 252, 289 ; *congrès de Halle* (septembre 1920), 141, 245 ; *Opposition de gauche*, 66, 176.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne**, *Unabhängige Sozial-demokratische Partei Deutschlands*, U.S.P.D., 45, 141, 186, 187, 235, 245.
- Parti social-démocrate d'Autriche**, cf. parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, *Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs*.
- Parti social-démocrate danois**, cf. *Union démocratique socialiste du Danemark*.
- Parti social-démocrate en Hollande**, *Sociaal-democratische Partij in Nederland*, S.D.P. (ou gauche de la social-démocratie hollandaise), 130, 134, 288.
- Partis socialistes (Les)**, 195, 198.
- Parti socialiste d'Amérique**, *Socialist Party of America*, 26, 137, 285, 286.
- Parti socialiste belge**, cf. *Parti ouvrier belge*, P.O.B., 198.
- Parti socialiste-communiste**, 85.
- Parti socialiste**, S.F.I.O., 26, 27, 84-86, 120, 136, 171, 190, 197, 198, 290 ; *congrès de Tour*, 120 ; *congrès de juillet 1933*, 84 ; *fédération de la Seine*, 27, 226 ; *tendance « Bataille socialiste »*, 136 ; néos, 26, 84, 85, 136, 171, 198, 288 ; groupe Frossart, 84.
- Parti socialiste de France**, 26.
- Parti socialiste italien**, *Partito socialista italiano*, P.S.I., 21, 119, 136, 202, 229, 293, 294 ; *congrès de Livourne*, 202.
- Parti socialiste italien maximaliste**, 119, 136, 202.
- Parti socialiste indépendant**, *Onafhankelijk socialistische partij*, O.S.P. (Hollande), 19, 23-25, 32-35, 60, 63-72, 75, 76, 79, 99, 118, 119, 130-132, 134, 137, 140, 142-144, 147, 149-152, 158, 180, 228, 231-235, 242, 271, 277, 285, 287-290, 292, 296, 299-301, 317, 319 ; *jeunes*, cf. aussi *socialisties Jeugd Verbond*, 34.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne**, *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands*, S.A.P., 19, 23-25, 31-33, 60, 65-67, 69-72, 75, 86, 117-119, 130, 132-134, 136, 137, 139-151, 158, 176-180, 182-185, 196, 213, 235, 242, 277, 282, 283, 285, 287, 290-292, 296, 299, 317 ; *congrès de février*, 1933, 31.
- Parti socialiste ouvrier espagnol**, *Partido socialista Obrero español*, P.S.O.E., 27, 136, 191.
- Parti socialiste polonais**, *Polska Partia Socjalistyczna*, P.P.S., 46, 111, 191.
- Parti socialiste révolutionnaire**, *Revolutionair socialistische partij*, R.S.P. (Hollande), 19, 23, 32-34, 58, 63, 65, 66, 68-70, 72, 75, 76, 130-133, 135, 142, 147, 149-152, 271, 277, 278, 299-301, 317.

- Parti socialiste révolutionnaire russe, Partija socialistov revoljucionerov Rossii, S.R.**, 39, 162.
- Parti socialiste suisse**, 190, 294.
- Parti des travailleurs américains, American workers Party (A.W.P.)**, 26, 137, 214, 285, 286, 289, 296, 297, 317, 318.
- Parti travailliste, Labour Party**, 56, 57, 154, 155, 157, 190, 288.
- Parti d'unité prolétarienne, P.U.P.**, 60, 64, 68, 70, 71, 136, 229..
- Partido socialista Obrera espanol, P.S.O.E.**, cf. Parti socialiste ouvrier espagnol.
- Préconférence des quatre* (30 décembre 1933), 20, 24, 67, 132.
- Profintern**, cf. Internationale syndicale rouge.
- Revolutionary committee policy**, (cf. parti ouvrier indépendant, Grande-Bretagne).
- Schutzbund** (Ligue de protection, Autriche), 239.
- Secours rouge international**, 42, 46, 113.
- Secrétariat international ou S.I.** (cf. Opposition de gauche et Ligue communiste internationaliste).
- Sections de l'Opposition de gauche**, cf. Opposition de gauche, par pays.
- Social-démocratie**, 56, 63, 65.
- Social-démocratie allemande**, cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Socialist Party of America**, cf. parti socialiste d'Amérique.
- Socialistes révolutionnaires, S.R.**, cf. Parti socialiste révolutionnaire.
- Socialisties Jeugd Verbond**, Ligue socialiste de la jeunesse, (S.J.V.), 34, 228, 277.
- Société Fabienne** (cf. Fabian Society).
- Société des nations, S.D.N.**, 89, 90, 103, 262.
- Société des Vieux-bolcheviks**, cf. Vieux-bolcheviks.
- Sozialdemokratische Arbeiter-partei Österreichs (S.D.A.P.Ö.)**, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands**, cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiter-partei Deutschlands, S.A.P.**, cf. Parti socialiste ouvrier d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiter-partei Österreichs**, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Spartakusbund**, cf. Ligue Spartacus.
- Sturmabteilung, S.A.**, (sections d'assaut hitlériennes), 87, 124.
- Sveriges Kommunistiska Parti (Kilbom)**, cf. Parti communiste suédois (Kilbom).
- Sveriges Kommunistiska Parti (I.C.)**, cf. Parti communiste de Suède (I.C.).
- Syndicalistes révolutionnaires**, 64.
- Syndicats américains**, 26, 280.
- Syndicats britanniques**, cf. Trade Unions.
- Syndicats rouges**, 75.
- Syndicats russes**, 64, 127, 156, 266
- Tesnajaki (« étroits »)**, cf. Pa ouvrier social-démocrate (Bulgarie.
- Trade-Union Congress, T.U.C.**, 64, 181.
- Travailleurs industriels du Monde, Industrial Workers of the World, I.W.W.**, 134, 285.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.-P.D.**, cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
- Union communiste (France)**, 21, 278, 293, 312.
- Union démocratique socialiste du Danemark, Sozialdemokratische Forbund I Danmark**, 191.
- Union des étudiants rouges (Tchécoslovaquie)**, 110.
- Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Lithuanie et de Pologne, « Bund »**, 136 ; **Bund de gauche**, 136.

Union general de Trabajadores, U.G.T., cf. Union générale des travailleurs.

Union générale des travailleurs, union general de trabajadores, U.G.T., 136.

Union internationale de l'Opposition communiste, cf. Internationale Vereinigung des Kommunistische Opposition, I.V.K.O.

Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S.,

dite aussi Internationale deux et demi ou Union de Vienne, 64, 69, 119, 197, 242, 283.

Union socialiste-communiste 64.

Vieux-bolcheviks (société), 61, 71, 261, 305, 307.

Zentrum, cf. Centre catholique.
Zimmerwald, mouvement ou bloc de, 119, 140 ; cf. aussi conférence de Z. et Gauche de Z.

INDEX DES SUJETS ET THEMES EVENEMENTS ET PAYS

- Allemagne,**
 - impériale, 92, 102, 103, 263, 285.
 - de Weimar, 72, 161, 168, 171, 188, 192, 193, 198, 206, 248, 253, 289.
 - nazie, 28, 36-38, 42, 51, 53-56, 87-90, 97, 187, 193, 221, 222, 231, 239, 258, 259, 305, 307, 308.
 - et le prolétariat, 19, 27, 40, 82, 95, 113, 138, 196, 197, 252, 325.
 - et la social-démocratie, 160.
 - et les staliniens, 46, 96, 135, 196.
 - et les trotskystes, 20, 22, 23, 59, 143, 151, 216, 292.
 - et le SAP, 24, 158.
Amérique, 51, 54, 55, 108, 196, 227, 318.
Anarchisme, 67, 124, 188, 205, 217, 266, 314, 315.
Anarcho-syndicalisme, 191, 224.
Antifascisme, 27, 241, 244, 293, 294.
Anti-impérialisme, 221.
Antimilitarisme, 134.
Antisémitisme, 29, 54, 92, 124, 218, 221.
Appareils
 - d'Etat bourgeois, 164.
 - de partis ouvriers, 67, 193, 217, 252, 289.
 - centristes (ou staliniens), 93, 122, 124, 127, 129, 186, 202, 205, 306.
Armée rouge, 29, 124, 217, 255-269.
Armement du prolétariat, 27.
Art, 43, 44, 236.
Austro-marxisme, 172, 253, 275, 283, 289.
Autriche, 66, 135, 190, 227, 235, 239, 244, 253, 289, 307, 325.
Autriche-Hongrie, 103.
Avant-garde, 36-39, 77, 117, 145, 150, 160, 166, 178, 197, 213, 230, 245, 252-254, 274.
Aventurisme, 63, 182, 184, 187, 195, 196, 241, 243, 246.
Balkans, 237.
Barbizon, 19, 20, 28, 29, 248, 319, 322, 326.
Belgique, 36-38, 58, 134, 151, 168, 170, 171, 174, 190, 196, 292.
Birobidjan, 218.
Blanquisme, 250.
Bloc des Quatre (ou Pacte des Quatre), 24, 26, 66, 67, 69, 72, 133, 135, 140, 141, 143, 150, 152, 242, 287.
Bloc des Sept, 69, 69, 70, 72.
Bolchevisme, 27, 29, 39, 130, 202, 202, 212, 215, 239, 240, 243, 245, 246, 275, 291, 295, 301, 314, 325.
Bonapartisme
 - bourgeois, 195, 249.
 - et fascisme.
 - ouvrier.
Bordiguisme, 184, 241, 293.
Bourgeoisie, 29, 39, 40, 70, 77, 102, 111, 112, 128, 138, 155, 164-167, 171, 173, 187, 189, 193, 196, 199, 206, 231, 232, 242, 244, 253, 273, 290, 293.

- Brandlérisme, brandlériens, 24, 31, 32, 38, 66, 67, 117, 118, 135, 137, 140, 144, 146, 176, 177, 229.
- Bulgarie, 93, 96, 191, 237, 305.
- Bureaucrates libéraux, 307.
- Bureaucratie, 47, 57, 125, 152, 159, 167, 176, 187, 189, 190, 195, 228, 250, 254, 307, 310.
- réformiste, 198, 229.
 - syndicale, 137, 190.
 - soviétique, 44, 115, 116, 177, 202-205, 243, 255, 264, 308.
 - stalinienne, 19, 34, 46, 47, 57, 115, 121, 122, 157, 178, 192, 194, 199-201, 207, 238, 303, 304, 308, 325.
- Cf. aussi dégénérescence bureaucratique.
- Cadres, 23, 27, 42, 93, 119, 120, 123, 126-128, 177, 178, 184, 266, 267, 305, 306, 309, 310, 325.
- Canada, 292.
- Capital, capitalisme, 36, 37, 39, 49-52, 71, 102-105, 108, 109, 114, 115, 151, 156, 164, 165, 167, 169, 170, 174, 184-189, 193, 196, 203, 204, 222, 228, 229, 232, 235, 264, 273, 290, 294, 310.
- Capitalisme d'Etat, 60, 107, 167.
- Catalogne, 71.
- Centralisme,
 - démocratique, 314, 315.
 - bureaucratique, 314.
- Centrisme, centristes, 25, 56, 64, 65, 69, 79, 117-119, 138, 140, 141, 155, 172, 173, 184, 197, 199, 228, 230, 231, 235, 239-246, 271-273, 277, 281-285, 288-292, 299, 300, 315, 317, 318.
- Centrisme bureaucratique, voir stalinisme.
- Chine, 33, 112, 128, 207, 306.
- Clandestinité, illégalité, 21-23, 28, 54, 65, 93, 124, 177, 179, 201, 202, 244, 248, 291, 293, 295, 322, 323.
- Classe contre classe, 282.
- Classes moyennes, 169.
- Classe ouvrière, 36-39, 53, 56, 64, 82, 83, 119, 140, 142, 157, 169, 186, 189, 191, 215, 217, 221, 230, 233, 240, 253, 254, 273, 290, 299, 303, 307, 325.
- Commune de Paris, 97.
- Communisme, communiste, 36, 37, 43, 47, 50, 54, 59, 60, 63, 64, 92-95, 97, 99, 117, 123, 127-129, 140, 176, 181, 188, 199, 224, 230, 250, 267, 268, 275, 281, 285, 295, 298, 299, 304.
- Conservatisme, 211, 226, 288.
- Contrôle ouvrier, 167.
- Corse, 319, 320.
- Coyoacan, 29.
- Cuba, 77.
- Danemark, 42, 191.
- Déclaration des Quatre, 19, 20, 31-33, 60, 65, 69, 119, 133, 136, 142-144, 146-151, 179, 282, 286.
- Déclaration des Sept (ou Résolution des Sept), 60, 61, 63, 69, 119, 140, 141, 143, 144, 233-235.
- Dégénérescence bureaucratique (ou) stalinienne, 190, 199, 305, 306, 316.
- Démocratie, 37-40, 73, 99, 101, 102, 111, 138, 139, 151, 160, 165, 170, 172, 187-189, 194, 195, 206, 239, 244, 293, 295, 315, 316.
 - bourgeoise, 49, 128, 252, 291.
- Dictature, 37, 127, 128, 188, 189, 191, 194, 244, 264, 273, 306, 307, 324, 325.
 - du prolétariat, 37, 39, 40, 47, 112-114, 124, 128, 168, 203, 204, 207, 233, 242, 244, 272-274, 306.
- Emigration, émigrés, 19, 33, 46, 47, 59, 113, 124, 133, 137, 138, 177, 201, 213, 217, 220, 229, 236, 237, 266, 273, 285, 291, 305, 308.
- Entrisme (tournant français), 38, 239.
- Espagne, 27, 28, 102, 136, 191, 196.
- Esthonie, 259, 305.
- Etats-Unis d'Amérique, 25, 26, 43, 51, 53-55, 72-74, 77, 79, 103, 107, 108, 121, 134, 136, 137,

- 144, 161, 206, 220, 229, 273, 285, 292, 296, 318.
- Etats-Unis soviétiques d'Europe, 104.
- Europe, 26, 36, 41, 48, 51, 82, 88, 90, 91, 102-104, 108, 109, 113, 137, 193, 196, 226, 268, 307, 308, 317.
- occidentale, 27, 42, 96, 111, 306.
- orientale, 93, 255.
- Extrême-Orient, 51, 218, 255, 262, 265.
- Fascisme, fasciste, 21, 36-40, 46, 53, 54, 61, 73, 81-85, 102, 104, 109, 114, 116, 133, 139, 151, 167-172, 186-188, 190, 193-197, 199, 202, 203, 213, 221, 223, 224, 228, 232, 244, 248-250, 252, 253, 282, 289, 293-295, 306-308, 322, 326.
- Finlande, 191, 259.
- Forces productives, 48, 206, 207.
- Fraction, 65, 66, 72, 93, 116, 123, 134-136, 139, 182, 191, 212, 279, 314.
- bolchévique-léniniste, 22, 26, 27, 84, 85, 146, 278.
- stalinienne, 45, 95, 98.
- France, 19, 21, 26-29, 34, 59, 67, 81, 88-90, 92, 124, 136, 139, 190, 192, 196, 220, 221, 226, 244, 247, 248, 292, 293, 307, 314, 319, 320, 322, 323, 324, 325.
- Front uni, 81, 133, 198.
- Front unique, 26, 27, 37, 60, 100, 147, 155, 186, 190, 193, 195, 198, 226, 229, 230, 232-234, 239, 241, 246, 254.
- Gardes blancs, 124.
- Gauchisme, 96.
- Grande-Bretagne, 22, 36, 56, 106, 107, 135, 139, 156, 160, 186, 192, 206, 210, 211, 268, 296, 300.
- Grèce, 278, 301, 311, 313, 314, 316.
- Grève, 25, 59, 97, 137, 164, 168, 174, 195, 254, 279, 285.
- Grève générale de 1926 en G.B., 46, 156, 178, 181, 305.
- Guerre, 36, 39, 40, 46, 48, 51, 53, 73, 87, 92, 107, 109, 114, 145, 151, 174, 185, 186, 213, 219, 230, 234, 252, 255, 258, 259, 263, 265-267, 270, 313, 318.
- 1^{re} Guerre mondiale, 25, 31, 39, 61, 64, 102, 103, 107, 108, 111, 119, 123, 137, 144, 157, 167, 186, 197, 201, 206, 213, 219, 239, 240, 256-258, 261.
- Guerre civile, 124, 125, 204, 223, 256, 261, 263, 266, 267, 309.
- Guerre civile allemande, 22, 206.
- Hollande, 20, 23, 42, 66, 75, 99, 102, 130, 133, 134, 147, 151, 158, 196, 219, 220, 226, 226, 242, 288, 289, 292, 300, 361.
- Impérialisme, impérialiste, 39, 48, 72, 77, 103, 107, 112, 129, 198, 221, 228, 231, 282.
- Incendie du Reichstag, 45-47, 88, 92-95, 97, 123, 124.
- Inde, 38, 112.
- Indonésie, 33.
- Insurrection, 47, 93-96, 98, 168, 193, 231, 249, 295.
- de Varsovie, 217.
- de Hambourg, 31, 93, 113, 116, 178, 187, 305.
- d'octobre, 28, 29, 61, 93, 201
- de Vienne, 239, 294, 305.
- Nouvelle Internationale, 19, 20, 21, 27, 31, 54, 59, 118-120, 111, 134, 136, 140, 142, 143, 147, 148, 150, 152, 157, 184, 197, 215, 233, 234, 239, 242, 245, 246, 254, 271, 275, 278, 279, 282-284, 304.
- Nouvelle Internationale de la Jeunesse, 27, 152.
- Italie, 21, 55, 136, 196.
- Japon, 51, 101, 108, 109, 112, 252, 262, 265, 307.
- Jeunesse, 25, 27, 34, 41, 73, 74, 76, 79, 85, 138, 143, 149, 152, 183, 228, 232, 234, 269, 277, 281, 282, 298, 300-302, 313.
- Juifs, 48, 51, 53-55, 92, 217, 218, 220-222.
- Léninisme, 110, 155, 275, 310.
- Lettonie, 259.
- Libération nationale, 102, 112.
- Lithuanie, 259.
- Littérature, 43.

- Mandchourie (province de), 109, 307.
- Marxisme, marxiste, 41, 43, 47, 48, 60, 61, 63, 68, 72, 110, 111, 118, 120, 138, 156, 175, 177-182, 185, 188, 190, 199, 204, 206, 212, 215, 228, 230, 232, 233, 235, 239-244, 271-276, 286, 288, 290, 292, 293, 298, 299, 301, 304, 306, 309, 313.
- Massacre de Shangai, 44, 46, 128, 129.
- Masses, 26, 37-41, 45, 50, 53, 54, 56, 57, 67, 75, 83, 94-96, 111, 114, 125, 139, 141, 142, 145, 148, 154-157, 159, 160, 163-165, 167, 170, 171, 174, 175, 177, 178, 180-184, 187, 190-192, 194, 198, 199, 205, 226, 230, 231, 243-246, 254, 264, 267, 269, 274, 279, 280, 288, 289, 291, 292, 305, 306, 324.
- Menchevisme, menchevik, 39, 61, 111, 198, 207, 229, 230, 240, 282.
- Ménilmontant, 248.
- Mexique, 48.
- Milice ouvrière, 27, 172, 223, 224, 244, 250.
- Mouvement ouvrier, 19, 24, 196, 197, 213, 221, 235, 236, 238, 239, 275, 285, 306, 307, 322, 324.
- Nationalisme, 48, 107, 109, 112, 232.
- Nazi, national-socialisme, 19, 29, 51, 53, 54, 87-89, 92-94, 123, 124, 137, 176, 188, 189, 307, 324.
- Néo-socialiste, 84, 136, 171, 198, 288, 290.
- Nep, 113, 308.
- Norvège, 23, 36, 42, 56, 61, 134, 139, 141, 142, 182, 191, 192, 253, 292.
- Occident, 117, 304, 308, 310.
- Octobre allemand, cf. insurrection de Hambourg.
- Onze points de l'Opposition de gauche (cf. également : Plate-forme de l'Opposition de gauche), 180, 234.
- Opportunisme, 24, 60, 63, 65, 68, 69, 75, 77, 118, 136, 155, 156, 158, 186, 187, 189, 192, 195, 236, 241, 242, 244-246, 282, 283, 292, 301, 305.
- Opposition de droite dans l'I.C., cf. brandlérisme.
- Orient, 109, 116, 306, 307, 310.
- Pacifisme, pacifiste, 38, 53, 64, 69, 87, 90, 91, 137, 141, 157, 228, 239, 241, 244, 245.
- Palestine, 221, 222, 285.
- Parti, rôle du parti, 45, 54, 56, 59, 78, 83, 95, 96, 116, 121, 135, 155-157, 165, 171, 176, 179-181, 205, 215, 223, 224, 236, 241, 243, 244, 267, 303-305, 307, 308, 313, 316.
- nouveau parti en Allemagne, 19, 31, 53, 54, 213.
- nouveau parti à l'échelle internationale, 81, 133, 135, 137, 159, 197, 238, 246, 254, 279, 296, 304.
- Paysannerie, 111-113, 115, 116, 126, 128, 168-170, 207, 256.
- Petite bourgeoisie, 70, 77, 111, 112, 128, 157, 168-171, 182, 189, 241, 299, 306.
- Plan de Travail, 161, 163, 165-173, 273, 288, 289.
- Plan quinquennal, 49, 204, 260, 262.
- Plate-forme de l'Opposition de gauche (cf. également : Onze points de l'Opposition de gauche).
- Pologne, 116, 124, 136, 217, 259, 305, 307.
- Populisme, 240.
- Prinkipo, 29, 48, 72, 74, 132, 133, 213, 278, 279, 285, 318.
- Procès de Leipzig, 45, 47, 88, 92, 93, 98, 123.
- Procès des S.R. de 1922, 162.
- Programme, 28, 38, 62, 72, 75, 105, 120, 130, 142, 147, 149, 150, 152, 154, 155, 167, 168, 179, 214-216, 230, 233, 243, 271, 272, 275, 282, 299, 305, 308, 314, 315.
- Prolétariat, 26, 27, 36, 38, 46, 47, 53, 54, 57, 61, 78, 82, 111-113,

- 115, 128, 129, 138, 147, 152, 156, 161, 164-166, 169-171, 174, 177-179, 181, 186, 188, 189, 192, 193, 195-197, 204, 206, 207, 213, 218, 221-223, 230, 232, 238, 241, 242, 244, 246, 252, 253, 272-275, 283, 293, 295, 299, 306-310, 326.
- Propagande, 26, 217.
- Propriété bourgeoise, 49, 188.
- Prusse, 123, 124, 187.
- Psychologie, 44, 205, 255, 269, 284, 304.
- Putsch Kapp-Lüttwitz, 104, 245.
- Putsch de Munich, 89.
- Quatre premiers congrès de l'I.C. 59.
- Réformisme, réformiste, 37-39, 69, 118, 136, 139, 141, 151, 154-157, 164, 165, 167, 169, 171, 174, 175, 179, 184, 187, 189-191, 195, 198, 199, 202, 223-225, 228-230, 233-236, 239, 240, 242-244, 275, 281, 282, 288-290, 294, 309.
- République de Weimar, cf. Allemagne de Weimar.
- Révissionnisme, 163, 273, 275, 282.
- Révolution, 44, 47, 50, 53, 54, 65, 97, 111, 113, 128, 147, 151, 155, 167, 169, 170, 177, 194, 220, 229, 253, 266, 289, 290, 304-307, 310, 313.
- prolétarienne mondiale, 34, 112-115, 117, 178, 196, 197, 199, 218, 222, 232, 233, 243, 254, 274, 293, 295, 305-307, 325.
 - de 1789, 102, 268.
 - de 1848 en Allemagne, 273.
 - bourgeoise, 38, 111, 112, 231.
 - d'Octobre (ou) russe, 34, 39, 61, 110, 112, 114, 124, 127, 145, 178, 188, 231, 237, 254, 257, 270, 304.
 - de 1918 en Allemagne, 46, 111, 206.
 - de 1923 en Allemagne, cf. insurrection de Hambourg.
 - chinoise de 1927, 112, 116, 178, 214, 305, 307, 310.
 - finlandaise de 1918, 191.
 - hongroise de 1919, 134.
 - permanente, 112.
 - nationale, 38.
 - contre-révolution, 46, 47, 113, 114, 122, 136, 194, 199, 305.
- Socialiste, 38, 39, 112.
- Roumanie, 259, 285.
- Russie (d'avant 1917), 61, 92, 95, 103, 111, 114, 188, 207, 240, 262, 268.
- Russes blancs, 127.
- Saint-Palais, 19, 21, 43, 72.
- Sarre, 22, 23, 33.
- Science, 59.
- Sectarisme, 67, 140, 142-144, 146, 157, 159, 177, 180, 182, 183, 211, 241, 279, 291.
- Sionisme, 43, 221, 222, 285.
- Six Février 1934, 27, 282.
- Slovaquie, 110.
- Social-démocratie, social-démocrate, 24, 31, 33, 37, 39, 40, 46, 53, 54, 56, 60, 63, 64, 66, 86, 87, 117, 124, 138-140, 142, 158, 164-167, 169, 171, 172, 174, 176, 187-191, 193-195, 197-199, 202, 206, 225, 228-230, 239, 240, 242, 243, 275, 280, 283, 288, 289, 293, 294, 307.
- Social-fascisme, 37, 174, 188, 194, 197, 198, 254.
- Social-impérialisme, 230.
- Social-patriotisme, 197, 198.
- Socialisme, socialiste, 50, 52, 101, 113, 114, 115, 116, 156, 160, 164, 165, 167, 205, 206, 207, 222, 230, 232, 236, 237, 250, 272, 273, 281, 293, 298, 299, 313, 325.
- socialistes de gauche (ou) « centristes de gauche ».
 - socialistes de gauche (ou) socialistes indépendants, 73, 118, 138, 141, 142, 158, 165, 172, 176, 199, 243, 244, 245, 253, 288, 290, 291.
 - socialisme révolutionnaire, 39, 95, 147, 159.
 - socialisme dans un seul pays, 113, 114, 115, 178, 218.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, NOVEMBRE 1933 - AVRIL 1934

- Soviets, 39, 77, 78, 97, 114, 125, 193, 205, 254, 257.
- Stalinisme, 26, 67, 225, 229, 233, 243, 281, 282, 285, 291.
- staliniens, 31, 34, 37, 38, 39, 46, 110, 123, 136, 193, 203, 230, 234, 250, 254, 280, 295.
- Stratégie, 117, 120, 150, 169, 173, 177, 180, 185, 198, 214, 215, 230, 233, 249, 307.
- Suède, 67, 134, 139, 191, 284, 301, 302.
- Suisse, 25, 56, 135, 191, 248, 292.
- Syndicalisme, 25, 58, 81-83, 137, 147, 154, 177, 189, 214, 244, 286, 296, 300, 301.
- syndicats, 26, 27, 34, 40, 46, 64, 75, 93, 99, 104, 105, 127, 129, 137, 139, 156, 157, 164, 168, 179, 181, 190, 192, 195, 205, 213, 245, 266, 279, 280, 285.
- syndicalisme révolutionnaire, 64, 75, 239.
- Tactique, 117, 133, 140, 142, 143, 152, 154, 159, 169, 180, 215, 230, 232, 241, 243, 246.
- Tchécoslovaquie, 110, 135, 192.
- Terrorisme, 94-96, 162, 191, 195.
- Thèses d'Avril, 140.
- Traité de Brest-Litovsk, 201, 325.
- de Versailles, 39, 88.
- Troisième période, 37, 192.
- Trotskyisme, 46, 58, 67, 110, 122-125, 136, 137, 141, 147, 190, 198, 202, 223, 303, 309.
- Tsarisme, 111, 257, 265-269.
- Turquie, 19.
- Ukraine, 121, 124, 237, 309, 326.
- Ultra-gauche, ultra-gauchisme, 116, 123, 241, 243.
- Union sacrée, 39, 239.
- Union soviétique, 19, 42, 50, 51, 60, 72, 113-117, 119, 121, 123, 139, 151, 154, 170, 190, 192, 193, 197, 201, 204, 205, 207, 217, 218, 219, 229, 231, 233, 234, 236, 237, 238, 240, 255, 256, 259, 261, 262, 264, 269, 304, 305, 306, 307, 309, 310, 319.
- Vingt-et-une conditions de l'I.C., 120, 141, 245.

Chez le même éditeur...

- BOUKHARINE Nicolas. — *L'économie politique du rentier*, préface de Pierre NAVILLE, publié avec le concours du CNRS, 1967. Nouvelle édition 1972, 204 p.
- BOUKHARINE Nicolas. — *Economique de la période de transition*, préface de P. NAVILLE, biographie par EWA ZARZYCKA-BÉRARD, notes de Lénine, 1976, 204 p.
- BOUKHARINE Nicolas. — *L'Impérialisme et l'accumulation du capital*, préface de P. NAVILLE, post-face de M. ANDREU, 1977, 224 p.
- BRÉCY Robert. — *La grève générale en France*, préface de Jean MAITRON, 1969, X-102 p.
- DOMMANGET Maurice. — *Blanqui*, 1970, 104 p.
- DOMMANGET Maurice. — *Eugène Pottier, membre de la Commune et chantre de l'Internationale*, 1971, XII-172 p.
- Ecrits à Prague sous la censure (août 1968-juin 1969).*
— Textes de *Politika* et *Reporter* présentés par Pierre BROUÉ, 1973, 264 p.
- GROSSI Manuel. — *L'Insurrection des Asturies*, présentation de G. GARNIER, 1972, 240 p.
- JAKUBOWSKI Franz. — *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'Histoire*, préface de J.-M. BROHM, post-face de B. FRAENKEL, avec un texte de L. TROTSKY, 1972, rééd. 1976, 222 p.
- LAKS Monique. — *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965)*, 1970, 336 p.
- LÉON Abraham. — *La conception matérialiste de la question juive*, préfaces de M. RODINSON et E. GERMAIN, avec des textes d'I. DEUTSCHER et L. TROTSKY, 1968. Nouvelle édition 1970, XLVIII-206 p.
- LEONETTI Alfonso. — *Notes sur Gramsci*, préface de Pierre BROUÉ, 1974, 232 p.
- LORA Guillermo. — *Bolivie : de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, introd. par F. et C. CHESNAIS, 1972, CX-288 p.
- LUKACS Georg. — *Lénine*, introduction par J.-M. BROHM, 1965, rééd. 1971, 132 p.
- MARX Karl et ENGELS Friedrich. — *Critique de l'économie nationale*, présentation de J.-M. BROHM, Textes inédits, édition bilingue, 1975, 176 p.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, NOVEMBRE 1933 - AVRIL 1934

MATTICK Paul. — *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, préface de Robert PARIS, 1972, 292 p.

NAVILLE Pierre. — *Questions du socialisme*.

T.I. — *La classe ouvrière et le régime gaulliste*, 1964, 492 p.

T.II. — *La guerre et la révolution, I - Guerres d'Asie*, 1967, 324 p.

NAVILLE Pierre. — *L'entre-deux guerres*. 1 vol. 16 × 24, 1976, 628 p.

Otto Bauer et la Révolution (coll. « Praxis »). — Textes rassemblés et présentés par Yvon BOURDET, 1968, 304 p.

Pannekoek et les Conseils ouvriers (coll. « Praxis »). — Textes choisis et présentés par Serge BRICIANIER, 1969, rééd. 1977, 312 p.

PASUKANIS Eugène. — *La théorie générale du droit et le marxisme*, préface de J.-M. VINCENT, 1970, rééd. 1976, 180 p.

PERROT Michèle et KRIEDEL Annie. — *Le socialisme français et le pouvoir*, 1966, 224 p.

Premier Congrès de l'Internationale Communiste. — Textes complets présentés par P. BROUÉ, publié avec le concours du CNRS, 1974, 1 vol. 16 × 24, 308 p.

PREOBRAJENSKY Eugène. — *La Nouvelle économique*, préface de Pierre NAVILLE, introd. d'E. MANDEL, publié avec le concours du CNRS 1966, rééd. 1972, 404 p.

Que lire ? Bibliographie de la Révolution. — Ouvrage collectif. 1975, un vol. 264 p.

La Question chinoise dans l'Internationale communiste. — Dossier présenté par Pierre BROUÉ, 1965. Rééd. augmentée 1976, 544 p.

RADEK Karl. — *Les voies de la Révolution russe*, préface de F. BELLEVILLE, 1972, 96 p.

La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen. — Ouvrage collectif, présenté par Victor FAY, 1967, XIII-232 p.

TROTSKY Léon. — *Défense du marxisme*, préface de Pierre NAVILLE, introd. de J.-J. MARIE, 1972. Rééd. 1976, 360 p.

TROTSKY Léon. — *Œuvres*, publiées sous la direction de Pierre BROUÉ, Vol. 1, mars 1933-juillet 1933, vol. 2, juillet-octobre 1933, 1978, 320 p.

La Vérité (1940-1944). — Fac-similé des numéros clandestins. Présent. J.-M. BRABANT, M. DREYFUS, J. PLUET, 1978, 29 × 36, 272 p.

Catalogue sur demande :

Etudes et documentation internationales - 29, rue Descartes 75005 Paris

A l'Institut Léon Trotsky
29, rue Descartes

Cahiers Léon Trotsky, n° 1, nov. 1978, 16 × 22, 116 p.